

*La guerre civilisée
La défense par actions civiles*

© Presses universitaires de Grenoble
BP 47 – 38040 Grenoble cedex 9
Tél : 76 82 56 51
ISBN : 2 7061 0623 9

GENE SHARP

La guerre civilisée

La défense par actions civiles

assisté par Bruce Jenkins

*traduit de l'américain par
Bernard Lazarevitch*

PRESSES UNIVERSITAIRES DE GRENOBLE
1995

Avant-propos

S'il est une crise qui est la bienvenue, c'est bien celle de la course aux armements. Elle soulève pourtant quatre questions fondamentales dont les réponses ne sont pas suffisamment évidentes pour éviter les contestations.

1. Ce processus de désarmement est-il irréversible, au moins pour la décennie à venir ? Les experts sont partagés entre le oui franc et massif de ceux qui affirment que la «guerre froide» fondée sur la lutte entre deux systèmes antagoniques est un moment historique définitivement dépassé, et le pessimiste non de ceux qui rappellent que les dernières guerres mondiales ont opposé des pays appartenant au système capitaliste et qui insistent sur l'aggravation des risques de conflits régionaux et religieux. Une réponse unique ressemble à un pari, aussi désespéré que celui qui s'essaie à l'exercice périlleux de la roulette russe.

2. L'existence toujours menaçante de bombes nucléaires puissantes, capables de détruire la planète, est-elle vraiment remise en cause ? Quand bien même, dans le meilleur des cas, les pays accepteraient de conserver seulement 10% de leur potentiel nucléaire, il n'en demeurerait pas moins le maintien d'une menace inacceptable, à tout moment applicable et aggraveable. Tant que le nucléaire militaire reste disponible, tant que les essais subsisteront, les hommes n'auront pas abandonné leurs fous espoirs de puissance ou de défense à n'importe quel prix.

3. Compte tenu des évolutions actuelles, faut-il modifier les stratégies ? Les avis divergent sur les modalités, mais une grande majorité d'experts donne une réponse favorable. Dans ces conditions, à côté des nouvelles tactiques et/ou armes supposées plus efficaces compte tenu des menaces, la place revendiquée pour les actions civiles de défense s'élargit, à juste titre. Si le nucléaire enlève au citoyen le contrôle de la défense de son pays, les actions civiles le restitue dans ses droits et ses devoirs. Or, le monde est traversé par la crise morale engendrée par les crises économiques et sociales. L'avènement de la responsabilité individuelle au service de la collectivité recèle des valeurs morales susceptibles de redonner un sens aux solidarités nationales et aux objectifs collectifs mondiaux.

4. Les actions civiles peuvent-elles se substituer aux actions militaires ? Les réponses trop souvent données sous le mode binaire du tout ou rien ne peuvent restituer toute la complexité des dimensions humaines et

sociales des conflits. Ainsi, les formes exacerbées du nazisme, du stalinisme ou des khmers rouges rendent difficiles l'application exclusive d'une stratégie de non-violence. Mais aussi le refus d'accorder aux citoyens une formation sur les techniques civiles de résistance constitue une erreur historique grave. Selon les périodes et les pays, selon le degré de responsabilité et d'unité nationales, selon les types de conflits, l'action civile est efficace.

Gene Sharp se pose ces questions, de manière méthodique, claire, informée. Il s'insurge contre la loi des systèmes, des régimes, des organisations réductrices. Ni diable, ni bon Dieu, l'homme doit certes se protéger, mais surtout assumer sa vie, dans le cadre d'une organisation sociale clairement acceptée et jamais tyrannique. La lecture du livre de Gene Sharp est féconde, car elle s'intéresse, derrière les systèmes et les stratégies, à l'homme, cet homme révolté de Camus, qui, hébété par l'absurde de la vie, n'en découvre pas moins la grandeur des valeurs de la condition humaine.

Jacques Fontanel

Professeur à l'Université Pierre Mendès France
Grenoble II

Préface de l'édition anglaise

Ce livre a pour but de proposer une politique de défense qui s'appuie sur l'action des civils. Dans le cadre d'une défense par actions civiles (DAC) c'est la société elle-même, plutôt que l'armée, qui exerce son pouvoir de dissuasion et de défense contre des prises de pouvoir illégitimes ou des invasions étrangères. Les armes employées relèvent des domaines psychologique, social, économique et politique. Elles sont maniées par la population et les institutions sociales.

Cet ouvrage émet deux propositions : d'une part, il est possible de développer des méthodes civiles de défense contre des prises de pouvoir internes ou des agressions étrangères, d'autre part, il est possible d'éviter des dictatures et oppressions ou de les anéantir par des actions non violentes efficaces. Un refus massif de coopérer et de se soumettre empêche l'agresseur de prendre le contrôle de la société et d'atteindre ses objectifs, tout en déstabilisant ses cadres et ses forces armées.

Ce livre servira de base de recherche et d'approfondissement. Il permettra au public et aux gouvernements d'évaluer la défense par actions civiles à sa juste mesure. Certains Etats l'ont déjà incorporée en partie dans leur politique de défense.

L'un de mes objectifs, en écrivant ce livre, était de stimuler la réflexion des citoyens soucieux de trouver des réponses mieux adaptées à nos problèmes de défense. J'ai également voulu présenter des éléments nouveaux, des idées et des options qui méritent l'attention de tous ceux qui sont appelés à participer à la défense par actions civiles : analystes de la défense, spécialistes de la sécurité, hauts fonctionnaires, responsables militaires, stratégies de la lutte non violente, savants, étudiants et membres d'organisations non gouvernementales.

Cet ouvrage s'intéresse aux problèmes qui peuvent survenir dans de nombreux pays et non plus uniquement dans certaines parties du monde, comme je l'ai fait dans mon livre précédent *Rendre l'Europe indomptable*. Ainsi, dans la mesure où elle s'adresse à des personnes qui ont un réel souci de démocratie et d'indépendance, cette ouverture à la DAC sera utile à de nombreux pays. Toute nation, quel que soit son statut politique ou économique, doit se sentir concernée par la possibilité d'une

invasion étrangère ou d'une usurpation intérieure. C'est l'ensemble de ces problèmes qui est traité dans ce livre. A partir de cette approche globale, les citoyens de la plupart des pays seront à même d'évaluer les possibilités de mise en œuvre d'une défense par actions civiles dans leurs sociétés respectives, chacune ayant ses traditions, ses problèmes de défense et ses options militaires spécifiques.

L'idée de ce livre m'a été suggérée voici quelques années par Sanford Thatcher des Presses universitaires de Princeton. Ses encouragements, ses conseils et ses critiques, son soutien et sa patience, m'ont permis de mener ce projet à terme. M. Thatcher ayant quitté les PUP, c'est Gail Ullman, responsable des publications en sciences sociales, qui a suivi les dernières phases du manuscrit. Charles Ault, du service éditorial, a apporté ses excellentes recommandations.

L'année dernière, au sein de l'Albert Einstein Institution, j'ai eu la chance de bénéficier de l'aide précieuse de Bruce Jenkins qui m'a aidé à préparer ce livre. Sans ses recherches, ses critiques fondées, ses suggestions et ses qualités rédactionnelles, ce livre ne serait pas ce qu'il est.

Je suis redevable à la fondation Albert Einstein, à ses bienfaiteurs et à son personnel, de m'avoir permis de mener à bien ce travail. Les organisations comme celle-ci méritent des soutiens qui leur permettent de multiplier les études sur la nature et le potentiel de la lutte non violente comme substitut de la violence contre les agressions, les dictatures, les génocides et l'oppression.

Au cours des années 80, nous avons été témoins d'une expansion mondiale sans précédent du recours pratique à la lutte non violente. De Tallinn à Naplouse, de Rangoon à Santiago, de Pretoria à Prague, de Pékin à Berlin, les peuples du monde entier se tournent de plus en plus vers la lutte non violente pour affirmer leurs droits à la liberté, à l'indépendance et à la justice. Ce qu'il faut à présent, ce sont des recherches théoriques, des évaluations pratiques et des analyses stratégiques approfondies qui permettront de mieux comprendre cette technique et d'améliorer son efficacité. Ce livre n'est que l'un des nombreux ouvrages à écrire sur la nature, les problèmes et le potentiel de la lutte non violente. Ceux-ci nous aideront à déterminer comment la lutte non violente et la DAC peuvent affronter et résoudre les problèmes de dictature, de génocide, d'oppression et de guerre.

Gene Sharp
Albert Einstein Institution
Cambridge, Massachusetts,
Etats-Unis
10 janvier 1990

Préface de l'édition française

Depuis la publication de l'édition anglaise du présent ouvrage en 1990, le monde a vécu de grands bouleversements : l'Union soviétique a disparu, les républiques qui la composaient sont devenues indépendantes, la guerre froide Est-Ouest est terminée, ce qui a réduit de façon spectaculaire les tensions militaires en Europe ; et les deux Allemagnes ont été réunies.

Cette évolution est porteuse d'espoir. Il y a eu par contre d'autres changements, négatifs ceux-là. L'ex-Yougoslavie est déchirée par une guerre sanglante, les peuples de Bosnie et d'autres régions sont victimes d'atrocités abominables. Ces dernières années ont vu se multiplier les demandes d'intervention armée des Nations unies pour régler des conflits. La fin de la guerre froide n'a malheureusement pas diminué le nombre de conflits meurtriers dans le monde. L'année 1992 a battu tous les records avec le développement de vingt-neuf guerres majeures. Le nombre de morts par la guerre a été le plus élevé depuis 17 ans¹. L'année 1992 a été marquée par six coups d'Etat réussis et plus de dix tentatives². A l'échelle planétaire, les problèmes de défense et de sécurité restent toujours aussi présents.

Ces événements, porteurs d'espoir ou très préoccupants, donnent à réfléchir sur les attitudes traditionnelles en matière de sécurité et de défense. A quels types de menaces serons-nous exposés ? Comment maintenir, voire renforcer, la dissuasion et la défense à une époque où de nombreux pays, chancelant sous le poids des dépenses militaires, réduisent leur budget de défense ? Comment des nations en pleine mutation sociale ou qui luttent contre une pauvreté endémique peuvent-elles éviter de créer d'importantes structures militaires au risque de voir une clique armée établir un régime militaire ? Comment un pays peut-il mieux se protéger contre un coup d'Etat ? En matière de défense, quelles sont les

1. Ruth Leger Sivard, *World Military and Social Expenditures*, 1993 (Washington, DC: World Priorities, 1993), p. 20.

2. Les données sur les coups d'Etat proviennent des rapports de l'agence Reuters pour 1992.

voies de l'autonomie qui permettront de ne pas dépendre des politiques fluctuantes d'autres nations ?

La politique de défense par actions civiles, qui aborde ces problèmes et d'autres questions vitales, mérite d'être étudiée avec le plus grand soin. En s'appuyant sur les forces sociales, politiques et économiques de la société pour les utiliser directement comme forces de défense et de dissuasion, chaque pays peut contribuer à la sécurité de la planète.

La DAC utilise de manière *préparée* et *planifiée* des « armes » sociales, économiques, politiques et psychologiques (telles que les grèves, les boycotts, la non-coopération en masse, etc.) pour assurer dissuasion et défense contre des agressions de l'étranger ou de l'intérieur. Elle est l'objet d'une certaine attention ces dernières années, en particulier dans les pays baltes. Nous allons en parler dans cette préface afin de montrer que cette politique correspond bien aux problèmes actuels.

Au cours de leur lutte récente pour se libérer de la domination soviétique, Estoniens, Lettons et Lituaniens ont rejeté les tactiques du terrorisme ou de la guérilla pour se tourner vers des méthodes civiles non violentes. Les gouvernements indépendantistes baltes ont en partie organisé ces actions à l'avance. En janvier 1991 par exemple, les membres du front populaire et du gouvernement estoniens mirent au point le plan de résistance « Désobéissance civile » qui donnait les directives suivantes aux Estoniens en cas d'attaque soviétique : « Considérer comme illégale toute instruction contraire aux lois de l'Estonie ; désobéir et refuser de coopérer avec toute tentative de contrôle soviétique ; ne fournir aucun renseignement vital aux autorités soviétiques, enlever au besoin les noms de rues, les panneaux indicateurs, les numéros de maisons, etc. ; ne pas céder aux provocations ; faire un relevé précis des activités soviétiques (rapports écrits, films), préserver ces documents et les diffuser à l'étranger ; maintenir le fonctionnement des organisations sociales et politiques estoniennes, en créant des organismes de soutien et en cachant le matériel essentiel ; lancer des actions de masse si nécessaire ; entreprendre des approches de communication positive en direction des troupes de l'ennemi³. »

En janvier 1991 en Lituanie, le gouvernement Landsbergis appela les citoyens à défendre le parlement indépendant contre l'assaut des soviétiques. Les troupes soviétiques tuèrent quatorze personnes dans la tour de la télévision de Vilnius et prirent d'autres bâtiments. A la suite de ces actes, le conseil suprême de Lituanie déclara qu'en cas d'occupation soviétique, toutes les institutions gouvernementales avaient « le devoir de ne pas coopérer avec les forces d'occupation ou les individus à leur service » ; il

3. Extrait de « Civil Desobedience and the Defense of Estonia », article non publié de Steven Huxley (21 février 1991), p. 3.

demandea aux citoyens « d'adhérer aux principes de désobéissance, de résistance non violente et de non-coopération politique et sociale comme *moyen principal de lutte pour l'indépendance* » (souligné)⁴.

La Lettonie, anticipant une attaque soviétique, renforça elle aussi sa politique de défense par des composantes civiles. En juin 1991, le conseil suprême letton approuva la création d'un centre de défense non violente. *Les principes fondamentaux de défense non violente de la république de Lettonie*, rédigés par ce centre, stipulaient : « La défense non violente est destinée à défendre l'Etat letton, en mobilisant pour la lutte non violente tout citoyen qui soutient l'indépendance (...). Elle est fondée sur la non-coopération totale avec l'adversaire et la désobéissance absolue à ses directives. »

Les organisations privées et publiques ainsi que les simples citoyens reçurent des instructions sur la conduite à tenir face à un coup d'Etat fomenté par les soviétiques, et sur les moyens de poursuivre la résistance en cas d'occupation du pays. Ces directives étaient en vigueur et bien distribuées lors de la tentative de coup d'Etat en Union soviétique, du 18 au 21 août 1991. Les institutions gouvernementales et politiques de Lettonie, de Lituanie et d'Estonie adoptèrent sans délai une politique de non-coopération et de résistance contre le putsch, mais la poursuite de la résistance ne fut pas nécessaire après la défaite rapide du coup d'Etat à Moscou⁵.

Ces actions organisées par les Etats baltes indépendants comptent parmi les premières démarches officielles de mise en œuvre de la DAC en prévision d'une crise. Quand cette politique de défense civile est déjà en place, elle permet au gouvernement qui l'utilise de s'appuyer sur une infrastructure de résistance organisée et sur une population formée à l'art de la non-coopération et du défi. Aucun des trois pays baltes n'avait en 1990 et 1991 (en toute logique) de base institutionnelle élaborée en matière de DAC. Il reste à voir si ces Etats vont poursuivre le développement de leur défense par actions civiles.

L'échec du coup d'Etat conservateur de 1991 en Union soviétique témoigne que la DAC est capable d'assurer une défense efficace contre une agression interne. Ce coup d'Etat qui visait à remplacer le président Gorbatchev par un régime néo-stalinien était l'œuvre du vice-président, du premier ministre, du ministre de la défense, du chef du KGB et du

4. *Parliamentary Information News Bulletin*, Release n° 145, du 28 février 1991, traduction anglaise du Lithuanian Information Center, New York, USA.

5. Pour un compte rendu des actions lettones et une version anglaise des documents concernant la défense par actions civiles en Lettonie, voir Olgerts Eglitis, *Non-violent Action in the Liberation of Latvia*, Monograph Series n°5 (Cambridge, Mass. : The Albert Einstein Institution, 1993).

ministre de l'intérieur soviétiques. Malgré les vastes ressources militaires et économiques dont ils disposaient, les putschistes furent vaincus par le défi en masse de la population et par le refus ouvert de coopérer des troupes soviétiques. La résistance civile qui n'avait ni plans ni organisation (donc pas vraiment une DAC, celle-ci nécessitant préparatifs et formation préalables) fut assez forte pour anéantir toute prétention à la légitimité des putschistes et semer la discorde dans les rangs de l'armée.

Ces exemples typiques de résistance civile sont les manifestations récentes du long passé historique des actions civiles, trop souvent négligé malgré les leçons essentielles qu'il apporte à tout pays soucieux de sa sécurité. Ajoutés aux cas traités dans cet ouvrage, ces exemples peuvent servir de prototypes pour une nouvelle forme de défense dont la force peut être immense.

Dans ce livre, nous soutenons que la politique de défense par actions civiles, si elle bénéficie de recherches, d'analyses, de formations et de plans plus poussés, peut renforcer la capacité des nations à dissuader et à vaincre, aussi bien une invasion et une occupation étrangère qu'une prise de pouvoir illégitime. Nous appelons le lecteur à examiner cette proposition d'un œil critique.

L'édition française de ce livre a fait l'objet de légères révisions depuis l'édition anglaise pour prendre en compte certains changements politiques de ces dernières années. Nous voudrions remercier Bernard Lazarevitch, le traducteur de cet ouvrage. Nous tenons à exprimer nos plus vifs remerciements à Xavier Olagne, Bernard Reverdy, Jean Marichez et leurs collègues de l'association Action Civile et Défense pour leurs encouragements et leurs efforts qui ont permis la traduction française de ce livre. L'association, qui a effectué un remarquable travail de relecture de la traduction, s'est évertuée à mettre au point une terminologie précise sur le sujet. C'est elle qui a créé l'expression « défense par actions civiles » (DAC) correspondant à de l'anglais « Civilian-Based Defense ». Qu'elle en soit remerciée ici.

Gene Sharp

Bruce Jenkins

Albert Einstein Institution

50 Church Street, Cambridge, MA. 02138 USA

15 février 1994

CHAPITRE 1

Une défense sans guerre ?

NÉCESSITÉ D'UN SYSTÈME DE DÉFENSE

Deux choses sont certaines dans le futur de la politique et des relations internationales : les conflits sont inévitables et il est indispensable de disposer d'un système de défense efficace contre les usurpations internes et les agressions internationales.

Toute société voulant éviter ces attaques aura besoin, entre autres, d'une politique de sécurité et d'un système d'armement qui lui permettent d'y résister. Cette politique et ce système doivent être capables de réaliser deux objectifs : dissuader et défendre.

Premièrement, le système d'armement doit être suffisamment solide et préparé pour avoir de fortes chances de décourager une tentative d'usurpation interne ou une agression internationale. C'est une *mise en garde* qui sert à convaincre les agresseurs potentiels de ne pas attaquer car le coût induit leur serait inacceptable, notamment s'ils n'atteignaient pas leurs objectifs. Cette mise en garde est un élément crucial de la politique globale de *dissuasion* : celle-ci conduit les agresseurs potentiels à abandonner leur projet d'attaque, grâce à plusieurs formes d'influence comme la négociation, la pression morale et psychologique, des interventions non provocatrices, et enfin la mise en garde elle-même.

Il reste cependant un sérieux problème ; cette politique peut échouer, car on ne peut garantir qu'un système dissuasif sera suffisant. Il faut donc pouvoir pallier un échec de la dissuasion et des armes choisies.

Deuxièmement, si la dissuasion échoue, le système d'armement doit être capable d'assurer une défense efficace. Défense signifie protection, préservation et suppression du danger. La défense doit pouvoir neutraliser l'attaque et y mettre fin. Elle ne doit pas pour autant détruire la société qu'elle défend. Elle doit forcer les agresseurs à

renoncer et à se retirer, ou les vaincre, puis rétablir les conditions de paix et d'autonomie ainsi que le système constitutionnel en vigueur avant l'attaque.

La majorité des gouvernements et des populations persiste à croire que seuls les moyens militaires peuvent décourager une agression étrangère et y faire face. Les opinions divergent sur l'aptitude des méthodes militaires à accomplir ces tâches et sur la gravité de leurs conséquences. On entend dire d'un côté que des moyens militaires puissants sont la seule option réaliste face aux menaces de conflits internationaux, et que le fait d'affaiblir – ou pire de supprimer – ces moyens serait irresponsable, tant sur le plan politique que moral. A l'extrême opposé, on trouve la thèse pacifiste selon laquelle la guerre en elle-même est le pire des tourments politiques : les individus comme les sociétés dans leur ensemble doivent donc s'opposer à toute action ou préparation militaire et refuser d'y participer. Entre ces deux extrêmes les avis sont nombreux.

Ce livre n'étudie aucune de ces théories. Le bien-fondé de l'analyse ne dépend pas de l'opinion que l'on peut avoir sur les méthodes militaires, sur les « guerres justes » ou sur le « pacifisme ». En fait ces deux positions extrêmes sont sans doute aujourd'hui inadaptées ou incomplètes, tant sur le plan politique que moral. Ce qui importe, c'est qu'aujourd'hui rares sont ceux qui iront affirmer que les moyens militaires sont parfaits, ou qu'ils n'engendrent pas de très graves problèmes et risques. Et qui prétendra que les moyens militaires atteignent toujours leurs objectifs ? Sans parler des risques de destruction massive, la défaite est toujours possible.

Lénorme pouvoir de destruction de la technologie militaire moderne a suscité de nombreuses réactions et propositions alternatives. Rares sont celles qui tentent à la fois d'empêcher ou de limiter les attaques et destructions *et* de mettre en place un système de défense répondant à nos critères.

L'une des réactions a été d'appeler à une restructuration des forces armées selon des principes strictement défensifs. Cette approche, que l'on a pu appeler « défense défensive », « défense non offensive » ou « défense non menaçante », a été bien développée en Europe de l'Ouest et elle se rapproche de la politique de défense qui existe depuis longtemps en Suisse. Dans la méthode suisse, l'armement et l'organisation stratégique sont destinés à un usage exclusivement défensif ; il n'y a ni préparatifs ni capacité de contre-attaque sur le territoire d'agresseurs éventuels.

Les tenants de cette approche – qui comporte plusieurs variantes – proposent des forces armées équipées d'armes moins destructrices, ayant une mobilité et une portée limitées qui les rendraient inadaptées à des objectifs offensifs. On préfère par exemple des armes anti-char à des chars et des chasseurs à court rayon d'action plutôt que des bombardiers ou des missiles longue portée.

Des partisans de cette approche ont également proposé pour ce matériel des stratégies purement défensives, sans plans ou préparatifs d'attaque offensive, ni même de contre-attaque. Selon eux, des forces structurées de manière aussi défensive diminueraient la perception de menace à l'étranger, réduisant ainsi les risques d'une attaque préventive. Dans certains pays, comme l'Allemagne, ces idées ont acquis une certaine crédibilité. Elles méritent un examen critique sérieux dans la mesure où il s'agit là d'une politique de dissuasion et de défense ne faisant pas appel à des armes de destruction de masse.

Il n'est pas possible de procéder ici à une critique en détail de la «défense défensive» mais il faut noter que cette approche recèle quelques écueils importants. Tout d'abord le risque d'une escalade de la guerre reste possible. Si les mesures défensives militairement limitées entravent sérieusement son entreprise, l'agresseur aura tendance à augmenter l'impact et la destructivité de son attaque. Du côté des défenseurs, s'il s'avérait que les mesures militaires défensives n'étaient pas adéquates, il y aurait une pression pour utiliser des armes plus destructrices, s'ils en disposent (ou s'ils peuvent les mettre au point ou les obtenir rapidement).

De plus, des mesures de «défense défensive» entraîneraient presque certainement des pertes élevées au sein de la population civile. Un conflit militaire sans ligne de front traditionnelle, avec de nombreuses petites unités militaires disséminées sur tout le territoire, est une garantie de pertes élevées. (L'idée de réduire ce risque en déclarant les zones urbaines «villes ouvertes» sans défense militaire, n'élimine pas ce problème.) L'approche de la «défense défensive» rappelle par certains aspects celle de la guérilla adaptée à la défense, renforcée en général par un armement militaire perfectionné qui permet de mener des attaques de précision contre les envahisseurs. Les problèmes fondamentaux de la guérilla à but défensif se retrouvent dans la «défense défensive». Cette politique présente de fortes similitudes avec les combats de guérilla qui se sont déroulés dans divers pays, entre autres la Yougoslavie, certaines régions de l'Union soviétique occupées par les nazis, l'Algérie et le Viêt-nam. Dans ces cas précis, le

nombre de morts parmi la population locale a été exceptionnellement élevé, souvent plus de dix pour cent de la population totale. Ces conflits ont été également marqués par des destructions physiques et sociales massives. En Europe centrale où l'on envisage des mesures de « défense défensive », la densité de la population entraînerait un nombre de victimes et un taux de destruction qui pourraient être catastrophiques. Enfin, même en cas de victoire, les conséquences à long terme seraient profondes au niveau social, économique, politique et psychologique : dégradation des institutions de la société et militarisation accrue.

Une « défense défensive » purement militaire ne semble donc pas offrir de solution satisfaisante au dilemme entre besoin de dissuasion et de défense d'une part, et pouvoir de destruction massif de la technologie militaire actuelle d'autre part. Quelles que soient nos opinions sur les moyens militaires en général, il est souhaitable d'examiner toutes les solutions non militaires susceptibles de répondre aux besoins de la société en matière de dissuasion et de défense contre les attaques extérieures et internes.

Nous disposons de moyens limités pour explorer ces alternatives non militaires. Dans certains cas, on a vu des populations improviser des actions de non-coopération et de défi à grande échelle pour se défendre contre des agressions étrangères ou intérieures. Ces cas sont en général peu connus et leur portée en matière de défense a rarement fait l'objet d'études sérieuses. Et pourtant ils existent, ce qui démontre qu'on peut, au moins dans certaines circonstances, assurer la défense d'une nation par des moyens autres que militaires ou paramilitaires. La question importante devient donc de savoir comment développer un potentiel de lutte non militaire capable, dans divers cas de figure, de dissuader véritablement des attaques et, au besoin, d'assurer une défense efficace contre celles-ci. Peut-on mettre au point une politique de défense non militaire efficace capable de dissuader et de défendre, sans encourir les risques de la guerre moderne ?

LA DÉFENSE PAR ACTIONS CIVILES

Cette politique porte aux Etats-Unis le nom de *défense basée sur les civils* tandis qu'en Europe on l'a appelée aussi *défense civile non violente* ou *défense sociale*. Le terme indique qu'il s'agit d'une défense menée par les civils (et non par des militaires) utilisant des moyens de lutte civils (et

non militaires ou paramilitaires). Ce type de politique est destiné à décourager et à mettre en échec des invasions ou occupations militaires étrangères et des conspirations internes. Ces dernières comprennent à la fois les complots au niveau de l'exécutif et les coups d'Etat plus classiques, c'est-à-dire la mainmise sur les rouages de l'Etat, souvent par un groupe d'obédience politique, militaire ou paramilitaire agissant de l'intérieur ou de l'extérieur du gouvernement en place. Ces coups d'Etat peuvent être organisés complètement de l'intérieur, ou exécutés à l'instigation ou avec l'aide d'une puissance étrangère.

La dissuasion et la défense contre des agressions étrangères ou intérieures s'appuient sur des armes sociales, économiques, politiques et psychologiques. (Le mot «armes» désigne ici les outils ou moyens, pas seulement matériels, que l'on peut utiliser dans une lutte, qu'elle soit militaire ou non violente.) Dans le cadre de la défense par actions civiles (DAC), ces armes non violentes sont utilisées pour organiser une non-coopération à grande échelle et une contestation massive du public. Le but est d'empêcher l'agresseur d'atteindre ses objectifs et de consolider son pouvoir, qu'il prenne la forme d'une administration étrangère, d'un régime fantoche ou d'un gouvernement d'usurpateurs. Non-coopération et contestation sont associées à d'autres formes d'action visant à ébranler la loyauté des troupes et des fonctionnaires de l'agresseur, à les pousser à ne pas exécuter les ordres et la répression, voire même à les amener à se mutiner.

La DAC est l'application, sous une forme affinée et développée, de la technique générale de l'action ou de la lutte non violente, adaptée aux problèmes de Défense nationale. C'est à la population dans son ensemble de l'exercer, ainsi qu'aux institutions et organisations sociales particulièrement visées par l'agresseur. Quels groupes de population seront les plus impliqués? Cela dépend d'abord des objectifs de l'agresseur, qui peuvent être d'ordre économique, idéologique, politique ou autre.

La population et les institutions doivent être capables de mener une DAC grâce à une préparation, une organisation et une formation préalables. Ces préparatifs s'appuieront sur les résultats de recherches fondamentales sur la résistance non violente, sur des analyses poussées du système politique de l'agresseur et sur l'étude approfondie des problèmes et solutions possibles, par exemple comment améliorer la capacité de la population à poursuivre la résistance face à une répression sévère, ou comment maintenir des moyens de communication efficaces en cas d'attaque. Bien comprendre comment optimiser la

lutte non violente et comment aggraver les faiblesses de l'adversaire, voilà qui permettra de développer des stratégies victorieuses.

La DAC repose sur l'idée que le pouvoir politique, qu'il vienne de l'intérieur ou de l'étranger, dépend de sources *internes* à chaque société. En refusant l'accès à ces sources de pouvoir, ou en les supprimant, la population peut contrôler ceux qui la gouvernent et mettre en échec un agresseur étranger. Nous examinerons cette théorie plus en détail au chapitre deux. Au chapitre trois, nous étudierons comment la technique de l'action non violente, qui a fourni de nombreux préceptes à la DAC, met en pratique la théorie de la «dépendance des gouvernants». Le chapitre quatre dressera les grandes lignes d'une méthode de défense s'appuyant sur l'action des civils. Cette méthode, comme la plupart des mesures défensives, s'appuie sur une préparation, une stratégie, une planification et une formation préalables. Le chapitre cinq passera en revue plusieurs des mesures à prendre (ou dans certains cas les mesures déjà prises) pour approfondir la recherche, préparer et mettre en œuvre une politique de défense par actions civiles.

PROTOTYPES HISTORIQUES

Nous disposons d'abondantes sources de données sur les luttes improvisées dans le passé; elles peuvent nous aider à préparer une défense par actions civiles contre un éventuel agresseur. Il y a beaucoup à apprendre sur la lutte non violente et son potentiel, dans l'étude de cas historiques impliquant des situations très diverses.

Comme on le verra dans les exemples qui suivent, la lutte non violente nous a légué un héritage très riche qui s'étend bien au-delà des conflits liés à la défense d'une nation. L'action non violente a joué un rôle majeur à l'échelle planétaire: résistance aux dictatures, luttes pour obtenir une plus grande liberté, campagnes contre l'oppression sociale, opposition à des changements politiques malvenus, ou luttes contre la domination coloniale et pour l'indépendance nationale. Contrairement aux idées reçues, ces méthodes de lutte – contestation, non-coopération et déstabilisation – ont joué un rôle historique majeur dans le monde entier. Ces expériences comprennent des cas où l'histoire n'a retenu que la violence qui a éclaté dès le début du conflit ou plus tard.

Les cinquante dernières années ont vu de nombreux mouvements de résistance et des révolutions de ce type contre des oppressions internes et des dictatures: les mouvements polonais de 1956, 1970-

1971 et 1976; le mouvement des travailleurs polonais de 1980 à 1989 pour un syndicat indépendant et une démocratisation politique; les luttes pour les droits civiques aux USA dans les années cinquante et soixante; la révolution iranienne de 1978-1979 contre le shah; le soulèvement de 1953 en Allemagne de l'Est; des aspects majeurs de la révolution hongroise de 1956-1957; la campagne bouddhiste de 1963 contre le gouvernement de Ngô Dinh Diêm au Sud Viêt-nam et la campagne bouddhiste de 1966 contre le régime de Saïgon; le mouvement de grève de 1953 dans la prison de Vorkuta et d'autres camps en URSS; ou encore les luttes militantes pour les droits civiques et les Juifs en URSS dans les années soixante-dix et quatre-vingt.

En remontant le cours de l'histoire, on peut citer des exemples significatifs de lutte politique non violente contre la tyrannie intérieure et le pouvoir étranger: la révolution non violente de l'Amérique coloniale (1765-1775) qui a donné aux Américains des victoires décisives et a permis d'anéantir la plupart des gouvernements britanniques dans les colonies d'Amérique du Nord; la résistance passive des Hongrois face à la domination autrichienne, surtout de 1850 à 1867; le mouvement de désobéissance et de non-coopération politique des Finlandais contre la Russie entre 1895 et 1905; des aspects essentiels de la révolution russe de 1905 et la révolution de février 1917 (avant le coup d'Etat bolchévique d'octobre); le mouvement de protestation non violente des Coréens contre la domination japonaise en 1919-1922; et plusieurs campagnes d'indépendance menées par Gandhi en Inde, en particulier en 1930-1931.

Des luttes non violentes significatives se sont également produites dans d'autres pays dans les années soixante-dix et quatre-vingt: Chili, Iran, Brésil, Mexique, Chine, Union soviétique, Haïti, Philippines, Inde, Afrique du Sud, Birmanie, Hongrie, Corée du Sud, Nouvelle-Calédonie, Tchécoslovaquie, Pakistan, Panama et territoires palestiniens occupés par les Israéliens.

Contrairement aux idées reçues, la lutte non violente fut une caractéristique majeure du mouvement chinois de 1989 pour la démocratie. Pendant plusieurs semaines, le parti communiste chinois vit son autorité bafouée par une grande grève de la faim, des manifestations de rues et par l'occupation non violente de la place Tienanmen. Le massacre du 4 juin témoigne d'une part de l'importance que les leaders du parti communiste attachèrent à ce défi, mais aussi de l'importance vitale d'une stratégie coordonnée par les organisateurs d'actions non violentes.

Plus tard en 1989, des révoltes non violentes extrêmement rapides ont ébranlé l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie, entraînant la chute du régime communiste dans ces pays (puis la dissolution de l'Allemagne de l'Est et sa réunification avec l'Allemagne de l'Ouest).

Dans l'ex-Union soviétique vers la fin des années quatre-vingt, les mouvements d'indépendance employèrent principalement des moyens non violents pour éroder la légitimité du parti communiste et l'autorité de Moscou. Cette tendance fut très prononcée dans les républiques baltes, comme en témoigne la déclaration d'indépendance de la Lituanie le 11 mars 1990. L'échec de la tentative de coup d'Etat des ultra-conservateurs soviétiques en août 1991, provoqué par le défi en masse des citoyens et par la non-coopération des militaires, permit à d'autres mouvements nationaux d'affirmer leur indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique, ce qui entraîna la chute de l'empire soviétique.

Beaucoup ignorent que des formes plus simples de lutte non violente ont également servi de moyen principal de défense contre des agressions de l'étranger ou de l'intérieur.

Dans ce chapitre, nous allons étudier quatre cas de lutte non violente improvisée pour la défense d'une nation, deux contre des coups d'Etat internes et deux contre des invasions et occupations militaires étrangères. Pour les coups d'Etat, nous examinerons la résistance au putsch de Kapp dans l'Allemagne de Weimar en 1920 et l'opposition à la tentative de coup d'Etat contre de Gaulle par des officiers français d'Algérie en 1961. Pour les agressions, nous étudierons les efforts allemands pour défendre la Ruhr contre l'invasion et l'occupation franco-belge en 1923 et la lutte de Défense nationale tchécoslovaque contre l'invasion et l'occupation par les troupes soviétiques et celles du pacte de Varsovie en 1968-1969.

Ces exemples représentent selon nous les applications les plus claires de la lutte non violente de défense constitutionnelle et nationale telle que nous la connaissons actuellement et nous disposons à leur sujet de données historiques assez abondantes. Dans ces quatre cas cependant, la résistance fut improvisée. Le peuple, les institutions et les gouvernements manquaient apparemment de préparation, d'organisation, de formation, d'équipement adéquat et de plans de crise concernant la résistance non violente (ce dont dispose en général une défense de type militaire). Cette lacune constitue la grande faiblesse des cas étudiés ici. Qu'on imagine les chances de réussite d'une guerre armée, menée sans organisation ni entraînement des soldats,

sans développement ni stockage d'armes et de munitions, sans études stratégiques ni formation des officiers, sans préparation des transports et des communications, et sans réserves de sang ni services médicaux structurés. Les quatre cas étudiés ci-après se sont pourtant déroulés dans ce genre de conditions.

Il y a eu d'autres exemples de lutte non violente improvisée pour défendre une nation. Entre autres des aspects essentiels de la résistance hollandaise aux Nazis en 1940-1945 et de la résistance danoise à l'occupation allemande en 1940-1945 (dont la grève générale de Copenhague en 1944); la majeure partie de la résistance norvégienne au régime de Quisling; la résistance gouvernementale et populaire pour annuler les mesures antijuives dans plusieurs pays alliés aux nazis ou occupés par eux, entre autres la Bulgarie, l'Italie, la France et le Danemark.

Tous ces cas de défense improvisée méritent de faire l'objet de recherches, d'études et d'analyses approfondies. Ils n'ont pas tous réussi, de même que toutes les luttes de défense militaire n'ont pas toujours réussi, en particulier, à réaliser leurs objectifs. Ces exemples démontrent – par leur existence même – que ce type de lutte défensive est possible. Leurs résultats montrent qu'une défense non violente peut être puissante et efficace. Les cas décrits ici nous éclairent aussi sur la dynamique et les problèmes de ce type de conflits.

LUTTES IMPROVISÉES CONTRE DES COUPS D'ÉTAT

Nos deux exemples de lutte civile contre des coups d'Etat sont très différents. Tous deux démontrent cependant qu'un gouvernement légitime peut être sauvé par l'action de gens ordinaires, de fonctionnaires ou de soldats agissant de manière non violente. Les cas allemand et français ne sont toutefois pas les seuls exemples. Lénine, pendant plusieurs années après son coup d'octobre 1917, s'est heurté à la non-coopération de la vieille bureaucratie. Les fonctionnaires créèrent de graves problèmes pour le gouvernement communiste après que les bolcheviks eurent arraché le contrôle de l'appareil d'Etat au gouvernement provisoire et aux autres partis révolutionnaires. Plus de quatre ans après, les problèmes étaient toujours graves.

En mars 1922, Lénine annonça au onzième congrès du parti communiste russe que la « leçon politique » de 1921 était « qu'il ne suffisait pas de tenir les rênes du pouvoir pour contrôler l'administration ».

Il déclara : « Les communistes donnent des ordres à droite et à gauche, mais le résultat est très différent de ce qu'ils attendent. »

On peut citer d'autres cas méritant d'être étudiés et analysés, comme la grève générale d'Haïti contre le président provisoire Pierre-Louis en 1957, la non-collaboration réussie contre un coup d'Etat militaire en Bolivie en 1978, ou encore la non-coopération de la population polonaise avec le régime du général Jaruzelski à la suite du coup d'Etat de 1981 (bien que la résistance soit restée limitée dans les milieux de l'administration, de la police ou des forces armées).

Allemagne, 1920

En 1920, la jeune république de Weimar, qui se heurtait déjà à de très graves problèmes économiques et politiques, fut l'objet d'un coup d'Etat fomenté par le Dr Wolfgang Kapp et le lieutenant-général Walter von Lüttwitz, avec l'appui du général Erich Ludendorff, lequel avait été en 1917 le dictateur virtuel de l'Allemagne. Tandis que la majorité de l'armée allemande restait « neutre » — sans participer au coup d'Etat, mais sans s'y opposer non plus — des ex-soldats et des civils organisés en corps francs (les *Freikorps*) occupèrent Berlin le 12 mars. Le gouvernement démocratique légitime du président Friedrich Ebert fut pris la fuite, pour s'installer à Stuttgart.

Tandis qu'à Berlin les kappistes proclamaient un nouveau gouvernement, le gouvernement légitime en fuite déclara que le devoir de chaque citoyen était de n'obéir qu'à lui. Les *Länder* (Etats) reçurent l'injonction de refuser toute collaboration avec ceux qui avaient attaqué la république.

Après une grève des travailleurs berlinois contre le coup d'Etat, le parti social-démocrate fit une déclaration appelant à la grève générale, au nom du président Ebert et d'autres ministres membres du parti (mais sans leur approbation officielle). Les kappistes se trouvèrent rapidement confrontés à une non-coopération à grande échelle. Fonctionnaires et agents de la fonction publique, loyalistes, refusaient de coopérer avec les usurpateurs ; les cadres compétents refusaient les postes offerts par le nouveau régime. A tous les échelons, les gens niaient leur autorité et refusaient de les soutenir. Le 15 mars, le gouvernement légitime refusa de faire un compromis avec les usurpateurs et le pouvoir des kappistes se désagrégua un peu plus. Des avions semèrent de nombreux tracts sur la ville, appelant à la résistance sous le titre « la chute de la dictature militaire ». La répression fut souvent sévère. Quelques grévistes furent fusillés.

Cependant l'impact de la non-collaboration allait croissant. Le 17 mars la police de sécurité de Berlin exigea la démission de Kapp, ce qu'il fit le jour même avant de s'enfuir en Suède. Cette nuit-là, beaucoup de ses complices quittèrent Berlin, habillés en civil, et le général von Lüttwitz démissionna. Il y eut quelques affrontements sanglants au milieu de la non-coopération essentiellement non violente. Les corps francs se rallièrent alors au gouvernement légitime et quittèrent Berlin. Ce faisant, ils tuèrent cependant ou blessèrent quelques civils hostiles. Le coup d'Etat avait été vaincu par l'action conjointe des ouvriers, des fonctionnaires, des bureaucrates et de l'ensemble de la population, qui avaient collectivement refusé la collaboration populaire et administrative sans laquelle les usurpateurs ne pouvaient avoir une emprise efficace sur le pouvoir.

La république de Weimar continua d'être confrontée par la suite à d'autres graves problèmes internes. Elle avait cependant survécu à cette première attaque directe, en recourant à une non-coopération et à une attitude de défi populaire et gouvernementale contre ses ennemis intérieurs.

France, 1961

En France, début avril 1961, le président Charles de Gaulle annonça qu'il abandonnait les efforts pour garder l'Algérie française. Dans la nuit du 21 au 22 avril, en Algérie, le premier régiment étranger de parachutistes de la Légion étrangère entra en rébellion et prit le contrôle de la ville d'Alger, pendant que d'autres unités militaires s'emparaient des points clés des environs. Il n'y eut pas d'opposition sérieuse. Les putschistes arrêtèrent en Algérie au moins trois généraux loyalistes, y compris le commandant en chef. C'était le dénouement de conflits politiques antérieurs entre l'armée française en Algérie et le gouvernement civil à Paris.

Le 22 avril, le « commandement militaire » rebelle déclara l'état de siège en Algérie, annonça qu'il prenait tous les pouvoirs du gouvernement civil et qu'il briserait toute résistance. La conspiration avait été ourdie par quatre colonels, mais cette déclaration portait les noms de quatre généraux récemment mis à la retraite (Challe, Jouhaud, Zeller et Salan). Le lendemain, le putsch reçut le soutien du général Nicot (chef de l'armée de l'air française), du général Bigot (commandant des forces aériennes d'Alger) et de trois autres généraux. Les putschistes prirent le contrôle des journaux et de la

radio, leur accordant (pensaient-ils) le monopole des communications en Algérie française.

Le gouvernement français de Paris était en danger. Il y avait cinq cent mille soldats français en Algérie, ce qui laissait en France métropolitaine très peu d'unités opérationnelles. Les deux divisions françaises postées en Allemagne n'étaient pas très sûres. La loyauté de la gendarmerie nationale paramilitaire et des compagnies républicaines de sécurité était elle aussi douteuse. On craignait une tentative parallèle de coup d'Etat contre le gouvernement à Paris, ou un acheminement par l'aviation militaire de troupes rebelles en France pour renverser de Gaulle. Pour réussir, le putsch d'Alger devait remplacer le gouvernement légitime à Paris.

Le dimanche 23 avril, les partis politiques et les syndicats organisèrent en France des manifestations de masse, appelant à une grève générale d'une heure le lendemain, pour montrer qu'ils s'opposeraient au coup d'Etat. Le soir même, de Gaulle s'adressa par la radio à la nation française, appelant les Français à défier les putschistes et à leur désobéir : « Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens – je dis tous les moyens – soient employés pour barrer partout la route à ces hommes-là, en attendant de les réduire. J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter un seul de leurs ordres. »

La même nuit, le premier ministre Debré prononça lui aussi un discours à la radio : il avertit la population qu'elle risquait de subir une attaque aérienne et il ferma les aéroports de Paris. Tout en mettant lui aussi l'accent sur « tous les moyens » – dont bien sûr l'action militaire – Debré fit confiance aux moyens non violents dans son appel à la population, à laquelle il demanda de convaincre les soldats qui pourraient atterrir de se rallier au gouvernement légitime : « Dès que les sirènes retentiront, allez-y [dans les aéroports] à pied ou en voiture, convaincre ces soldats trompés de leur lourde erreur. »

Le discours tenu par de Gaulle en France fut retransmis en Algérie sur les transistors de la population et des membres des forces armées, dont beaucoup étaient des appelés du contingent. Des copies du discours furent alors reproduites et distribuées un peu partout. Le discours de de Gaulle avait frappé juste en appelant à une non-coopération et à une désobéissance en masse : « A partir de là, la révolte se heurta sur place à une résistance passive qui se renforça d'heure en heure. »

Le 24 avril à 17 heures, dix millions de travailleurs prirent part à une grève générale symbolique. De Gaulle invoqua les pouvoirs d'urgence accordés au président par la Constitution. On arrêta de

nombreux militants d'extrême droite. Aux aéroports, des gens se préparèrent à obstruer les pistes avec leurs véhicules pour empêcher les tentatives d'atterrissement. On plaça des gardes devant les bâtiments publics. L'Algérie fut soumise à un blocus financier et maritime. Cette nuit-là, le général Crépin annonça que les troupes françaises d'Allemagne restaient fidèles au gouvernement, et elles reçurent le lendemain matin l'ordre de rejoindre Paris.

Les troupes françaises d'Algérie agirent pour soutenir le gouvernement de de Gaulle et pour miner le pouvoir des insurgés. Le mardi, les deux tiers des avions de transport disponibles et de nombreux chasseurs avaient décollé d'Algérie, réduisant d'autant les moyens d'invasion de la France. D'autres pilotes prétendirent avoir des ennuis mécaniques ou bloquèrent les pistes. Les fantassins restaient dans leurs casernes. Il y eut de nombreux cas d'inefficacité délibérée : non-transmission des ordres des officiers insurgés, disparitions de dossiers, retards dans les communications et les transports. Les meneurs du putsch durent employer une grosse partie des forces dont ils disposaient pour tenter de rester aux commandes et de maintenir l'ordre parmi les troupes d'Algérie. De nombreux officiers évitèrent temporairement de prendre parti, attendant de voir où pencherait la balance pour se rallier au vainqueur.

Les civils français d'Algérie, y compris la police d'Alger, avaient d'abord soutenu le putsch. Mais les fonctionnaires et les élus locaux de la ville d'Alger furent nombreux à résister, cachant des documents et quittant leur poste, pour éviter d'être suspectés de soutenir le putsch. Le samedi 25, la police d'Alger se rallia au gouvernement de de Gaulle. Des désaccords internes survinrent entre les chefs de la révolte, certains prônant des mesures violentes. Cette même nuit, dans un autre discours à la radio, de Gaulle ordonna aux troupes fidèles de tirer sur les rebelles. Cela ne fut pas nécessaire. Le putsch était déjà anéanti.

Les meneurs se résignèrent à abandonner leur tentative de coup d'Etat. Dans la nuit du 25 au 26 avril, le premier régiment de parachutistes de la Légion étrangère se retira d'Alger et les putschistes évacuèrent les bâtiments officiels qu'ils occupaient. Le général Challe se rendit, tandis que les trois autres anciens généraux à la tête de la révolte choisissaient la clandestinité. Il y eut peu de victimes, sans doute trois morts et quelques blessés en Algérie et à Paris. L'insurrection avait été vaincue de manière décisive par des attitudes de défi et de subversion. De Gaulle garda la présidence et l'Algérie devint indépendante en 1962.

LUTTES IMPROVISÉES CONTRE DES INVASIONS

Il existe de très nombreux exemples de luttes non violentes menées contre des occupants étrangers dont les régimes étaient en place depuis des années, des décennies, voire des siècles. On peut citer par exemple une bonne partie de la résistance irlandaise contre la domination britannique, la résistance hongroise contre la domination autrichienne entre 1850 et 1867 et les campagnes menées par les Indiens contre l'occupation britannique au début du vingtième siècle. Les exemples qui suivent sont cependant plus pertinents dans le cadre de notre analyse. Tout d'abord la résistance commença pratiquement dès le début de l'invasion et se poursuivit durant l'occupation. De plus, dans ces deux cas, la lutte avait l'aval officiel du gouvernement et des principales institutions sociales. Ils peuvent donc mieux servir de modèles d'action.

Allemagne, 1923

La lutte des Allemands de la Ruhr en 1923 contre l'occupation franco-belge constitue probablement le premier cas historique d'une résistance non violente utilisée par un gouvernement comme méthode officielle de lutte contre une invasion étrangère.

La lutte de la Ruhr est particulièrement complexe et couvre la période du 11 janvier au 21 septembre 1923. Il serait impossible de faire plus ici qu'évoquer certaines de ses caractéristiques. Les Français et les Belges avaient envahi la Ruhr pour exiger le paiement des dommages de guerre convenus (à la suite de la première guerre mondiale) en dépit des grandes difficultés économiques de l'Allemagne. Ils poursuivaient aussi d'autres objectifs politiques (dont la séparation entre la Rhénanie et l'Allemagne).

Les Allemands firent face à l'occupation par une politique de non-coopération décidée quelques jours seulement avant l'invasion. Il n'y eut pas de préparatifs, mais le gouvernement allemand finança la résistance. Les syndicats avaient fortement poussé à l'adoption de cette politique. L'un de leurs représentants avait déclaré : « Si les fonctionnaires et les ouvriers cessent le travail dès l'arrivée des envahisseurs, et si les employeurs refusent de répondre aux exigences des commissions franco-belges, il serait possible de priver les commissions et les forces armées des moyens d'exécuter leur tâche. »

On vit se développer progressivement une véritable non-coopération envers les forces d'invasion. Les moyens employés furent nombreux : refus d'obéir aux ordres des forces d'occupation ; actes de défi non violents ; refus des propriétaires des mines de servir les envahisseurs ; manifestations de masse devant les tribunaux lors des procès intentés aux résistants ; les policiers allemands refusaient de saluer les officiels étrangers ; les cheminots allemands refusaient de faire fonctionner les trains pour les Français et démontèrent une partie du matériel ferroviaire ; les mineurs refusaient d'extraire du charbon ; les commerçants refusaient de vendre aux soldats étrangers ; bien qu'affamés, les gens refusaient de se rendre aux soupes populaires mises en place par les forces d'occupation ; des journaux paraissaient en dépit des interdictions et les murs se couvraient d'affiches appelant à la résistance.

La répression fut sévère : imposition de l'état de siège, expulsion des résistants vers l'Allemagne non occupée, confiscations d'argent et de biens personnels, censure de la presse, tribunaux militaires, tolérance de bandes de brutes et de voleurs, incarcérations sans procès ou tribunaux infligeant de lourdes peines de prison. Des gens furent fouettés, d'autres fusillés, assassinés ; des soldats furent cantonnés chez l'habitant et dans les écoles ; on imposa des cartes d'identité ; tout cela renforcé par une multitude de règlements répressifs. La résistance et la répression ayant entraîné des pénuries importantes de nourriture, la population était affamée.

Divers types de sabotages nuirent à la résistance, comme des destructions tuant parfois du personnel d'occupation. Ces sabotages entraînaient leur lot d'espions, d'indicateurs mais aussi d'assassinats de gens suspects de délation. Les destructions avaient tendance à diminuer la sympathie que les autres pays éprouvaient pour l'Allemagne. Severing, le ministre de l'intérieur prussien, ainsi que les syndicats et la population des zones occupées condamnaient les sabotages effectués par des gens de l'extérieur, qui ébranlaient l'unité initiale de la résistance. Les sabotages entraînèrent aussi des représailles et des sanctions sévères, tant du côté des autorités que de la part des soldats d'occupation agissant spontanément sous le coup de la colère. L'une des mesures appliquées fut l'interdiction de la circulation routière. Le chômage et la famine constituaient un sérieux problème, accentué par une inflation galopante. L'unité de la résistance, et même la volonté de résister, furent finalement brisées.

Le 26 septembre, le gouvernement allemand mit fin à la campagne de non-coopération, mais les souffrances de la population augmentè-

rent. Il y eut des négociations complexes. L'Allemagne stabilisa enfin sa monnaie, mais elle fut confrontée à une série d'insurrections et de tentatives de coups d'Etat dans plusieurs *Länder*, fomentées par les communistes ou l'extrême droite.

Il y eut de nombreuses protestations des Belges contre les méthodes de leur gouvernement. Quelques Français prirent la défense des Allemands, on les traita d'« avocats des Boches ». Vers la fin de l'année 1923, Poincaré admit devant l'Assemblée nationale française que ses méthodes avaient échoué. L'Allemagne n'avait pas gagné, mais les envahisseurs finirent par se retirer, et la Rhénanie demeura allemande. Les envahisseurs n'avaient pas atteint leurs objectifs, tant économiques que politiques.

La Grande-Bretagne et les Etats-Unis intervinrent et obtinrent un réaménagement du paiement des dommages de guerre. Le plan Dawes fut élaboré pour réévaluer ces dommages, le coût de l'occupation et la solvabilité financière de l'Allemagne, à laquelle fut consenti un prêt, tout cela en supposant que celle-ci resterait unifiée.

En juin 1925, l'ensemble des forces d'occupation s'était retiré.

Tchécoslovaquie, 1968-1969

Dans les vingt ans qui suivirent la fin de la deuxième guerre mondiale, l'hégémonie soviétique en Europe de l'Est fut confrontée à de sérieux problèmes créés par l'agitation civile, qui fit parfois vaciller le pouvoir soviétique dans plusieurs pays. Cette agitation se manifesta sous plusieurs formes, tant non violentes (grèves, défilés, manifestations de défi et prise du pouvoir par le peuple) que violentes (émeutes, voire actions militaires). Le mouvement de démocratisation tchécoslovaque de 1968 et la résistance nationale de ce pays en 1968-1969 comptent parmi les cas les plus significatifs de lutte menée par des civils.

L'exemple tchécoslovaque de 1968-1969 est tout à fait inhabituel ; il représente peut-être à ce jour la tentative la plus aboutie d'improvisation d'une Défense nationale par actions civiles. Le résultat final fut une défaite, mais au bout d'une longue lutte. La première semaine de résistance fut une application fort remarquable d'actions de non-coopération et de provocation. Par la suite, Tchèques et Slovaques réussirent à empêcher pendant huit mois les Soviétiques de mettre en place un régime politique à leur solde. Selon certaines sources, les Soviétiques s'attendaient à une résistance militaire et ils avaient

estimé pouvoir l'écraser, installer un régime fantoche, puis se retirer, le tout en l'espace de quelques jours.

Les dirigeants soviétiques pensaient que l'invasion par près de cinq cent mille soldats du pacte de Varsovie écraserait l'armée tchécoslovaque et laisserait la population dans un état de confusion et d'abattement. L'invasion aurait ainsi permis de remplacer le régime réformateur de Dubček par un coup d'Etat. Conformément au plan, plusieurs dirigeants tchécoslovaques, dont le premier secrétaire du parti communiste, Alexandre Dubček, le premier ministre Oldrich Černik, ainsi que le président de l'Assemblée nationale Joseph Smrkovsky et le président du Front national Frantisek Kriegel furent rapidement arrêtés. Le président de la République, Ludvík Svoboda, ne fut pas mis aux arrêts mais assigné à résidence au château de Hradcany.

La Tchécoslovaquie n'était pas vaincue pour autant. Si les dirigeants tchécoslovaques avaient décidé de résister militairement, leur armée aurait certainement été rapidement débordée par les troupes d'invasion du pacte de Varsovie, à la supériorité numérique écrasante. Au lieu de cela, les responsables tchécoslovaques avaient donné des ordres de crise aux troupes, leur enjoignant de rester dans leurs casernes, et la résistance prit alors une tout autre forme.

L'aspect particulier de cette résistance non violente posa de sérieux problèmes aux troupes d'invasion, tant du point de vue de la logistique que de celui du moral. Selon certains comptes rendus, il fallut remplacer très vite, parfois au bout de quelques jours, une bonne partie des forces d'invasion mises en place au début.

Du fait de cette résistance en plusieurs points politiquement stratégiques, aucun gouvernement collaborateur ne put se créer. Elle commença dès les premières heures de l'invasion ; les employés de l'agence d'information gouvernementale refusèrent de publier un communiqué de presse qui déclarait que certains responsables du gouvernement et du parti communiste tchécoslovaque avaient demandé l'invasion. Le président Svoboda refusa de signer un document que lui présenta un groupe de communistes staliniens. Un réseau clandestin de radio appela à une résistance pacifique, diffusa des comptes rendus des activités de résistance et réunit plusieurs organismes officiels qui s'opposaient à l'invasion.

Le gouvernement, les dirigeants des partis et diverses organisations condamnèrent l'invasion ; l'Assemblée nationale exigea la libération des dirigeants arrêtés et le retrait immédiat des troupes étrangères. Au cours de la première semaine, la radio de la résistance suscita et

inventa de nombreuses formes de non-coopération et d'opposition. Elle convoqua le quatorzième congrès du parti en session extraordinaire, appela à une grève générale d'une heure, demanda aux cheminots de ralentir le transport du matériel russe de localisation et de brouillage des transmissions, et découragea la collaboration. La radio expliqua la futilité d'une résistance violente et le bien-fondé d'une lutte non violente. Les Soviétiques se trouvèrent dans l'impossibilité de réunir un nombre suffisant de collaborateurs pour mettre en place leur régime fantoche.

Malgré leur réussite militaire totale, les officiels soviétiques virent bien qu'ils n'arrivaient pas à contrôler le pays. Devant l'ampleur de la résistance civile unifiée et la baisse du moral de leurs troupes, les dirigeants soviétiques firent venir le président Svoboda à Moscou pour négocier mais, une fois arrivé là-bas, Svoboda insista pour que les dirigeants tchécoslovaques emprisonnés soient présents aux négociations.

On parvint à un compromis – sans doute une erreur stratégique majeure – qui reconnaissait la légitimité de la présence des troupes soviétiques et sacrifiait quelques-unes des réformes tchécoslovaques. Une bonne partie des réformes fondamentales furent toutefois maintenues, et les responsables des réformes purent reprendre leurs fonctions officielles à Prague. La population considéra ce compromis comme une défaite et mit une semaine à l'accepter.

Malgré ses faiblesses et ses compromis, le régime réformateur réussit à se maintenir, en préservant de nombreuses réformes, d'août à avril, époque à laquelle quelques manifestations anti-soviétiques (dont l'attaque violente des bureaux de l'Aéroflot à Prague) fournirent un prétexte à ces derniers pour intensifier leur pression. Cette fois-ci, les responsables tchécoslovaques capitulèrent, évincant du parti et du gouvernement le groupe réformateur de Dubček et le supplantant par le régime dur de Husák.

Les Soviétiques avaient été contraints de substituer aux moyens militaires initiaux des pressions et manipulations politiques toujours plus fortes, et ils avaient subi un retard de huit mois dans la réalisation de leur objectif fondamental. Si les Tchécoslovaques avaient réussi à tenir *militairement* huit mois contre une telle supériorité numérique, leur lutte aurait mérité d'être comparée à la bataille des Thermopyles, qui vit une petite troupe de Grecs se battre jusqu'au dernier contre une armée perse immensément supérieure.

La plupart des gens ont déjà oublié la nature et les réalisations de la défense tchécoslovaque, et quand ils s'en souviennent, les faits sont

souvent déformés. Leur lutte a finalement échoué à cause de la capitulation des responsables tchécoslovaques, et non à la suite d'une défaite de la résistance. Elle a pourtant empêché pendant huit mois les Soviétiques d'exercer un contrôle total – d'août à avril – ce qu'elle n'aurait pu faire par des moyens militaires, tout cela alors qu'il n'y avait eu aucune préparation ou formation, et encore moins de plan de crise. Malgré la défaite finale, le fait d'avoir obtenu ces résultats dans des circonstances aussi défavorables laisse entendre qu'une véritable défense non violente étudiée, préparée et organisée peut se révéler encore plus puissante que les moyens militaires.

BASE MÉTHODOLOGIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Les exemples décrits et cités dans ce chapitre peuvent servir de base pour le développement systématique d'un nouveau type de défense, capable de dissuader et de combattre des invasions étrangères ou des conspirations intérieures.

Jusqu'à présent, ce type d'action n'a été qu'une technique politique en friche. Elle a été aussi primaire que l'était la technique militaire il y a cinq mille ans. Comme nous l'avons rappelé plus haut, les participants aux luttes non violentes n'ont jamais eu d'organisation préalable, de préparation, d'armes perfectionnées, d'entraînement ou de connaissance approfondie des conflits passés et des principes stratégiques, alors que les militaires en bénéficient depuis des milliers d'années. L'efficacité au combat et les capacités de destruction des forces armées n'ont pu progresser qu'au prix d'efforts conscients pour améliorer l'armement, l'organisation, l'entraînement et la stratégie.

La lutte par actions civiles n'a pas encore bénéficié de ce genre d'effort. En dépit de ce handicap majeur, les partisans de la lutte non violente appliquée à la Défense nationale ont obtenu des résultats impressionnants. Nous devons à présent essayer de comprendre comment ils y sont parvenus, et s'il est possible, pour l'avenir, de créer une méthode plus efficace de dissuasion et de défense, organisée en partie d'après les prototypes présentés ci-dessus.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Pour une analyse plus approfondie et des renseignements sur les thèmes évoqués dans ce chapitre, voir Gene Sharp, *Social Power and Political Freedom* (Boston: Porter Sargent, 1980), p. 263-284 et Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action* (Boston: Porter Sargent, 1973), p. 63-105.

Le débat sur la « défense défensive » présenté ici ne contient que les caractéristiques les plus courantes des nombreuses propositions dans ce domaine. On peut citer les noms suivants parmi les partisans représentatifs de cette approche: Horst Afheldt, Anders Boserup, Norbert Hannig, Jochen Löser, Albrecht von Müller et Lutz Unterseher. Pour des comptes rendus liminaires de cette approche, voir Jonathan Dean, « Alternative Defence: Answer to NATO's Central Front Problems? », *International Affairs*, vol. 64, n° 1 (hiver 1987/1988), p. 61-68, et Stephen J. Flanagan, « Nonprovocative and civilian-based defenses », chez Joseph S. Nye, Jr., Graham T. Allison et Albert Carnesale, éditeurs, *Fateful Visions: Avoiding Nuclear Catastrophe* (Cambridge, Mass.: Ballinger Publishing Co., 1988), p. 93-109. Voir également Franck Barnaby et Egbert Boeker, *Defence Without Offence – Non-nuclear Defence for Europe* (Bradford, Angleterre: Université de Bradford, Peace Studies Paper No.8, 1982). Les publications suivantes ont apporté une contribution majeure dans ce domaine: Horst Afheldt, *Defensive Verteidigung* (Reinbek, Hambourg: Rowohlt Taschenbuch Verlag, 1983); Anders Boserup, *Non-Offensive Defense in Europe*, (université de Copenhague; Centre of Peace and Conflict Research, Working Paper No.5, 1985); Norbert Hannig, *Verteidigung ohne zu bedrohen*, (université de Stuttgart: Arbeitsgruppe Friedensforschung und Europäische Sicherheit, Paper No.5, 1986); Hans-Heinrich Nolte et Wilhelm Nolte, *Ziviler Widerstand und autonome Abwehr* (Baden-Baden: Nomos Verlag, 1984); Lutz Unterseher, *Defending Europe: Toward a Stable Deterrent* (Bonn: Studiengruppe Alternative Sicherheitspolitik, 1986).

Pour le thème de la « défense défensive » dans le contexte de la politique de défense suisse, voir Dietrich Fischer, *Invulnerability Without Threat: The Swiss Concept of General Defense*, chez Burns H. Weston, éditeur, *Toward Nuclear Disarmament and Global Security – a Search for Alternatives* (Boulder, Colorado: Westview Press, 1984), p. 504-532.

Pour une présentation de la « défense défensive » appliquée à la défense britannique, voir *Alternative Defence Commission, Defence Without the Bomb* (Londres et New York: Taylor and Francis, 1983).

La citation de Lénine est extraite du *Rapport politique du comité central du parti communiste russe (Bolchéviques)*, communiqué le 27 mars 1922 au onzième congrès du parti communiste russe (Bolchéviques), dans *V.I. Lenin: Selected Works in Three Volumes* (New York: International Publishers, 1967), vol. 3, p. 692-693.

Le compte rendu de la résistance au putsch de Kapp a été établi d'après Wilfred Harris Crook, *The General Strike* (Chapel Hill, N.C.: University of North Carolina Press, 1931), p. 496-527; Donald Goodspeed, *The Conspirators* (New York: Viking, 1962), p. 108-188; Erich Eyck, *A History of the Weimar Republic* (Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1962), vol. 1, p. 129-160; Karl Roloff (pseudo.: K.Ehrlich), «Den Ikkevoldelige Modstand: den Kvalte Kapp-Kupet» dans K. Ehrlich, N. Lindberg, et G. Jacobsen, *Kamp Uden Vaaben*, (Copenhague: Levin & Munksgaard, Einar Munksgaard, 1937), p. 194-213; et John Wheeler-Bennett, *The Nemesis of Power* (New York: St. Martin's Press, 1953), p. 63-82. Voir également Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, p. 40-41 et 79-81.

Le compte rendu de la résistance au coup d'Etat en Algérie française a été établi d'après le travail d'Adam Roberts, «Civil Resistance to Military Coups», *Journal of Peace Research* (Oslo), vol. XII, No.1 (1975), p. 19-36. Toutes les citations proviennent de ce texte.

Pour la description de la lutte de la Ruhr, nous avons puisé dans celle de Wolfgang Sternstein, *The Rubrkampf of 1923*, chez Adam Roberts, éditeur, *Civilian Resistance as a National Defense* (Harmondsworth, Angleterre et Baltimore, Md.: Penguin Books, 1969), p. 128-161.

Le compte rendu de la résistance tchécoslovaque a été établi d'après Robert Littell, éditeur, *The Czech Black Book* (New York: Praeger, 1969); Robin Remington, éditeur, *Winter in Prague* (Cambridge, Mass.: M.I.T. Press, 1969); Philip Windsor et Adam Roberts, *Czechoslovakia 1968* (New York: Columbia University Press, 1969) et Wladimir Horsky, *Prag 1968: Systemveränderung und Systemverteidigung* (Stuttgart: Ernst Klett Verlag et Munich: Kösel-Verlag, 1975). Voir également H. Gordon Skilling, *Czechoslovakia's Interrupted Revolution* (Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1976).

CHAPITRE 2

Capter les sources du pouvoir

DES CAPACITÉS INATTENDUES

Les cas de lutte non violente étudiés dans le chapitre précédent soulèvent certaines questions : comment de telles situations ont-elles pu se produire, hormis accident ou les circonstances tout à fait exceptionnelles ? Ces événements ont-ils une signification au-delà de leur seul intérêt historique ? Ou sont-ils l'expression d'un type d'action dont le domaine d'application est plus vaste ?

D'autres questions viennent à l'esprit. La lutte non violente peut-elle venir à bout d'une dictature et, si c'est le cas, de quelle manière ? Cette technique peut-elle réellement empêcher l'essor de nouveaux systèmes d'oppression ? Pouvons-nous développer et mettre en œuvre avec succès dans nos sociétés une politique de défense élaborée d'après ces principes, afin de dissuader et de vaincre des coups d'Etat ou des agressions étrangères ?

La plupart des gens trouvent étrange, voire absurde, l'idée qu'une population puisse – sans armées, sans chars ni avions, sans bombes ni missiles – renverser une dictature, réduire à l'impuissance des armées d'invasion, empêcher une prise de pouvoir contraire à la constitution et vaincre des agresseurs.

Cette idée n'est pourtant pas plus étrange que celle qu'eurent une poignée de scientifiques dans les années trente, lorsqu'ils émirent l'hypothèse que des particules de matière qu'on n'avait encore jamais vues, les « atomes », recelaient une puissance extraordinaire que l'on pouvait capter pour produire une capacité explosive sans précédent dans l'histoire humaine. L'exactitude de cette idée semble évidente de nos jours, mais en 1939 la plupart des gens ayant un peu de « sens commun » l'auraient rejetée, qu'ils soient du camp nazi ou de celui des alliés. Il n'y avait pas eu de prototypes de ce type d'arme, pas

d'expérience à petite échelle, même chez les agresseurs les plus barbares, ou techniquement avancés.

Si on ne s'était trouvé dans les circonstances particulières de cette guerre, l'idée de transformer des millions de petits atomes en bombes aurait pu rester indéfiniment une vue de l'esprit de quelques intellectuels. Mais, pour faire face à une grave crise internationale, on mit à la disposition des scientifiques et des techniciens d'importants moyens humains et matériels afin qu'ils essaient d'extraire la puissance de ces petits atomes pour en faire l'arme la plus dévastatrice au monde. On connaît la suite.

Il existe une certaine perception du pouvoir politique qui pourrait avoir des répercussions tout aussi radicales, mais bénéfiques. Jusqu'à présent elle n'a été exploitée que partiellement : les sociétés disposent d'une ressource de pouvoir que l'on peut maîtriser et manier adroitemment pour venir à bout de l'oppression ou de la tyrannie et pour dissuader ou vaincre une agression de manière si efficace que l'armement militaire devient inutile. Dans les années à venir, ce potentiel aura sans doute, au niveau de la politique et des conflits internationaux, des conséquences que l'on peut à peine imaginer. C'est cette ressource de pouvoir qui a été utilisée, à des degrés très limités, dans les exemples décrits au premier chapitre.

Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, ce potentiel peut être amélioré et son efficacité fortement augmentée. On pourra alors utiliser cette nouvelle puissance lors de futurs conflits graves où elle pourra assurer dissuasion et défense, sans recourir aux armes de destruction massive ou aux grands armements conventionnels qui n'ont pas de nos jours la capacité de *défendre*.

Dans les quatre cas étudiés au premier chapitre, les populations n'étaient ni impuissantes ni désarmées. Elles étaient « armées » mais avec des armes *differentes*, des armes psychologiques, sociales, économiques et politiques. Ces armes étaient capables de frapper à la source même du pouvoir de l'usurpateur ou de l'agresseur. Ceci explique en grande partie pourquoi ces luttes non violentes ont eu une telle capacité combative.

Pourquoi les mouvements de non-coopération et de défi ont-ils pu parfois déposer des dirigeants auparavant puissants ? Tout simplement parce qu'ils ont frappé au talon d'Achille de tout gouvernement : celui-ci est dépendant des gens et de la société qu'il dirige. La population et les institutions, en refusant de coopérer avec agresseurs ou dictateurs, réduisent et peuvent même supprimer les sources de pouvoir

dont dépend tout gouvernant. Privé de ces «sources», celui-ci voit son pouvoir s'effriter puis se dissoudre. C'est cette perception du pouvoir politique que nous présentons dans ce chapitre.

LES GOUVERNANTS SONT DÉPENDANTS

On peut faire une constatation évidente, toute simple, mais souvent ignorée; elle est pourtant très importante en théorie comme en pratique: le pouvoir détenu par des individus ou des groupes au plus haut niveau de commande et de décision d'un gouvernement – que nous appellerons ici les *gouvernants* – ce pouvoir ne leur est pas intrinsèque. Il ne sont pas nés avec ce pouvoir, ils ne le possèdent pas et ils ne le manient pas personnellement. En fait, ils ne peuvent utiliser ce pouvoir que dans la mesure où on les laisse en disposer.

Nous entendons par «pouvoir politique» l'ensemble des formes d'influence et de pression, et notamment les sanctions ou mesures punitives dont on peut user, disponibles pour fixer et mettre en œuvre les règles d'une société politique. Le pouvoir politique peut appartenir à des gouvernements, un Etat, des institutions, des mouvements d'opposition et à d'autres groupes. Il peut être exercé sans retenue ou utilisé de manière réfléchie. Le pouvoir est donc aussi présent dans des négociations qu'au cours d'une guerre. En cas de conflit, il est manié aussi bien par les perdants que par les gagnants. On peut mesurer le pouvoir politique par la capacité à exercer des pressions et à contrôler une situation, des gens et des institutions, qu'on mobilise pour leur faire exécuter certaines tâches.

Les gouvernants ne sont pas tout-puissants et leur pouvoir ne vient pas d'eux. Par sa nature même, le pouvoir politique ne peut que provenir de l'extérieur des gouvernants. Les gouvernants n'ont pas en eux-mêmes les capacités intellectuelles ou physiques pour réaliser tous leurs désirs. Pour que les gouvernants puissent exercer le pouvoir politique, il faut qu'on leur reconnaîsse une autorité et qu'ils aient ainsi la capacité de diriger la conduite des autres, d'orchestrer des moyens importants, tant humains que matériels, de gérer les administrations chargées de mettre en œuvre leur politique et de donner des ordres aux organisations répressives ou combattantes. La disponibilité de chacune de ces sources de pouvoir dépend de la coopération et de l'obéissance de la population et des divers groupes et institutions de la société que l'on entend diriger. Cela

signifie que ces moyens ne sont pas automatiquement à la disposition des gouvernants éventuels.

Une coopération, une obéissance et un soutien absolu augmenteront la disponibilité des sources du pouvoir et par là même la capacité de pouvoir des gouvernants. A l'inverse, le fait de restreindre ou de refuser la coopération réduira ou supprimera la disponibilité de ces sources de pouvoir. Le fait de coopérer ou non ouvre ou ferme l'accès aux ressources nécessaires au gouvernant, comme un robinet contrôle le débit d'eau.

Bien sûr, les gouvernants n'aiment pas qu'on limite leur liberté d'action. Voyant un danger dans la propagation de ce genre d'idées, ils risquent de menacer et de punir ceux qui désobéissent, se mettent en grève, ou refusent de coopérer, en espérant briser leur opposition. Mais l'histoire ne s'arrête pas là.

Si, malgré la répression, on arrive à priver le régime des sources du pouvoir suffisamment longtemps, il se retrouve plongé dans l'incertitude et la confusion qui entraînent un affaiblissement perceptible du pouvoir des gouvernants, puis la paralysie et l'impuissance du régime, voire son anéantissement. Le pouvoir des gouvernants va déperir plus ou moins vite, de « famine » politique.

Etienne de La Boétie a exprimé en 1548 ce principe du pouvoir politique. Parlant du tyran, il écrivait : « Celui qui les maltraite de la sorte n'a que deux yeux, n'a que deux mains, n'a qu'un corps, et n'a autre chose que ce qu'a le moindre homme du grand et infini nombre de nos villes, sinon que l'avantage qu'ils lui font pour les détruire. » Selon La Boétie, le tyran tirait du peuple qu'il maltraitait tout ce dont il avait besoin pour gouverner : la légitimité, l'argent, les conseillers, les soldats et jusqu'aux jeunes femmes qui partageaient sa couche. Si donc, concluait La Boétie, « on ne donne rien aux tyrans, on ne leur obéit point, sans combattre, sans frapper un coup, ils se retrouvent tout nus et défait, incapables d'aller plus loin, tout comme la racine privée de terre ou de nourriture laisse dépérir et mourir la branche ».

IDENTIFIER LES SOURCES DU POUVOIR

Le pouvoir politique naît de l'interaction entre tout ou partie des sources suivantes.

L'autorité

L'étendue et l'intensité de l'autorité ou de la légitimité que les sujets reconnaissent au gouvernant constituent un facteur crucial affectant son pouvoir. Quelle proportion de la population croit profondément et fermement au droit qu'ont les gouvernants à les gouverner? Un gouvernant qui a beaucoup d'autorité dispose plus facilement des autres sources de pouvoir, il aura donc moins besoin de recourir à la menace ou aux sanctions pour imposer obéissance et coopération.

L'adhésion

Le pouvoir des gouvernants est lié au nombre de personnes et d'organisations qui leur obéissent, qui coopèrent ou les aident, au pourcentage de ces personnes dans l'ensemble de la population, et à l'étendue, à la forme et à la puissance de leurs organisations. Combien de personnes et quelles institutions apportent ou refusent leur aide?

Les compétences et la connaissance

Le pouvoir des gouvernants dépend également des compétences, des connaissances et du savoir-faire des personnes et des organisations prêtes à les aider et à leur obéir, tout en étant capables de subvenir à leurs besoins. Possèdent-elles les capacités nécessaires aux gouvernants? Jusqu'à quel point les gouvernants dépendent-ils de leurs connaissances et de leur savoir-faire?

Les facteurs intangibles

Les facteurs psychologiques et idéologiques, les émotions et les croyances ont également leur importance dans le soutien accordé aux gouvernants. Ces facteurs sont multiples: habitudes et attitudes par rapport à l'obéissance et la soumission, présence ou absence d'une foi, d'une idéologie partagée ou du sens d'une mission commune. La présence de ces facteurs permet aux gouvernants de disposer plus facilement d'autres sources de pouvoir. Leur absence ou leur faiblesse rend cet accès problématique.

Les moyens matériels

On pourra déterminer les limites du pouvoir des gouvernants en recherchant à quel point ils contrôlent – directement ou indirectement – la propriété, les ressources naturelles et financières, le système économique, les moyens de transport et de communications. Ces moyens matériels sont-ils prêts ou non à servir les objectifs des gouvernants ?

Les sanctions

La dernière source de pouvoir des gouvernants réside dans la nature et l'étendue des sanctions (ou mesures répressives) dont ils disposent. Les gouvernants peuvent brandir ces sanctions ou les appliquer, soit contre leurs sujets s'ils désobéissent ou refusent de coopérer, soit contre les pays ou les forces armées des gouvernants étrangers avec lesquels ils sont en conflit. Il faudra donc étudier les questions suivantes : quelles pressions et sanctions, quels moyens de lutte sont à la disposition des gouvernants dans ces situations ? Ces moyens et sanctions sont-ils limités, ou sont-ils réellement disponibles et fiables ?

La question est presque toujours de savoir jusqu'à quel point ces sources de pouvoir sont disponibles. Elles sont très rarement toutes à l'entière disposition des gouvernants ou complètement absentes. Leur disponibilité évolue en permanence. Ces modifications augmentent ou réduisent le pouvoir des gouvernants. Le niveau, l'étendue et la durée de leur pouvoir dépendent de leur facilité d'accès à ces ressources.

LE GOUVERNANT DÉPEND DU GOUVERNÉ

Pour peu qu'on examine de près ces sources de pouvoir des gouvernants, on verra qu'elles dépendent beaucoup sinon entièrement (selon la situation) de l'obéissance et de la coopération des gouvernés. Voyons quelles seraient les conséquences entraînées par le retrait de ces sources.

En refusant de reconnaître aux gouvernants le droit de diriger, les sujets suppriment le consensus et le consentement collectifs qui rendent possible l'existence du gouvernement. Perdant ainsi son autorité et sa légitimité, le gouvernant voit son pouvoir s'affaiblir ou se désagrégner. A l'extrême, c'est l'existence même de son gouvernement qui est menacée. Dans une lutte de défense par actions civiles, il est donc

essentiel de refuser l'autorité des agresseurs intérieurs ou étrangers pour empêcher la mise en place d'un nouveau gouvernement. Une population qui a rejeté l'autorité des gouvernants limitera sans doute sa coopération, son obéissance et son aide, et peut aller jusqu'à les refuser entièrement. La désobéissance et la non-coopération entraînent des problèmes graves pour n'importe quel régime.

Tout gouvernant a besoin des compétences, des connaissances, des conseils, de la force de travail et des capacités de gestion d'une bonne partie de ses sujets. Plus le contrôle du gouvernant se voudra large et minutieux, plus il aura besoin de ce genre d'appui. Contribueront au pouvoir du gouvernant, par exemple, le savoir d'un expert technique, les travaux d'un scientifique ou les capacités d'organisation d'un chef de service, aussi bien que le travail des dactylos et ouvriers, des informaticiens, des spécialistes en communication et des employés du transport, ou encore des agriculteurs. Les systèmes économiques et politiques fonctionnent grâce au concours de nombreux individus, organisations et groupes de base. Le pouvoir du gouvernant dépend de la disponibilité constante de cet appui, qui ne vient pas seulement des experts, fonctionnaires, employés et autres, mais aussi des organisations et institutions mineures qui constituent la structure du système : services, bureaux, filiales, comités, etc. Au même titre que les individus et groupes indépendants peuvent refuser de coopérer, ces organisations mineures peuvent refuser d'apporter leur concours au gouvernant.

Si la multitude de sujets et d'institutions qui ont aidé le gouvernant à maîtriser les diverses sources de pouvoir décident de rejeter son autorité, c'est la disponibilité même de ces sources qui se trouve menacée. La population et les institutions, sur qui le gouvernant s'appuyait jusqu'alors, peuvent décider de mal exécuter ses instructions, prendre sur elles d'abroger certaines décisions, ou refuser carrément de continuer à lui apporter l'appui, la coopération et l'obéissance qu'elles lui accordaient auparavant.

Les compétences, le savoir et les moyens humains qui sont l'essence du fonctionnement de la bureaucratie et de l'administration ne peuvent exister sans le travail conscientieux et fiable de nombreux employés. Le système économique ne peut fonctionner efficacement sans la participation de nombreux travailleurs, agriculteurs, techniciens, cadres, ouvriers du transport, employés des communications et chercheurs. Si l'on n'est pas sûr que la police et les soldats obéiront aux ordres de leurs officiers, comment savoir si les institutions répressives agiront efficacement contre les résistants ?

Point n'est besoin d'avoir étudié en profondeur les écrits de Henry David Thoreau ou de Mohandas K. Gandhi pour savoir désobéir. Les enfants en bas âge et beaucoup de jeunes ou d'adultes sont naturellement très doués pour refuser d'obéir et de coopérer. C'est là un phénomène que notre société connaît bien, comme l'illustre le vieux proverbe, «on peut mener un cheval à l'abreuvoir mais on ne peut le forcer à boire». La capacité de désobéir et de refuser toute coopération politique est tout simplement inscrite dans notre tendance naturelle à nous rebeller quand cela nous chante. Cela ne vient d'ailleurs pas nécessairement d'une compréhension approfondie de la politique, de l'acceptation de certains préceptes religieux, ou de l'accession à un niveau supérieur de développement moral. Toutefois, lorsqu'elle est le fait d'une foule de gens agissant collectivement au nom d'une cause en laquelle ils croient, cette désobéissance devient une arme, parce qu'elle correspond à une compréhension de la nature fondamentale du pouvoir politique.

LA RÉPRESSION NE SUFFIT PAS

Les gouvernants n'apprécient et n'approuvent pas volontiers les attitudes réfractaires. En fait ils ressentent comme une menace grave le retrait du consentement populaire qu'indique la non-coopération. Face à une agitation politique de grande ampleur, le régime devra recourir de plus en plus à des mesures autoritaires, s'il n'est pas prêt à faire des concessions aux demandes populaires.

Pour regagner ou s'assurer le concours, l'obéissance et la coopération dont il a besoin, le gouvernant peut menacer ou infliger des sanctions (passages à tabac, incarcérations, tortures et exécutions). Ces sanctions sont en général possibles même si la majorité des gens est opposée au régime, car très souvent une partie du peuple lui reste fidèle, prête à le soutenir et à exécuter ses instructions. Dans ce cas, il n'est pas rare que le gouvernant utilise les sujets loyaux, policiers ou soldats, pour infliger des mesures répressives au reste de la population. Cependant, les sanctions ne sont pas la force qui détermine le maintien du régime, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, le groupe au pouvoir, qu'il soit étranger ou non, est uni par autre chose que les seules sanctions: une croyance religieuse, son propre intérêt économique, une idéologie, la foi en sa mission, etc. De plus, les gouvernants ne peuvent infliger des sanctions sans une contribution active des sujets eux-mêmes.

Pour maintenir leur pouvoir politique – surtout en période de crise – les gouvernants ont donc recours aux sanctions. Cela ne signifie pourtant pas que la répression réussira toujours à rétablir des conditions de soumission et d'obéissance, à court ou à long terme.

Même si les sanctions infligées par les gouvernants imposent au début un semblant de normalisation, l'effet n'en sera pas durable pour autant. Il faut aux gouvernants plus que des apparences de soumission obtenue sous la contrainte. La soumission forcée entraîne souvent une inefficacité dans l'exécution des tâches, voire un ralentissement volontaire. Tant que les gouvernants n'ont qu'une autorité limitée et superficielle sur leurs sujets, la soumission obtenue par la menace ou les sanctions est incapable de leur assurer durablement le pouvoir total.

Même à court terme, les gouvernants ne peuvent être sûrs que les mesures répressives qu'ils infligent à une population réfractaire réussiront nécessairement à rétablir sa soumission, ni même qu'ils auront toujours la possibilité de faire appliquer ces sanctions. Des sanctions appliquées rigoureusement contre une population insoumise ne rétabliront pas nécessairement l'obéissance et la coopération. L'efficacité des sanctions dépend de l'attitude des sujets par rapport à la soumission. Cela ne dépend pas uniquement de la manière dont la population réagit en temps normal aux ordres et aux instructions. Il faut encore que les sujets, à ce moment donné et dans ces conditions précises, soient prêts à obéir et coopérer, ou au contraire qu'ils soient préparés à continuer à défier les gouvernants, *malgré* les menaces ou les sanctions.

En dépit des menaces de représailles, les résistants peuvent faire acte de volonté, faire un choix. Ils peuvent choisir d'obéir, évitant ainsi les sanctions encourues en cas de désobéissance, ou ils peuvent choisir de désobéir, en prenant le risque d'encourir ces sanctions. Cela n'implique pas nécessairement une grande finesse d'analyse politique. Beaucoup d'enfants têtus et d'adolescents rebelles passent leur temps à braver les risques de punition, certes moindres en général.

Si l'obéissance n'est obtenue que par la menace, les sanctions ne seront efficaces que si la population en a *peur*. Il faut que leurs conséquences apparaissent plus désagréables que la situation engendrée par l'obéissance. Les menaces ou les sanctions ne produisent des réactions d'obéissance et de soumission que dans la mesure où elles affectent l'esprit et les émotions des sujets ; il faut qu'ils les redoutent et ne veuillent pas les encourir. Ce ne sont pas les sanctions en elles-mêmes qui produisent les résultats escomptés : un manifestant qu'on a frappé

peut très bien revenir le lendemain, un gréviste ne travaillera pas plus en prison, et un mutin fusillé ne sera plus jamais là pour exécuter les ordres. Les sanctions ne réussissent que si la soumission obtenue permet aux gouvernants d'atteindre leurs objectifs.

La répression aura donc du mal à réussir si les esprits ne sont pas dominés par la crainte des sanctions. Comme dans les guerres, les soldats ne vont pas fuir le front ou se rendre à la seule idée qu'ils risquent d'être blessés ou tués. Si les « forces combattantes » – militaires ou civiles, violentes ou non violentes – croient suffisamment en leur cause, elles continueront la lutte malgré les dangers auxquels elles s'exposent à titre individuel. Dans de telles conditions, la répression peut même aggraver l'aversion de la population envers le régime et multiplier le nombre de résistants.

Le pouvoir des gouvernants a d'autres points faibles. Comme nous l'avons noté, on ne peut imposer des sanctions qu'avec l'obéissance et la coopération d'au moins une partie de la population. Pour pouvoir faire arrêter, emprisonner, brutaliser et réprimer en général, les gouvernants ont besoin du soutien actif de la police, de l'armée, de groupes paramilitaires ou autres, et d'un certain appui de la population. Il faut aussi qu'ils puissent compter sur les agents de la répression qui acceptent d'infliger ces sanctions. Dans certaines situations, ce ne sera pas le cas.

Il peut arriver que la police, les soldats ou d'autres forces n'acceptent plus les ordres de ce genre et ne reconnaissent plus aux anciens ou prétendus gouvernants le droit de les donner. Des membres de ces forces peuvent aussi sympathiser avec la cause de la population résistante, ils hésiteront alors à punir des gens qui agissent au nom de cette cause. Policiers et soldats peuvent volontairement mal exécuter les ordres, lorsqu'ils estiment qu'il vaut mieux *sembler* obéir aux supérieurs. On a pu constater également dans certaines situations que les forces de l'ordre qui avaient infligé une répression violente à des résistants non violents répugnaient à exécuter ces ordres à nouveau. Cela a parfois entraîné une désapprobation générale, une désobéissance déguisée ou même de véritables mutineries contre des ordres enjoignant de continuer à infliger une répression brutale à des gens non violents. C'est une des raisons pour lesquelles le maintien de la discipline non violente est primordial, comme nous le verrons au chapitre suivant.

Ces trois facteurs importants – négation de l'autorité, sympathie pour la cause des résistants et réticence à brutaliser des gens non vio-

lents – peuvent faire l'objet d'une influence consciente, destinée à affaiblir, voire à dissoudre, le pouvoir des gouvernants.

LA RÉSISTANCE COLLECTIVE EST POSSIBLE

Pour contrôler le pouvoir des gouvernants en leur refusant aide et obéissance, il faut maintenir un esprit général de non-coopération et de désobéissance face à la répression exercée pour forcer la population à se soumettre.

La désobéissance et la non-coopération à grande échelle deviennent possibles lorsque la population a moins peur, ou n'a plus peur, et que les gens sont prêts à subir des sanctions pour obtenir un changement.

Cette action prend alors une signification politique et la volonté des gouvernants est neutralisée par le nombre d'individus qui leur désobéissent et leur degré de dépendance envers eux. Pour prendre ce pouvoir politique qui paraissait insaisissable, il faut donc apprendre à organiser un refus de coopérer à grande échelle et à le maintenir face à la répression.

C'est une erreur que de croire que le pouvoir politique vient de la violence et que celui qui aura la plus grande capacité de violence emportera la victoire. Ce qui revêt une grande importance, c'est le choix de désobéir, la volonté de contester et l'aptitude à résister afin de vaincre des oppresseurs, des tyrans ou des agresseurs qui disposent d'une capacité presque illimitée de détruire et de tuer.

En juillet 1943, Hitler reconnaissait que « gouverner les gens dans les régions occupées est à l'évidence un problème psychologique. On ne peut gouverner uniquement par la force. Certes, la force est décisive, mais il est aussi important d'avoir ce petit plus psychologique dont le dompteur a besoin pour maîtriser sa bête. Ils doivent être convaincus que nous sommes les vainqueurs ».

Que se passe-t-il si les gens refusent de reconnaître que des envahisseurs qui les ont vaincus militairement sont devenus leurs maîtres politiques ? Ou s'ils rejettent les déclarations de leurs troupes annonçant qu'elles occupent la capitale, ont arrêté ou tué les élus, et que les forces armées rebelles sont le nouveau gouvernement ? Le jour où la population dans son ensemble aura pris conscience de sa force, fondée sur la véritable nature du pouvoir politique, ces questions appelleraient des options pratiques réalistes, bien que rarement explorées.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

Pour mettre en œuvre cette perception du pouvoir politique, il s'agit de savoir *comment*. Le manque de connaissances, sur la façon d'agir face à des gouvernements répressifs et sur la manière d'empêcher les prises de pouvoir, constitue l'une des raisons principales pour lesquelles les populations n'ont pas agi plus souvent selon cette perception des choses et n'ont donc pas aboli depuis longtemps l'oppression et la tyrannie. Il y a au moins deux conditions principales nécessaires si l'on veut agir selon ce principe.

Tout d'abord, la population doit exprimer activement son rejet du gouvernement tyrannique en refusant de coopérer. Ce refus peut prendre de nombreuses formes. Il y en a peu de faciles, beaucoup sont dangereuses, et chacune exige des efforts, du courage et de l'intelligence.

Il faut ensuite qu'il y ait une action de masse. Si la minorité au pouvoir est unie et bien organisée, tandis que la majorité gouvernée est divisée et n'a pas d'organisation autonome, la population est en général faible et incapable d'opposition collective. On peut prendre les individus un par un. Pour être efficace, l'action a besoin d'une résistance et d'une attitude de défi collectives. Les sources du pouvoir des gouvernements ne sont vraiment menacées que si l'aide, la coopération et l'obéissance sont refusées par un grand nombre d'individus à la fois, regroupés dans des organisations et institutions sociales.

Par exemple, les sermons d'un prêtre dissident pourront toucher un nombre limité de paroissiens dévoués. Par contre, si l'Eglise dans son ensemble, s'adressant à la nation, condamne le régime et le déclare illégitime, elle peut provoquer la chute du gouvernement. On peut toujours licencier une poignée d'ouvriers qui quittent leurs postes en signe de protestation, tandis qu'une grève bien organisée par un syndicat solide de plusieurs milliers de personnes peut forcer le gouvernement à faire des concessions majeures. Quelques fonctionnaires défiant les ordres passeront inaperçus, alors que leur non-coopération généralisée peut paralyser l'exécutif.

Il est donc essentiel que la non-coopération et la désobéissance viennent des organisations et des institutions, et non pas des individus isolés. La capacité qu'auront ces corps constitués de couper les sources du pouvoir devient alors la clé de voûte de la résistance.

LES FONDEMENTS STRUCTURELS DU CONTRÔLE POPULAIRE

L'aptitude de la population à agir collectivement pour contrôler ses gouvernants sera très influencée par la position des organisations et institutions non gouvernementales, car c'est à travers ces corps constitués que les gens peuvent agir collectivement. Ces organisations et institutions non gouvernementales sont les carrefours du pouvoir. Ce sont les « lieux » de la société où réside le pouvoir, c'est là qu'il converge, qu'il s'exprime.

La forme et la nature de ces lieux du pouvoir varient d'une société à l'autre et d'une situation à l'autre dans la même société. On y retrouve les grandes organisations et institutions sociales : familles, associations, groupes religieux, culturels ou ethniques, professionnels ou économiques, villages et communes, grandes villes, provinces et régions, administrations régionales, organisations bénévoles et partis politiques. Il s'agit la plupart du temps d'institutions et de groupes sociaux traditionnels établis et reconnus. Il arrive aussi que les lieux de pouvoir soient organisés de manière moins formelle. Ils peuvent même être créés ou relancés par la recherche d'un objectif ou au cours de la lutte de résistance elle-même.

Dans tous les cas, le statut des organisations et institutions comme lieux du pouvoir sera déterminé par leur aptitude à agir de façon indépendante, à exercer un pouvoir réel, et à réguler le pouvoir des autres lieux ou des gouvernants. Ce tissu d'unités indépendantes et de relations de pouvoir fournit la structure de fond du contrôle potentiel des gouvernants. La qualité de cette structure dans son ensemble est déterminée par trois facteurs.

Le premier est l'étendue et la vitalité de ces lieux du pouvoir. D'abord leur existence, leur indépendance, mais aussi leur nombre, leur puissance, leur vitalité, leur centralisation et leur processus interne de prises de décisions.

Le deuxième facteur concerne les relations entre ces organisations indépendantes et les institutions sociales. Ces lieux du pouvoir peuvent-ils se regrouper autour d'un projet commun ? Sont-ils capables de coordonner leur organisation et leur action ?

Le troisième facteur concerne la relation entre ces lieux et les gouvernants. Sont-ils réellement capables de mener une action indépendante vis-à-vis des gouvernants, c'est à dire de leur désobéir et de ne pas coopérer avec eux, limitant ou coupant ainsi leurs sources de pouvoir ? Ou bien leur indépendance réelle d'action est-elle en fait très limitée ?

La situation de ces structures déterminera les limites générales du pouvoir dont peuvent disposer les gouvernants. Ils ne peuvent les dépasser sans modifications fondamentales, ou sans surcroît d'autorité, et sans l'acceptation et le soutien actif de la population et des institutions. En cas de crise grave, si le pouvoir peut se décentraliser dans des institutions indépendantes puissantes, la population et le tissu social pourront plus facilement priver les gouvernants des sources du pouvoir et imposer un contrôle populaire.

LES FONDEMENTS STRUCTURELS DE LA LIBERTÉ

Une société dans laquelle le pouvoir est effectivement réparti entre des « lieux » puissants peut mieux contrôler et limiter le pouvoir des gouvernants. Cela lui permet de résister aux tentatives d'oppression, d'usurpation et de répression. Cette situation est liée à la « liberté » politique. Si au contraire, ces « lieux » ont été sérieusement affaiblis, s'ils ont perdu leur indépendance d'action, si les sujets sont réduits à l'impuissance, et si le pouvoir de la société est devenu très centralisé, le pouvoir des gouvernants sera pratiquement incontrôlable. C'est le type de situation associée à la « tyrannie ». Ce n'est pas un hasard si les systèmes totalitaires ont toujours essayé d'éliminer tous les groupes indépendants ou de les soumettre au contrôle total du parti ou de l'Etat.

En fin de compte, la liberté n'est pas quelque chose que les gouvernants « donnent » à leurs sujets. Pas plus d'ailleurs que les structures et procédures institutionnelles du gouvernement (établies par exemple dans la constitution) ne déterminent en elles-mêmes le niveau de liberté ou les limites du pouvoir des gouvernants. Une société peut être en fait plus libre ou plus opprimée qu'on pourrait le croire d'après ses dispositions constitutionnelles ou légales. L'étendue et la force du pouvoir des gouvernants ainsi que le niveau réel de liberté sociale dépendront de la force des sujets et des institutions de l'ensemble de la société. Le pouvoir des gouvernants et le niveau de liberté sociale peuvent s'étendre ou se réduire tour à tour, selon l'interaction entre les actes des gouvernants et ceux des sujets. Certains gouvernants peuvent choisir de ne pas être aussi oppressifs que la situation structurelle le permet, tandis que d'autres reçoivent plus d'adhésion que ne l'exige la situation structurelle, ce qui les rend plus puissants.

D'une part, l'extension du pouvoir des gouvernants dépend, directement ou indirectement, du fait que les sujets acceptent de leur

obéir, de coopérer, d'exécuter leurs ordres et leurs désirs. La diminution de leur pouvoir dépend, quant à elle, du fait que les sujets refusent de les accepter, allié à leur capacité de désobéir, de ne pas coopérer, de défier les ordres et de rejeter les exigences des gouvernants.

En conclusion, dans toute société politique, le niveau de liberté ou de tyrannie dépend largement de la détermination des sujets à être libres, de leur volonté et de leur capacité de s'organiser pour vivre librement, et surtout de leur aptitude à résister à tous les efforts de domination ou d'asservissement. En d'autres termes, la population peut utiliser la société elle-même comme moyen d'établir et de défendre sa liberté. C'est le pouvoir social, et non les moyens technologiques de destruction, qui constitue la plus forte garantie de la liberté.

LES RACINES SOCIALES DE LA DÉFENSE

Ces aperçus de la nature du pouvoir politique et des moyens d'imposer des limites au pouvoir des gouvernants – voire de le dissoudre – cadrent tout à fait avec la question de savoir comment établir une défense efficace contre des agresseurs venant de l'intérieur ou de l'extérieur. Ils montrent que la population comme les institutions sociales peuvent jouer un rôle essentiel dans la défense.

La population et les institutions peuvent y parvenir en refusant d'accorder aux agresseurs l'approbation, la soumission et la coopération dont ils ont besoin. Ces actions s'appuient sur un principe simple que nous avons déjà constaté: la restriction des sources du pouvoir – autorité, adhésion, compétences et connaissances, facteurs intangibles, moyens matériels et sanctions – affaiblit le pouvoir ; et le fait de couper ces sources va le désintégrer.

Cette constatation permet de combattre les agresseurs en leur opposant directement la force interne de la société. En maintenant ses propres exigences de légitimité, son propre mode de vie, l'autonomie de ses institutions et ses principes constitutionnels, la société peut neutraliser une attaque et se préserver. En mobilisant sa pleine capacité de non-coopération sociale contre l'agresseur, la société peut le stopper lorsqu'il s'efforce de lui soutirer des avantages économiques, politiques ou idéologiques. Par l'utilisation de pressions et de sanctions psychologiques, sociales, économiques et politiques, la société peut venir à bout de l'attaque de façon définitive, en rendant inefficaces et instables l'administration et les forces de répression de l'agresseur.

Dans certaines circonstances, des éléments de l'appareil d'Etat qui avaient auparavant servi loyalement les gouvernants peuvent devenir instables en cas de conflit. Il peut s'agir soit de l'ensemble d'une institution officielle – banque centrale, Cour suprême, administration régionale – soit d'un regroupement à l'intérieur d'une de ces institutions, par exemple certains fonctionnaires ou une partie de la police et de l'armée.

Des institutions, qui dans leur ensemble ou en partie commencent à prendre leurs propres décisions et à agir de manière autonome en dépit des ordres, deviennent des éléments instables de l'appareil d'Etat. Elles prennent alors les caractéristiques de *lieux de pouvoir indépendants* au sein de la société. Si ces groupes de population insoumis continuent à accroître leur autonomie, ils contribuent à désintégrer l'appareil d'Etat. Cela constitue bien sûr une menace profonde envers les individus qui tentent de prendre le pouvoir ou de le conserver, alors que la société les rejette en tant que despotes, usurpateurs ou agresseurs.

Ce processus d'affaiblissement et de destruction du pouvoir des agresseurs est possible sans recourir à un armement militaire destructeur. Lorsqu'une société est forte intérieurement, qu'elle est attachée à son autodétermination et qu'elle est bien préparée à défier d'éventuels agresseurs et oppresseurs, sa réponse la plus efficace aux tentatives d'agression intérieure ou extérieure sera une défense utilisant le pouvoir de la société.

En cas d'agression internationale, il est important, d'un point de vue défensif, de stimuler ou de tourner à son avantage les dissensions et l'opposition dans la patrie de l'agresseur, et d'appeler la communauté internationale à exercer à son encontre des sanctions politiques, diplomatiques et économiques. La politique de la société avant l'attaque aura une incidence sur son aptitude à obtenir le soutien de la population de l'agresseur et de la communauté internationale.

En résumé, une population qui possède des lieux de pouvoir puissants verra sa capacité de résistance dépendre de plusieurs facteurs : 1) le désir de résistance, 2) le nombre, la force et l'indépendance des organisations et institutions sociales, 3) l'aptitude de ces lieux de pouvoir à œuvrer ensemble pour défendre la société, 4) la somme de pouvoir social dont dispose chacun de ces lieux, 5) les sources de pouvoir qu'ils contrôlent et le besoin relatif qu'en a l'agresseur, 6) la volonté de non-coopération des défenseurs malgré la répression et, enfin, 7) leur aptitude à lutter efficacement de façon non violente.

Si les défenseurs veulent résister, s'ils ont des institutions indépendantes, solides et capables de contrôler le pouvoir politique, s'ils

savent organiser une campagne habile de non-coopération et de défi, alors la défense par le pouvoir social devient une option de combat réaliste. Mais l'obstination généralisée et l'entêtement collectif ne suffisent pas. Avant de se lancer, la population doit savoir comment mener la lutte qui suivra son acte de défi initial. Elle doit comprendre la technique de l'action non violente établie d'après la perception du pouvoir politique exposée dans ce chapitre. Qu'est-ce qui provoque la réussite ou l'échec de cette technique? Comment obtenir une efficacité maximum? Quelles options sont possibles, et quelles conditions sont nécessaires? Pour bien comprendre l'action non violente il faut prendre en compte ses méthodes spécifiques, sa dynamique, les conditions de sa réussite, et ses principes stratégiques et tactiques.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Pour un développement plus approfondi de l'analyse du pouvoir, et pour de nombreuses références, voir Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action* (Boston: Porter Sargent, 1973), p. 7-62 et Gene Sharp, *Social Power and Political Freedom* (Boston: Porter Sargent, 1980), p. 21-67. Parmi les théoriciens dont nous avons utilisé les travaux pour développer ces analyses, citons Auguste Comte, T.H. Green, Errol E. Harris, Etienne de La Boétie, Harold D. Lasswell, John Austin, le baron de Montesquieu, Jean-Jacques Rousseau, William Godwin, Bertrand de Jouvenel, Robert MacIver, Niccolo Machiavelli, W.A. Rudlin, Max Weber, Herbert Goldhammer, Edward A. Shils, Karl W. Deutsch, Jeremy Bentham, Georg Simmel, E.V. Walter, Franz Neumann, David Hume, Thomas Hobbes, Jacques Maritain et Alexis de Tocqueville. On trouvera dans les ouvrages mentionnés ci-dessus des références spécifiques à leurs travaux.

Pour les facteurs contribuant au succès ou à l'échec de la lutte non violente, voir Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, p. 726-731, 754-755 et 815-817.

La citation d'Etienne de La Boétie est tirée de son *Discours de la servitude volontaire* dans *Oeuvres complètes d'Etienne de La Boétie* (Paris: J. Rouam & Cie, 1892), p. 12 et 8-11. Traduction de Madeleine Chevalier Emrick. Voir également La Boétie, *Anti-dictateur: le «discours sur la servitude volontaire»* d'Etienne de La Boétie (traduit en anglais par Harry Kurz, New York: Columbia University Press, 1942).

La citation d'Hitler provient du livre d'Alexander Dallin, *German Rule in Russia 1941-1945* (New York: St. Martin's, 1957), p. 498.

CHAPITRE 3

Manier le pouvoir

UN ARSENAL NON VIOLENT

En termes politiques, l'action non violente est fondée sur un postulat très simple : les gens ne font pas toujours ce qu'on leur dit, il leur arrive même de braver les interdits. Que se passera-t-il si la population désobéit à des lois impopulaires, si les ouvriers cessent le travail, si l'administration refuse de se conformer aux directives, si les soldats et policiers exécutent des ordres de répression de manière inefficace ou se mutinent ?

Lorsque ces actions, ou d'autres du même ordre, sont menées simultanément, le gouvernant voit son pouvoir se dissoudre, car il est limité à sa source. Le régime se désagrège et les personnes qui étaient des «gouvernants» deviennent tout simplement des êtres humains ordinaires. On peut arriver à ce résultat alors même que l'équipement militaire du gouvernement reste intact, que ses soldats ne subissent pas de pertes, que les villes et les édifices gouvernementaux sont épargnés, et que les moyens de production et de transport restent complètement opérationnels. Et pourtant tout a changé car le pouvoir politique du régime est privé de l'appui humain qui l'avait généré et soutenu.

Cette conception du pouvoir peut-elle se traduire en mesures concrètes de défense de la société ? Quelles méthodes peut-on employer pour supprimer les sources de pouvoir nécessaires aux agresseurs étrangers et aux conspirateurs intérieurs ? Que faire face à la répression prévisible ? Une analyse approfondie des techniques de l'action non violente apportera des éléments de réponse.

L'action non violente est si différente des réponses pacifiques plus modérées aux conflits (telles que conciliation ou arbitrage) que plusieurs auteurs l'ont comparée à la guerre conventionnelle. *L'action non*

violente est une forme de combat, tout comme la guerre. Il s'agit bien de forces qui s'affrontent, qui engagent des « batailles ». Elle fait appel à une stratégie et à une tactique, à de nombreuses « armes », elle exige de ses « combattants » courage, discipline et sacrifice. C'est pourquoi on désigne aussi l'action non violente sous le nom de « combat non violent », en particulier lorsqu'il s'agit de formes évoluées de cette technique, utilisées contre des adversaires déterminés et disposant de moyens importants, qui réagiront par la répression et par d'autres mesures de rétorsion.

Cette perception de l'action non violente comme technique de combat *actif* est diamétralement opposée à l'opinion autrefois répandue, bien qu'erronée, affirmant que ce phénomène n'existant pas, ou que la « non-violence » est synonyme de passivité et de soumission. Certains détracteurs, tout en reconnaissant l'existence de l'action non violente, ont avancé que cette forme de lutte s'appuyait sur l'impact des appels à la raison ou à la morale et à l'« attendrissement » de l'adversaire – ce qui était bien illusoire au cours de conflits graves. Cependant, même les plus sceptiques ont dû reconnaître la puissance indéniable des luttes non violentes importantes, surtout depuis 1968, comme la résistance tchèque et slovaque, le mouvement Solidarnosc en Pologne, la victoire des Philippins sur Marcos, les révolutions non violentes de 1989 en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie et en Bulgarie.

Le terme d'action non violente dit bien de quoi il s'agit : c'est une *action* qui est de type non violent, ce n'est pas une *inaction*. Cette technique n'utilise pas que des paroles, elle a recours à l'action sous forme de protestations symboliques, de non-coopération sociale, économique et politique, et d'interventions non violentes. L'action non violente est avant tout une action de groupe ou de masse. Certaines formes, en particulier les méthodes symboliques, peuvent être considérées comme des efforts pour persuader par l'action, tandis que d'autres, surtout la non-coopération, peuvent paralyser, voire désintégrer le système de l'adversaire, si elles sont menées par un grand nombre d'individus.

Les raisons privilégiant l'action non violente plutôt qu'un type d'action violente peuvent être très diverses. La plupart du temps l'action non violente a été choisie parce qu'elle paraissait avoir plus de chances de réussite que les autres méthodes. Dans certains cas, une expérience antérieure directe de la violence, ou le fait d'en connaître les conséquences, a incité les gens à se méfier des techniques violentes

(on appelle ici « violence » le fait de menacer des personnes ou de leur infliger délibérément une blessure physique ou la mort). La violence peut avoir pris la forme d'émeutes, d'insurrections violentes, de campagnes terroristes, de guérillas ou de guerres conventionnelles. La perspective d'une défaite sanglante, la probabilité de lourdes pertes et de grandes destructions ou les conséquences probables à long terme de la violence (méfiance sociale, déclin économique, risques accrus de militarisation ou augmentation de la violence interne) ont poussé les gens à prendre en considération les options non violentes. Dans certains cas assez rares, la violence a été rejetée pour des raisons religieuses, éthiques ou morales – ouvrant ainsi la voie à une technique non violente. Pour d'autres encore, c'est un mélange de motivations pratiques et morales qui a entraîné le rejet de la violence.

S'ils veulent résoudre un conflit par la lutte non violente, ceux qui ont choisi cette méthode devront développer leurs capacités et mettre en œuvre la technique de façon ingénieuse. Pour réussir, l'action non violente a des exigences qu'il faut respecter. Ceux qui l'utilisent doivent s'efforcer de répondre au mieux à ses exigences.

On estime en général que l'action non violente aboutit aux résultats espérés plus lentement que la lutte violente. Ce n'est pas nécessairement vrai. La lutte armée peut durer des mois, voire des années. Qu'on se rappelle la durée de nombreuses guérillas, par exemple en Chine, en Yougoslavie, en Algérie et au Viêt-nam, ou de certaines guerres internationales comme les deux dernières guerres mondiales (sans parler de la guerre de Trente Ans ou de la guerre de Cent Ans en Europe). Il est faux de prétendre que la guerre menée par les militaires est plus rapide, ou que les moyens militaires présentent de plus grandes chances de réussite. Les campagnes militaires échouent en fait au moins une fois sur deux : il y a forcément un perdant, sans même prendre en compte le fait que les *objectifs* originaux qui ont justifié cet affrontement n'ont peut-être pas été atteints. Et en cas de « match nul » militaire, il n'y a pas un vainqueur, mais bien deux perdants.

En revanche les luttes non violentes ont parfois non seulement réussi, mais en plus de manière rapide (renversant même dans certains cas des gouvernements d'oppression). Le putsch de Kapp a été anéanti en moins de cinq jours. Le dictateur du Salvador, le général Maximiliano Hernandez Martinez a été évincé du pouvoir par une insurrection non violente en moins de trois semaines, en avril et mai 1944. En juin de la même année, le dictateur militaire Jorge Ubico a été délogé de la présidence du Guatemala à la suite d'un affrontement

qui ne dura que onze jours. En 1989, les dictatures d'Allemagne de l'Est, de Tchécoslovaquie et de Bulgarie se sont effondrées après quelques semaines seulement d'une résistance non violente à grande échelle dans chacun de ces pays.

Tous les combats ne sont pas aussi rapides mais, qu'ils durent quelques jours ou plusieurs années, leur efficacité dépend de l'aptitude des combattants non violents à s'en tenir à la méthode qu'ils ont choisie et à la mettre en application avec persévérance et ingéniosité. Cette technique ne peut réussir sans avoir été mûrement réfléchie, ou si on l'abandonne au premier obstacle. Pour un impact optimal, il faut une grande rigueur d'organisation et une discipline très stricte lors de la mise en application.

Il est préjudiciable de considérer l'action non violente comme une activité secondaire sans grande valeur, qui servirait de soutien accessoire à l'action principale (a priori violente) ou de simple préparation en vue d'un autre plan de combat. Il est clair que l'action non violente n'est pas une technique efficace lorsqu'elle est associée à des actions violentes. En fait, cette association est extrêmement dangereuse, comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre car la violence va à l'encontre de certains éléments essentiels de la technique non violente. La violence, même à niveau limité, a pour effet de diminuer le nombre de résistants et de réduire d'autant l'efficacité de leur non-collaboration. La violence risque aussi d'atténuer l'impact qu'exerce le caractère non violent du mouvement sur le camp opposé (en particulier policiers et soldats), diminuant ainsi la sympathie et le soutien des tiers. On voit donc que la violence, si elle vient s'ajouter à une lutte non violente, affaiblit ce mouvement au lieu de le renforcer.

L'action non violente est une forme bien précise de combat. Elle emploie des stratégies, des tactiques et des «armes» bien spécifiques. Bien organisée et bien employée, cette méthode peut, mieux que la violence, apporter à ses utilisateurs les moyens de mobiliser et d'utiliser leur potentiel.

Avant d'explorer les applications défensives de l'action non violente, il faut examiner la multitude d'«armes» non violentes: les méthodes spécifiques d'action que cette technique utilise. Il faut ensuite étudier les mécanismes qui permettent le succès de l'action non violente. Après avoir bien assimilé les bases de la technique non violente, on pourra se concentrer sur les problèmes de prise de pouvoir illégitime intérieure ou d'agression étrangère abordés au chapitre suivant.

LES MÉTHODES DE L'ACTION NON VIOLENTE

L'action non violente comprend des *actes d'omission* (des individus refusent d'exécuter des tâches coutumières ou des actes qui sont légaux ou réglementaires en temps normal), et des *actes de transgression* (dans ce cas, ils font des choses inhabituelles, inattendues ou illégales) ou bien une combinaison de celles-ci.

Ces actes comprennent une multitude de moyens d'action spécifiques, les «armes» de la non-violence. On en a identifié à ce jour plus de deux cents, mais il en existe sans doute des centaines d'autres, et il en apparaîtra de nouveaux dans les conflits à venir. Dans le cadre de la lutte non violente, on peut classer les armes non violentes en trois catégories principales : *la protestation et la persuasion non violentes*, *la non-coopération*, et *l'obstruction non violente*.

La protestation et la persuasion non violente

Il s'agit là d'une vaste catégorie d'actions, principalement symboliques, sous forme d'opposition pacifique ou de tentatives de persuasion, qui vont au-delà de l'expression orale mais sans aller jusqu'à la non-coopération ou l'obstruction non violente. Ce sont les «armes» les plus modérées de la non-violence : défilés, manifestations silencieuses, discours publics, prises de position par des organisations, refus d'honneurs, actes publics à valeur de symbole, piquets de grèves, affiches, séminaires, port du deuil, réunions de protestation, etc.

Leur utilisation peut avoir simplement pour but de montrer que ceux qui protestent sont *pour* ou *contre* quelque chose. L'action peut avoir pour premier objectif d'influencer l'adversaire. Elle peut aussi viser à communiquer avec le public, les spectateurs ou des tiers, de manière directe ou par la publicité qu'elle occasionne, afin d'attirer l'attention des témoins sur le changement souhaité et d'obtenir leur soutien. Le but principal de l'action peut être aussi de pousser le «groupe mécontent» – les personnes directement affectées par le problème – à passer lui-même à l'action, par exemple en participant à une grève ou à un boycott économique. Certaines méthodes modérées de ce type (comme les tracts) servent à enclencher une action plus étendue (comme un boycott économique).

Ces méthodes de protestation et de persuasion non violentes ont été utilisées très souvent, sous forme de distributions de tracts, de piquets de grève, de port de bannières ou de manifestations. Voici

quelques exemples. Lors de la montée du nazisme en Allemagne, certains prêtres lurent des lettres pastorales antinazies dans leurs églises. En Tchécoslovaquie, le présidium de l'Assemblée nationale envoya aux gouvernements et aux parlements des cinq pays du pacte de Varsovie qui les avaient envahis une déclaration condamnant l'invasion dirigée par les Soviétiques et exigeant le « retrait immédiat » des troupes. En novembre 1956, en Hongrie, des dizaines d'écrivains et d'artistes célèbres adressèrent un « mémorandum » au comité central du parti communiste, lui demandant d'empêcher les fonctionnaires d'appliquer des « méthodes antidémocratiques qui paralySENT la vie culturelle », et appelant à une « atmosphère libre et sincère, saine et démocratique, imprégnée de l'esprit d'un gouvernement populaire ».

Le 4 décembre 1916, lors du discours du président Wilson devant le Congrès, cinq suffragettes déroulèrent depuis la galerie une bannière portant l'inscription suivante : « M. le président, que ferez-vous pour le vote des femmes ? » Au Sud Viêt-nam, au cours de la campagne bouddhiste de 1963 contre le régime de Diêm, des étudiants de l'école de garçons de Chu Van An, à Saïgon, arrachèrent le drapeau gouvernemental pour le remplacer par un drapeau bouddhiste. Dans la Pologne occupée de 1942, les Allemands détruisirent tous les monuments à la mémoire des héros ou des événements patriotiques polonais. Les Polonais se mirent alors à passer ostensiblement par ces endroits, allant jusqu'à s'y arrêter pour se recueillir, au grand dam des Allemands.

Le 24 mai 1943, à Sofia, de nombreux Bulgares non juifs se joignirent à une manifestation organisée par les Juifs pour protester contre les projets de déportation. Il y eut des affrontements avec la police et de nombreuses arrestations. Matei Yulzari écrit : « Craignant une agitation interne, le gouvernement fasciste et le roi furent forcés de renoncer à leur plan d'envoyer les Juifs bulgares dans les camps de la mort. » Tous les Juifs qui étaient citoyens bulgares furent sauvés.

A Alger, le 31 août 1962, vingt mille personnes se rassemblèrent sur une place pour protester contre les dissensions qui opposaient les dirigeants du pays nouvellement indépendant, et pour éviter que n'éclate une guerre civile. Au Brésil, au début des années quatre-vingt, les manifestations de masse devinrent une force majeure du mouvement pour la restauration d'un gouvernement civil. Strictement non violentes, elles rassemblèrent jusqu'à deux millions de participants.

Le 4 novembre 1989, plus de cinq cent mille manifestants défilèrent dans Berlin-Est pour exiger des élections libres, une presse libre et des droits civiques. Certains manifestants collèrent au passage sur

les bâtiments du conseil des ministres des affiches exprimant leurs demandes. Le 25 décembre 1989, à Prague, cinq cent mille manifestants se rassemblèrent en scandant « Honte ! Honte ! Honte ! » pour dénoncer le simple remaniement du gouvernement communiste abhorré, qui était perçu comme une « supercherie » destinée à supprimer les réformes.

La non-coopération

La plupart des méthodes d'action non violente comportent des formes de non-coopération. Celle-ci fait appel à des attitudes délibérées d'obstruction, de restriction, de refus ou de défi portant sur des motifs sociaux, économiques ou politiques.

On peut par exemple ignorer complètement les membres du groupe adverse, ou refuser d'acheter certains produits, arrêter le travail, ou encore désobéir aux lois qu'on juge immorales ou refuser de payer ses impôts. C'est un moyen de lutter en diminuant ou en cessant la coopération habituelle, ou en refusant d'apporter une aide supplémentaire, ou bien les deux à la fois. Il s'ensuit un ralentissement ou un arrêt du fonctionnement normal. L'action peut être spontanée ou planifiée, légale ou illégale.

On peut classer les méthodes de non-coopération selon trois aspects principaux : social, économique et politique.

La non-coopération sociale peut prendre la forme d'un refus de poursuivre des relations sociales normales avec des gens ou des groupes dont on estime qu'ils ont commis une mauvaise action ou une injustice.

Les boycotts sociaux sont bien connus. Lors du *Rubrkampf* de 1923, les Allemands ont boycotté socialement les soldats et fonctionnaires français et belges. A peine ces soldats entraient-ils boire dans une taverne que les Allemands vidaient les lieux. Durant la seconde guerre mondiale, les Danois affectaient souvent d'ignorer la présence de soldats allemands, les traversant du regard comme s'ils n'existaient pas.

Les méthodes de non-coopération comportent encore bien d'autres facettes, dont le refus de se conformer aux attitudes normales ou aux pratiques établies, attendues par la société ou le groupe adverse. Parmi les autres méthodes de ce type, on peut citer la « non-action à la Lysistrate », l'arrêt des activités sociales et sportives, le boycott des événements sociaux, les grèves d'étudiants, les opérations ville morte ou l'accueil d'opposants au nom du droit d'asile...

La *non-coopération économique* consiste à suspendre des relations économiques spécifiques ou à refuser d'en entamer de nouvelles. Les formes de non-coopération économique sont beaucoup plus nombreuses que celles de la non-coopération sociale. Cette catégorie comprend les boycotts économiques et les grèves.

Le boycott économique implique le refus de certaines relations économiques, en particulier d'acheter, de vendre ou de traiter des marchandises et des services. Le boycott peut être *primaire* ou *secondaire*. On entend par boycott primaire la suspension directe des relations avec le camp opposé, comme le refus des cheminots allemands de transporter du charbon vers la France lors du *Rubrkampf* de 1923 ou le refus des citoyens pragois pendant toute une semaine de septembre 1941 d'acheter les journaux censurés par les Allemands. Le boycott secondaire est quant à lui appliqué contre des tiers, pour les pousser à se joindre au boycott primaire contre l'adversaire, comme aux Etats-Unis contre des magasins vendant des raisins de Californie ou des oranges d'Afrique du Sud, lorsque ces produits étaient boycottés.

Les boycotts économiques peuvent revêtir plusieurs aspects, dont les boycotts de consommateurs, à l'échelle nationale ou internationale, la grève des loyers, les boycotts de producteurs, les grèves patronales, le refus de payer des dettes ou des intérêts, le retrait des dépôts bancaires et les embargos commerciaux internationaux.

Les boycotts économiques sont organisés surtout par les syndicats et les mouvements de libération nationale. Ils peuvent être décidés par les consommateurs, salariés et producteurs, distributeurs, propriétaires et gestionnaires, financiers et gouvernements.

La grève est un refus de travailler. C'est la diminution ou l'arrêt du travail à la suite d'une décision collective et généralement temporaire, afin d'exercer une pression. Les raisons sont en général d'ordre économique, mais pas obligatoirement. Le but est d'obtenir un changement dans les relations des groupes en conflit. Les grévistes font d'habitude certaines demandes, qu'ils posent comme conditions préalables à la reprise du travail. La seule menace d'une grève peut parfois amener l'adversaire à faire des concessions.

Les grèves peuvent être organisées par des salariés agricoles et des paysans, des ouvriers et des employés de bureaux, ou par d'autres groupes de population. Il peut s'agir d'un arrêt total du travail, d'une réduction partielle ou d'un ralentissement. Elles peuvent prendre de nombreux aspects : grèves de protestation, débrayages soudains, grèves de paysans, d'ouvriers agricoles, de prisonniers, de professions libérales,

grèves d'usines, grèves du zèle, absentéismes à raison « médicale » et grèves générales. Les propriétaires d'entreprises et les salariés peuvent s'unir pour créer une situation de chômage économique.

Les grèves peuvent aussi avoir valeur de symbole pour exprimer une opinion. Par exemple, le 15 janvier 1923, quatre jours après l'invasion franco-belge de la Ruhr, la population de cette région et de la Rhénanie organisa une grève de protestation de trente minutes pour montrer qu'elle entendait résister. Quelques heures seulement après l'entrée des troupes russes dans Prague en août 1968, les Tchèques organisèrent des grèves de protestation pour signifier leur intention de résister aux envahisseurs. Le 27 novembre 1989, des millions de Tchèques et de Slovaques paralysèrent leur pays par une grève générale de deux heures, afin de montrer leur volonté d'avoir des élections libres et leur opposition à la domination communiste.

Beaucoup plus souvent, les grèves sont destinées à montrer qu'on a un pouvoir économique. De nombreux pays ont une longue histoire de grèves, organisées par les syndicats pour améliorer les salaires et les conditions de travail. Parfois cependant, les grèves servent à atteindre des objectifs politiques ou révolutionnaires. Du 29 avril au 8 mai 1943, lors de l'occupation nazie des Pays-Bas, la majorité des ouvriers menèrent une série de grèves pour protester contre le projet d'interne-ment en Allemagne des anciens combattants hollandais. Les Danois organisèrent une grève générale de cinq jours à partir du 30 juin 1944, pour forcer les Allemands à lever la loi martiale et à retirer du Danemark les odieux *Schalburgkorps* de fascistes danois. Les négociations aboutirent à quelques concessions de la part des Allemands.

Les grèves ouvrières peuvent être associées à des fermetures d'entreprises pour entraîner une situation de chômage économique. Ce type d'action fut un élément crucial de la lutte pour rétablir l'autonomie finlandaise à l'intérieur de la Russie impériale fin 1905. En 1956, la fermeture volontaire des entreprises, entièrement non violente, fut un élément essentiel permettant l'éviction du général Magliore de la présidence d'Haïti.

La *non-coopération politique* consiste à refuser, dans les conditions existantes, de poursuivre la participation politique habituelle. Cette méthode peut être pratiquée par des individus et de petits groupes. La non-coopération politique implique en général un plus grand nombre de participants, des fonctionnaires de l'Etat, voire le gouvernement lui-même.

La non-coopération politique peut revêtir un nombre d'expressions presque infini en fonction de chaque situation. A la base, elles proviennent toutes du refus d'aider l'adversaire en affichant certains types de comportements politiques. La non-coopération politique peut prendre plusieurs formes: rejet de la légitimité et de l'autorité des gouvernants, boycott des corps d'Etat et des décrets, diverses formes de non-coopération et de désobéissance, lenteurs administratives volontaires, non-coopération des hauts fonctionnaires et actions du gouvernement sur la scène internationale. Parmi ces méthodes, la désobéissance civile est l'une des plus connues: c'est la violation délibérée, ouverte mais pacifique, de certaines lois ou décrets, de règlements et d'ordonnances, d'ordres policiers ou militaires.

La non-coopération politique peut également avoir pour but de protester ou de montrer son désaveu. L'acte de non-coopération politique est cependant plus fréquemment destiné à exercer une pression sur le gouvernement, sur un groupe illégitime qui tente de prendre le contrôle de l'appareil d'Etat, ou parfois sur un autre gouvernement. La non-coopération peut avoir pour but d'atteindre un objectif limité, de changer la politique du gouvernement, de modifier sa composition, voire de le détruire. Lorsqu'on l'utilise contre des usurpateurs de l'intérieur, un gouvernement fantoche ou contre l'administration d'un occupant étranger, la non-coopération vise à vaincre l'agresseur et à rétablir le gouvernement légitime.

Dans les quatre exemples cités au premier chapitre, la non-coopération politique a été un élément de résistance important. Elle constitue l'élément essentiel qui permet de nier la légitimité des usurpateurs ou des occupants. Le fait de reconnaître leur légitimité leur ouvrirait l'accès à d'autres sources de pouvoir importantes comme l'appui de la population et de l'administration, les ressources économiques, etc. Le 19 janvier 1923, le gouvernement allemand interdit à toutes les autorités gouvernementales et locales d'obéir à tout ordre des occupants franco-belges, et leur enjoignit de ne se conformer qu'aux instructions des autorités allemandes en place avant l'invasion. En 1968, en Tchécoslovaquie, trois jours après l'invasion soviétique, le maire de Prague refusa de recevoir les représentants des forces d'occupation qu'on lui avait envoyés en vue de négocier.

Le boycott des organisations soutenues par le gouvernement représente une autre forme de non-coopération politique, comme le refus des professeurs norvégiens de s'inscrire au nouveau syndicat enseignant sous contrôle fasciste qu'avait fondé le régime de Quisling en 1942. On peut

citer d'autres actions significatives dans ce domaine, comme le refus d'aider l'armée ou la police, de reconnaître les nouveaux préposés « officiels » ou de dissoudre des institutions existantes. La non-coopération administrative généralisée fut un facteur crucial de la défaite du putsch de Kapp. Lors de l'occupation de la Norvège, la police norvégienne et les soldats allemands étaient parfois volontairement inefficaces au cours des arrestations, allant jusqu'à faciliter les évasions. Les grandes mutineries au sein des troupes de la Russie impériale furent un facteur important de la révolution de 1917 qui détrôna le tsar.

Dans la dynamique d'une campagne non violente, l'aptitude des résistants non violents à utiliser les armes de la non-coopération – sociale, économique, ou politique – revêt une importance capitale. Ces méthodes peuvent être employées de manière défensive aussi bien qu'offensive. Utilisées de façon défensive, elles peuvent déjouer une attaque en préservant la capacité d'initiative, les modèles de comportement, les institutions, etc. Employée de manière offensive, la non-coopération peut nuire au fonctionnement ou à l'existence même des institutions et organisations qui soutiennent les agresseurs.

L'obstruction non violente

Les méthodes appartenant à cette dernière catégorie se distinguent des deux précédentes en ce qu'elles interviennent directement dans une situation en créant une rupture par des moyens non violents. Ces actes ne sont pas destinés uniquement à communiquer un point de vue ou à refuser de coopérer. Au contraire, ceux qui ont recours à ces méthodes prennent l'initiative et perturbent directement le système en place ou la situation, pour contraindre au changement, à moins qu'ils ne soient stoppés d'une façon ou d'une autre, ou que leur action ne soit neutralisée.

Les méthodes relevant de cette catégorie peuvent prendre des aspects psychologiques, physiques, sociaux, économiques ou politiques: grèves de la faim, sit-ins, obstructions non violentes, mise en place de nouveaux comportements sociaux, grèves avec occupation des locaux, création d'institutions économiques alternatives, demandes à être emprisonnés, travail sans collaboration, gouvernement parallèle, etc.

Utilisée de manière offensive, l'obstruction non violente peut porter la lutte dans le camp de l'adversaire, même en l'absence de provocation immédiate. Ces méthodes peuvent perturber, voire détruire, les comportements établis, les principes, les relations ou les institutions

auxquelles on est opposé. Mais elles peuvent aussi mettre en place de nouveaux comportements et principes, de nouvelles relations ou institutions que l'on préfère aux anciennes.

Comparées aux autres catégories d'action non violente, les méthodes d'obstruction non violente présentent un défi plus direct et plus rapide. Cela ne signifie pas pour autant une réussite plus rapide. L'un des premiers résultats de cette action peut être une répression plus soudaine et plus sévère, ce qui bien sûr ne signifie pas nécessairement la défaite. Si toutefois l'obstruction réussit, la victoire peut arriver plus vite que par la simple non-coopération, car l'obstruction a des effets plus perturbateurs. Par exemple, pour tenter de mettre fin à une attitude discriminatoire dans une cantine ou un bureau, un sit-in sur place aura des effets perturbateurs plus rapides et plus complets qu'un piquet de grève ou un boycott de consommateurs.

Il existe de nombreux exemples de ce type d'action non violente. La campagne américaine pour les droits civiques vit de nombreuses interventions sous forme de sit-ins, pour mettre fin à la discrimination raciale dans les restaurants. En 1955, Goa fut le théâtre d'une invasion non violente massive pour défier la souveraineté portugaise sur cette partie de l'Inde. En 1953, en Allemagne de l'Est, lorsque les Russes envoyèrent leurs chars disperser quelque 25 000 manifestants, ces derniers les stoppèrent en s'asseyant en travers de leur passage. De 1969 à 1971, des indiens américains ont occupé de façon non violente l'île d'Alcatraz, dans l'espoir d'en obtenir la réattribution comme terre tribale non utilisée. Lors de l'occupation allemande en Pologne, les Polonais mirent en place un système d'éducation parallèle et indépendant échappant au contrôle nazi. En Tchécoslovaquie, en août et septembre 1968, un système de radio parallèle fonctionna pendant deux semaines entières, défiant les envahisseurs soviétiques et réfutant leur propagande ; elle apportait des informations sur les événements et les personnes et donnait des instructions pour poursuivre la résistance non violente. Le 11 décembre 1989 à Leipzig en Allemagne de l'Est, des dizaines de milliers de manifestants encerclèrent le bâtiment de la sécurité d'Etat, forçant le chef des forces locales de sécurité à admettre dans le complexe de sécurité une « inspection populaire » filmée. Trente « inspecteurs » relevèrent des preuves de l'« espionnage » gouvernemental des citoyens de Leipzig et empêchèrent la destruction des documents compromettants.

Le gouvernement parallèle peut être un élément particulièrement important lors des luttes non violentes, au cours desquelles la direc-

tion de la société et du système politique est en péril comme dans les situations de révolution ou de Défense nationale (contre des complots internes ou des occupations étrangères). Dans une situation révolutionnaire, le gouvernement parallèle indique qu'une nouvelle souveraineté est mise en place. Une nouvelle structure politique prend forme pour revendiquer le soutien et l'allégeance du peuple. Un gouvernement parallèle émerge et, grâce au soutien populaire, il reprend progressivement les fonctions gouvernementales, éliminant finalement l'ancien régime en lui enlevant sa légitimité et son utilité.

Cette méthode de lutte non violente n'a pas été, jusqu'à présent, l'objet d'analyses et d'études approfondies. Ce phénomène s'est produit dans diverses situations, parfois dans une faible mesure seulement. Il est arrivé toutefois qu'un gouvernement parallèle joue un rôle important dans une lutte, parvenant même à supplanter le gouvernement d'origine.

L'émergence de gouvernements parallèles durant la guerre d'indépendance américaine de 1765 à 1775 constitue un exemple représentatif. Avant 1774, les colons avaient mis au point de nombreuses méthodes de lutte non violente pour résister aux efforts des Britanniques qui voulaient accroître leur autorité sur les colonies américaines. À l'époque de la crise de 1774-1775, provoquée par les lois de coercition, les Américains ne croyaient plus aux méthodes constitutionnelles pour réparer les torts qu'ils avaient subis. De plus, les gouverneurs coloniaux de plusieurs régions avaient menacé de suspendre les assemblées législatives si elles semblaient favorables à la résistance.

Pour répondre à cette situation, les colons commencèrent à créer de nouvelles institutions politiques et à transformer celles qui étaient en place ; ils constituèrent des assemblées provisoires, des comités de résistance et des gouvernements provinciaux. Ce mouvement reçut l'impulsion de l'Union continentale, un programme perfectionné de non-coopération économique et politique, adopté par le premier congrès continental en octobre 1774. Un réseau de comités s'étendant au niveau local, régional et dans les colonies, soutenait et appliquait la résistance aux lois de coercition. Ces comités assumèrent de nombreuses fonctions gouvernementales, en liaison avec les comités de correspondance mis en place auparavant. Comme le montre Ronald McCarthy, ces structures parallèles eurent un rôle législatif et exécutif, levèrent des impôts, allant même jusqu'à remplacer les tribunaux dans certaines régions. Dans certains cas, les assemblées coloniales rejetèrent la souveraineté britannique et devinrent des organes de résistance

et des gouvernements autonomes. Ailleurs, de nouvelles organisations fonctionnaient comme autorités politiques parallèles. Arrivée à ce point, la lutte passa à un niveau plus fondamental, ces formations se substituant aux gouvernements.

Des exemples clairs de gouvernements parallèles virent le jour lors des révolutions russes de 1905 et 1917. En 1905, le bureau des congrès de Zemstvo avait une grande autorité; des régions entières et des minorités ethniques rompirent avec la capitale et établirent leurs propres gouvernements autonomes, dont certains fonctionnaient encore en 1906. Avant le coup d'Etat bolchevique d'octobre 1917, le pouvoir était détenu à la fois par le gouvernement provisoire et par les soviets, ou conseils indépendants. On a vu également apparaître en Inde des éléments de structures gouvernementales parallèles au cours de la campagne de Satyagraha en 1930-1931.

Dans une situation défensive, le gouvernement parallèle peut jouer un rôle d'une importance extrême, comme nous le verrons au chapitre suivant.

MANIER LE POUVOIR

On ne s'est jamais vraiment rendu compte à quel point la technique non violente modifie le rapport de forces. L'action non violente manie le pouvoir, aussi bien pour contrer le pouvoir d'un groupe opposé que pour faire progresser les objectifs du groupe non violent.

Cette technique de conflit se sert du pouvoir selon des méthodes qui diffèrent considérablement des idées reçues sur le conflit et la lutte, notamment la croyance qu'on ne peut répondre efficacement à la violence que par la violence. Les méthodes non violentes sont bien plus complexes qu'on ne l'avait cru et elles sont à l'évidence plus variées et plus compliquées que des procédés comparables reposant sur la violence politique. La raison en est, en partie du moins, que la lutte non violente est capable de s'attaquer aux fondements mêmes du système de l'adversaire.

Aucun cas de lutte non violente ne ressemble exactement à un autre. Ils diffèrent sur de nombreux points, entre autres les influences et les pressions qu'exerce le groupe non violent, les réactions des adversaires et la nature de la situation conflictuelle. Il est toutefois possible d'indiquer les caractéristiques significatives qui auront tendance à se répéter au cours de ces conflits.

Une campagne d'actions civiles voit l'entrée en jeu simultanée et interactive de plusieurs forces et processus. Dans la plupart des cas, on retrouve les effets de la multiplication du nombre d'individus qui ont une attitude de non-coopération et de défi, l'opiniâtreté des résistants face à la répression, et les pressions éventuelles de tiers. Les facteurs psychologiques et le moral, déjà très importants lors des campagnes militaires et des guérillas, le deviennent encore plus en cas de lutte non violente.

La technique non violente frappe le pouvoir de l'adversaire de manière à la fois plus *directe* et plus *indirecte* que la violence. La violence, sous ses divers aspects, s'applique principalement à blesser ou tuer des membres de l'armée adverse et parfois des fonctionnaires et comparses, le tout accompagné de grandes destructions physiques. Les forces armées et la capacité de mener des campagnes militaires dépendent elles-mêmes du pouvoir politique, social et économique du régime, et de sources de pouvoir bien plus profondes qu'une simple accumulation de chars, de fusils ou de bombes. Les tentatives de lutte armée contre le pouvoir militaire de l'adversaire s'attaquent en réalité plus aux *expressions* de son pouvoir qu'à ses fondements.

La technique non violente s'attaque par contre aux sources mêmes du pouvoir de l'adversaire, opérant donc plus *directement* que la violence politique. Chacune de ses sources de pouvoir, identifiées au chapitre précédent, dépend directement ou indirectement de l'obéissance et de la coopération de ses propres agents et fonctionnaires, de la population et des institutions sociales. Les attitudes de non-coopération et de défi sapent l'obéissance et la coopération nécessaires. Par exemple, la négation de la légitimité du gouvernant retire à ses partisans comme à la population une des raisons principales de leur obéissance ; une attitude populaire de désobéissance et de défi provoque d'immenses problèmes de maintien de l'ordre ; les grèves massives paralysent l'économie ; une non-coopération généralisée de l'administration et des fonctionnaires peut mettre en échec le gouvernement ; des mutineries au sein des troupes et de la police de l'adversaire peuvent annihiler sa capacité de répression contre des résistants non violents.

La lutte non violente comporte une deuxième manière d'agir directement sur l'adversaire. Elle se concentre sur le cœur du problème, plutôt que sur des forces militaires ou des points géographiques qui n'ont souvent qu'un rapport relatif avec le conflit. Si par exemple la clé du conflit est principalement d'ordre économique, on pourra procéder à une action économique, comme des boycotts ou des grèves.

Pour répondre à des horaires de travail excessifs, les ouvriers peuvent tout simplement rentrer chez eux au bout d'un certain nombre d'heures, comme ils l'ont fait au cours de la révolution russe de 1905, pour réclamer la journée de huit heures. La lutte s'articule alors largement sur la vulnérabilité de l'adversaire face à ces leviers économiques et sur la capacité des ouvriers à refuser la coopération économique. De même, si le problème est avant tout d'ordre politique, c'est une action politique qui aura le plus de chances de réussir. Par exemple, lorsque les kappistes ont tenté de prendre le contrôle de la république de Weimar, les fonctionnaires, les bureaucrates et les autorités locales refusèrent tout simplement de reconnaître leur légitimité ou de jouer leur jeu. Ce fut fatal au coup d'Etat.

De même, en cas de censure de la presse et de l'édition, le fait de défier les règles de la censure pourra les rendre inopérantes. Des publications peuvent être éditées sans tenir compte des lois en vigueur, ouvertement si les circonstances s'y prêtent ou bien clandestinement. Ces moyens ont été largement utilisés lors de la révolution russe de 1905, lors de la résistance hollandaise face à l'occupation nazie, au cours de la lutte polonaise pour une plus grande liberté en 1980-1989 et de la résistance palestinienne à l'occupation israélienne. Durant l'occupation du Danemark par les nazis, 538 journaux illégaux virent le jour. En 1944, leur diffusion globale dépassait les dix millions d'exemplaires.

La technique non violente frappe aussi le pouvoir de l'adversaire plus *indirectement* que la violence. Au lieu d'affronter la police et les troupes de l'adversaire à l'aide de forces du même genre, les résistants non violents les affrontent indirectement sans contre-violence. Ceci a pour effet de saper le moral du camp opposé, tout en favorisant la mobilisation de forces et d'appuis supplémentaires pour la cause des résistants.

Par exemple, en répondant à la répression de façon non violente plutôt que par une escalade de la violence, on peut montrer que la répression n'arrivera pas à soumettre le peuple, et que les résistants ne se laisseront pas piéger à utiliser les méthodes souhaitées par l'adversaire qui est bien armé pour les contrer. Cette résistance constante, tout en maintenant la discipline non violente, peut présenter d'autres avantages pour les résistants. La disproportion d'une répression violente exercée contre des résistants non violents peut entraîner un désaveu des partisans habituels de l'adversaire dont le pouvoir s'effrite. Le nombre de combattants civils peut augmenter, ainsi que le soutien

dont ils bénéficient. Tout cela parce que la violence de l'adversaire est contrée indirectement plutôt que violemment. Nous aborderons plus loin dans ce chapitre ce processus dit de « jiu-jitsu politique ».

Dans ce genre de situation conflictuelle, le pouvoir relatif et le pouvoir réel des protagonistes subiront des changements constants, parfois rapides et extrêmes : le soutien dont ils bénéficient peut varier de façon importante, augmentant ou diminuant d'autant la disponibilité des sources vitales du pouvoir. Ces variations de pouvoir peuvent être beaucoup plus importantes et plus rapides que dans des situations où les deux camps recourent à la violence. Dans cette situation conflictuelle asymétrique, la lutte non violente modifie directement les sources mêmes du pouvoir de chacun des belligérants. L'impact en est ressenti plus immédiatement que lors d'un conflit strictement violent, qui n'affectera ces sources qu'indirectement.

Les stratégies de la lutte par actions civiles doivent tourner à leur avantage ces changements soudains du pouvoir dans chaque camp. Pour ce faire, les pratiquants de la lutte non violente doivent chercher à influer sur les forces et sur la loyauté de trois groupes. D'une part, ils doivent s'attacher continuellement à augmenter leur force et celle de leurs partisans. D'autre part, ils deviendront plus forts s'ils peuvent obtenir la participation active de groupes de population plus vastes qui sont victimes d'injustices. Et enfin, la nature non violente de la lutte peut leur apporter un soutien important jusque dans le camp de l'adversaire et parmi des tiers, ce qui serait peu probable s'ils avaient recours à des moyens violents. En effet, l'absence de violence permet aux observateurs d'évaluer les problèmes en jeu sans être influencés par leurs propres réactions face à la violence. De plus, le fait de ne s'appuyer que sur des moyens non violents engendre d'habitude un mouvement de sympathie envers les participants à la lutte. La capacité d'obtenir un soutien dans le camp même de l'adversaire et auprès de tiers donne au groupe non violent la possibilité de modifier – et parfois de réguler directement – le pouvoir de son adversaire, qu'il restreint ou coupe à sa source.

L'issue finale de la lutte est en général déterminée par ces changements complexes du rapport de forces des adversaires.

L'IMPORTANCE DE LA STRATÉGIE

Les choix de stratégie, de tactique et de méthodes spécifiques par le groupe non violent influencent beaucoup l'évolution du rapport de

forces et infléchissent l'issue des hostilités. La stratégie est aussi importante pour l'action non violente que pour la lutte armée.

Le stratège cherche à tirer le meilleur parti de ses ressources afin d'atteindre ses objectifs au moindre coût. Les méthodes d'action non violente choisies seront d'autant plus efficaces qu'elles rentrent toutes dans le cadre d'une stratégie globale permettant de savoir comment atteindre les objectifs. Les choix de stratégie, de tactique et de méthodes aident à déterminer quelles sources du pouvoir seront affectées, et dans quelle mesure elles seront diminuées ou coupées. Ces choix doivent correspondre à chaque problème spécifique. Une action économique, par exemple, sera généralement appropriée pour des questions économiques, tandis qu'une non-coopération et une intervention politique seront plus adaptées à des problèmes d'ordre politique. Il n'y a cependant pas de schéma universel et la résistance économique peut être très utile dans une lutte dont les raisons sont principalement politiques. Quel que soit le cas, l'action devra être mise au point avec minutie, dans le cadre d'un plan d'ensemble soigneusement élaboré.

Les stratégies de la lutte non violente doivent donc apporter le plus grand soin à leurs plans, en s'aidant des meilleures données disponibles sur les principes stratégiques et en s'appuyant sur leur connaissance de la lutte non violente et des conflits. Divers ouvrages traitent de la stratégie de la lutte non violente, et le chapitre suivant aborde quelques principes et options stratégiques applicables à la défense par actions civiles.

L'IMPORTANCE DES LIEUX DE POUVOIR

L'aptitude à organiser une lutte non violente dépend pour une grande part des institutions et mouvements sociaux indépendants, qui peuvent mener ou soutenir ce type d'action, comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Nous avons constaté que la lutte non violente est d'autant plus forte qu'elle est organisée ou soutenue par les institutions sociales en place (organisations professionnelles, instances religieuses, syndicats, partis politiques et tissu associatif) et qu'elle reçoit l'appui de mouvements régionaux, culturels, nationaux ou ethniques, ou même des autorités locales, provinciales et régionales, etc.

Il se peut aussi que les centres de pouvoir soient moins organisés, ou qu'ils aient vu le jour juste avant ou pendant la lutte non violente.

Il peut s'agir également de structures anciennes, depuis longtemps inactives, ou dont la capacité d'action et d'initiative a été affaiblie par les mesures délibérées d'un système politique hyper-centralisé. Ces structures peuvent se ranimer autour d'un objectif ou d'une opposition aux gouvernants ou aux adversaires de leur société. Les centres de pouvoir nouvellement créés ou ranimés auront donc un rôle important à jouer dans la conduite de la lutte non violente.

Ce fut le cas, comme nous l'avons noté plus haut, lors de la phase non violente du mouvement d'indépendance américain, qui vit la formation de comités de correspondance et de gouvernements provinciaux illégaux, en 1774 et 1775. A Rhode Island, par exemple, l'administration locale, les assemblées communales et même le gouvernement provincial officiel jouèrent un rôle crucial dans la lutte contre le régime britannique, lors des trois campagnes de non-coopération de 1765 à 1775.

Au cours de la phase initiale non violente de la révolution hongroise de 1956, on vit se développer un nouveau mouvement de masse puissant, le « conseil des travailleurs », qui rassemblait des ouvriers et divers groupes professionnels. Le mouvement prit rapidement une dimension politique et donna naissance à une fédération qui forma pendant quelques semaines un gouvernement national de substitution, jusqu'à ce que les Russes battent l'armée hongroise au cours de la deuxième phase, violente cette fois, de la révolution.

Ailleurs, des organisations bien établies ont tenu ce rôle de bases de résistance: clubs sportifs, syndicats enseignants ou Eglise d'Etat, comme en Norvège durant l'occupation nazie. Lors de la résistance au putsch de Kapp, l'action des partis politiques, des syndicats, des administrations provinciales et d'autres formations constitua un élément capital. Durant la résistance tchécoslovaque de 1968, le parti communiste lui-même devint pendant quelques semaines un instrument de résistance contre les Russes. Au cours du mouvement polonais pour la démocratisation dans les années quatre-vingt, le syndicat indépendant Solidarité et divers nouveaux groupes, dont des organisations d'étudiants et de paysans, devinrent de puissants éléments de la lutte (malgré la loi martiale imposée par un coup d'Etat militaire, ces organisations, bien qu'affaiblies, ne furent pas éliminées). Ces corporations, et d'autres centres de pouvoir, dont des éditeurs clandestins, participèrent à la poursuite et au renforcement des courants démocratiques polonais à la fin des années quatre-vingt.

LES PROBLÈMES DE L'ADVERSAIRE

Le défi lancé par l'action non violente peut être modéré et ne pas trop déranger le *statu quo*. Il peut aussi, dans des cas extrêmes, le mettre en pièces. Quoi qu'il en soit, il aura attiré l'attention sur les revendications et sur la présence d'une opposition. Le conflit sous-jacent éclatera au grand jour, ce qui commencera probablement à sensibiliser l'opinion publique.

L'adversaire confronté à une action non violente puissante peut être sérieusement menacé. L'intensité du défi peut varier en fonction de nombreux facteurs comme la nature des revendications et leur légitimité apparente, la qualité de l'action, le nombre de participants, les formes de désobéissance et de non-coopération ou encore l'aptitude des résistants à maintenir leur discipline non violente et leur refus de se soumettre malgré les représailles de l'adversaire. Le résultat dépend aussi en partie du milieu social et politique qui mène la lutte. A partir de cette toile de fond, il faut évaluer le niveau de non-conformisme que le système peut tolérer sans changer de nature ; le niveau de soutien ou d'hostilité au régime de toutes les parties impliquées ; la propagation possible des attitudes de non-coopération et de défi ; et enfin la disponibilité, la restriction ou la disparition des sources de pouvoir matérielles, humaines, morales et institutionnelles, qui sont nécessaires à l'existence du gouvernement.

Les difficultés auxquelles l'adversaire sera confronté pendant l'action non violente dépendront de la dynamique et des mécanismes techniques (nous les examinerons plus loin). Elles ne proviennent pas du fait qu'il est surpris par l'absence de violence ni du fait que cette technique ne lui est pas familière. Par exemple, ce n'est pas parce que l'adversaire connaît bien la lutte non violente qu'il pourra vaincre les combattants non violents. Lors d'une guerre, chaque camp utilise ses connaissances militaires pour augmenter ses chances de réussite. Au cours d'une lutte non violente, un adversaire qui a plus de savoir peut imaginer des mesures de rétorsion plus sophistiquées, mais il peut aussi devenir moins cruel et plus capable de faire face aux problèmes en jeu. Cependant, le groupe non violent peut aussi apprendre à combattre plus adroitement et à réagir plus efficacement à la pression et aux mesures perfectionnées de l'adversaire.

Les gouvernements et les autres systèmes hiérarchisés ne se trouvent pratiquement jamais dans la situation extrême d'avoir un soutien total ou aucun soutien. Ils jouissent la plupart du temps d'un soutien

partiel. Même un régime qui est finalement anéanti par la désobéissance, la non-coopération et le défi peut avoir bénéficié d'un soutien suffisamment important et durable pour infliger une répression brutale au groupe non violent. Il est donc nécessaire d'étudier comment fonctionne la technique non violente lors d'une lutte contre un adversaire violent, quels sont les divers moyens d'obtenir des changements, et quels facteurs spécifiques déterminent la réussite, l'échec ou le résultat mitigé d'une campagne.

C'est une erreur de penser que l'adversaire sera plus accommodant face à une lutte non violente. Il n'appréciera certainement pas qu'on défie son pouvoir ou sa politique, même si ce défi est non violent. Si l'action présente une menace sérieuse pour son contrôle et s'il n'a pas l'intention de céder aux exigences des résistants, l'adversaire doit réagir.

LA RÉPRESSION

L'action non violente est destinée à être mise en œuvre contre des adversaires qui sont prêts à employer des sanctions violentes. En fait, la lutte non violente a été utilisée contre de nombreux régimes violents comme l'Allemagne nazie, les gouvernements communistes de Pologne, d'Allemagne de l'Est, de Hongrie, de Bulgarie, de Roumanie, de Chine, de Yougoslavie et d'Union soviétique, au Guatemala contre Jorge Ubico, au Salvador contre Maximiliano Hernandez Martinez, au Chili contre Pinochet, en Afrique du Sud contre l'Apartheid et en Birmanie contre Ne Win et ses successeurs. Il est plus que probable que des adversaires de ce genre, face à un défi non violent, ne renonceront pas tout d'un coup à la violence et risquent même de ne pas toujours la contenir.

La répression sera donc sans doute la réponse à un défi non violent sérieux. Elle peut prendre divers aspects: censure, confiscation de capitaux et de biens, coupure des communications, pression économique, arrestations et emprisonnements, conscription forcée, camps de concentration, emploi d'agents provocateurs, menaces et brutalités, fusillades, massacres, torture, loi martiale, exécutions et représailles contre la famille et les amis des résistants. Le type de répression et son étendue dépendront de plusieurs facteurs. L'adversaire est toutefois susceptible d'infliger au groupe non violent une répression plus limitée qu'en cas de rébellion violente ou d'attaque militaire d'un ennemi

étranger. Il ne faut pas en attribuer la cause à une quelconque mansuétude de sa part, mais plutôt au fait qu'il sait qu'une répression extrêmement violente à l'encontre d'un défi non violent peut être contraire aux intérêts du régime.

La probabilité élevée d'une répression violente prouve bien que l'action non violente peut poser un réel problème à l'ordre établi. C'est là une confirmation et une reconnaissance du pouvoir de cette technique. Il n'y a pas plus de raison d'abandonner l'action non violente face à la violence de l'adversaire que d'abandonner une action militaire face à une opération militaire de l'ennemi en cas de guerre.

La violence de la répression peut aussi révéler en partie la nature profonde du système en cause. Cette clarification peut influencer l'évolution de la lutte. Une répression extrême exposera clairement la nature violente du système à de nombreux citoyens et tiers; cela réduira d'autant le soutien au régime et renforcera l'aide aux résistants non violents.

Comme nous l'avons noté au chapitre précédent, la répression n'engendre pas nécessairement la soumission. Pour que les sanctions de l'adversaire soient efficaces, elles doivent opérer sur les esprits des individus, leur faire peur et les pousser à obéir. Cependant, parce qu'ils sont fidèles à leur plan, disciplinés ou loyaux ou qu'ils croient à la justesse de leur cause, les combattants non violents peuvent persister malgré les dangers, tout comme au cours d'une guerre.

A chaque fois, contrairement à ce qu'on aurait pu croire, et selon des témoignages indépendants, des gens ont refusé d'être dominés par la peur. Ils ont appris à surmonter leur peur, comme sur une ligne de front à la guerre ou bien, de façon plus extrême, ils ont en apparence perdu cette peur. L'action des femmes de la place de Mai à Buenos Aires qui persistaient à défiler avec les photos de leurs maris ou de leurs enfants «disparus» n'est qu'un petit exemple de ce défi face au danger. Gerald Reitlinger, un des premiers historiens de l'Holocauste, écrit que, si plus des trois quarts des Juifs de France ont échappé à l'extermination, c'est en grande partie grâce aux Français qui ont refusé de se soumettre et d'obéir face à la terreur de la Gestapo et d'autres formes d'intimidation: «La solution finale (...) a échoué en France à cause de la conscience de l'homme de la rue qui, ayant atteint le fond de l'humiliation, apprit à vaincre sa peur.» Au cours du boycott des bus de Montgomery en Alabama, les autorités firent procéder à des arrestations massives. Certains eurent alors recours à la pose de bombes, mais le résultat fut une détermination et

une intrépidité accrue des Noirs américains de la ville. Comme l'écrivit Martin Luther King Jr., « les membres de l'opposition (...) n'avaient pas conscience que les Noirs auxquels ils avaient affaire étaient délivrés de la peur. C'est pourquoi chacun de leurs actes fut une erreur. » A Halle, en Allemagne de l'Est, le 17 juin 1953, malgré le quadrillage de la ville par les chars russes et les tirs de sommation de la police populaire, 60 000 à 80 000 personnes participèrent à un rassemblement antigouvernemental sur la place du marché. En février 1986, à Manille, une foule de Philippins pacifiques barra le passage aux chars envoyés par l'armée pour attaquer des officiers et des soldats qui refusaient d'obéir.

LA DISCIPLINE NON VIOLENTE DE COMBAT

Face à la répression violente, les résistants non violents, s'ils en ont la force, doivent persister et refuser de se soumettre ou de battre en retraite. Ils doivent être prêts à accepter que les sanctions qu'ils encourrent fassent partie du prix de la victoire. La probabilité et la sévérité de la répression peuvent varier. Le risque n'est cependant pas l'apanage de l'action non violente. Les risques sont souvent bien plus importants lorsque les deux camps utilisent la violence.

La discipline non violente consiste principalement à maintenir le comportement non violent, même face à une répression violente. Cependant, lors de campagnes planifiées, la discipline non violente implique aussi le respect de la stratégie, de la tactique et des méthodes d'action déterminées au début.

L'histoire regorge d'exemples de groupes qui se sont opposés, de façon violente ou non violente, à des actes d'une violence extrême, tout en poursuivant la lutte avec une discipline impressionnante. Citons par exemple la bataille des Thermopyles en 480 av. J.-C., où des soldats spartiates luttèrent vaillamment jusqu'au dernier contre l'armée perse très supérieure en nombre, ou le soulèvement des Juifs du ghetto de Varsovie contre les nazis en 1944. On peut citer des milliers de cas où des combattants non violents ont eux aussi surmonté leur peur des représailles, voire de la mort, et ont maintenu leur défi avec discipline. Ces exemples vont des nationalistes indiens qui refusèrent en 1930 de battre en retraite lors de leur razzia sur un dépôt de sel à Dharasana, alors que les Britanniques avaient commencé à leur défoncer le crâne, jusqu'aux Berlinoises qui persistèrent à revenir

manifester pour obtenir la libération de leurs maris juifs, malgré les menaces de se faire mitrailler.

Dans une situation répressive, le groupe de défense par actions civiles doit maintenir une discipline non violente pour essayer de contrôler l'adversaire, pour réduire la violence au sein du groupe, et pour augmenter ses chances de victoire. Le maintien de la discipline non violente face à la répression n'est pas un acte de naïveté moralisatrice. Elle est indispensable à la réussite et c'est une condition préalable pour faire évoluer à son avantage le rapport de forces. On ne peut transiger avec la discipline non violente qu'au risque de contribuer à la défaite. D'autres facteurs sont bien sûr très importants et le seul maintien de la discipline non violente ne suffira pas à garantir la victoire.

Confronté à la répression et à la souffrance, le groupe non violent devra s'efforcer de renforcer son moral, ses attitudes de solidarité et sa détermination à poursuivre le combat. Ces efforts seront favorisés par une formation préalable à l'utilisation de l'action non violente et aux comportements adaptés à des situations de stress. La discipline personnelle s'améliore lorsque les gens apprennent par l'expérience directe que l'application rigoureuse de la technique non violente leur apporte des avantages certains. Les combattants non violents apprendront aussi par leur propre expérience (et celle des autres) que leur réponse non violente à la violence peut minimiser les pertes humaines. S'il arrive que des résistants et des passants soient blessés ou tués au cours des luttes non violentes, leur nombre est régulièrement moindre que lors de mouvements comparables de résistance violente, comme les insurrections, les guérillas et les guerres militaires conventionnelles. La connaissance de ces facteurs peut aider les gens à maintenir la discipline nécessaire en cas de répression dure.

L'adversaire peut souhaiter que les résistants se tournent plutôt vers des moyens violents, qui ne posent pas les mêmes problèmes de maintien de l'ordre. Comme il est en général mieux armé pour faire face à la violence, il peut chercher délibérément à provoquer les résistants à la violence, soit par une répression sévère, soit en utilisant des espions et des agents provocateurs. Par exemple, au début du XX^e siècle, pour combattre le mouvement non violent finlandais qui réclamait l'indépendance par rapport à la Russie tsariste, le gouverneur général russe s'arrangea pour que l'Ochrana (la police secrète russe) engage des agents provocateurs qui devaient commettre des actes violents envers les Russes ou inciter les Finlandais à ces actes afin de justifier la répression sauvage infligée au mouvement.

Un groupe non violent qui maintient sa discipline, poursuit son action malgré la répression et organise une attitude de non-coopération et de défi massifs impliquant une large part de la population, est en mesure de contrer efficacement l'adversaire.

L'arrestation des chefs du groupe peut simplement amener le mouvement à évoluer pour continuer la lutte en l'absence d'un groupe dirigeant identifiable. L'adversaire peut décréter que certains actes sont illégaux, et se disperser en essayant de réprimer des provocations d'un côté, pendant qu'il est confronté à une attaque non violente plus importante sur d'autres fronts. Il peut trouver face à sa répression, au lieu de la coopération et de l'obéissance attendues, un refus constant de se soumettre ou de fuir. Non seulement la répression peut échouer à briser les attitudes de défi, mais les agents de la répression peuvent en plus être bloqués par une attitude massive de défi. Si trop de gens défient le système à trop d'endroits, les policiers et les soldats disponibles ne sont plus capables de tous les contrôler.

Même en cas de souffrances intenses, il n'y a pas plus de raisons de s'affoler face à la colère et à la répression de l'adversaire, qu'il n'y en a pour un officier de paniquer au premier signe de pertes humaines. Au cours d'une lutte non violente, il faudra cependant aborder ce genre de situation avec prudence. S'il s'avère que les adversaires sont simplement brutalisés ou que les résistants ne sont pas capables d'endurer la souffrance, on devra peut-être changer de tactique et de méthodes, toujours dans le cadre de la lutte non violente. En dehors de cette situation, il y a tout lieu de croire que la brutalité est une phase temporaire, même si elle peut durer. La brutalité se nourrit de la peur, de la colère ou de l'escalade de la violence. Si ces éléments sont absents et si l'adversaire constate que la répression et la brutalité provoquent des réactions qui affaiblissent sa propre position, il aura tendance à diminuer son usage de violence.

LE JIU-JITSU POLITIQUE

La répression d'un groupe non violent qui persiste dans sa lutte et maintient une discipline non violente déclenchera un processus spécial, le « jiu-jitsu politique ». Cette méthode déséquilibre politiquement l'adversaire, car ses attaques violentes ne rencontrent ni résistance violente, ni reddition.

Sa brutalité est plus difficile à justifier (auprès de ses propres partisans et à la face du monde) contre un groupe non violent que contre

des rebelles violents. Tous les régimes n'auront certes pas la même attitude de défi par rapport à l'opinion publique mondiale – ou intérieure –, mais cela leur posera toujours un problème. Des informations sur les brutalités peuvent finir par filtrer malgré la censure, et une répression plus dure risque d'augmenter plutôt que de réduire l'hostilité et la résistance au régime.

La répression exercée par l'adversaire sur des opposants disciplinés, non violents, solidaires et opiniâtres, montre cet adversaire dans la pire situation aux yeux du monde. Le régime est d'autant plus méprisé qu'il inflige des sévices à des personnes non violentes, ce qui élargit le mouvement de sympathie et de soutien envers l'opposition non violente. La population se détourne un peu plus du régime, elle envisage plus volontiers la résistance, qui prend donc plus d'ampleur et devient plus déterminée à poursuivre la lutte coûte que coûte. Des personnes qui n'avaient pas de rapport direct avec le conflit peuvent intensifier leur soutien aux victimes de la répression et s'élever contre la brutalité et les méthodes du régime répressif. Le 17 novembre 1989 à Prague, la police anti-émeutes tchèque réprima brutalement une manifestation non violente qui réclamait des élections libres et plus de démocratie. Ces brutalités galvanisèrent l'opposition politique contre le régime communiste autoritaire. Des Tchèques et des Slovaques érigèrent des oratoires sur les principaux lieux des brutalités, élevant les victimes au rang de héros. Des centaines de milliers de personnes descendirent quotidiennement dans les rues à la suite des actes de la police. Comme le dit un étudiant, les brutalités furent l'« étincelle qui lança tout le mouvement ». Moins d'un mois après, les tenants de la ligne dure du communisme furent forcés de démissionner et le parti communiste dut abandonner la majorité de ses postes ministériels.

L'influence de l'opinion publique nationale et internationale peut être très variée et on ne pourra compter sur elle pour obtenir des changements majeurs. L'opinion publique peut néanmoins jouer un rôle important. Elle peut se rallier à la cause des résistants non violents et entraîner parfois des pressions politiques et économiques importantes sur le régime de l'adversaire.

Enfin, même les partisans, agents et troupes de l'adversaire peuvent être choqués par les brutalités commises contre des personnes non violentes, et en venir à douter du bien-fondé des méthodes de leur gouvernement et de la moralité de la répression. Leur malaise initial peut se transformer en désaveu, voire même en non-coopération et en désobéissance, pouvant entraîner des grèves et des mutineries.

Ainsi donc, si la répression grossit les rangs des combattants non violents et favorise la multiplication des attitudes de défi, tout en créant dans les rangs de l'adversaire une opposition assez importante pour réduire sa capacité à faire face au défi et à poursuivre ses méthodes, on peut dire que la répression se sera retournée contre son auteur. Le « jiu-jitsu politique » aura fait son œuvre.

On retrouve des éléments importants de jiu-jitsu politique dans un grand nombre d'exemples. A Saint-Pétersbourg en janvier 1905, le massacre près du Palais d'hiver de centaines de manifestants non violents venus présenter une pétition au tsar transforma une population, auparavant loyale, en une foule de révolutionnaires agressifs, qui précipitèrent l'empire russe dans une révolution qui devait durer un an. En février 1917, le massacre de centaines de manifestants non violents par les soldats russes fut l'un des principaux facteurs des mutineries et des désertions massives dans les troupes du tsar. Plus rien ne pouvait sauver le régime impérial de la révolution de février qui pourtant fut plutôt non violente.

La répression sévère infligée, dans la Ruhr en 1923, apporta aux Allemands un soutien au niveau international et entraîna en France même un mouvement d'opposition à ces méthodes. La brutalité de la répression anglaise envers les nationalistes indiens non violents, surtout dans les années vingt et trente, engendra un mouvement d'opposition important en Angleterre et amplifia le soutien apporté à l'indépendance de l'Inde. Le massacre de Sharpeville en Afrique du Sud en 1960 provoqua des protestations, des boycotts et des embargos à l'échelle internationale. En 1963, à cause de la répression brutale des bouddhistes non violents opposés au régime de Ngô Dinh Diêm, les Etats-Unis retirèrent leur soutien à ce gouvernement, qu'ils avaient aidé pendant des années. Dans les années cinquante et soixante aux Etats-Unis, les brutalités, les meurtres, les attaques à la bombe et autres, contre les manifestants en faveur des droits civiques, à Montgomery, à Atlanta, à Birmingham et au Mississippi, produisirent un effet inverse à celui escompté, accentuant les protestations et les prises de position, en Amérique et au niveau international, en faveur de l'arrêt de la répression et de la politique ségrégationniste. Le 4 juin 1989 (et les jours suivants), le massacre de centaines, voire de milliers de Chinois sur la place Tienanmen, et ailleurs dans Pékin et en Chine, mina un peu plus l'autorité du régime communiste et donna naissance à une opposition profonde, en Chine et dans le monde entier. Il est encore trop tôt pour évaluer pleinement les conséquences de ce massacre.

QUATRE MÉCANISMES DU CHANGEMENT

Malgré les différences entre les exemples d'action non violente, on peut distinguer quatre « mécanismes » généraux du changement qui interviennent dans cette technique: le *retournement*, le *compromis*, la *coercition* et la *désintégration*.

Le retournement

Il y a retournement lorsque, à la suite des actions du groupe non violent, l'adversaire adopte un nouveau point de vue et accepte les objectifs de ce groupe. Ce revirement peut être obtenu par la raison et la discussion, encore qu'il soit peu probable que ces seuls efforts intellectuels suffisent à le produire. Le retournement par l'action non violente fera sans doute appel aux émotions, aux croyances, aux attitudes et au système moral de l'adversaire. Le groupe non violent peut chercher délibérément à retourner l'adversaire pour qu'à la fin celui-ci, non seulement *accepte* les demandes du groupe non violent, mais ait la *volonté* de les lui accorder parce qu'il est convaincu que c'est la meilleure chose à faire.

Dans les tentatives de retournement, la souffrance des combattants non violents peut jouer un rôle majeur, en éveillant les émotions de l'adversaire. Le retournement sera souvent difficile, en partie à cause des barrières empêchant une perception claire. Par exemple le phénomène de la « distance sociale » qui consiste à ne pas reconnaître les membres d'un autre groupe social comme des êtres humains à part entière, méritant sympathie et respect. Eliminer la distance sociale et obtenir un retournement risque donc de prendre un certain temps, en admettant qu'on y arrive un jour.

Des Indiens y sont parvenus en 1924-1925 à Vykom, en Inde du Sud. Des partisans de Gandhi cherchèrent à obtenir pour les « intouchables » le droit d'utiliser une route qui passait devant un temple brahmanique orthodoxe. Au début, un groupe d'Hindous réformateurs de caste supérieure, accompagnés de leurs amis intouchables, essayèrent simplement d'emprunter cette rue et s'arrêtèrent devant le temple. Les Hindous orthodoxes attaquèrent brutalement les manifestants et la police du maharadjah en arrêta certains qui furent condamnés à des peines allant jusqu'à un an de prison. Des volontaires affluèrent de toute l'Inde pour maintenir une veille constante sur la route face au barrage de police. Les volontaires, agissant par roulement, res-

tèrent en attitude de prière pendant les mois d'été caniculaires et pendant la saison des pluies, avec parfois de l'eau jusqu'aux épaules, tandis que la police patrouillait en bateau. Lorsque le gouvernement du maharadjah finit par lever le barrage, les manifestants refusèrent d'avancer tant que les Hindous orthodoxes n'auraient pas changé d'attitude. Finalement, au bout de seize mois, les brahmanes locaux déclarèrent : « Nous ne pouvons plus résister aux prières qui nous ont été adressées, et nous sommes prêts à présent à recevoir les intouchables. » Cet événement eut un écho considérable dans toute l'Inde.

La veille de Vykom est pourtant loin d'être représentative de l'action non violente. Pour diverses raisons, les efforts pour retourner l'adversaire par la souffrance non violente peuvent être inefficaces. Par ailleurs, certains stratégies de la non-violence peuvent considérer que le retournement n'est pas souhaitable, pas nécessaire ou pas possible. Ils peuvent donc chercher à obtenir un changement au moyen des autres mécanismes : le compromis, la coercition, ou même la désintégration. Dans la plupart des situations, les résultats obtenus seront le fruit de la pression simultanée d'éléments relevant des quatre mécanismes, sans qu'aucun d'entre eux ne soit poussé à l'extrême de ses possibilités. Les applications d'action non violente les plus réussies peuvent être une combinaison prudente et délibérée de ces éléments. Par exemple, les efforts pour retourner l'opinion de certains membres de la population du camp opposé peuvent aider à réaliser un compromis et, si l'on réussit à rallier à la cause les soldats de l'adversaire, on pourra entraîner une coercition non violente.

Le compromis

Le compromis est un mécanisme intermédiaire entre le retournement et la coercition non violente. L'adversaire n'est ni converti, ni contraint sans violence, et pourtant des éléments de ces deux mécanismes interviennent dans sa décision d'accorder des concessions au groupe non violent. C'est probablement le plus courant des quatre mécanismes qu'on retrouve dans les campagnes non violentes réussies. Dans ce cas, l'adversaire accède à toutes les demandes ou à certaines, sans pour autant changer fondamentalement d'avis sur les problèmes en question.

Contrairement au retournement, le mécanisme du compromis (comme celui de la coercition non violente et de la désintégration) agit en transformant sans violence la situation sociale, économique ou poli-

tique, plutôt qu'en changeant les esprits et les sentiments des dirigeants du camp opposé. Les relations fondamentales de pouvoir ont changé au point de modifier entièrement le tableau.

Mais il ne peut y avoir de compromis que si l'adversaire est encore en position de *choisir* de faire des concessions. Il peut accepter le compromis pour désamorcer les dissensions internes et l'opposition réelle au sein de son propre groupe. Dans des luttes économiques, le compromis peut être destiné à minimiser les pertes, surtout en cas de grèves ou boycotts économiques. L'adversaire peut également décider d'accéder volontairement aux demandes s'il prévoit que le mouvement non violent va se renforcer. Les enjeux spécifiques peuvent être moins graves que les conséquences éventuelles d'une lutte prolongée, susceptible de faire découvrir au peuple l'étendue de son pouvoir. Ces conséquences peuvent avoir des effets à long terme sur la structure sociale et les processus politiques de la société. En cas d'accord issu d'un compromis, il sera utile de trouver une formule permettant de sauver la face, car l'adversaire ne voudra pas sembler capituler devant la résistance.

Le mécanisme du compromis intervient dans le règlement de nombreux cas où l'on utilise la non-violence. On le retrouve surtout dans la résolution des grèves du travail, où la plupart du temps le règlement du conflit se fera quelque part entre les positions de départ de l'employeur et celles du syndicat. Les conflits internationaux plus vastes finissent parfois aussi par un compromis. En 1947, l'Inde obtint son indépendance de la Grande-Bretagne, non pas en conséquence directe d'une campagne non violente particulière, mais grâce à des éléments très importants de compromis, découlant en partie des luttes menées pendant plusieurs dizaines d'années. Le compromis résultait du constat que l'indépendance indienne était une revendication légitime, qu'il serait très difficile sinon impossible de garder l'Inde sous contrôle britannique, même par la force militaire, et que la Grande-Bretagne ne retirait plus de bénéfices économiques de l'Inde, en partie à cause du boycott économique et des frais liés au maintien de l'administration et à la répression.

Dans de nombreuses situations, on ne pourra obtenir ni retournement ni compromis, certains adversaires refusant d'accéder à toute demande des résistants non violents. Les opposants ont alors la possibilité d'utiliser un troisième mécanisme de changement, la coercition, qui peut réussir contre la volonté de l'adversaire.

La coercition

La « coercition » prend ici un sens plus précis qu'à l'accoutumée. Elle ne signifie pas la soumission par la menace ou par l'emploi d'une force supérieure. Nous entendons ici par « coercition » le fait d'imposer ou d'empêcher un changement contre la volonté de l'adversaire. Celui-ci ne peut plus agir efficacement, mais il a encore suffisamment de pouvoir pour rester en place, tout en capitulant devant les demandes des résistants. En résumé, on parle de « coercition non violente » lorsqu'un mécanisme d'action non violente réalise des objectifs contre la volonté de l'adversaire, mais sans désintégrer son système.

L'action non violente devient coercitive lorsque les résistants arrivent à supprimer de manière conséquente, directement ou indirectement, les sources nécessaires au pouvoir politique de l'adversaire : autorité, adhésion, compétences et connaissances, facteurs intangibles, moyens matériels et sanctions.

On peut parler de coercition lorsque la volonté de l'adversaire est entravée par l'un des trois moyens suivants. Soit l'attitude de défi envers le régime devient si étendue et massive dans la population qu'il est impossible de la contrôler par des mesures répressives ; l'action de masse peut alors réaliser – ou empêcher – des changements du statu quo, en se passant de l'accord ou de l'approbation de l'adversaire. Soit, second moyen, le système est paralysé par la résistance ; à cause de la non-coopération, les systèmes sociaux, économiques ou politiques se trouvent dans l'impossibilité de fonctionner à moins d'accéder aux demandes des opposants, et tant que ces derniers n'ont pas repris leurs tâches normales. Ou bien, dernier moyen, la capacité de répression de l'adversaire peut être érodée et parfois dissoute ; c'est ce qui se produit en cas de mutineries dans l'armée ou la police, lorsque l'administration refuse son aide ou si le peuple supprime son mandat et son soutien. Si l'adversaire se trouve dans l'une ou l'autre de ces situations, il peut devenir incapable de défendre sa politique ou son système de gouvernement face à une action non violente déterminée et étendue, même s'il ne change pas ses objectifs. Cette frustration de l'adversaire est en général directement proportionnelle à l'étendue de la non-coopération et du défi.

L'entrave à la volonté de l'adversaire résulte plus souvent d'une résistance massive et d'une paralysie du système que de la dissolution de sa capacité de répression ; ce schéma peut toutefois s'inverser dans certaines circonstances. Dans le cadre de la coercition, l'action non vio-

lente a tellement modifié la situation sociale et politique que l'adversaire ne parvient plus à s'opposer à la volonté du groupe non violent.

Dans certains cas de grèves du travail très efficaces, les employeurs cèdent pratiquement à toutes les demandes des syndicats, simplement parce qu'ils n'ont plus vraiment le choix (y compris, dans les trente dernières années, la reconnaissance de ces organisations comme interlocuteurs valables). Nicolas II, tsar de la Russie impériale, signa la proclamation constitutionnelle du 17 octobre 1905, autorisant la création d'une douma (parlement), alors que c'était en désaccord complet avec ses convictions. Il semble qu'il n'ait pas eu le choix, bien qu'il gardât la couronne. En Russie toujours, en 1905, la grande grève d'octobre fut si efficace et généralisée, que le gouvernement fut pendant un certain temps incapable de gouverner et que le pays fut pris de ce qu'on appela « une étrange paralysie ». Deux autres cas de coercition : au printemps 1944, le général Hernandez Martinez abandonna la présidence du Salvador, tandis que le général Ubico perdait celle du Guatemala, à cause des trop nombreuses fermetures économiques et de la non-coopération politique généralisée. Ils partirent avant même que leurs systèmes administratifs, policiers et militaires aient commencé à s'effondrer autour d'eux.

La désintégration

Lorsque l'on supprime toutes les sources du pouvoir de l'adversaire, il n'est pas seulement contraint ; son système de gouvernement peut même être dissous. Ce mécanisme du changement non violent opère en supprimant tellement les sources du pouvoir que le système de gouvernement de l'adversaire s'écroule tout simplement. Il ne reste que des individus appartenant à de petits groupes impuissants. Il n'y a pas coercition parce qu'il n'existe plus d'éléments efficaces qu'il faudrait contraindre. Le peuple a répudié de manière irrésistible l'autorité de l'adversaire, qui ne peut plus gérer, diriger, guider ou contrôler. Il ne reste pratiquement personne pour aider l'ex-groupe dominant. Dès lors, les individus et les groupes qui avaient eu le pouvoir auparavant ne possèdent plus la maîtrise et les ressources économiques qui leur avaient permis de fonctionner. De plus, policiers et soldats se sont mutinés contre leurs anciens maîtres ou se sont simplement désolidarisés, les privant de système organisé de répression. Le mécanisme de désintégration constitue l'application la plus extrême de la suppression des sources du pouvoir.

En Russie impériale, quand le tsar Nicolas II abdiqua à la suite de la non-coopération massive de la révolution de février 1917, son gouverneur militaire à Saint-Pétersbourg ne savait pas à qui se rendre. George Katkov en conclut que le gouvernement impérial s'était simplement « dissous et avait été balayé ». Il est clair que c'est à cause du refus et de la suppression du soutien nécessaire que le putsch de Kapp en 1920, comme celui des généraux d'Alger en 1961, se sont tout simplement désintégrés.

Lorsque le régime de l'adversaire se désagrège sans qu'il y ait un contre-gouvernement légitime, on voit se développer d'autres institutions gouvernementales. Un gouvernement parallèle peut faire surface (nous en avons parlé au début de ce chapitre). S'il a déjà émergé, ou si le gouvernement légitime a survécu d'une façon ou d'une autre pendant le coup d'Etat ou l'invasion, il pourra, au moment de la dés intégration de l'adversaire, étendre son autorité et son influence, et consolider son pouvoir. C'est une période où les résistants devront être particulièrement vigilants, car des groupes militaires ou politiques non représentatifs peuvent tenter de prendre le contrôle de l'appareil d'Etat afin d'établir une nouvelle dictature, plutôt que de laisser se développer ou revenir un système démocratique.

LES FACTEURS QUI INFLUENCENT LA COERCITION ET LA DÉSINTÉGRATION

Plusieurs facteurs peuvent produire une coercition ou une dés intégration non violente. Les sources du pouvoir seront affectées ou coupées à divers niveaux. Il existe donc divers schémas d'action qui produiront la coercition ou la dés intégration non violente : une attitude massive de défi, une paralysie économique ou politique ou une mutinerie. Le résultat dépendra de certains des éléments suivants :

- le nombre de résistants non violents et leur pourcentage par rapport à la population générale ;
- la vulnérabilité des sources de pouvoir de l'adversaire face aux résistants non violents ;
- l'aptitude des résistants non violents à appliquer la technique : choix d'une stratégie, d'une tactique, de méthodes d'action et capacité à les mettre en œuvre ;
- la capacité à faire durer la non-coopération et le défi ;
- le niveau de sympathie et de soutien accordés par les tiers ;

- les moyens de contrôle dont dispose l'adversaire pour induire l'assentiment et forcer un retour à la coopération, et la réaction des résistants face à ces moyens ;
- le degré de soutien des sujets, administrateurs et agents de l'adversaire, et le type d'action qu'ils peuvent entreprendre pour retirer ce soutien et aider les résistants non violents ;
- l'estimation qu'a l'adversaire de l'évolution probable de la lutte non violente.

SUPPRIMER LES SOURCES DU POUVOIR

Les méthodes spécifiques utilisées pour supprimer les sources du pouvoir seront différentes d'un cas à l'autre. Il s'agit également de savoir *qui* s'en chargera. Ce pourra être le groupe non violent, des tiers, des éléments désabusés du groupe de l'adversaire, ou plusieurs de ces facteurs. Vu la diversité des possibilités, il est impératif d'analyser avec soin les stratégies qui ont servi dans les conflits passés, ou qui pourront servir à l'avenir.

L'autorité

Le défi non violent opposé à l'adversaire démontre clairement à quel point son autorité est *déjà* minée. La lutte peut aider à détourner de l'adversaire certains de ses partisans. Il se produira parfois un véritable transfert de loyauté de l'adversaire vers une autorité rivale ou même vers un gouvernement parallèle concurrent.

Le fait de nier l'autorité des usurpateurs ou agresseurs est un élément crucial pour empêcher la mise en place d'un nouveau gouvernement d'oppression. On l'a vu clairement dans les quatre cas décrits au premier chapitre, mais c'était particulièrement évident lors de la défense contre le putsch de Kapp et contre celui des généraux français d'Alger. Les conspirations échouèrent à cause du refus persistant de reconnaître la légitimité des usurpateurs.

Un autre exemple : aux Pays-Bas en février 1943, l'Eglise réformée et l'Eglise catholique ont exhorté leurs fidèles, au nom du devoir religieux, à la désobéissance civile et au refus de collaborer avec les autorités nazies d'occupation. Cette action des Eglises hollandaises affaiblit l'autorité des forces d'occupation et renforça la légitimité de la non-collaboration et de la désobéissance.

L'adhésion

Une action non violente d'envergure peut également restreindre ou supprimer l'adhésion des hommes nécessaire au pouvoir politique de l'adversaire, quand la multitude de personnes qui maintiennent le système et assurent son fonctionnement refusent d'obéir et de coopérer. Les systèmes économiques et politiques fonctionnent grâce à la contribution de nombreux individus, groupes et organisations. On peut donc appliquer le principe de la grève générale aux deux systèmes.

Dans le cas d'une occupation étrangère, deux groupes de population distincts sont impliqués. Bien que l'idéal soit un retrait des moyens humains à la fois dans la population du pays occupé et dans celle de l'occupant, la non-coopération des habitants du pays occupé peut suffire, sous réserve de certaines conditions favorables.

La simple multiplication du nombre d'opposants actifs provoque de graves problèmes de maintien de l'ordre chez l'adversaire. De plus, ses partisans habituels peuvent lui retirer leur appui, affaiblissant ainsi un peu plus son pouvoir.

Le retrait de l'adhésion affectera aussi d'autres sources de pouvoir essentielles (compétences, connaissances et moyens matériels). Lors d'un conflit, l'adversaire aura besoin d'un pouvoir accru au moment même où il a des difficultés de mise en application. Si la résistance prend de l'ampleur tandis que le pouvoir de l'adversaire s'affaiblit, le régime peut finalement se retrouver sans pouvoir. C'est ce qui s'est produit à petite échelle en avril 1930 en Inde britannique, dans la province de la frontière du nord-ouest, au sein des troupes sous commandement britannique lors de la campagne de désobéissance civile de Peshawar de 1930-1931. A Peshawar, entre 30 et 125 résistants furent fusillés le 23 avril 1930. Suite à cela, deux sections des « Royal Garhwal Rifles » refusèrent de se rendre à Peshawar en arguant que tirer sur des « frères sans armes » ne faisait pas partie de leur devoir. Dans la nuit du 24 avril, les troupes britanniques se retirèrent de Peshawar, abandonnant temporairement la ville au contrôle du comité local du Congrès national indien, jusqu'au 4 mai, date de l'arrivée de renforts sous commandement britannique, appuyés par l'aviation.

Autres exemples de retrait des moyens humains : le débrayage de vingt-neuf informaticiens philippins qui refusèrent de participer à une fraude électorale, et la « grève » d'une importante partie de l'armée philippine, qui refusa tout simplement d'exercer la répression et se

cantonna dans une caserne, sans déclencher une guerre civile mais sans pour autant obéir aux ordres du gouvernement de Marcos.

En décembre 1940, en Norvège durant l'occupation nazie, toute la Cour suprême norvégienne démissionna pour protester contre le Reichskommissar Terboven qui avait déclaré que la Cour n'avait pas le droit d'affirmer que les « lois » d'occupation allemandes étaient inconstitutionnelles. Toujours en Norvège, en 1942, le gouvernement fasciste du « ministre-président » Vidkun Quisling ordonna la création d'un syndicat des enseignants sous contrôle dictatorial, avec adhésion obligatoire. Celui-ci devait endoctriner les écoliers et servir de modèle à d'autres « corporations » qu'on mettrait en place plus tard. Mais les professeurs refusèrent toute coopération avec le nouveau syndicat. Des centaines furent arrêtés et internés dans un camp de concentration. Les parents protestèrent contre l'action gouvernementale, et les professeurs qu'on n'avait pas arrêtés refusèrent de se laisser intimider. Huit mois plus tard, les professeurs furent libérés. L'« Etat corporatiste » souhaité par Quisling ne vit jamais le jour en Norvège, le syndicat fasciste des professeurs fut mort-né et les écoles ne servirent jamais de base à la propagande fasciste.

Compétences et connaissances

Certains individus ou groupes possèdent des compétences spéciales ou des connaissances particulièrement utiles : gestionnaires, fonctionnaires, techniciens et conseillers. S'ils cessent de prêter concours au régime le pouvoir des gouvernants s'affaiblit de façon disproportionnée. Une baisse de la collaboration a donc elle aussi son importance, si elle vient s'ajouter à des attitudes de refus pur et simple.

En 1923, lors du putsch de Kapp, le Dr. Kapp déclara qu'il fallait un gouvernement d'experts. Mais lorsque les hommes compétents refusèrent pratiquement tous les postes de son « cabinet », Kapp se retrouva privé de leur concours, renié par ceux qui auraient pu l'aider. Les fonctionnaires du ministère de la guerre refusèrent d'exécuter ses ordres. Les fonctionnaires de la *Reichsbank* refusèrent d'autoriser Kapp à retirer dix millions de marks, invoquant l'absence de signature autorisée. (Tous les sous-secrétaires avaient refusé de signer, et la propre signature de Kapp fut considérée comme sans valeur.) Aucun politicien en vue ne soutint Kapp. La police de sécurité de Berlin lui retira son soutien et exigea sa démission, tandis que de nombreux fonctionnaires refusaient de coopérer. Kapp ne trouva pas même une machine

à écrire (elles avaient toutes été mises sous clé dans des placards) ou une secrétaire pour taper sa première proclamation, qui ne put donc paraître dans les journaux du lendemain. Ce refus de coopération administrative, ajouté à une grève générale massive, força les kapnistes à admettre leur défaite et à se retirer de Berlin.

Les facteurs intangibles

Une action non violente d'envergure peut aussi remettre en question les habitudes d'obéissance et de fidélité envers l'autorité.

Lors du soulèvement du 16-17 juin 1953 en Allemagne de l'Est, les communistes et leurs partisans furent choqués de voir des travailleurs descendre dans la rue pour protester en public contre le soi-disant « Etat des travailleurs ». Ce type d'action, rompant avec le schéma habituel de soutien et d'obéissance automatiques, contribue à remettre en question la volonté d'obéissance du reste de la population.

L'érosion de la foi dans l'idéologie communiste et ses « nobles » objectifs a été accélérée par l'impact de la répression militaire et gouvernementale dans des pays comme l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne. Cette répression émoussa l'engagement idéologique de nombreux communistes et de leurs partisans dans ces pays, elle entraîna en plus une désapprobation à grande échelle de la part des autres partis communistes, en Italie entre autres, et la démission de membres du parti communiste dans divers pays.

Dans d'autres situations, comme en Hongrie en 1956, la conformité générale au système, qui existait depuis des années, vola en éclats lorsque des millions de personnes réalisèrent qu'une vaste proportion de la population haïssait en fait le régime. De petits actes provocateurs contribuèrent au début à déclencher cette prise de conscience et à lancer la première phase majeure, non violente, de la révolution hongroise. En 1989, en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, l'érosion idéologique avait pris une telle ampleur que les gens ne cherchaient même plus à se conformer, à tel point que les régimes communistes de ces deux pays furent forcés d'accepter des changements politiques fondamentaux. En Tchécoslovaquie le parti communiste se trouva même obligé d'abandonner la présidence.

Dans le cadre d'une résistance non violente, il est fréquent que les leaders d'opinion dans les domaines moraux, religieux ou politiques prennent l'initiative de dénoncer (ou de soutenir la dénonciation) du

système oppressif, et qu'ils exhortent la population à lui résister, à le changer, ou à le détruire.

Les moyens matériels

L'action non violente peut réduire ou couper les voies d'approvisionnement de l'adversaire. Sur 198 méthodes d'action non violente répertoriées, 61 impliquent des boycotts économiques, des grèves du travail, ou les deux à la fois, à l'échelle nationale ou internationale. Elles sont destinées à déstabiliser, diminuer ou supprimer la disponibilité des moyens matériels, des transports, des matières premières, des moyens de communication et jusqu'à la capacité de fonctionnement du système économique.

Les luttes non violentes à grande échelle où les problèmes avaient une prédominance politique ont souvent employé des formes économiques de non-coopération. Citons entre autres les campagnes de non-coopération des colons américains contre le régime britannique en 1765-1775 et en Inde les mouvements de non-coopération contre les Britanniques dans les années vingt et trente. Ces deux cas ont eu un impact économique énorme sur l'économie et le gouvernement britanniques, ils provoquèrent en Grande-Bretagne des pressions puissantes en faveur des populations colonisées.

Malgré les nombreuses controverses de ces dernières années sur l'efficacité des sanctions économiques internationales, il est évident que dans de nombreux cas leur utilisation a souvent été mal conçue et à peine préparée. Et pourtant, comme on a pu le constater lors de l'embargo arabe sur le pétrole en 1973, ces sanctions peuvent être très efficaces pour entraîner des changements de politiques gouvernementales (dans ce cas précis, de nombreux pays modifièrent leur politique étrangère envers le Moyen-Orient).

A l'intérieur d'un pays, les grèves à objectif politique et économique ont été parfois très étendues et d'une grande portée politique. Un gouvernement dont la nature ou les méthodes engendrent des grèves qui paralySENT l'économie a peu de chances d'être populaire ou durable. Bien qu'elles n'aboutissent pas toutes, les grèves peuvent constituer des instruments puissants. La résistance au putsch de Kapp en mars 1920 eut recours à ce qu'on appela « la plus grande grève que le monde ait jamais vue » ; ceci en dépit du fait que Kapp avait décrété que les piquets de grève constituaient un crime capital. Nous avons déjà vu le rôle des grèves dans d'autres situations.

Les nazis estimaient que la non-coopération de masse sous forme de grève générale était une arme des plus dangereuses, surtout au moment où ils essayaient de consolider leur contrôle sur l'Etat. Après l'incendie du *Reichstag*, siège du parlement, le 27 février 1933 (peut-être l'œuvre de provocateurs nazis pour justifier la répression des opposants et tenter d'obtenir le contrôle total de l'Etat), les nazis publièrent un décret le 1^{er} mars, qui prévoyait des sanctions aussi bien en cas de «conspiration armée contre l'Etat» qu'en cas «d'appel à une grève générale». Dans son ouvrage *La Gestapo*, Delarue écrit qu'à cette époque «ce que les nazis redoutaient le plus, c'était une grève générale».

Les grèves, même générales, ne sont pas des outils que l'on peut utiliser de manière anodine pour n'importe quel problème, surtout lors d'une crise au niveau de la défense. Il faut étudier avec prudence l'impact recherché, la capacité de la population à les organiser et les moyens dont dispose la société pour subvenir à ses besoins pendant l'affrontement économique.

Les grèves comme les boycotts économiques démontrent que la lutte non violente est capable de priver les gouvernants d'une des principales sources du pouvoir : les ressources économiques, qu'elle affaiblit et supprime. Si la population en résistance prend le contrôle de l'économie, y compris des transports, des communications, etc., n'importe quel gouvernement se trouvera dans une position vulnérable.

C'est particulièrement vrai dans le cas de nouveaux dictateurs ou d'agresseurs étrangers tentant d'établir un contrôle politique sur la société. Si l'exploitation économique de la société est l'un de leurs objectifs principaux, ils se retrouvent alors dans une situation deux fois plus difficile.

Les sanctions

L'action non violente peut aussi entraver la capacité de l'adversaire à exercer des sanctions. L'approvisionnement en armes de la police et de l'armée peut être menacé par l'embargo d'un pays fournisseur ou par des grèves dans les usines d'armement et de munitions ou dans le système de transports. Dans certains cas, le nombre d'agents de répression – policiers et soldats – peut diminuer à cause d'une baisse des engagements dans l'armée et de l'insoumission des futurs appelés. Policiers et soldats peuvent exécuter les ordres de manière inefficace, les refuser carrément ou se mutiner, ce qui peut entraîner une coerci-

tion non violente de l'adversaire, ou une désintégration de son système de gouvernement.

En Russie, en 1905 et en février 1917, les mutineries et le manque de fiabilité des troupes pour réprimer les révoltes principalement non violentes constituèrent des facteurs très importants dans l'affaiblissement et la chute finale du régime tsariste. Les nazis admettaient que, s'ils perdaient le contrôle de l'armée, leur pouvoir serait extrêmement affaibli. Goebbels révéla que la crainte principale des nazis au début du mois de février 1938 n'était pas un coup d'Etat, mais la démission collective de tous les officiers supérieurs de l'armée. Lors du soulèvement de 1953 en Allemagne de l'Est, certains policiers quittèrent les lieux, ou abandonnèrent leurs armes de plein gré. Des soldats d'Allemagne de l'Est se mutinèrent. Même dans les rangs soviétiques, il y eut des soldats sympathisants : selon certains rapports, mille officiers soviétiques et autres refusèrent d'ouvrir le feu sur les manifestants, et cinquante-deux soldats et membres du parti communiste furent passés par les armes pour refus d'obéissance après l'échec du soulèvement. Des rapports signalent qu'en 1968 les Soviétiques durent remplacer, au bout de quelques jours seulement, la totalité de leurs forces d'invasion initiales en Tchécoslovaquie, ce qui prouve ici encore que l'action non violente est capable de déstabiliser les troupes de l'adversaire, donc sa capacité à faire appliquer ses sanctions. Ce gisement de pouvoir, s'il est développé et amélioré, peut tenir un rôle très important dans les luttes futures contre les usurpations et les invasions.

ÉCHEC OU RÉUSSITE ?

Nul ne peut garantir qu'un type de lutte ou d'action réussira à court terme chaque fois qu'on l'utilise, surtout si l'on ne prend pas en compte les moyens d'application, les circonstances de leur mise en œuvre et les conditions nécessaires à l'efficacité.

Les luttes non violentes improvisées par le passé ont eu des taux de réussite ou d'échec très variables dans la réalisation de leurs objectifs. Il y a également des différences d'évaluation liées aux luttes qui, après avoir apparemment échoué, ont cependant contribué à atteindre leurs objectifs par la suite. Les archives comportent toutefois bien plus de cas de réussite totale et partielle qu'on ne l'admet en général. On peut citer parmi ces succès les campagnes, petites ou grandes, dans lesquelles la lutte non violente fut la technique prédominante ou unique.

La liste des succès est longue : l'indépendance de fait obtenue par la plupart des colonies américaines avant la guerre d'Indépendance ; la chute du système tsariste de la Russie impériale en février 1917 ; la défaite du putsch de Kapp et le maintien de la république de Weimar en 1920 ; la libération à Berlin en 1943 de 1 500 Juifs grâce aux manifestations de leurs femmes ; le rejet par les professeurs norvégiens et par l'ensemble de la population du contrôle fasciste dans les écoles en 1942 ; l'éviction des dictateurs du Salvador et du Guatemala en 1944 ; la défaite du coup d'Etat militaire de 1978 en Bolivie ; la défaite du putsch des généraux d'Alger en 1961 ; la chute des dictateurs militaires du Soudan en 1964 et en 1985 ; la chute du régime militaire et le retour à la démocratie constitutionnelle en Thaïlande en 1973 ; l'échec de la fraude électorale et l'éviction du président Marcos aux Philippines en 1986 ; la relégalisation de Solidarnosc en Pologne, le rétablissement d'élections relativement libres, et la nomination d'un premier ministre membre de Solidarnosc en 1989 ; sans oublier la démocratisation soudaine de fin 1989 en Allemagne de l'Est, en Bulgarie et en Tchécoslovaquie. On pourrait citer de multiples exemples qui ont contribué au développement de formes de contrôle populaire des gouvernants.

Sans en être le seul facteur, la lutte non violente a aussi joué un rôle très important dans une série d'autres changements fondamentaux à l'échelle nationale et internationale. On peut citer l'extension des libertés religieuses en Grande-Bretagne et au Massachusetts au XVII^e et au XVIII^e siècle ; la lutte contre l'esclavage aux Etats-Unis avant la guerre civile ; la reconnaissance des syndicats et l'amélioration des salaires et des conditions de travail dans le monde entier ; l'obtention du suffrage universel des hommes, en particulier en Suède et en Belgique au début du siècle ; l'obtention du droit de vote pour les femmes aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ; les nombreux Juifs sauvés de l'Holocauste durant la deuxième guerre mondiale, surtout en Bulgarie, au Danemark, en Norvège, en Belgique et en France ; l'abolition de la ségrégation raciale légale aux Etats-Unis ; l'obtention de l'indépendance de l'Inde, du Pakistan et du Ghana ; l'obtention par les Juifs soviétiques du droit à l'émigration dans les années soixante-dix ; le mouvement brésilien pour la « démilitarisation » du gouvernement dans les années soixante-dix et quatre-vingt ; et à la même époque, en Afrique du Sud, la croissance du pouvoir économique des Africains, grâce aux grèves, aux boycotts économiques et à l'organisation de syndicats africains.

On entend ici par « réussite », la réalisation d'objectifs réels par un des protagonistes au cours d'un conflit. Ceci est tout à fait indépendant de la capacité d'infliger des pertes humaines et matérielles à l'adversaire. On parlera donc d'« échec » lorsque les objectifs réels n'ont pas été atteints. Il y a aussi bien sûr, comme dans les autres types de conflits, des réussites ou des échecs partiels.

En plus de l'évaluation des réussites ou des échecs par rapport aux objectifs, il faut prendre en compte deux autres facteurs : 1) les renforcements et affaiblissements du pouvoir, absolu et relatif, des groupes opposés, et 2) les modifications d'influences de chaque groupe, et de la sympathie dont il bénéficie, lui et ses objectifs. Ces facteurs peuvent contribuer à un règlement ultérieur des problèmes non résolus, entraînant parfois la réalisation des objectifs initiaux d'une lutte non violente antérieure.

L'échec d'une action non violente peut avoir de nombreuses causes. Par exemple le groupe qui utilise cette méthode a des lacunes, ne remplit pas toutes les conditions d'efficacité, mène des actions qui nuisent au bon fonctionnement de la technique, capitule ou devient violent face à la répression, ou encore néglige l'élaboration et l'application d'une stratégie et d'une tactique efficaces. Ces facteurs sont les mêmes que ceux qui contribuent à la défaite d'une action militaire, à l'exception que, dans le cas d'une lutte non violente, la supériorité militaire écrasante de l'adversaire n'aura pas autant d'influence.

Si le groupe usant de l'action non violente manque de cohésion, de détermination, de compétences, et des qualités requises pour rendre efficace l'action non violente, ce n'est pas le fait de répéter de grandes phrases et des mots comme « non-violence » qui va le sauver. Il n'existe pas de substitut à la véritable force et aux aptitudes réelles lorsqu'on applique l'action non violente. Un groupe non violent aura peu de chances de gagner s'il ne possède pas ces qualités à un niveau suffisant pour venir à bout de ses adversaires.

Par contre, si les combattants non violents sont déterminés, s'ils utilisent intelligemment la stratégie et la tactique choisies, s'ils agissent adroitemment pour faire progresser leur cause, s'ils remplissent les conditions nécessaires au bon fonctionnement de la technique, et s'ils sont capables de persévéérer malgré la répression, alors la victoire sera possible. Un succès ainsi obtenu aura probablement de gros avantages par rapport à une victoire obtenue par la violence : les objectifs sont atteints de manière plus profonde et plus durable, les relations de pouvoir sont plus équilibrées, la compréhension et peut-être même le

respect s'établissent entre les ex-adversaires, et la capacité de défense contre des agresseurs ou oppresseurs ultérieurs se trouve renforcée.

Deux des quatre exemples principaux du premier chapitre ont été des réussites totales: la résistance au putsch de Kapp et celle au putsch d'Alger. Ces deux tentatives de prise de contrôle de l'appareil d'Etat et de remplacement par la force d'un gouvernement et de sa politique ont échoué, les efforts de leurs auteurs étant tout simplement anéantis par la résistance non violente.

Le *Rubrkampf* contre l'invasion et l'occupation franco-belge a eu des résultats mitigés, et seulement au bout d'un certain temps. Les occupants ne se retirèrent pas immédiatement en réponse à la résistance non violente, mais seulement après qu'elle eut été affaiblie et que le gouvernement allemand y eut mis fin. Néanmoins, les forces d'invasion finirent par se retirer et la Rhénanie ne fut pas séparée de l'Allemagne. Grâce à l'intervention internationale des Anglais et des Américains, le paiement des dommages de guerre allemands put reprendre, mais à un taux bien inférieur, plus en rapport avec ce que les Allemands pouvaient vraiment payer. Le gouvernement Poincaré, qui avait lancé l'invasion, admit qu'il n'avait pas réussi à atteindre ses objectifs. Il avait exercé une répression si brutale que de nombreux Français en vinrent à sympathiser avec les Allemands, qui avaient pourtant été leurs ennemis sur le champ de bataille très peu de temps auparavant. Le gouvernement Poincaré perdit les élections nationales suivantes.

L'exemple tchécoslovaque se termina en défaite. En avril 1969, on remplaça le groupe réformateur de Dubček à la tête du parti communiste et du gouvernement par celui plus docile de Husák. Cependant, même avec le compromis des négociations de Moscou, dont nous avons parlé plus haut, les Soviétiques mirent huit mois à remplacer la direction du pays, au lieu des quelques jours qu'ils avaient prévus. Le fait est que les Soviétiques, malgré leurs cinq cent mille soldats, ont dû passer d'une action militaire directe à des manipulations politiques plus lentes, travaillant avec des sections sympathisantes du parti communiste tchécoslovaque, pour progresser point par point. La capitulation des dirigeants de la résistance à l'issue d'un ultimatum soviétique (lancé après les émeutes anti-russes d'avril, et peut-être mises en scène) contribua plus à la défaite qu'une éventuelle perte de volonté ou de capacité du peuple. Les coûts économiques et politiques avaient été élevés dans les deux camps. Il est à noter cependant que tous deux avaient évité les morts et les destructions, conséquences inévitables

qu'une résistance de type militaire aurait inévitablement entraînées. Le découragement et la désillusion des Tchèques et des Slovaques fit aussi partie du prix payé. La population survécut toutefois sans perdre son honneur, prête à s'engager à nouveau pour réclamer plus tard une amélioration des droits de l'homme et plus de libertés démocratiques. Fin 1989 en effet, les Tchèques et les Slovaques forcèrent la chute du régime communiste à parti unique, par des manifestations et des défis en masse. Vaclav Havel, un dissident qui avait connu la prison, fut porté à la présidence, tandis qu'Alexandre Dubček, l'ancien premier secrétaire déposé, était élu à la présidence du parlement national.

Parfois, l'action non violente s'est soldée par un « match nul » ou un accord transitoire présentant les caractéristiques d'un compromis. En Inde, à la fin de la campagne d'indépendance de 1930-1931, des négociations officielles eurent lieu entre Mohandas Gandhi, représentant le Congrès national indien, et Lord Irwin, le vice-roi, mandaté par le gouvernement britannique. Le résultat fut connu sous le nom de pacte Gandhi-Irwin, dont les dispositions semblaient favorables à la fois aux Britanniques et aux Indiens, sans toutefois constituer une victoire indienne.

Dans d'autres cas, on peut obtenir une victoire plus réelle, bien qu'encore incomplète. La lutte se termine alors par des négociations et un accord officiel. Dans certains cas l'adversaire, sans conclure d'accord officiel, décide ou accepte des changements souhaités par les résistants non violents. Il peut même prétendre que ces changements de politique n'ont rien à voir avec la résistance. Dans des cas extrêmes, le régime de l'adversaire peut s'effondrer complètement ou se désintégrer à cause de la suppression des sources du pouvoir dont nous avons parlé plus haut.

A long terme, le résultat le plus significatif de la lutte non violente sera probablement son impact sur la résolution des problèmes en jeu, sur les attitudes des groupes entre eux, et sur la répartition du pouvoir entre des groupes opposés ou à l'intérieur de ces groupes. Dans des situations plus extrêmes, on pourra mesurer les résultats en constatant un changement marqué de la politique ou du système de gouvernement de l'adversaire, sa défaite complète ou sa désintégration. Cette dernière éventualité se vérifiera plus particulièrement dans les cas extrêmes d'oppression, de dictature, de tentative d'usurpation interne ou d'agression internationale.

CHANGEMENTS À L'INTÉRIEUR DU GROUPE EN LUTTE

Le fait de participer à une action non violente aura sans doute des effets importants sur les participants. Tout comme les groupes engagés dans d'autres types de conflits, le groupe d'action non violente aura tendance à devenir plus uni, à améliorer sa coopération interne et ses sentiments de solidarité.

La participation à l'action non violente requiert, et produit en même temps, au sein du groupe des changements importants du point de vue psychologique et au niveau des comportements : meilleure confiance en soi, diminution des réactions de peur et de soumission. Il semble que l'action non violente porte en elle des qualités spécifiques qui contribuent à ces résultats. Tout en apprenant et en expérimentant cette technique, les individus peuvent aussi prendre conscience de leur propre pouvoir et de leur capacité d'influencer le cours des événements. Une lutte non violente menée avec savoir-faire renforcera l'aptitude des participants à élaborer et mettre en œuvre stratégies et tactiques, à maintenir la discipline non violente pendant le conflit et à poursuivre la lutte durant les moments difficiles. Une société en résistance verra sans doute aussi croître sa cohésion et la ténacité de ses lieux de pouvoir.

Ces transformations des résistants non violents, du groupe d'opposition et de l'ensemble de la société exercent une influence importante sur l'adversaire et sur le déroulement du conflit. C'est précisément le genre de changements qui peuvent nuire à n'importe quel type de dictature, qu'elle soit d'origine interne ou étrangère.

MÊME CONTRE LES DICTATURES

Aristote a écrit qu'un tyran « souhaite que ses sujets n'aient pas confiance les uns en les autres, pas de pouvoir et peu d'esprit ». Cette situation est à l'opposé de celle qui résulte de la participation à une lutte non violente, comme on peut le constater cas après cas. En dépit des mesures que les tyrans prennent pour priver leurs sujets de ces qualités et pour être acceptés en tant que gouvernants débonnaires, conclut Aristote, « l'oligarchie et la tyrannie vivent pourtant moins longtemps que n'importe quelle constitution ». Depuis des siècles, et surtout ces dernières années, si l'homme avait prêté un peu plus d'attention à cette constatation, il comprendrait mieux aujourd'hui

pourquoi les dictatures ne durent pas très longtemps. Si nous avions approfondi les moyens d'exacerber les faiblesses des dictatures, il est probable que l'humanité serait à présent beaucoup plus avancée dans sa capacité d'empêcher et de détruire les dictatures et l'oppression. Elle saurait mieux comment gagner et préserver la liberté et la justice.

Les dictatures ne sont pas aussi toutes puissantes que leurs chefs voudraient nous le faire croire. En fait, elles comportent des faiblesses inhérentes qui contribuent à leur inefficacité, diminuent la minutie de leurs contrôles, et limitent leur longévité. On a répertorié au moins dix-sept faiblesses : fonctionnement routinier du système ; érosion de l'idéologie ; renseignements faux ou inadaptés transmis aux gouvernants par voie hiérarchique ; inefficacité de fonctionnement du système sous tous ses aspects ; conflits internes chez les gouvernants ; agitation dans les milieux intellectuels et étudiants ; apathie ou attitude blasée du public ; accentuation des différences entre les régions, les classes, les cultures ou les nationalités ; concurrence des policiers ou des militaires avec l'équipe au pouvoir ; surconcentration des prises de décision ; et, problème de tout gouvernement, nécessité de s'assurer que la population coopère docilement.

Il est possible de repérer avec précision ces faiblesses, et d'autres, afin de concentrer la résistance sur ces « fissures du monolithe ». La lutte non violente est bien mieux adaptée à cette tâche que la violence.

L'histoire le montre, la lutte non violente a été utilisée contre des dictatures, même les plus dures, sous forme de manifestations, de résistance, de soulèvements, de désordres et de révoltes. On en a eu l'exemple en Amérique latine et en Asie, dans des Etats sous occupation nazie, dans des pays d'Europe de l'Est sous régime communiste, en Union soviétique et en Chine.

Dans tous ces exemples, la lutte non violente se déroulait dans des conditions difficiles, et pas seulement à cause des circonstances politiques répressives. La connaissance limitée de cette technique, le manque de préparation et l'absence presque totale de formation ont multiplié les difficultés. De plus, l'action non violente a souvent été utilisée dans des situations de grande confusion, pour faire face à des crises inattendues ou à une terreur connue.

Le fait que ces cas se sont produits dans le passé laisse entendre que la lutte non violente sera encore utilisée à l'avenir. Il est certain que les futurs candidats à la tyrannie seront toujours incapables de se libérer de leur dépendance vis-à-vis de la société qu'ils voudront diriger.

La lutte non violente de l'avenir est appelée à une plus grande réussite, dans la mesure où les participants auront une connaissance préalable des besoins et des principes stratégiques qui rendent cette technique plus efficace. Les luttes entreprises avec une meilleure connaissance et une meilleure préparation devraient être moins difficiles que les improvisations du passé. Toutefois, il convient de se pencher de toute urgence sur les nombreux problèmes liés à l'organisation des luttes futures et au développement de stratégies que l'on pourra utiliser pour désintégrer des dictatures bien en place. Le massacre de centaines de manifestants en Chine en juin 1989 est là pour nous rappeler que toutes les dictatures ne s'écroulent pas facilement, même en face d'un rejet populaire massif.

Il est donc essentiel de rassembler et de diffuser les connaissances sur les méthodes de la lutte non violente, de proposer des solutions aux problèmes liés à la résistance, de développer des stratégies élaborées, et de lancer des programmes de préparation et de formation. Tous ces éléments majeurs entrent dans le cadre du développement d'une politique de défense post-militaire, une politique qui est en mesure d'assurer dissuasion et défense contre des attaques internes ou externes et qui peut empêcher l'émergence de n'importe quelle nouvelle dictature.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Pour une analyse complète de la nature de la lutte non violente, exemples à l'appui, accompagnée d'une documentation pour l'analyse et les remarques effectuées dans ce chapitre, voir Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action* (Boston : Porter Sargent, 1973), p. 63-817. Ce livre comporte l'analyse des caractéristiques, des méthodes et de la dynamique de la lutte non violente, dont le processus de jiu-jitsu politique et trois des mécanismes du changement. La distinction entre « désintégration » et « coercition non violente » est postérieure à sa publication.

La plupart des exemples cités brièvement dans ce chapitre proviennent de *The Politics of Nonviolent Action*. Lorsqu'il n'y a pas de référence spécifique, indiquée pour un cas cité dans ce chapitre, le lecteur se reportera à l'index et aux notes en bas de page de *The Politics of Nonviolent Action* (désigné ci-après par l'abréviation TPONA). Les citations tirées de cet ouvrage portent ici le numéro de page et le numéro de note de bas de page, afin de faciliter la localisation de la source originale. Nous avons parfois inclus la source originale dans son intégralité. L'ordre des références données ici suit celui du texte.

Pour un compte rendu du cas salvadorien, voir Patricia Parkman, *Nonviolent Insurrection in El Salvador: The Fall of Maximiliano Hernandez Martinez* (Tucson: University of Arizona Press, 1988).

Pour un résumé du cas guatémaltèque, voir TPONA, p. 90-93.

Sur le mémorandum des écrivains hongrois, voir TPONA, p. 125, n. 33.

Sur la manifestation des suffragettes, voir TPONA, p. 126, n. 39.

Sur l'action des Juifs bulgares, voir TPONA, p. 153, n. 178. La source est Matei Yulzari, « The Bulgarian Jews in the Resistance Movement », dans Yuri Suhl, *They Fought Back: The Story of Jewish Resistance in Nazi Europe* (New York: Crown Publishers, 1967), p. 277-278.

Les renseignements sur les manifestations brésiliennes sont tirés de la conférence donnée par Maria Elena Alves le 16 mars 1986 dans le cadre du programme sur les sanctions non violentes, au Center for International Affairs de l'université de Harvard.

Pour le boycott des journaux tchèques, voir TPONA, p. 222, n. 21, et Josef Korbel *The Communist Subversion of Tchécoslovaquie 1938-1948*, (Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1959).

Pour la manifestation de Berlin-Est, voir le *New York Times* du 26 novembre 1989, en première page.

Sur la grève générale de deux heures en Tchécoslovaquie, voir le *New York Times* du 28 novembre 1989, en première page, A1.

Sur l'« inspection populaire » du siège de la sécurité d'Etat à Leipzig, voir *Die Zeit* (Hambourg) du 22 décembre 1989, p. 6.

La référence à McCarthy sur les institutions du gouvernement parallèle provient de Ronald McCarthy, « Resistance, Politics, and the Growth of Parallel Government in America, 1765-1775 », extrait de *Resistance, Politics and the American Struggle for Independence, 1765-1775*, par Walter Conser, Ronald McCarthy, David Toscano et Gene Sharp (Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers, 1986), p. 498. L'ensemble du chapitre, p. 472-524, est également pertinent. Voir aussi dans le même livre, David Ammerman, « The Continental Association: Economic Resistance and Government by Committee », p. 225-277.

Pour plus de détails sur les gouvernements parallèles, voir TPONA, p. 423-433.

Sur la révolution russe de 1905, voir Sidney Harcave, *First Blood: The Russian Revolution of 1905* (New York: MacMillan, 1964, et London : Collier-Macmillan, 1964); Solomon M. Schwartz, *The Russian Revolution of 1905: The Workers' Movement and the Formation of Bolshevism and Menshevism*, traduit par Gertrude Vakar, préface de Leopold H. Haimson (Chicago and London: University of Chicago Press, 1967), en particulier p. 129 à 195. Voir aussi Richard Charques, *The Twilight of Imperial Russia* (Londres: Phoenix House, 1958), p. 111-139; Leonard Schapiro, *The Communist Party of the Soviet Union* (New York: Random House, 1960), p. 63-70 et 75 ; Hugh Seton-Watson,

The Decline of Imperial Russia, 1855-1914 (New York: Frederick A.Praeger, et Londres: Methuen & Co.,1952), p. 219-260; Bertram D. Wolfe, *Three Who Made a Revolution* (New York: Dial Press, 1948, et Londres: Thames and Hudson,1956) p. 278-336; et Michael Prawdin, *The Unmentionable Nechaev: A Key to Bolchevism* (Londres: Allen and Unwin, 1961), p. 147-149.

Sur la révolution de février 1917, voir surtout Georg Katkov, *Russia 1917: The February Revolution* (New York: Harper & Row, 1967).

Sur les journaux illégaux danois, voir Jeremy Bennett, « The Resistance Against the German Occupation of Denmark, 1940-1945 », tiré de Adam Roberts, *Civilian Resistance as a National Defence* (Harmondsworth, Angleterre, et Baltimore, Md.: Penguin Books, 1969), p. 200.

Sur la révolution hongroise de 1956-1957, voir entre autres le *Report of the Special Committee on the Problem of Hungary* (New York: United Nations, General Assembly Official Records, Eleventh Session, Supplement No.18-A/3592, 1957). Sur les conseils d'ouvriers, voir surtout Hannah Arendt, *On Revolution* (New York: Viking Press, et Londres: Faber & Faber, 1963).

Sur le mouvement polonais depuis 1980, voir entre autres, Nicholas Andrews, *Poland, 1980-1981: Solidarity Against the Party* (Washington, D.C.: National Defense University Press, 1985); Madeleine Korbel Albright, *Poland: The Role of the Press in Political Change* (New York: Praeger, 1983); Timothy Garton Ash, *The Polish Revolution: Solidarity 1980-1982* (Londres: Jonathan Cape, 1983); Ross A. Johnson, *Poland in Crisis* (Santa Monica, Ca.: Rand Corporation, 1982); Leopold Labedz et l'équipe de la revue *Survey, Poland Under Jaruzelski* (New York: Charles Scribner's Sons, 1984); et Jan Joseph Lipski, *KOR: A History of the Workers'Defense Committee in Poland 1976-1981* (Berkeley, Los Angeles, et Londres: University of California Press, 1985).

Sur le rôle du courage qui permit de sauver des Juifs en France, voir TPONA, p. 549, n. 105. D'après l'ouvrage de Gerald Reitlinger, *The Final Solution: The Attempt to Exterminate the Jews of Europe 1939-1945* (New York: A.S. Barnes, 1961), p. 328.

Sur le courage affiché à Montgomery, Alabama, et pour la citation de Martin Luther King Jr., voir TPONA, p. 548, n. 100 et 101.

Sur le blocage des chars de l'armée à Manille, voir Monina Allarey Mercado, *People Power. The Philippine Revolution of 1986. An Eye witness History* (Manille : James B. Reuter, S.J. Foundation, 1986), chapitre 5.

Pour les divers aspects de la campagne indienne de 1930-1931, y compris la razzia de Dharasana, voir Gene Sharp, *Gandhi Wields the Weapon of Moral Power: Three Case Histories*, introduction d'Albert Einstein (Ahmedabad: Navajivan Publishing House, 1960) p. 37-226, et S. Gopal, *The Viceroyalty of Lord Irwin, 1926-1931* (Londres: Oxford University Press, 1957), p. 54-122.

Il n'y a pas encore eu d'étude statistique comparative sérieuse sur les pourcentages de pertes entre divers types de conflits violents et des conflits

où l'un des camps utilisait la lutte non violente. Ce sujet est abordé rapidement dans TPONA, p. 583-586, mais c'est insuffisant. Lorsqu'on compare les données éparses sur le nombre de tués et de blessés dans les conflits violents avec des données similaires pour des luttes non violentes comme celles mentionnées dans cet ouvrage, il apparaît que les différences sont à chaque fois importantes. Espérons que quelqu'un entreprendra bientôt une étude comparative de ce genre en tenant compte de divers facteurs, dont l'échelle du conflit, le nombre de personnes concernées, la nature des régimes et populations, les types de problèmes en jeu, etc.

Sur la résistance finlandaise, voir TPONA, p. 593-594, n. 93. La citation originale est tirée de William Robert Miller, *Nonviolence: A Christian Interpretation* (New York: Association Press, 1964), p. 247.

Sur la répression des manifestants non violents de Prague, voir le *New York Times* du 15 décembre 1989, p. A17.

Sur la satyagraha de Vykom en 1924-1925, voir TPONA, p. 82-83, et les références à la note 18. Nous avons puisé ces détails dans Joan V. Bondurant, *Conquest of Violence: The Gandhian Philosophy of Conflict* (Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1958), p. 46-52; Mohandas K. Gandhi, *Non-violent Resistance* (New York: Schocken Books, 1967), en édition indienne, *Satyagraha* (Ahmedabad: Navajivan Publishing House, 1951) p. 177-203; et Mahadev Desai, *The Epic of Tranvancore* (Ahmedabad: Navajivan Publishing House, 1937).

On trouvera dans TPONA, p. 492-510 une discussion préliminaire sur les principes stratégiques de la lutte non violente.

Sur l'évacuation de Peshawar, voir TPONA, p. 335, 432, 675 et 747, et S. Gopal, *The Viceroyalty of Lord Irwin, 1926-1931*, p. 68-69.

Sur le débrayage des informaticiens philippins, voir Mercado, *People Power*, p. 67, 75-76.

Sur la résistance des professeurs norvégiens, voir Gene Sharp, *Tyranny could not Quell them*, pamphlet (Londres: Peace News, 1958, et éditions ultérieures).

Sur les aspects du soulèvement des Allemands de l'Est en 1953, voir Stefan Brandt, *The East German Rising* (New York: Praeger, 1957), et Theodor Ebert, «Non-violent Resistance Against Communist Regimes?» au chapitre 8 de *Civilian Resistance as a National Defence*, par Roberts.

Sur l'impact économique des mouvements de non-coopération dans les colonies américaines, voir Conser et al., *Resistance, Politics, and the American Struggle for Independence*.

Sur l'impact économique exercé par les boycotts indiens des marchandises britanniques, voir TPONA, p. 751-752, n. 184-189.

Pour l'embargo arabe sur le pétrole, voir Mohammed E. Ahrari, *The Dynamics of Oil Diplomacy: Conflict and Consensus* (New York: Arno Press, 1980), chapitre 6, et Sheikh Rustum Ali, *OPEC: The Falling Giant*, Lexington, Ky.: University Press of Kentucky, 1986), chapitre 5.

L'extrait sur la grève contre le putsch de Kapp provient de S. William Halperin, *Germany Tried Democracy: A Political History of the Reich from 1918 to 1933* (Hamden, Conn.: Archon Books, 1963 (1946)), p. 179-180.

Sur l'interdiction des grèves générales par les nazis, voir TPONA, p. 532, n. 43. La référence d'origine vient de Jacques Delarue, *The Gestapo: A History of Horror* (New York: William Morrow, 1964), p. 8.

Sur la crainte qu'avaient les nazis de la démission des officiers, voir TPONA, p. 753, n. 192. D'après l'ouvrage de Walter Görlitz, *History of German General Staff, 1647-1945*, traduit par Brian Battershaw (New York: Praeger, 1962), p. 319. Voir également en p. 341. Sur les mutineries lors du soulèvement en Allemagne de l'Est, voir TPONA, p. 753, n. 194.

Sur les problèmes du moral des troupes russes et de leur remplacement en Tchécoslovaquie, voir Robert Littell, *The Czech Black Book: Prepared by the Institute of History, Czechoslovak Academy of Sciences* (New York: Praeger, 1969), p. 212-213.

Les citations d'Aristote proviennent de *The Politics*, traduit par T.A. Sinclair, revu par Trevor J. Saunders (Harmondsworth, Angleterre, et Baltimore, Md.: Penguin Books, 1983 (1981), p. 227 et 353.

L'expression « fissures du monolithe » est de Karl Deutsch. Voir son essai, « Cracks in the Monolith », dans l'ouvrage de Carl J. Friedrich, *Totalitarianism* (Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1954), p. 308-333.

Sur les faiblesses des systèmes dictatoriaux, voir également Gene Sharp, « Facing Dictatorships with Confidence », dans *Social Power and Political Freedom* (Boston: Porter Sargent, 1980, p. 91-112, et les références citées dans cet ouvrage).



CHAPITRE 4

La défense par actions civiles

DÉVELOPPER UNE NOUVELLE POLITIQUE DE DÉFENSE

Des luttes civiles de non-coopération et de défi ont permis d'atteindre des objectifs aussi divers que l'obtention du droit de vote ou le renversement d'un dictateur. Comme nous l'avons vu au premier chapitre, des pays comme l'Allemagne, la France et la Tchécoslovaquie ont aussi improvisé des luttes de ce type comme politique de Défense nationale contre des agresseurs internes ou étrangers.

Nous verrons dans ce chapitre si la défense assurée par les civils peut s'avérer un choix réaliste pour les décades à venir et, dans ce cas, de quelle manière.

Le monde n'est pas prêt d'être débarrassé des menaces qui pèsent sur la sécurité, et les options de défense militaire continueront à comporter des limites et des inconvénients sérieux pour ceux qui veulent défendre leurs libertés, leur autodétermination et les systèmes sociaux de leur choix. La défense par actions civiles mérite donc de faire l'objet d'une analyse approfondie et rigoureuse.

Nous étudierons comment mieux coordonner les méthodes disparates d'action non violente, comment les adapter spécifiquement à des objectifs de dissuasion et de Défense nationale et comment enrichir leur application par de nouveaux acquis et concepts, de nouvelles stratégies et préparations. Il devrait être possible, en approfondissant les recherches, les études politiques, les analyses stratégiques, les plans de crise et la formation, de développer à des fins d'étude une politique élaborée et cohérente, comportant de multiples options stratégiques. Le résultat cumulé permettrait de multiplier l'efficacité de la DAC. Il ne devrait pas être trop difficile d'arriver à obtenir une efficacité au moins dix fois supérieure (au bas mot) à celle des meilleurs cas de luttes non violentes improvisées.

Ce chapitre présente les grandes lignes d'une nouvelle politique de défense développée de façon délibérée. La population d'un pays qui dispose d'une défense opérationnelle de ce type sera prête à résister en cas de prise de pouvoir illégitime ou d'invasion étrangère. Cette préparation est essentielle au développement des capacités de dissuasion et de défense de cette politique.

AGGRESSION À VISÉES TERRITORIALES OU GÉNOCIDE

La juste perception des objectifs de l'agresseur constitue un facteur crucial de l'organisation d'une défense par actions civiles. Le fait que les agresseurs puissent avoir des objectifs aussi extrêmes qu'une expansion territoriale ou un génocide amène souvent les gens à écarter l'idée d'une politique de résistance civile, qu'ils jugent naïve et inutile. Et pourtant, l'examen rigoureux des alternatives de défense militaire dans des cas aussi extrêmes révélera qu'il y a tout lieu d'émettre de sérieuses réserves quant à leur efficacité. En fait, une guerre défensive ou une résistance violente peuvent favoriser les massacres en masse en fournissant à leurs auteurs des « justifications » utiles, telles que les « nécessités de la guerre », ou l'« autodéfense contre des terroristes ». Les agresseurs peuvent aller jusqu'à prétendre que leur agression et leurs tueries furent simplement des mesures « préventives », regrettables mais nécessaires, destinées à les préserver *eux-mêmes* de l'extermination prévue par leurs victimes.

Les situations de guerre semblent offrir les conditions favorables à l'utilisation d'armes destinées à dépeupler de vastes territoires : gaz empoisonnés, agents chimiques et biologiques, bombes nucléaires à neutrons. Ces armes pourraient aussi être employées contre des résistants non violents, mais il semble que ce type d'utilisation comporte des inconvénients, et on ne connaît pas de cas de ce type.

Dans les tentatives de génocide et d'expansion territoriale, les agresseurs ne comptent évidemment pas dépendre à long terme de la population et de la société qu'ils attaquent, ce qui prive la population attaquée d'un puissant levier dans son effort de défense. Des précédents historiques démontrent cependant que même un agresseur qui veut s'emparer d'un territoire ou commettre un génocide a besoin, dans certaines phases au moins, de la soumission et même de la coopération de ses victimes.

Le changement de la politique allemande, pour des raisons pragmatiques, dans les territoires occupés d'Union soviétique de 1941 à

1944 – donc en temps de guerre – est remarquable à cet égard. Les nazis considéraient que les Slaves d'Europe de l'Est et d'Union soviétique étaient des sous-hommes qu'il fallait chasser ou exterminer pour fournir des territoires vides aux colons allemands, un *Lebensraum* pour le *Volk* allemand. Pendant longtemps, les autorités allemandes ne cherchèrent même pas à obtenir la coopération des *Untermenschen* (sous-hommes). Cependant, en dépit de la position idéologique nazie, quelques officiels et officiers allemands reconnaissent à regret que, pour maintenir le contrôle des « territoires de l'Est », ils avaient besoin de la coopération de la population qu'ils devaient exterminer. Alexander Dallin a cité de nombreux exemples de ce type dans son étude sur l'occupation allemande. Il rapporte entre autres que Wilhelm Kube, le *Generalkommissar* de Biélorussie, admit en 1942 que « les forces allemandes ne pouvaient exercer un contrôle efficace sans enrôler la population ». Dallin cite une déclaration faite par des commandants militaires allemands en Union soviétique en décembre 1942 : « Vu la gravité de la situation, la coopération active de la population est clairement un impératif. La Russie ne peut être battue que par des Russes. » Le général Harteneck écrivait en 1943 : « Nous ne pourrons maîtriser les vastes territoires russes que nous avons conquis sans l'aide des Russes et des Ukrainiens qui les habitent, et jamais contre leur gré. »

Contre les tentatives de génocide, une campagne de non-coopération bien préparée peut aggraver les problèmes de contrôle de la population durant les phases préparatoires au génocide, freinant ainsi le processus. Contre un agresseur convoitant des territoires vides, cette résistance peut entraver le contrôle efficace de ces territoires. De plus, de nombreux types d'action non violente peuvent influencer la volonté de ceux qui ont l'ordre de procéder à des massacres. Si l'on arrive à diffuser les nouvelles du projet ou du déclenchement d'un massacre, cela peut permettre de rallier à temps l'aide de la population du pays de l'agresseur, d'autres gouvernements et d'organisations internationales, afin qu'il soit mis fin à ces actes. Malheureusement les nouvelles formes de la technologie de la mort permettent aux agresseurs d'accélérer le processus du génocide une fois qu'il est entamé.

Nous devons cependant poursuivre l'exploration et le développement constants des moyens d'empêcher et de stopper ce genre d'atrocité, nous devons aussi éviter les attitudes de fatalisme impuissant. La recherche et l'analyse devraient s'attacher aux problèmes particuliers liés à la lutte non violente dans ces situations. Nous ne pouvons nous

livrer à une analyse approfondie sur ce sujet dans le cadre de ce livre. On notera cependant que divers types de résistance non violente à l'Holocauste ont eu un certain succès aussi bien en Allemagne que dans des pays alliés aux nazis ou occupés par eux. Nous avons encore beaucoup à apprendre sur les moyens d'empêcher et de stopper les génocides et autres massacres.

Il est important de noter que les objectifs d'expansion territoriale et de génocide ne concernent qu'une minorité des attaques. La plupart des cas d'agression interne ou étrangère ont des objectifs différents. C'est pourquoi il ne faut pas juger l'opportunité de la DAC en fonction des cas extrêmes. Quelles que soient les mesures qu'on estimera nécessaires pour faire face à ces situations, il faut développer une DAC efficace pour prévenir les prises de pouvoir illégitimes, les invasions et les occupations étrangères. La suite de ce chapitre traitera de situations beaucoup plus courantes.

LES CALCULS DES AGRESSEURS CONCERNANT LEURS OBJECTIFS ET LEURS CHANCES DE RÉUSSITE

Les usurpations internes comme les invasions étrangères visent à réaliser un objectif. Les usurpations internes cherchent, par coup d'Etat ou prise du pouvoir exécutif, à augmenter le pouvoir des conspirateurs, mais elles peuvent aussi avoir des objectifs à plus long terme, qu'ils soient politiques, économiques ou idéologiques. La plupart des invasions et occupations sont effectuées dans un but précis : mise en place d'un gouvernement fantoche ou soumis, annexion d'un territoire sans toucher à sa population, exploitation économique, obtention de certaines matières premières, suppression ou prévention d'une menace militaire, ou encore transport de matériel militaire et de troupes pour attaquer un troisième pays...

Le succès de toutes ces agressions internes ou externes dépend de la réalisation de leurs objectifs. Il s'agit donc d'actes planifiés de façon rationnelle, plutôt que d'accès spontanés de rage ou de démonstrations sans but précis de destruction massive. Par exemple, l'invasion franco-belge de la Ruhr visait à s'assurer le paiement des dommages de guerre et à séparer la Rhénanie de l'Allemagne. En 1968, l'Union soviétique voulait rétablir un système communiste rigide en Tchécoslovaquie. Les prises de pouvoir illégitimes cherchent en général à renverser le gouvernement en place et à en imposer un autre qui

contrôlera les rouages de l'Etat et de la société, comme le putsch de Kapp ou celui des généraux français. Si les agresseurs n'ont pas réalisé leurs objectifs, ils ont échoué. Ils doivent donc calculer les moyens d'arriver à leurs fins.

S'ils veulent assurer la réalisation totale ou partielle de leurs objectifs, les agresseurs devront aussi gouverner le pays occupé. Même s'il ne s'agit pas de l'objectif principal, le contrôle politique est une étape nécessaire aux agresseurs pour atteindre leurs autres objectifs. Exploitation économique, transport de matériaux, endoctrinement idéologique, évacuation d'habitants, tout cela nécessite la coopération et l'assistance active des habitants et des institutions du pays attaqué. Il ne suffit pas simplement de contrôler le territoire. Les agresseurs doivent aussi contrôler sa population et ses institutions. Le coût du contrôle d'une population résistante peut avoir une grosse influence sur la décision d'attaquer que prendront d'éventuels agresseurs.

Les agresseurs potentiels calculent en général leurs chances d'atteindre leurs objectifs, afin de déterminer si les profits seront en rapport avec les coûts prévus. Si les chances de réussite sont faibles et les coûts élevés, les agresseurs potentiels éviteront de passer à l'attaque. Ils en sont dissuadés.

DISSUASION PAR LA DAC

L'effet de dissuasion n'est donc pas lié intrinsèquement aux moyens militaires, et encore moins à la capacité des armes nucléaires. Il peut y avoir un effet dissuasif dans un contexte de moyens strictement non violents.

La capacité de la DAC à exercer un effet dissuasif dans une situation donnée dépend de deux facteurs principaux : 1) la *capacité réelle* de la société à priver l'agresseur de ses objectifs et à lui imposer des coûts inacceptables (seule ou associée à d'autres moyens) et 2) la *perception* qu'en aura l'agresseur potentiel.

Examinons de plus près ces facteurs. Contrairement aux moyens militaires, la dissuasion créée par la DAC ne provient pas d'une menace de destruction physique massive et de mort dans le pays de l'agresseur. En fait ce dernier est dissuadé s'il perçoit que la société qu'il veut attaquer pourrait le priver de ses objectifs et lui imposer des coûts excessifs : dommages portés au régime de l'agresseur dans son propre pays (mécontentement et agitation interne), au niveau interna-

tional (coûts diplomatiques et économiques) et dans le pays attaqué lui-même (ratage des objectifs, paralysie des moyens de contrôle politique, démotivation dans l'armée, l'administration et la population de l'agresseur). En d'autres termes, *la capacité dissuasive de la DAC s'appuie directement sur une véritable capacité de défense*. Voilà qui est bien différent des capacités de dissuasion nucléaire et militaire conventionnelles à grande échelle, qui aujourd'hui peuvent souvent *venger* une attaque, mais rarement *défendre* contre une attaque (c'est-à-dire protéger la population, le mode de vie et les institutions du pays). Les armes militaires disponibles sont bien trop destructrices pour assurer à la population civile une véritable protection.

Au-delà de la période initiale de recherche et développement, d'évaluation de méthodes et d'études de faisabilité, deux éléments essentiels permettront à la DAC d'assurer une dissuasion efficace. Le premier élément est la préparation et la formation intensives de l'ensemble de la population et de ses institutions. Cette préparation peut s'accompagner de changements institutionnels et sociaux (visant en général à décentraliser le pouvoir et à responsabiliser les individus, les organisations et les institutions). Ces changements ont pour but d'améliorer la souplesse, l'autonomie et la capacité de résistance de la société. Les défenseurs doivent développer leur aptitude à empêcher l'agresseur de consolider son pouvoir politique et d'atteindre ses autres objectifs, à multiplier ses coûts et ses problèmes au niveau national et international.

Le deuxième élément nécessaire est un programme de communication pour que tout agresseur éventuel ait une perception précise de la défense forte qui serait mobilisée dans le cadre de cette nouvelle politique de défense. Si la défense est vraiment puissante et bien préparée, c'est la publicité qu'on en fera – et non pas seulement ce qui apparaît – qui augmentera son effet de mise en garde et de dissuasion à l'encontre des usurpations internes et des invasions étrangères.

Comme nous l'avons noté au premier chapitre, la mise en garde ultime est une partie essentielle du processus bien plus vaste de dissuasion. La dissuasion peut s'appuyer aussi sur les influences de la négociation, de la pression morale, de l'action psychologique et de méthodes non provocatrices. Si un pays veut décourager les attaques à son encontre, il ne lui suffira pas de construire une capacité de mise en garde s'appuyant sur les civils, il aura tout intérêt à gagner le respect et la sympathie des habitants des autres pays. On peut y parvenir en favorisant une perception positive du pays et de sa société au travers

de la qualité de ses relations internationales. Ces mesures peuvent prendre l'aspect d'aides à l'étranger, de secours d'urgence et d'autres relations internationales positives. L'ensemble de ces politiques peut entraîner une baisse de l'hostilité et une opinion plus positive envers les pays qui emploient une défense par actions civiles. Sans être nécessairement décisives, ces méthodes peuvent dans certaines circonstances diminuer les risques d'attaque. Mais elles ne suffiront pas. Il est également essentiel que la société possède une défense efficace si elle venait malgré tout à subir une attaque.

Une *stratégie offensive* s'appuyant sur nos civils peut constituer un moyen supplémentaire d'éviter une attaque étrangère dans certaines situations. Ce genre de stratégie peut servir contre des attaques visant certains objectifs spécifiques – même celles cherchant à ne contrôler que des portions de territoire – (bases navales, aéroports, exploitations minières, etc.), là où les stratégies conventionnelles de prévention civile sont peu efficaces.

La stratégie consiste alors à transmettre son «savoir-faire» pour que les opposants, dans la patrie de l'agresseur (ou dans d'autres pays occupés), puissent organiser une résistance non violente efficace, voire même une insurrection civile massive. On peut procéder par radio, télévision, téléphone, tracts, lettres, cassettes et vidéos. En effet, un agresseur en proie à une résistance et des troubles intérieurs ne sera pas enclin à envoyer des troupes et des fonctionnaires à l'étranger, dans des pays bien organisés et déterminés à se défendre.

Nul ne peut garantir qu'un système de mise en garde – militaire ou civil – sera toujours dissuasif. Il est donc essentiel d'être capable de faire face à son échec éventuel. A la différence des moyens militaires, la capacité de mise en garde de la DAC repose directement sur sa capacité de *défendre*. Contrairement à la force de dissuasion nucléaire, des préparations à la DAC qui n'arrivent pas à décourager l'attaque n'entraînent pas l'annihilation, mais la première mise en application du système de défense réel. Il est donc essentiel d'approfondir les principes qui permettront de rendre opérationnel ce type de défense spécial.

LA CAPACITÉ DE COMBAT DE LA DAC

Nous l'avons constaté, la capacité de défense de cette méthode en cas d'attaque dépendra de l'aptitude à priver l'agresseur de ses objectifs et à lui infliger des coûts élevés, tant chez lui qu'à l'étranger. Pour

mettre en œuvre la DAC, il faut une volonté de résister, de bien se préparer, et de se battre malgré les pertes, tout comme dans un combat militaire. C'est en théorie toute la population – sans considération de sexe ou d'âge – et toutes les institutions sociales qui participeront à la lutte.

Dans de nombreux cas d'attaques, de l'intérieur ou de l'extérieur, il y a eu au sein de la population une période initiale de confusion, souvent accompagnée d'un sentiment d'impuissance et de manque de direction. Ce fut clairement le cas en Norvège à la suite de l'invasion nazie en avril 1940. Les gens mirent plusieurs mois avant de savoir comment, après l'échec de la résistance armée, ils pouvaient résister aussi bien au parti fasciste de Quisling, le *Nasjonal Samling*, qu'à l'occupation militaire allemande soutenue par la Gestapo. S'il y avait eu au préalable une préparation et une connaissance généralisée des principes de résistance (dont les rôles et responsabilités possibles de divers groupes de population et de certaines institutions), la population aurait été bien plus à même d'éviter incertitude et confusion, et elle aurait pu faire face à la nouvelle crise avec détermination, énergie et confiance.

Il ne suffit pas toutefois d'une opposition générale et d'un désir de défendre la société contre l'agresseur. Ce désir doit se transformer en une *stratégie globale* d'action, qui coordonnera les objectifs généraux de défense, les domaines sur lesquels concentrer la lutte, le choix de la technique générale d'action, et les autres moyens de défense possibles. La stratégie globale est à son tour développée en diverses *stratégies* individuelles de lutte adaptées à des buts et des situations particulières. Ces stratégies doivent décider du développement de chaque campagne et de la manière dont les divers éléments agiront de concert. Chacune d'entre elles regroupe diverses *tactiques* ou plans d'action plus restreints, afin d'atteindre des objectifs limités. Il faut choisir avec soin les tactiques et les *méthodes* d'action spécifiques pour leur permettre de contribuer à réaliser les objectifs de chaque stratégie.

La DAC emploie des armes, ou méthodes non violentes, d'ordre psychologique, social, économique et politique. Nous les avons examinées au chapitre trois. Beaucoup ont servi au cours des luttes non violentes improvisées dans le passé : protestations symboliques, paralysie des transports, boycotts sociaux, grèves générales et spécifiques, désobéissance civile, fermetures volontaires de commerces et d'entreprises, non-coopération politique, faux papiers, boycotts économiques, manifestations, travail au ralenti, publication de journaux interdits,

inefficacité délibérée dans l'exécution des ordres, aide aux personnes persécutées, diffusion d'émissions de radio ou de télévision de résistance, défi public du corps législatif, résistance juridique, opposition officielle du gouvernement, refus de reconnaître la légitimité des usurpateurs, non-coopération des fonctionnaires, temporisation et lenteurs législatives, déclarations de défi, poursuite de l'application des anciennes directives et lois, défis des étudiants, manifestations d'enfants, refus de collaborer, démissions individuelles et collectives, désobéissance massive et ciblée, maintien de l'autonomie des organisations et institutions indépendantes, subversion des troupes de l'usurpateur et incitation à la mutinerie.

Il n'existe pas de modèle universel pour prévoir et organiser la dissuasion et la défense par actions civiles dans toutes les situations. Ceci est encore plus vrai pour les moyens civils que pour les moyens militaires de lutte. Dans les conflits militaires conventionnels et nucléaires, les armes détruisent et tuent irrésistiblement à peu près toujours de la même manière, quels que soient les problèmes en jeu dans le conflit. Dans la DAC par contre, les armes politiques, sociales, économiques et psychologiques employées dans un cas donné devront viser spécifiquement les problèmes en jeu. Le choix des méthodes dépendra donc principalement des stratégies choisies pour empêcher l'agresseur d'atteindre ses objectifs et des principes de stratégie générale de la lutte non violente, comme nous l'avons noté au chapitre précédent.

MAINTIEN DE LA LÉGITIMITÉ ET DE L'AUTONOMIE DU GOUVERNEMENT

L'un des préceptes fondamentaux de toute stratégie de défense par actions civiles est de maintenir la légitimité du gouvernement et la capacité de la société à se gouverner de manière autonome face aux tentatives de l'agresseur pour imposer son propre régime. Autrement dit, les défenseurs doivent toujours refuser toute légitimité à l'agresseur et l'empêcher de gouverner effectivement, qu'il veuille prendre les commandes de l'appareil d'Etat ou le remplacer par son propre système. Les défenseurs doivent s'opposer à ces deux objectifs et les mettre en échec.

La défense du système politique du pays est un élément crucial, même si l'objectif principal de l'agresseur n'est pas de le restructurer

selon son propre modèle. Comme nous l'avons noté précédemment, l'agresseur aura besoin d'obtenir la coopération active de la population et des institutions de la société qu'il attaque, s'il veut atteindre un objectif qui prendra un certain temps à se réaliser. Il peut tenter d'obtenir cette coopération en s'assurant de l'aide soumise de la structure gouvernementale en place, ou en imposant une nouvelle structure pour atteindre ses objectifs. Il est donc essentiel que la population refuse toute légitimité à l'agresseur et empêche le gouvernement de se soumettre et de collaborer. Lors de la défense par actions civiles, il faut empêcher l'agresseur d'utiliser les symboles, la légitimité, l'administration et les institutions de contrôle social et politique du gouvernement attaqué, ainsi que sa police et ses forces armées.

Lorsque l'agresseur cherche (ou a réussi) à mettre en place son propre «gouvernement», il est vital que les défenseurs 1) isolent ce «gouvernement» par divers moyens de non-coopération et 2) maintiennent leurs propres formes de gouvernement parallèlement à celles de l'agresseur. Le gouvernement parallèle des défenseurs peut conserver l'ancienne structure gouvernementale, si l'agresseur n'a pas réussi à s'en emparer, ou prendre des formes organisées de façon moins formelle. Dans un cas comme dans l'autre, ce gouvernement parallèle doit fonctionner côté à côté avec les structures ostracisantes créées par l'agresseur.

Nous avons débattu du gouvernement parallèle au chapitre précédent, les exemples cités provenant principalement de situations révolutionnaires. Nous allons par contre nous concentrer ici sur le maintien de l'autorité morale et légale d'un système ayant subi une attaque et sur la conservation d'institutions efficaces et d'un gouvernement échappant au contrôle de l'agresseur (usurpateur intérieur ou envahisseur étranger). Les gouvernements parallèles et leur rôle dans les guerres par actions civiles n'ont pas encore fait l'objet d'une analyse définitive et d'un examen approfondi. Pourtant l'étude de divers exemples suggère qu'il est très important de maintenir un gouvernement légitime autonome pour empêcher d'éventuels usurpateurs ou envahisseurs d'exercer un contrôle politique.

Dans les deux cas de défense contre des coups d'Etat décrits au premier chapitre, en Allemagne et en France, le gouvernement légitime survécut de manière partielle ou totale, durant tout le conflit. Bien que le gouvernement de Ebert ait fui Berlin occupé, les hauts fonctionnaires restèrent en place et les administrations provinciales ne furent jamais remplacées. L'administration et diverses agences gouvernementales obéirent toujours au gouvernement légitime, ce qui laissa

peu de contrôle aux putschistes. Dans le cas français, le gouvernement de Gaulle-Debré à Paris ne fut jamais renversé, à cause de divers facteurs. Ceci fut essentiel pour l'échec final du putsch d'Alger. Même sur place, l'emprise initiale exercée par les rebelles sur les rouages gouvernementaux s'éroda rapidement. Lors de l'occupation franco-belge de la Ruhr, la survie du gouvernement de la république de Weimar joua un rôle vital dans la mise en place et le soutien de la politique de non-coopération.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, plusieurs gouvernements en exil installés à Londres jouèrent un rôle parallèle important. Ils servirent d'une part d'institutions alternatives légitimes – par contraste avec les régimes collaborateurs instaurés sous l'occupation allemande – aidant aussi de temps à autre les mouvements de résistance dans leurs patries. Le gouvernement norvégien en exil, par exemple, réussit à faire passer de l'argent en Norvège occupée pour aider les familles des résistants non violents emprisonnés, et le gouvernement des Pays-Bas lança des appels aux cheminots hollandais afin qu'ils commencent une grève en septembre 1944 (qui dura jusqu'en 1945) pour aider l'invasion alliée de l'Europe.

Dans le cas tchécoslovaque de 1968-1969, le gouvernement et le parti communiste adoptèrent au début une politique de non-coopération totale avec l'occupant soviétique. Cette réaction *initiale* est exemplaire. Durant cette période, les Soviétiques n'arrivèrent pas même à établir un semblant de nouveau gouvernement. On peut dire que l'échec final de la lutte de défense tchécoslovaque commença lorsque les officiels du gouvernement et du parti acceptèrent de transiger avec les Soviétiques, lors des négociations de Moscou, surtout lorsqu'ils acceptèrent de reconnaître la légitimité de la présence, dans le pays, des troupes du pacte de Varsovie. Des concessions aux Soviétiques s'ensuivirent petit à petit, jusqu'à la capitulation finale devant leurs exigences de remplacer Dubček en avril 1969. En résumé, la structure politique d'avant l'invasion n'eut une direction intransigeante que pendant une semaine au début de la lutte. La guerre non violente efficace dura aussi longtemps que le gouvernement conserva son rôle légitime malgré la présence du commandement militaire soviétique. Le défi que le système politique en place opposa aux forces d'occupation et aux éventuels collaborateurs staliniens joua un rôle vital. Les Soviétiques n'ayant pas réussi à atteindre leurs objectifs politiques par la puissance militaire furent obligés de passer à des pressions politiques par degrés successifs, auxquelles les dirigeants tchécoslovaques finirent par céder.

CHOISIR DES STRATÉGIES DE DÉFENSE

Il est essentiel d'empêcher l'agresseur de prendre le contrôle du système politique, mais aussi de l'empêcher d'atteindre tout objectif supplémentaire. Si son objectif est, par exemple, l'exploitation économique, les stratégies et méthodes de défense les mieux appropriées seront sans doute d'ordre économique mais elles seront différentes si ses objectifs sont d'ordre politique, idéologique, territorial (génocide ou autres).

Par exemple lors de leur invasion de la Ruhr, la France et la Belgique visaient entre autres à exploiter ses réserves de charbon. Une part importante des efforts de défense allemands s'attacha donc à refuser aux occupants l'accès aux grandes réserves de charbon. Les puissantes méthodes de résistance qui furent employées comprirent des grèves de mineurs, des occupations de mines, des boycotts par les employés du transport, etc.

Mais l'enjeu peut aussi être politique. Le contentieux peut être à un moment donné relativement limité, comme dans l'exemple norvégien cité précédemment, dans lequel le but était que les écoles échappent au contrôle des fascistes. Dans ce cas, les principales méthodes de résistance prirent la forme d'une non-coopération sociale et économique ainsi que diverses formes de protestation symbolique et d'intervention (dont l'ouverture de classes improvisées chez des particuliers).

Comme nous l'avons vu précédemment, l'objectif initial des Russes en Tchécoslovaquie était politique, mais à grande échelle: il s'agissait de remplacer le parti de Dubček et les dirigeants du gouvernement par un groupe stalinien docile. En conséquence la résistance s'efforça au début, dans une large mesure, d'empêcher la formation d'un gouvernement collaborateur de staliniens, en exerçant des pressions extrêmement fortes au point de vue psychologique, social et politique.

En préparant la défense par actions civiles, les défenseurs peuvent identifier précisément les objectifs et stratégies probables de l'agresseur, ce qui leur permettra de mettre au point des contre-stratégies et des options de défense *avant* une attaque éventuelle. La planification peut également servir au développement de stratégies alternatives et de plans de crise permettant aux défenseurs de conserver l'initiative lors d'une guerre par actions civiles. Toutes ces analyses stratégiques, si elles sont effectuées en temps de paix, optimiseraient le pouvoir des défenseurs en situation de guerre.

Le choix des stratégies d'actions civiles et les moyens de les mettre en œuvre dépendront aussi des facteurs suivants (sans ordre d'importance) :

- la nature du régime ou du groupe agresseur ;
- le degré de cordialité ou d'hostilité entre les deux camps, dans d'autres relations ;
- la nature des moyens d'action et des mesures répressives de l'agresseur ;
- la capacité de tiers à exercer une influence ou des pressions sur l'agresseur ;
- la capacité des défenseurs à se laisser influencer par des tiers ;
- la force intérieure de la société attaquée et de ses institutions non gouvernementales ;
- la vulnérabilité du régime et du système de l'agresseur ;
- le niveau et la nature des préparations préalables pour défendre la société ;
- l'importance relative des problèmes en jeu pour les agresseurs et les défenseurs ;
- la vulnérabilité ou l'indépendance économique de la société attaquée, en particulier du point de vue de la nourriture, de l'eau et du carburant ;
- la motivation des défenseurs et leur acceptation du fait que des pertes seront le prix de la défense.

Les défenseurs civils devront aussi s'interroger sur le mécanisme de changement qui sera le plus apte à assurer la victoire (sujet abordé au chapitre précédent). Les défenseurs voudront peut-être convertir l'agresseur à l'idée que ses objectifs comme son attaque sont injustifiés. Ils peuvent souhaiter arriver à un compromis, comme c'est le cas dans la plupart des grèves. Le compromis avec l'agresseur ne constitue pas toutefois un objectif souhaitable dans la majorité des luttes. Les défenseurs voudront plutôt contraindre l'agresseur à abandonner aussi bien ses objectifs initiaux que l'attaque elle-même.

Dans certains cas, la coercition sera insuffisante. Lorsque le régime intérieur de l'agresseur a opprimé son propre peuple et qu'il se trouve dans une situation précaire, l'objectif pourra dépasser la seule coercition l'obligeant à retirer ses troupes du pays attaqué, il pourra aussi devenir la désintégration du régime de l'agresseur dans sa patrie, en coopération avec ses propres opposants. Ou bien, lorsque l'attaque est une usurpation de l'intérieur, l'objectif pourra être d'assurer sa dissolution. Le groupe agresseur ne doit pas survivre en tant qu'entité poli-

tique, même s'il accepte de capituler. Il ne devrait rester aucune partie organisée de ce groupe, qui soit capable de tenter une nouvelle attaque par la suite.

En pratique, les mécanismes de retournement, de compromis et de coercition non violente sont intimement liés, nous l'avons vu plus haut, et la désintégration peut venir d'un mélange de retournement et de coercition non violente. La préférence pour un mécanisme ou l'autre affectera cependant de façon importante le choix de la stratégie globale de défense ainsi que les méthodes spécifiques d'action appliquées.

La prudence est de rigueur pour déterminer les autres types d'actions qui viendront accompagner la lutte non violente dans le cadre d'une DAC. Il ne s'agit pas simplement de se demander si l'action sera « violente » ou « non violente ». Ce ne sont là que des catégories spéciales relevant d'une gamme plus étendue d'autres types d'action clairement reconnaissables, comme la destruction de biens. Malgré l'importance de la question de la compatibilité de ces moyens avec la DAC, la réponse n'est pas toujours évidente.

Il semble y avoir peu ou pas de problèmes liés à ces activités qui se situent entre la résistance militaire et la lutte non violente. Il s'agira par exemple d'enlever discrètement des parties vitales de machines ou de véhicules, de supprimer l'approvisionnement de carburant ou de le libérer sans risques, d'enlever ou de détruire, sans mettre des vies en danger, des dossiers et des fiches de renseignements informatisés appartenant à des services et agences du gouvernement (comme la police). La DAC peut aussi s'accommoder de dégâts ou de destructions infligées à ses propres biens afin de priver l'agresseur de leur capture ou de leur utilisation ultérieure, comme la démolition de ponts et de tunnels pour bloquer une armée d'invasion.

Il serait cependant très néfaste pour l'efficacité de la guerre non violente de procéder à la démolition et à la destruction de machines, de moyens de transport, de bâtiments, de ponts, d'installations et autres, si ces actions risquent à un quelconque niveau de faire des victimes. Il ne s'agit pas tant ici d'un jugement éthique que pragmatique. Bien qu'il soit intéressant de mieux examiner les témoignages et les problèmes liés à ce type d'action, cette voie semble être au mieux extrêmement risquée et au pire très néfaste pour une défense par actions civiles. On a pu le constater lors du *Rubrkampf* de 1923, ce type de sabotage risque de tuer non seulement des troupes et d'autres personnes au service de l'agresseur, mais aussi des partisans de la résistance. Cela peut en plus déclencher une répression extrême et faire

basculer la base de la résistance non violente vers la destruction de biens matériels, diminuant la sympathie et le soutien dont bénéficiaient les résistants. Lors du *Rubrkampf*, ce type de sabotage a contribué à saper la résistance non violente. On fera donc bien d'exclure de l'arsenal de la DAC les démolitions et actes similaires.

Toutes les luttes par actions civiles n'auront pas le même succès et aucune formule ne garantira la victoire. Il est toutefois possible d'affirmer au sens large que l'efficacité de la défense par actions civiles dépendra d'au moins sept facteurs (ici aussi, énumérés sans ordre d'importance) :

- la volonté de la population de se défendre contre l'attaque ;
- la force intérieure de la société agressée ;
- la capacité de la population et des institutions à conserver le contrôle de leurs sources de pouvoir et à les refuser à l'agresseur ;
- l'intelligence stratégique des défenseurs ;
- l'aptitude des défenseurs à priver l'agresseur de ses objectifs ;
- la capacité des défenseurs civils à remplir les conditions d'une lutte non violente efficace, comme le maintien d'une discipline et d'une résistance non violentes malgré la répression ;
- l'habileté des défenseurs à agraver les faiblesses du système et du régime de l'agresseur.

RÉSISTER À LA VIOLENCE DE L'AGRESSEUR

Il faut savoir comment supporter les pressions de la lutte, comment persister malgré la répression et comment transformer des triomphes intermédiaires significatifs en réussites finales durables. La compréhension, la planification et l'action concertée à partir de renseignements valables permettront à la population en défense de mobiliser son potentiel de pouvoir et d'optimiser sa capacité de défense.

Le succès des méthodes non violentes s'articule dans une bonne mesure sur la persistance à les appliquer malgré la répression et sur le maintien de la discipline non violente face aux provocations. Passer à la violence transformera le conflit qui était asymétrique (avantage pour les défenseurs civils) – non-violence contre armes violentes – en un conflit symétrique dans lequel les deux camps emploient des armes violentes (ce qui est en général à l'avantage des agresseurs mieux équipés).

Les défenseurs civils peuvent subir une répression sévère. Les résistants, leur famille et leurs amis risquent d'être arrêtés, torturés et

tués. Des secteurs entiers de la population peuvent se voir privés de nourriture, d'eau ou de carburant. Les manifestants, grévistes et fonctionnaires faisant obstruction risquent d'être fusillés. Les maires, conseillers municipaux, enseignants ou prêtres peuvent être envoyés dans des camps de concentration. Des otages risquent d'être exécutés. Les contestataires peuvent même être massacrés. Il ne faut pas sous-estimer les coûts en vies humaines de la défense. Les pertes humaines et autres sacrifices liés à la défense par actions civiles doivent cependant être replacés dans le contexte des coûts beaucoup plus élevés des guerres conventionnelles ou des guérillas, sans compter les guerres nucléaires. La souffrance et la mort sont pratiquement inévitables dans n'importe quel cas de lutte intense. Les guerres non violentes ont toutefois tendance à *minimiser* les pertes et destructions. Comme nous l'avons noté au chapitre précédent, le pourcentage de morts et de blessés semble être, d'après les renseignements limités dont nous disposons, très inférieur à celui relevé dans des guerres conventionnelles à peu près comparables, surtout dans des guérillas.

Comme dans tout conflit majeur, y compris les guerres militaires, la fuite ou la capitulation devant la violence de l'agresseur sont des réactions inacceptables. Les défenseurs civils ne doivent pas être surpris par la répression sévère et la brutalité, ils ne doivent pas cesser leur résistance pour autant. La répression est souvent une réaction prouvant que la résistance met l'attaque en péril. Toute tentative d'arrêter la violence de l'agresseur, aussi brutale soit-elle, par une baisse ou un arrêt de la résistance, le motivera à recourir à nouveau à cette violence, avec même plus de force, puisqu'elle a obtenu le résultat recherché: la soumission.

Les défenseurs peuvent passer à d'autres méthodes d'action non violente qui défient l'agresseur de manière différente, mais ils ne doivent pas se laisser entraîner dans la violence. S'il y a des victimes au cours d'une lutte non violente, cela peut favoriser l'entrée en jeu du jiu-jitsu politique, ce qui dans bien des cas peut être un élément essentiel de la victoire.

DEUX STRATÉGIES POUR LA PHASE INITIALE

On ne peut concevoir un modèle universel qui serait valable pour toute lutte par actions civiles. Il est cependant possible de dresser les grandes lignes des éléments principaux et des stratégies probables pour la plupart des défenses par actions civiles.

Lorsque l'effet de mise en garde des préparations de la DAC et l'effet dissuasif d'autres politiques intérieures et étrangères ont tous deux échoué et que survient une invasion ou une usurpation, le temps est venu de mettre en action la politique de défense. Il faut appliquer, dès la première phase de l'attaque, une forme de stratégie de défense. Il est très important que la société attaquée fasse de gros efforts pour prendre l'initiative de la lutte, au lieu de se limiter à répondre aux actes de l'agresseur.

Les stratégies initiales des défenseurs prendront *a priori* l'une des formes de communication suivantes : l'une pour indiquer leur volonté de résistance et avertir qu'ils engageront une lutte puissante, et l'autre destinée à montrer par les actes certains des modes de résistance plus forts qu'ils pourront utiliser par la suite.

Aucune de ces deux formes n'a de précédent historique précis comme stratégie développée, bien que l'on retrouve dans des cas passés des éléments particuliers à chacune d'elles. Nous avons par exemple situé dans ces deux stratégies certaines méthodes initiales utilisées en 1968 en Tchécoslovaquie : chaînes humaines pour bloquer les ponts que devaient emprunter les transports de troupes soviétiques, distributions de tracts aux soldats soviétiques, grèves symboliques, déclarations de défi de l'assemblée nationale et blocage par la foule des chars soviétiques à Prague. En regroupant ces méthodes dans une DAC bien planifiée, ces stratégies auront un impact bien plus fort que dans toutes les expériences de résistance non violente, improvisées dans le passé pour la défense.

La stratégie de communication et d'avertissement n'est pas un acte de résistance en soi, mais plutôt de simple communication. Cette stratégie s'adresse d'abord et surtout aux agresseurs mais aussi à la population et aux tiers. Il s'agit de prévenir l'agresseur, par des mots et des actes symboliques, que la société sera défendue par une DAC à grande échelle, déterminée et bien préparée. Cette stratégie sera peut-être plus adaptée en cas d'invasion que pour un coup d'Etat ou une usurpation de l'exécutif, contre lesquels il faut dès le début être non coopératif et réfractaire. Une non-coopération massive peut toutefois associer des éléments importants de cette stratégie.

L'action initiale utilisant une stratégie de communication et d'avertissement est relativement modérée, par rapport aux stratégies ultérieures de non-coopération et de défi, mais cela n'enlève rien à son importance. L'action de faire savoir qu'on a l'intention d'opposer une résistance non violente forte peut se comparer à l'action d'armer un

pistolet et de viser, qui est elle aussi, modérée par rapport au tir qui peut s'ensuivre.

En contraste avec la stratégie de communication, la stratégie de la « guerre éclair non violente » peut prendre la forme d'une démonstration spectaculaire de résistance et de défi non violent en masse, probablement accompagnée par certaines des méthodes de la stratégie de communication. La stratégie de la « guerre éclair » convient bien contre les usurpations internes, et éventuellement en cas d'invasion étrangère ou de coup d'Etat soutenu par des troupes étrangères.

Cette guerre éclair non violente peut prendre divers aspects : négation à grande échelle de l'autorité de l'agresseur, grèves générales, non-coopération politique massive, appels aux troupes de l'agresseur et autres méthodes similaires (développées ci-après). Bien qu'il y ait en général peu de chances pour que l'agresseur batte en retraite rapidement à cause de cette démonstration de solidarité, cela est possible dans des circonstances spéciales. Quoi qu'il en soit, la stratégie de la guerre éclair transmet à tous ceux qu'elle concerne le message que l'attaque se heurtera à une défense résolue.

La stratégie de communication et d'avertissement

Dans cette stratégie, les défenseurs civils chercheront, par la parole et les actes, à transmettre le message qu'ils opposeront une lutte de résistance puissante, d'un genre particulièrement difficile à contrer et à vaincre. La communication s'adressera en partie aux dirigeants des agresseurs. Il se peut qu'ils n'aient pas inclus dans leurs calculs la volonté de résistance de la population. Les agresseurs peuvent aussi ne pas avoir pris au sérieux la puissance de la DAC, surtout s'il s'agit de l'une de ses premières applications bien préparées. Dans un cas comme dans l'autre, il reste une petite chance de rectifier les perceptions erronées des agresseurs et de les inciter à laisser tomber l'attaque, en invoquant peut-être une excuse qui leur évite de perdre la face.

En cas d'invasion, une partie de l'avertissement et de la communication s'adresse directement et indirectement à la population des agresseurs. En cas de coup d'Etat, l'avertissement est lancé dans le pays. Dans un cas comme dans l'autre, il faudra peut-être rectifier les mensonges que la population aura entendus sur l'attaque. Les autorités gouvernementales ou forces armées du pays attaqué peuvent être impliquées dans une usurpation, ou avoir « invité » une intervention militaire étrangère (excuse avancée par les Soviétiques au début de

leur intervention en Tchécoslovaquie), il est donc important de pouvoir distinguer les actes non constitutionnels et illégitimes de nos propres « dirigeants » afin d'y résister. Cela a plus de chances de se produire lorsque les défenseurs emploient des moyens non violents plutôt que militaires. Dans le passé, les populations se sont parfois soumises devant un coup d'Etat militaire, principalement pour éviter une guerre civile.

Les paroles et actes, destinés à communiquer l'intention de se défendre et les moyens qu'on utilisera, doivent aussi s'adresser aux pays voisins, à la communauté internationale et, au cas où il existe un traité de défense par actions civiles, aux alliés. Cette communication préparera le terrain pour a) des aides utiles au pays attaqué; b) éviter des actes nuisibles à la défense; c) faciliter les pressions internationales diplomatiques, morales, économiques et politiques contre l'agresseur.

Les communications et avertissements adressés à l'agresseur seront entendus aussi par la population des défenseurs. Certains groupes de population auront peut-être manqué d'entraînement ou d'information concernant la politique de défense, il faudra donc leur expliquer la défense prévue. (Ceci sera moins important si la DAC a été bien préparée.)

Radio, télévision, journaux et tracts permettront aux dirigeants nationaux et locaux de communiquer directement avec la population en défense. Au début de l'invasion et de l'occupation de la Tchécoslovaquie, les médias participèrent à la résistance, sans qu'il y ait eu de planification préalable. Les émissions de radio eurent une grande importance pour guider la population dans sa résistance non violente. Une planification et une préparation préalables donneront d'autant plus d'importance à ces moyens de communiquer.

Que ce soit par des informations adressées aux agresseurs ou à la population du pays attaqué, les gens entendront bien plus que les nouvelles de l'attaque. Ils comprendront aussi que toute leur société se lance dans une guerre défensive vitale, et qu'ils auront un rôle important à y jouer. Ce message enclenchera des préparations et actions spécifiques au niveau des quartiers et des lieux de travail; il renforcera l'esprit de résistance de l'ensemble de la population.

Au cours de cette période, il faudra avertir les personnes tentées de sympathiser avec l'adversaire et de profiter de la situation pour s'enrichir ou obtenir des postes importants. On leur expliquera, par la parole et les actes, que l'ensemble de la société va se défendre avec fermeté, et que les collaborateurs deviendront les cibles d'une résistance

persistante (sans les agresser physiquement). Ils seront considérés comme des traîtres auxquels on empêchera de conserver la moindre rétribution versée par l'agresseur.

Les soldats et fonctionnaires de l'agresseur seront des cibles primordiales à cette étape de la lutte. Ils peuvent avoir entendu des mensonges sur la situation dans le pays attaqué, sur l'attitude de la population, ou même sur le genre de pays qu'ils ont envahi. L'une des meilleures manières d'anéantir une tentative de prise de pouvoir ou d'occupation est de diminuer ou de supprimer la loyauté, la fiabilité et l'obéissance des troupes et fonctionnaires du régime de l'agresseur. On devra donc présenter à chacun un tableau précis de la situation, afin de contrebalancer les mensonges et de leur permettre de comprendre leur rôle et leurs responsabilités. Les défenseurs civils devront faire comprendre aux troupes et aux fonctionnaires la nature de la société agressée, les objectifs de l'agresseur et l'importance pour les peuples des deux clans opposés de stopper l'attaque et de mettre fin à la tentative de prise du pouvoir ou d'occupation.

Les défenseurs doivent aussi transmettre que la défense, tout en étant forte, résolue et persistante, sera d'un genre spécial. Elle viendra à bout de l'attaque et défendra la société, sans menacer la vie et la sécurité personnelle des individus des forces d'agression. Cette information et cette pratique peuvent aider à déstabiliser les troupes et fonctionnaires de l'adversaire.

Cette communication préparera le terrain pour des appels ultérieurs. On peut demander aux soldats et fonctionnaires d'être délibérément modérés ou inefficaces dans l'application des mesures de contrôle et de répression, d'aider la population des résistants de façon spécifique, d'ignorer les ordres d'actes sévères, de se mutiner, de prendre le maquis ou de rejoindre la population attaquée, qui les aidera. Ces moyens permettront dans certaines conditions de neutraliser plus ou moins vite les capacités répressives et administratives de l'agresseur.

Divers moyens de communication permettront de toucher tous ces groupes : lettres, tracts, journaux, conversations personnelles, émissions de radio et de télévision, cassettes audio et vidéo, slogans sur les murs, affiches et bannières. On pourra également recourir à des supports non écrits très divers : symboles dessinés ou peints, couleurs significatives, déploiement du drapeau national, drapeaux en berne, tocsin, silence, sirènes et certaines chansons. On choisira toutes ces méthodes avec soin, afin de produire les effets nécessaires à cette phase de la lutte de défense.

La communication avec les forces de l'agresseur passera aussi par des interventions symboliques directes et des actes d'obstruction. On peut par exemple bloquer physiquement – debout, assis ou couché – des ponts, routes, rues, entrées de villes et bâtiments. L'impact de toutes ces actions provient principalement de leur influence psychologique ou morale. On peut aussi recourir à des obstructions mécaniques. La population pourra par exemple bloquer les routes et aéroports en y abandonnant des véhicules, ou démonter des machines pour mettre hors d'usage installations portuaires, aéroports et voies ferrées. Bien que certaines de ces obstructions puissent physiquement entraver ou retarder le déploiement des troupes ou l'occupation de certains sites, l'effet sera sans doute temporaire, ces obstructions ont donc un impact principalement psychologique.

On peut aussi recourir au début à une autre catégorie d'actes à portée symbolique : application temporaire de méthodes de non-coopération comme la grève générale ou des fermetures volontaires dans le secteur économique, opérations ville morte (la population reste cantonnée dans les maisons) ou fermeture de tous les bureaux officiels. Il s'agit là d'utilisations brèves de quelques-unes des méthodes employées de manière soutenue lors d'une guerre éclair non violente et de luttes défensives à long terme. Le 23 août 1968, un jour et demi seulement après l'invasion par les troupes du pacte de Varsovie, les Tchèques organisèrent une grève de protestation d'une heure, provoquant un arrêt presque total du travail. Ces actions courtes servent à montrer la puissance disponible. Elles ne se contentent pas de transmettre qu'il y a une opposition et une volonté de résister, elles montrent aussi certains des moyens de défense réels et sérieux qui seront mis en œuvre si l'attaque n'est pas interrompue.

Les défenseurs peuvent aussi utiliser des formes d'intervention spectaculaires dans le cadre d'une stratégie initiale de communication et d'avertissement : défi massif des couvre-feux, fêtes de rues ouvertes à tous (y compris les troupes hostiles), poursuite des affaires « comme d'habitude » et efforts à grande échelle pour saper la loyauté des troupes et fonctionnaires.

Ces actions initiales rappelleront aussi à la population attaquée qu'on a l'intention de résister avec vigueur et fermeté, et de quelle manière, et que les gens doivent se préparer à prendre leurs responsabilités selon les préparations préalables et les besoins du moment de la lutte.

Il est difficile de prévoir quelles mesures l'agresseur prendra pour contrer ces premières formes de communication. Elles pourront aller, pour une même situation, du très modéré au très brutal.

La stratégie de la « guerre éclair non violente »

Avec cette deuxième option stratégique initiale, la population et les institutions sociales lancent immédiatement une grande campagne de défi et de non-coopération quasi totale. Cette stratégie est surtout à envisager si les agresseurs sont relativement faibles, incertains ou divisés au sujet de leur décision initiale de passer à l'attaque, tandis que la société est forte, avec une capacité de défense bien préparée et puissante. L'objectif est de convaincre l'agresseur de retirer rapidement ses forces face au défi massif. Ce défi peut s'exprimer de diverses manières : grève générale, arrêt total de l'économie, évacuation des villes, refus de sortir de chez soi, paralysie du système politique, poursuite des affaires « comme d'habitude » ; on peut aussi ignorer les demandes de l'agresseur, remplir les rues de manifestants ou les laisser complètement désertes, tenter en masse de déstabiliser les forces d'agression, publier des journaux interdits et diffuser par radio des nouvelles sur l'attaque et la résistance. Il y a de nombreuses autres possibilités.

Ce défi massif peut également servir à communiquer deux informations aux dirigeants adverses : les défenseurs civils sont capables 1) d'organiser une lutte qui pourra priver l'agresseur du fruit de sa victoire, et 2) de nuire à long terme au moral, à la loyauté et à l'obéissance de ses troupes et fonctionnaires, ce qui pourra être fatal à leur fiabilité.

Même si cette stratégie n'obtient pas une victoire rapide, une guerre éclair non violente peut du moins, si elle est bien organisée, communiquer clairement à l'agresseur que la société a l'intention de se défendre. Elle lui indique, par les actes, quelle défense sera utilisée, tout en le prévenant des difficultés qui le guettent, s'il ne se retire pas. Lorsqu'on emploie cette stratégie dans ce but, il n'y a pas de distinction précise entre la stratégie initiale et la lutte de défense qui s'ensuit.

Les défenseurs civils ne doivent pas espérer que l'une ou l'autre des stratégies initiales de défense leur apportera la victoire à ce stade des hostilités. Un succès rapide indiquerait non seulement que les défenseurs civils ont déployé un défi initial tout à fait remarquable, mais

aussi que les agresseurs sont dirigés par des gens peu communs (ou que les dirigeants du départ ont été remplacés par d'autres, moins motivés par cette entreprise): des gens capables d'admettre leur erreur ou de trouver un moyen de sauver la face, lors de leur retraite. Seules ces circonstances peu probables pourraient garantir une conclusion rapide du conflit.

Si la stratégie de la guerre éclair non violente n'obtient pas une victoire rapide, les défenseurs auront toutefois réalisé quelque chose d'important: mobiliser leurs forces et communiquer leur intention de résister, ainsi que le caractère particulier de leur politique de défense. Ces résultats sont similaires à ceux d'une stratégie de communication et d'avertissement. A ce stade, il est temps de passer à une autre stratégie, plus adaptée à la longue lutte qui s'engage et plus apte à contrer les objectifs spécifiques de l'agresseur.

Quoi qu'il arrive pendant la phase initiale, les défenseurs doivent être prêts à poursuivre la défense en envisageant un conflit long et difficile. A un moment donné, il faudra mettre fin à la période initiale, qui aura pu être une campagne de communication et d'avertissement, une guerre éclair non violente, ou les deux (simultanées ou l'une après l'autre). L'heure sera venue d'engager une lutte de défense plus soutenue et plus importante.

STRATÉGIES POUR LE DÉROULEMENT DE LA LUTTE DE DÉFENSE

Lors de guerres militaires, les défenseurs peuvent aussi essayer d'obtenir une victoire rapide et décisive. Pourtant, s'ils n'y réussissent pas, ils ne sombrent pas nécessairement dans la démoralisation ou le défaitisme. Ce qu'il faut, c'est changer de stratégie pour les prochaines phases du conflit. Cela est aussi vrai pour les guerres par actions civiles. On considérera que la campagne initiale n'est que la phase de départ du conflit non violent et que la victoire finale demande une longue période d'efforts intenses, comme une campagne militaire. Il n'y a donc pas lieu d'être démoralisé par la nécessité d'une stratégie mieux adaptée à la phase suivante. Au contraire, ce changement de stratégie démontre que les défenseurs prennent l'initiative en donnant au conflit un tour nouveau pour s'acheminer vers la victoire finale.

L'organisation et la préparation préalables permettent de dresser les grandes lignes indiquant dans quelles situations et circonstances la

population devra protester et refuser de coopérer, quelles que soient les instructions spécifiques données par n'importe quelle organisation de défense. Ceci permettra de lancer ces opérations de résistance en cas d'urgence, même si certains dirigeants ont été arrêtés ou des lignes de communication coupées. Grâce à ces fils conducteurs, il ne serait plus nécessaire de donner des directives spécifiques. Les mesures prises par l'agresseur suffiraient à déclencher le système de défense.

Les situations ou circonstances définies par ces fils conducteurs comme justifiant cette « résistance générale » peuvent varier d'un pays à l'autre. Il s'agira cependant a priori de l'une des situations suivantes : l'agresseur s'efforce d'établir un gouvernement de substitution ou de prendre le contrôle des institutions politiques de la société ; il tente de détruire l'autonomie des organisations et institutions sociales ; essaie de contrôler l'éducation, la religion et les idées politiques ; tente d'imposer une censure ou de supprimer la liberté d'expression ; fait la promotion d'une idéologie officielle ; exerce une répression meurtrière contre des groupes de population.

Si ces points sont identifiés à l'avance, et si la population a suivi un entraînement préalable aux multiples méthodes de DAC, les individus et les institutions sociales pourront lancer de leur propre initiative cette « résistance générale », assurés qu'elle relève d'un bon choix stratégique. La programmation de la « résistance générale » permet d'utiliser la vitalité de la résistance spontanée tout en évitant ses défauts naturels (mauvaise concentration sur les problèmes, comportements indisciplinés et contre-productifs).

Ces directives de résistance générale, établies au préalable, gêneraient aussi l'agresseur s'il tentait de diffuser de fausses « instructions de résistance », soi-disant au nom de dirigeants de la défense. Il deviendrait facile d'identifier et de rejeter ces provocations camouflées en instructions, car elles seraient en évidente contradiction avec les modèles donnés longtemps auparavant dans les manuels, brochures et prospectus de défense.

Contrairement à la résistance générale, la « résistance organisée » permet de déclencher des actions à partir de directives spéciales, émanant d'une organisation de résistance, et des actions nécessitant une planification et une préparation de groupe. La « résistance organisée » peut se poursuivre tant que les responsables de la défense sont capables d'opérer et qu'il est possible de communiquer avec l'ensemble de la population. Ce type de résistance présente l'avantage de s'appuyer sur une analyse et une planification stratégiques

plus approfondies, ce qui renforce les chances de succès des actions spécifiques.

Pour faire face aux problèmes stratégiques de la défense à plus long terme, les défenseurs civils ont le choix entre deux stratégies principales : soit une campagne massive de *non-coopération totale* comme une guerre éclair non violente, soit des formes de *résistance ciblée*. Ils peuvent également recourir à chacune de ces stratégies à diverses périodes, en fonction des besoins spécifiques de la défense.

Non-coopération totale

Cette stratégie porte aussi le nom de « résistance totale ». Elle implique que l'ensemble de la société refuse *toute* coopération – politique, économique et sociale – avec le régime et la politique de l'agresseur. Elle convient souvent dans certaines phases de la lutte de défense. La résistance totale est cependant extrêmement difficile à mettre en pratique sur des périodes longues, car elle exige de la société énormément de force, de préparation et d'autonomie. Les conséquences de la non-coopération totale peuvent être graves, à cause des coûts engendrés par la fermeture d'un grand nombre de services, nécessaires au fonctionnement de la société. Ces coûts sont élevés même si l'agresseur ne se lance pas dans une répression sévère. La population en défense doit être capable de survivre à la lutte, qui peut durer des mois, voire des années, comme la plupart des guerres. Des préparations intelligentes et détaillées faciliteront cette survie, entre autres par des stocks de nourriture, d'eau et de carburant. Certaines luttes de défense n'utiliseront pas du tout la non-coopération totale, à cause de la sévérité de ces exigences.

Si l'on utilise la stratégie de non-coopération totale durant la phase de résistance réelle qui suit la période initiale, ce sera probablement de manière temporaire et pour atteindre des buts précis. Les défenseurs devront choisir avec soin les moments du conflit où ils pourront l'appliquer efficacement. On évitera d'y recourir pour une durée prolongée, sans préparation adéquate. Elle ne saurait servir simplement de réponse émotionnelle à l'attaque elle-même ou à un acte particulièrement odieux de la part de l'adversaire. On pourra toutefois utiliser cette stratégie dans ce genre de situation, si elle est choisie de façon rationnelle.

La non-coopération totale sera sans doute à son meilleur avantage dans des cas précis, pour atteindre certains objectifs dans le cadre

d'une stratégie d'ensemble, qui s'appuie principalement sur une résistance ciblée. Prenons quelques exemples. Imaginons des défenseurs civils qui ont mené, pendant une période prolongée, une résistance ciblée contre une certaine politique de l'agresseur. Mettons que l'agresseur ait essayé d'exercer un contrôle politique sur l'Eglise. A la suite d'une résistance ciblée, cette mesure est sérieusement affaiblie ou sa mise en œuvre est bloquée, mais l'agresseur entend toujours l'imposer. Dans cet exemple, la résistance de l'Eglise et d'autres organisations sociales a été trop forte pour l'agresseur, qui a dû renoncer temporairement à ses efforts pour détruire l'indépendance de l'Eglise. Pourtant, il repassera à l'attaque dès que possible. C'est alors qu'on pourra appliquer la stratégie de non-coopération totale afin de forcer l'agresseur à abandonner définitivement cette mesure. Si l'ensemble du corps social refuse absolument d'avoir quoi que ce soit à faire avec l'agresseur, ses institutions et ses règlements, celui-ci, en position de faiblesse, devra reconnaître publiquement et respecter l'autonomie des institutions religieuses.

En cas de brutalités graves contre les manifestants ou la population dans son ensemble, une courte action de résistance totale peut démontrer de façon adéquate l'esprit de défi et la détermination. Un seul jour suffira normalement pour cet objectif limité. L'action ne devrait pas être prolongée au-delà, à moins que l'adversaire ne soit dans une position très affaiblie – troupes au bord de la mutinerie, par exemple – ou s'il existe une autre condition potentiellement décisive. Le prolongement de la résistance totale sera limité aux périodes où l'adversaire est trop affaibli pour garder les commandes, ou lorsque les défenseurs sont dans une position très forte, leur permettant de poursuivre la non-coopération totale, malgré un risque de répression sévère.

On pourra aussi appliquer cette stratégie vers la fin d'un long conflit utilisant la résistance ciblée. Les conditions de la non-coopération totale doivent cependant prévaloir. A ce stade-là, le but de la résistance totale est de frapper un coup décisif pour vaincre ou désintégrer le régime de l'agresseur, détruire sa capacité à aller plus loin, et rétablir l'indépendance et la liberté de la société.

A part ces exceptions, c'est la stratégie de résistance ciblée qui devra donner l'impulsion principale de la défense.

Résistance ciblée

Dans cette stratégie, la lutte se concentre sur certains points vitaux dans le domaine social, économique ou politique. Ces points spécifiques sont sélectionnés en fonction de leur capacité à priver l'agresseur du contrôle de l'ensemble du système social et politique. Cette stratégie peut aussi être désignée sous le nom de « guerre non violente tactique » ou « résistance aux points vitaux ». Certains groupes de population attaquent des points spécifiques à divers stades du conflit. Cette stratégie peut viser successivement divers objectifs, afin d'empêcher l'agresseur d'établir une mainmise sur la société.

La stratégie de la résistance ciblée concentre de façon délibérée la résistance sur des objectifs particulièrement importants. Cette stratégie permet de concentrer la défense, au lieu de la disperser. Elle est aussi moins contraignante. Dans la plupart des cas, la responsabilité première de la défense passera d'un secteur de la population à un autre, suivant l'évolution des problèmes spécifiques de la résistance.

Lors du choix des points de résistance ciblée, on devra prendre en compte six questions :

- Quels sont les objectifs principaux de l'agresseur ?
- Comment empêcher l'agresseur de prendre ou de garder le contrôle des rouages de l'Etat ?
- Comment empêcher l'agresseur d'affaiblir ou de neutraliser l'indépendance des institutions sociales et la capacité de résistance ?
- Comment concentrer l'effort de défense sur les points particulièrement vulnérables du système de l'agresseur, dont la destruction mettra en péril ses chances de réussite et ses possibilités d'action ?
- Comment permettre aux défenseurs d'utiliser leurs meilleurs atouts, en s'appuyant sur les éléments les plus forts de la population (en évitant d'utiliser les plus faibles) pour faire progresser la défense ?
- Quels sont les points représentatifs des principes et objectifs de la résistance, qui éveilleront un sentiment de légitimité chez les défenseurs, et qui indiqueront clairement que les buts et moyens de l'agresseur sont injustifiés et condamnables ?

Il est particulièrement important de concentrer la résistance ciblée sur les points susceptibles de priver l'agresseur de ses objectifs principaux, puisque – on l'a vu au deuxième chapitre – le pouvoir de tout gouvernant dépend de sources qui peuvent être délibérément limitées ou coupées par le refus de coopération, d'assistance et d'obéissance des défenseurs.

Si, par exemple, il s'agit d'un coup d'Etat ou d'une conspiration interne, les défenseurs du gouvernement constitutionnel doivent empêcher l'usurpateur de consolider son contrôle des rouages de l'Etat et de la société. Ils fonderont leur stratégie sur le respect des principes constitutionnels, sur le refus de l'autorité de l'usurpateur, et sur l'obstruction à son contrôle de l'appareil d'Etat et de la société. La non-coopération est l'œuvre de l'ensemble de la population. Elle regroupe aussi fonctionnaires, administration, agences gouvernementales, collectivités locales et régionales, services de police et pratiquement toutes les institutions économiques et sociales. C'est le genre de méthodes qui furent largement pratiquées contre le putsch de Kapp, étudié au premier chapitre. Une bonne préparation accroît largement l'impact de ces mesures. Elle permet de nier la légitimité de l'usurpateur et de faire obstacle à son contrôle.

Si les dirigeants d'un pays étranger attaquent dans le but d'imposer un gouvernement de leur choix, il faut empêcher la collaboration à tous les niveaux. Les collaborateurs éventuels doivent être isolés et il faut bloquer la prise de contrôle des divers services, corps administratifs, unités de police, système carcéral et forces armées. Les défenseurs doivent aussi nier toute légitimité au nouveau régime, refuser en masse d'obéir et de coopérer, et persister dans leur fidélité aux principes et pratiques du système d'origine.

Par exemple, les policiers peuvent refuser de rechercher et d'arrêter les résistants patriotes. Les journalistes et éditeurs peuvent refuser de se plier à la censure, et publier des journaux en déifiant les interdictions, comme ce fut le cas en Pologne durant la loi martiale dans les années quatre-vingt. Des émissions radio de résistance peuvent être diffusées à partir d'émetteurs clandestins, comme en Tchécoslovaquie en 1968. Les hommes d'Eglise peuvent prêcher le devoir de ne pas aider les envahisseurs, comme le firent les prêtres protestants et catholiques aux Pays-Bas sous le régime nazi.

Politiciens, fonctionnaires et juges, en ignorant ou en déifiant les ordres illégaux de l'ennemi, l'empêchent de prendre le contrôle des rouages du gouvernement et des tribunaux. La non-coopération judiciaire devient alors une autre arme de défense. Les juges peuvent déclarer que les « représentants officiels » de l'usurpateur interne ou de l'agresseur étranger n'ont aucune autorité légale. Ils peuvent continuer à opérer selon les lois et la constitution en vigueur avant l'invasion, et refuser d'apporter un soutien moral ou juridique à l'envahisseur, allant même jusqu'à fermer les tribunaux. Fonctionnaires et

administrateurs peuvent se mettre en grève, ou « faire de la présence sans collaborer » : ils persistent à appliquer les directives, programmes et devoirs légalement établis, en adoptant une attitude d'indifférence ou de défi envers les ordres contraires de l'agresseur.

Si l'attaque de l'envahisseur vise avant tout des objectifs économiques, les défenseurs devront s'appliquer à l'en priver. Il faudra pour cela que scientifiques et techniciens, employés et cadres de chaque structure concernée refusent leur coopération et leur aide. Ce refus devra s'appliquer à tous les niveaux, depuis la fourniture des matières premières jusqu'à l'expédition de produits finis, en passant par la recherche, la logistique, les transports, la fabrication, l'approvisionnement en énergie et en pièces, le contrôle de la qualité et l'emballage. Par exemple les employés et cadres peuvent faire obstacle à l'exploitation du pays, en organisant de manière sélective des grèves et ralentissements, comme dans la Ruhr en 1923.

Si l'objectif de l'agresseur est idéologique, il est crucial de bloquer ses tentatives de dénigrement des convictions de la société et d'endocrinement politique de la population. Cela passe par une campagne massive de non-coopération de la part des personnes et institutions impliquées dans l'éducation, la religion, les médias, l'édition, les mouvements de jeunesse et le gouvernement. Les enseignants par exemple refuseront d'introduire la propagande dans les écoles (comme en Norvège) (voir chapitre précédent). Aux tentatives de contrôle des écoles, ils doivent opposer leur refus de changer les programmes scolaires et de servir la propagande de l'envahisseur, tout en expliquant aux élèves quels sont les problèmes en jeu, et en poursuivant le plus longtemps possible l'enseignement habituel. Au besoin, ils pourront fermer les écoles et donner leurs cours dans des maisons privées. Ce genre de système éducatif clandestin fut mis en place en Pologne sous l'occupation nazie. En plus de ces actes de résistance, les enseignants devront expliquer aux élèves les vertus de la liberté de pensée et l'importance de respecter et de défendre cette liberté.

La résistance ciblée permettra de défendre les institutions sociales indépendantes, ces lieux de pouvoir dont nous avons parlé au deuxième chapitre. L'agresseur peut chercher à établir un contrôle total sur la société, à éliminer toute possibilité de résistance à son ordre nouveau, ou à restructurer l'ensemble de la société sur un modèle totalitaire. Il tentera donc de supprimer l'autonomie des institutions indépendantes, de les réduire à leur plus simple expression ou de les supprimer carrément. Dans d'autres cas, l'agresseur peut fonder

de nouvelles institutions sous contrôle centralisé, s'inspirant d'un modèle totalitaire et contrôlant leurs membres. Le syndicat pro-nazi des enseignants norvégiens, annihilé par la résistance, était une institution de ce genre. L'échec de cette tentative et de celles visant d'autres professions empêcha la mise en place d'un Etat corporatif en Norvège. Ces tentatives de contrôle des institutions sociales deviennent des objectifs de résistance ciblée. L'organisation et la préparation à la défense doivent aider les gens à reconnaître l'importance de ce type de résistance et leur permettre d'aller vers la victoire.

La résistance ciblée doit se concentrer sur les points particulièrement vulnérables du régime de l'agresseur, et sur la loyauté et la fiabilité de ses troupes et fonctionnaires.

Il est évident que l'agresseur ne verra pas d'un bon œil ces efforts vigoureux de défense, même s'il s'agit d'une défense non violente. Il faut s'attendre à le voir recourir à tous les moyens qu'il juge efficaces pour stopper, neutraliser ou écraser la résistance. Nous l'avons vu au chapitre précédent et dans ce chapitre, les défenseurs civils doivent être prêts à endurer la répression, à persévéérer dans leur défense et, de là, à mettre en action le processus de jiu-jitsu non violent. Un défi persistant allié à une discipline non violente sans faille peut rendre inacceptable le coût d'une telle aventure pour l'agresseur, en le privant de ses objectifs, en stoppant son attaque, voire en anéantissant ses forces et son régime. A mesure que l'agresseur s'affaiblit et que les défenseurs se renforcent, les campagnes de résistance ciblée rapprochent progressivement ces derniers de la victoire.

Si certaines luttes de DAC sont relativement brèves, le conflit peut souvent se prolonger. Dans ce cas la partie risque d'être difficile. Les représailles de l'agresseur peuvent être exceptionnellement brutales, faisant courir de gros risques aux défenseurs et entraînant de nombreuses victimes. Dans les conditions les plus dures, beaucoup perdront courage et moral, comme dans les derniers mois du *Rubrikampf*. Les résistants peuvent aussi être épuisés et avoir besoin de repos.

Il peut parfois s'avérer utile de changer de stratégie, notamment pour transférer la responsabilité de l'action d'un groupe de population vers un autre qui saura mieux agir, ou en concentrant la résistance sur des points moins nombreux ou plus limités.

Lorsqu'une certaine lassitude s'installe, il est peu souhaitable qu'elle s'accompagne d'un désir de passer à la lutte violente, car il est évident que les chances de succès seraient réduites et que le nombre de victimes augmenterait. Il reste toutefois que certains groupuscules ou

individus peuvent se lancer dans des actes désespérés, comme poser des bombes ou faire des tentatives d'assassinat. Les auteurs de ces actes, et certains spectateurs, en tireront peut-être une certaine satisfaction, mais la conséquence plus que probable sera une répression accrue et un recul politique. Bien plus, cette violence risque de saper l'efficacité de la lutte non violente. Un passage à la violence demande une plus grande clandestinité, ce qui réduit le nombre de résistants à ceux qui pourraient rejoindre de petits groupes secrets. Il est donc essentiel de maintenir la discipline non violente.

Même dans les pires conditions, il est crucial de poursuivre la résistance sous une forme ou une autre. Elle pourra parfois, dans certaines conditions extrêmes, se limiter en partie à une « résistance culturelle » : les gens s'efforcent de préserver des éléments importants de leur mode de vie, langue, coutumes, croyances, organisations sociales et pratiques religieuses. Dans d'autres cas, si les organisations et institutions plus importantes qui avaient servi de bases à la résistance ont été neutralisées, maîtrisées ou détruites, des individus agissant seuls ou des groupuscules, souvent éphémères, peuvent passer à des actes non violents. C'est ce qu'on appelle de la « micro-résistance ». Tout au long de ces périodes difficiles, il est essentiel d'entretenir l'ardeur des gens, leur désir de reprendre possession de la société et la conviction, même faible, qu'ils y parviendront un jour. Des recherches approfondies sur la résolution des problèmes et sur les stratégies permettront d'apprendre à chacun comment mieux surmonter ces situations extrêmes.

Avec le temps, des circonstances différentes, des événements inattendus, de nouvelles initiatives de résistance, une ardeur et une énergie renouvelées peuvent entraîner une recrudescence des actions de résistance et ranimer la capacité combative. Au moment même où la lutte éprouve les pires difficultés, des changements importants favorisant les résistants non violents peuvent se développer sans qu'on s'en aperçoive. Cela peut être l'apparition ou l'aggravation de doutes, de désaccords et d'objections dans le propre camp de l'agresseur.

Qu'il y ait ou non une période très difficile, les défenseurs peuvent changer de stratégie si la situation tourne à leur avantage. Par exemple, au lieu de se concentrer principalement sur des campagnes limitées de résistance ciblée, ils peuvent avoir l'opportunité d'élargir le champ de la résistance. Dans certaines circonstances favorables, il peut devenir possible de s'acheminer vers une non-coopération totale permettant de frapper un coup décisif. D'autres situations appelleront

des stratégies différentes pour la phase finale du conflit. Quel que soit le cas, l'important est de développer des phases successives permettant d'amener la lutte à une conclusion réussie.

Soutien international de la défense par actions civiles

Les pays pratiquant une politique de DAC peuvent prendre part à une grande variété d'échanges internationaux de type bilatéral, multilatéral, continental ou mondial. Ce n'est pas parce qu'ils manquent de capacités militaires que ces pays doivent être isolationnistes, à moins qu'il s'agisse d'un choix. Une bonne part de ces échanges internationaux ont peu de liens directs avec les besoins de la dissuasion et de la défense ; certains serviront à soulager des besoins urgents, à résoudre les problèmes sous-jacents d'un conflit, à rectifier des soupçons et malentendus injustifiés, ou à resserrer des liens de compréhension et d'amitié réciproques. Ces activités contribuent à réduire le nombre et l'intensité des conflits internationaux futurs.

Une partie de la coopération et de l'aide internationale de ces pays se concentrera directement sur la préparation et la conduite de la DAC. La nature de cette défense ne justifie pas d'adopter une attitude aussi confidentielle que lorsqu'il s'agit de défense militaire. Les pays pratiquant déjà cette politique peuvent donc partager connaissances et savoir-faire avec d'autres pays intéressés. Il serait profitable pour tous ces pays de partager leurs résultats de recherche, leurs analyses politiques, leurs plans de préparation et de formation, et leurs connaissances sur les agresseurs potentiels. Ils peuvent aussi partager des données sur les stratégies de résistance à certains types d'attaques, sur les moyens d'optimiser l'efficacité de la défense, sur les méthodes pour poursuivre la résistance face à la répression, et sur les mesures permettant d'assurer les besoins de la société agressée.

La recherche fondamentale, les plans de crise dans ces domaines, ainsi que la préparation et la formation, seraient au départ confiées à un pays, des institutions privées, plusieurs pays ou alliés travaillant de concert, des organisations internationales, ou des agences des Nations unies. Ces organismes pourraient aussi, par les dispositions d'un traité ou en cas de crise, apporter une assistance non militaire aux pays attaqués qui pratiquent la DAC.

Plusieurs moyens d'assistance sont possibles : 1) mise à disposition du pays agressé de moyens d'édition et de diffusion ; 2) fourniture de nourriture et de médicaments ; 3) diffusion dans le reste du monde

d'informations sur la lutte et les agissements de l'agresseur; 4) application de sanctions économiques et diplomatiques internationales contre l'agresseur; 5) communication aux troupes, aux fonctionnaires et à la population de l'agresseur, de renseignements sur l'attaque (enjeux réels du conflit, formes de résistance et de répression employées, informations sur le désaveu des partisans habituels de l'agresseur, exhortations à l'arrêt des hostilités et au rétablissement de l'amitié et de la coopération internationale).

Cette aide internationale est extrêmement importante, mais c'est sur la population de la société attaquée que devra reposer la charge principale de la défense. Dans le cadre de la DAC, rien ne remplace l'autonomie, une solide préparation et une forte cohésion.

RÉUSSITE ET ÉCHEC ?

Il ne faut pas sous-estimer les difficultés que rencontrera l'agresseur confronté à une DAC perfectionnée et bien préparée. La capacité des défenseurs à mobiliser leur propre pouvoir de résistance et à miner, directement ou indirectement, les sources du pouvoir de l'agresseur, pourra produire des changements spectaculaires dans le rapport des forces. Les défenseurs civils, s'ils disposent d'une réelle cohésion, d'une connaissance approfondie de la stratégie et de la tactique, d'une discipline persistante face à la répression, et de la capacité de frapper l'ennemi à ses points faibles, seront capables d'ébranler puis de vaincre leur adversaire.

Les termes de *réussite* et d'*échec* doivent être employés dans un sens précis quand on discute de cette politique. Cela est nécessaire pour évaluer l'efficacité d'une application donnée de la DAC et pour comparer cette politique avec la défense militaire.

On parlera de *réussite* si les défenseurs ont vraiment réalisé leurs objectifs : dissoudre l'attaque et rétablir leur capacité à vivre de manière autonome selon leurs principes et institutions.

On parlera par contre d'*échec* si l'agresseur a obtenu ce qu'il voulait.

Comme pour les conflits militaires, toutes les tentatives d'appliquer la DAC ne seront pas couronnées de succès. Ce type de lutte, comme n'importe quel autre, ne peut réussir que dans la mesure où les conditions de son efficacité sont remplies, comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Une défaite militaire est a priori le résultat de grandes destructions physiques, de pertes de vies humaines, d'une

démoralisation et de la conscience que l'on ne parvient pas à mener la lutte vers une conclusion heureuse. Ces mêmes conditions peuvent signifier l'échec d'une DAC, mais pas nécessairement.

En fait, il peut arriver qu'un camp s'affaiblisse ou se renforce temporairement et qu'il ne réalise que certains de ses objectifs immédiats. Les défenseurs civils subiront peut-être des périodes de grandes souffrances et de pertes élevées. Mais tant qu'ils conservent leur volonté de se défendre, ils pourront renforcer leur groupe, leurs organisations et leur aptitude à mener une lutte non violente. Les défenseurs peuvent devenir plus audacieux et persévéérer malgré l'intimidation et la répression, ils peuvent aussi appliquer de nouvelles stratégies pour créer des conditions plus favorables à leur cause.

Même une défaite apparente n'est pas permanente. Si les défenseurs n'ont pas atteint leurs objectifs à un moment donné, ils peuvent y arriver par la suite. Tant que l'esprit de résistance et le cœur des institutions sociales indépendantes subsistent, la population peut reprendre la lutte ultérieurement. Entre-temps, il peut s'avérer nécessaire de récupérer, de ranimer les forces de la société et son aptitude à se ressaisir après une attaque, de développer de nouvelles stratégies et de choisir de nouveaux objectifs, plus limités au départ, mais plus réalistes. Si l'on y réussit, il deviendra possible d'adopter des stratégies visant des objectifs plus ambitieux. En d'autres termes, on peut dire qu'il n'y a pas de défaite définitive de la DAC tant que la population et la société survivent. Le cas de la lutte non violente improvisée en Tchécoslovaquie en est un bon exemple. L'invasion des troupes du pacte de Varsovie en 1968-1969, puis la chute du gouvernement Dubček, furent suivies d'une période de normalisation brutale sous le régime de Husák. Les partisans de la liberté furent mis en disgrâce et emprisonnés, comme les membres de la Charte 77. Et pourtant fin 1989, le mouvement populaire non violent revenait sur le devant de la scène, provoquant cette fois l'effondrement du régime communiste et le rétablissement des droits politiques en Tchécoslovaquie.

Au cours des luttes non violentes, il y aura sans doute des périodes où les défenseurs remporteront un succès partiel et d'autres où ils essuieront des revers. C'est dans ces moments-là qu'ils devront savoir apprécier pleinement leurs réalisations et leurs forces. On a vu en effet, lors de certaines luttes non violentes, des gens qui, après avoir bien combattu et obtenu des avantages certains, se sont estimés vaincus parce qu'ils n'avaient pas encore réalisé intégralement leurs objectifs. Ils ont alors perdu toute ardeur et laissé leur résistance

dépérir ou s'éteindre. En fait ils ont capitulé, se mettant eux-mêmes en situation de défaite. C'est le genre de situation à éviter dans le cadre de la DAC.

Pendant une lutte en cours, les défenseurs civils peuvent évaluer leur degré de réussite en se posant les questions suivantes :

- Dans quelle mesure les *défenseurs* civils ont-ils maintenu, affaibli ou renforcé leur volonté de résistance ?
- Dans quelle mesure les divers acteurs du camp de l'*agresseur* ont-ils maintenu, affaibli ou renforcé leur volonté de continuer l'attaque et de poursuivre leurs objectifs d'origine ?
- Dans quelle mesure les *institutions indépendantes* (lieux de pouvoir) de la société agressée ont-elles maintenu, perdu ou augmenté leur capacité de combattre et de priver l'*agresseur* des sources du pouvoir ?
- Dans quelle mesure les *défenseurs* et l'*agresseur* ont-ils fait preuve de bon ou de mauvais sens stratégique, d'autre part leurs choix stratégiques se sont-ils détériorés ou améliorés ?
- Dans quelle mesure les *défenseurs* civils ont-ils amélioré leurs capacités d'organiser la non-coopération, le défi, des actions disciplinées et leur aptitude à mener une lutte non violente efficace ?
- Dans quelle mesure la *population, les agents de répression et les cadres de l'agresseur* ont-ils bénéficié d'un bon moral, d'un bon soutien et d'une aide active pour leur attaque, ou bien ont-ils subi les répercussions d'un moral bas, de désaccords, d'un manque de fiabilité ou d'une opposition à l'attaque ?
- Dans quelle mesure les *alliés internationaux de l'agresseur et des défenseurs, ainsi que leurs partenaires incontournables du point de vue économique et politique* ont-ils poursuivi leurs relations habituelles, offert leur soutien, ou désapprouvé leurs actes et refusé leur coopération ?
- Dans quelle mesure les *défenseurs* ont-ils maintenu leur capacité d'autonomie et leur aptitude à assurer leurs besoins économiques ?
- Dans quelle mesure la *manipulation et la répression de l'agresseur* lui ont-elles permis de réaliser ses objectifs et de faire échec ou non à la défense ? Ou bien ont-elles plutôt augmenté la résistance des défenseurs, suscité une opposition dans le propre camp de l'*agresseur* et provoqué une réaction internationale ?
- Dans quelle mesure les *défenseurs* ont-ils continué, voire accentué, leur résistance face à la répression et aux brutalités ?
- Dans quelle mesure l'*agresseur a-t-il atteint ses objectifs initiaux* (économiques, politiques, idéologiques ou autres) ?
- *Quel camp garde l'initiative dans le conflit ?*

Lorsque les réponses à ces questions indiquent que les défenseurs ont obtenu quelques avantages mais qu'ils ont également subi des revers, il est temps pour eux d'entamer une action corrective pour augmenter leurs chances de réussite. Ils devront alors prendre les mesures suivantes : se renforcer, maintenir et étendre leur cohésion sociale ; identifier et faire jouer contre l'agresseur les leviers les plus adaptés et les plus efficaces, améliorer leur stratégie, concentrer la résistance sur les points faibles de l'agresseur et enfin agir avec circonspection, courage et ténacité.

Les critères d'évaluation des résultats finaux d'une DAC ne se limitent pas à déterminer si l'agresseur a été physiquement détruit ou s'il a capitulé face à des forces militaires supérieures. Une DAC a réussi si l'on peut répondre aux questions suivantes :

– Les défenseurs ont-ils persisté à nier la légitimité du régime de l'agresseur et à garder leurs convictions et leur droit de choisir leur propre système et leur politique ?

– Les défenseurs ont-ils maintenu l'autonomie de leur société et assuré ses besoins, malgré l'occupation ou un régime usurpateur ?

– L'agresseur a-t-il ou non atteint ses objectifs (économiques, politiques, idéologiques ou autres), et dans quelle mesure ?

– L'agresseur a-t-il obtenu ou perdu un soutien international important ?

– La volonté de l'agresseur de poursuivre son attaque est-elle encore vive ou a-t-elle changé ?

– Les défenseurs ont-ils bloqué la mise en place et la consolidation d'un quelconque gouvernement de substitution ?

– Les forces de l'agresseur se sont-elles retirées ou ont-elles été désintégrées ?

– L'agresseur risque-t-il de se lancer à l'avenir dans des aventures similaires ?

– Le régime de l'agresseur a-t-il survécu ou a-t-il été remplacé ?

Les guerres par actions civiles ne se conclueront pas toutes par un succès ou un échec net, mesuré d'après ces normes. En fait, on verra parfois des succès ou des échecs partiels, comme nous l'avons constaté au chapitre précédent.

Le facteur de réussite le plus important pour la DAC reste que la société doit être capable de maintenir son autodétermination et son autonomie, même en présence de prétendants au pouvoir brutaux et soutenus par des troupes hostiles. Cette capacité s'appuie sur la force et la détermination du peuple et sur les organisations et insti-

tutions sociales (les lieux de pouvoir décrits aux chapitres deux et trois).

La puissance de blocage des objectifs de l'agresseur peut prendre des formes diverses : les tentatives de l'agresseur pour établir sa légitimité sont annihilées, le peuple reste fidèle au système constitutionnel précédant l'attaque ; la tentative d'imposer un nouveau gouvernement est un échec, car il est impossible de mettre au pas l'administration et les forces de l'ordre ; les institutions gouvernementales continuent d'appliquer la politique et les lois légitimes et refusent d'entériner les règles instaurées par l'agresseur ; l'ensemble de la société isole et ignore les nouvelles structures administratives mises en place par l'agresseur ; une presse libre continue d'opérer malgré la censure et les interdictions de l'agresseur ; des programmes de radio et de télévision soutenant la résistance sont diffusés par des émetteurs clandestins ou depuis le territoire de pays sympathisants ; les tentatives de contrôle des organisations religieuses se heurtent à un défi massif de ces dernières et des fidèles ; les tentatives pour museler l'opposition politique se soldent par une recrudescence de la politisation parmi la population et une multiplication des organisations politiques actives ; les tentatives pour remplacer les organisations professionnelles et syndicales indépendantes se heurtent à leur détermination raffermie, qui en fait des organes de résistance plus forts ; les autres organisations sociales, des amicales de jardinage aux clubs de sport, deviennent des centres de communication et d'activité politique fidèles aux principes de la société ; les tentatives de mise au pas de l'économie pour servir de nouveaux dirigeants sont contre-productives, car elles engendrent grèves, boycotts, inefficacité délibérée et ralentissements, qui réduisent la quantité et la qualité des produits. Tout cela augmente les coûts de l'effort de mainmise sur l'économie, bien au-delà des bénéfices que l'agresseur pourrait escompter. De tels exemples pourraient être multipliés.

En résumé, les défenseurs civils sont capables d'entraver la mise au pas de la société, d'empêcher la mise en place d'un gouvernement collaborateur ou de substitution, de faire échec aux objectifs politiques, économiques, idéologiques ou autres de l'agresseur, tout en multipliant au-delà des limites acceptables les coûts économiques et politiques de ses tentatives.

Dans certaines circonstances les propres troupes et fonctionnaires de l'agresseur finissent par désavouer cette aventure et le rôle qu'ils y tiennent. Les collaborateurs peuvent se remettre en question, devenir

instables, voire même rejoindre les rangs de la résistance lorsque la situation évolue et qu'ils deviennent la cible des actions de « décollaboration » des résistants. Même la population du pays de l'agresseur peut progressivement commencer à exprimer son désaccord et à s'opposer à cette entreprise. Les membres de la communauté internationale condamnent de plus en plus fermement l'attaque, puis passent de la condamnation verbale à l'action internationale, recourant éventuellement à des sanctions économiques, politiques et diplomatiques.

Lorsque tous ces événements se superposent, l'attaque est anéantie, et la société agressée peut retrouver son indépendance et le mode de vie qu'elle s'était choisi.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ce chapitre reprend de nombreux éléments de l'article de Gene Sharp, « Civilian-based Defense: a New Deterrence and Defense Policy ». Cet article, commandé à l'origine par l'Unesco, a été ensuite intégré dans l'ouvrage de Yoshikazu Sakamoto, *Strategic Doctrines and Their Alternatives* (New York: Gordon and Breach, 1987), p. 227-262. On trouvera une discussion en rapport avec ces principes stratégiques appliqués au contexte de l'Europe occidentale dans le livre de Gene Sharp, *Making Europe Unconquerable* (Londres: Taylor & Francis, 1985, et Cambridge, Mass.: Ballinger, 1985 ; deuxième édition américaine, préface de George Kennan, Cambridge, Mass. : Ballinger, 1986).

Pour un débat sur la « défense offensive », voir Sharp, *Making Europe Unconquerable* (deuxième édition américaine), p. 60-61.

Pour une discussion plus approfondie sur les problèmes liés au sabotage dans le cadre d'un mouvement non violent, voir Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action* (Boston : Porter Sargent, 1973), p. 608-611.

Sur le rôle de la radio dans les mouvements de résistance, voir H. Gordon Skilling, *Czechoslovakia's Interrupted Revolution* (Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1976), p. 777-778. Voir aussi Joseph Wechsberg, *The Voices* (Garden City, N.Y. : Doubleday, 1969).

Sur la grève de protestation en Tchécoslovaquie, voir H. Gordon Skilling, *Czechoslovakia's Interrupted Revolution*, p. 775.

Les citations sur l'évolution de la politique nazie contre la population de l'Union soviétique occupée proviennent d'Alexander Dallin, *German Rule in Russia, 1941-1945: A Study of Occupation Policies* (New York : St. Martin's Press, 1957, et Londres : Macmillan, 1957), p. 218, 497 et 550. On y discute aussi des attitudes et intentions nazies envers les Européens de l'Est.

Pour un compte rendu sur l'Holocauste, voir Gene Sharp, « The lessons of Eichmann. A Review-Essay on Hannah Arendt's *Eichmann in Jerusalem* », dans *Social Power and Political Freedom* (Boston : Porter Sargent, 1980). Au sujet des génocides, voir entre autres : Gerald Reitlinger, *The Final Solution: The Attempt to Exterminate the Jews of Europe 1939-1945* (New York : A.S. Barnes, 1961) ; Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews* (Chicago : Quadrangle Books, et Londres : W.H. Allen, 1961, et édition révisée, New York : Holmes and Meir, 1985) ; Nora Levin, *The Holocaust: The Destruction of European Jewry 1933-1945* (New York : Schocken Books, 1973) ; Helen Fein, *Accounting for Genocide* (New York : Free Press, et Londres : Macmillan, 1979).

Le terme « guerre éclair non violente » a été inventé par Théodore Ebert.

Le débat sur la distinction entre « résistance générale » et « résistance organisée » a été lancé par Lars Porsholt. Voir Lars Porsholt, « On the Conduct of Civilian Defence », dans T.K. Mahadevan, Adam Roberts et Gene Sharp, *Civilian Defence: An Introduction* (New Delhi : Gandhi Peace Foundation, et Bombay : Bharatiya Vidya Bhavan, 1967), p. 145-149.

L'expression « micro-résistance » a été introduite par le professeur Arne Naess. Voir Arne Naess, « Non-military Defence and Foreign Policy », dans Adam Roberts, Jérôme Frank, Arne Naess et Gene Sharp, *Civilian Defence* (Londres : Peace News, 1964), p. 42.

CHAPITRE 5

Vers le transarmement

LUTTE NON VIOLENTE IMPROVISÉE ET DÉFENSE PAR ACTIONS CIVILES

Il faut organiser la DAC en temps de paix: recherches, analyses et mise en place doivent être terminées *avant* que les menaces ne se concrétisent. Son efficacité dépend de la préparation et de la formation de la population. Cependant, des pays qui n'ont pas déjà adopté cette politique peuvent se retrouver en crise. Lorsque reddition et soumission sont inacceptables, et les réponses militaires fuites ou suicidaires, tout porte à croire que des luttes non violentes seront encore *improvisées* contre les coups d'Etat et les invasions.

Malgré le manque de préparation préalable, les luttes à venir seront sans doute plus élaborées que celles décrites au premier chapitre. Cela pour deux raisons: d'une part, on constate une diffusion rapide des connaissances générales sur les mécanismes de l'action non violente et de la DAC, d'autre part, un nombre croissant de pays ont eu une expérience directe de la lutte non violente acquise au cours de multiples conflits.

Une lutte non violente improvisée pour la défense n'est cependant pas de la défense par actions civiles. Dans la plupart des cas, la résistance non violente improvisée sera bien plus faible qu'une politique de DAC car elle ne bénéficiera pas des avantages de la préparation et de l'organisation. Sans préparation, il n'y a pas d'effet de dissuasion qui pourrait décourager l'attaque en premier lieu. De plus, les compétences, l'entraînement, le sens stratégique et l'expérience qu'apportent des années de préparation et d'entraînement sont autant d'atouts manquants dans le cas d'une lutte improvisée.

Organisation et formation renforcent donc considérablement l'efficacité de la lutte non violente (exactement comme pour un conflit

militaire). La préparation permet entre autres d'augmenter l'effet de mise en garde et de dissuasion ; d'améliorer les capacités stratégiques et la préparation mentale (pour éviter la confusion, la peur et le doute) ; de former la population à la non-coopération et au défi (entraînement assuré par les institutions sociales, les fonctionnaires, la police, des spécialistes issus des forces militaires réadaptées et les corps constitués) ; de mettre au point des consignes d'urgence ; de stocker matériel, nourriture, eau, énergie, moyens de communication et autres ressources ; et enfin de mettre en place des organisations spécialisées dans la stratégie de défense par actions civiles.

Pour s'assurer que les techniques efficaces de DAC seront connues de tous, il est recommandé d'épauler les activités de planification et de préparation par la diffusion de publications (et autres moyens de communication, cassettes, vidéos...) d'ordre général et de brochures et manuels spécifiques (sur les transports, médias, écoles, travail, affaires et autres). Cela permettrait à la lutte de continuer dans le respect de la non-violence et des stratégies choisies, même si certains des leaders les plus en vue ont été arrêtés ou tués.

Les avantages de la préparation préalable devraient motiver les pays susceptibles d'être confrontés à une crise. Ils pourront envisager l'adoption d'une DAC, soit pour renforcer une politique principalement militaire, soit comme politique fondamentale de dissuasion et de défense.

LES MOTIVATIONS POUR RECOURIR À LA DAC

Dans la plupart des cas, les motivations justifiant la mise en œuvre d'une DAC sont identiques à celles des gens qui, ayant fait la guerre, continuent à croire à la défense armée. Les gens se battent pour défendre leur pays parce qu'ils l'aiment, qu'ils tiennent à son indépendance et qu'ils veulent préserver leur mode de vie (tout en souhaitant peut-être aussi améliorer leur société). On peut se battre par conviction morale, patriotique ou religieuse. Les mêmes personnes qui passent leur temps à débattre de la politique générale et sociale et des grands principes fondamentaux, tendront à s'unir dans la conviction qu'ils ne permettront à aucun gouvernement étranger, ni à aucune clique d'aspirants-dictateurs de leur imposer leur régime.

Il y a là d'excellentes motivations pour participer à une DAC. Comme dans les guerres militaires, ces motivations sociales et poli-

tiques sont souvent liées à des convictions personnelles et individuelles. Cela peut être un désir de changer de vie, de devenir important, de défendre famille et amis, de prouver son courage, son esprit d'initiative et son sens du sacrifice. De plus, les minorités qui étaient opposées aux mesures violentes pour des raisons d'ordre personnel, religieux ou éthique seront probablement d'accord pour participer pleinement à une défense par actions civiles. Sans oublier que, dans le cadre de la DAC, tous les groupes d'âge, des deux sexes, peuvent prendre part aux divers aspects de la lutte non violente. Ils peuvent y satisfaire leurs motivations et leur volonté de participer, car la nature de cette défense permet à chacun de jouer un rôle significatif.

Toute la population sera portée à soutenir cette politique de défense et à y participer si elle constate son efficacité dans le combat contre les agressions et prises de pouvoir internes. Cette constatation la motivera pour mener la lutte avec ardeur, détermination et ténacité.

FAUT-IL PROCÉDER À DES CHANGEMENTS FONDAMENTAUX POUR ADOPTER LA DAC?

Certains intellectuels avancent que la lutte non violente généralisée est impossible et ils énumèrent toute une série de raisons impressionnantes, comme la génétique, les habitudes éducatives, la culture, le conditionnement social, le type de système social ou éducatif, les schémas familiaux et les rôles sexuels, les doctrines religieuses reconnues ou le système politique au pouvoir.

Toutes ces « raisons » arguant de l'impossibilité de la lutte non violente de masse – et donc d'une politique de DAC – peuvent être écartées : la lutte non violente de masse existe, elle est donc possible. Certaines des « raisons » avancées sont liées à des propositions pour améliorer la société et la vie de chacun. Il faut étudier séparément les mérites de ces propositions et ne pas les confondre avec les exigences de la lutte non violente et de la DAC.

Il reste encore quelques intellectuels pour affirmer que la DAC ne deviendra pas une option réaliste tant qu'il n'y aura pas eu de changements fondamentaux des hommes et du monde. Parfois, mais bien plus rarement que dans le passé, des gens qui n'ont qu'une connaissance superficielle de la DAC déclarent en substance : « Tout cela, c'est bien beau dans un monde idéal et, quand on vivra dans ce monde idéal, je souscrirai à ce type de défense. »

Ces commentateurs bien intentionnés considèrent souvent que, pour qu'une DAC soit réaliste, il faudrait qu'il y ait eu au moins l'un de ces trois changements fondamentaux : 1) que la « nature humaine » ait changé, rendant les gens plus respectueux et coopératifs, 2) que la situation internationale ait changé au point que les systèmes militaires aient disparu, ou 3) que le système social ait subi une transformation en profondeur entraînant plus de justice et d'égalité sociale (supprimant vraisemblablement les « causes » des guerres). Il serait certes hautement souhaitable de réaliser ces changements (aussi utopiques qu'ils puissent paraître), mais aucun d'eux n'est une condition préalable à la mise en œuvre de la DAC. Nous savons au contraire que la lutte non violente a existé dans le « monde réel » pendant des siècles, sinon des millénaires. Nous savons aussi que cette technique a déjà été improvisée pour faire face à des agressions. Nous allons toutefois examiner plus en détail trois des arguments avancés, selon lesquels il faut un changement fondamental des hommes ou de la société avant que la DAC ne devienne une option réaliste.

Faut-il un changement dans la « nature humaine » ?

Sociologues, anthropologues, psychologues, philosophes et théologiens (comme chacun d'entre nous) ont tous des avis différents sur ce qu'est la « nature humaine » et sur ce qu'elle devrait être. Ces discussions captivantes (ou soporifiques) sont cependant toutes hors de propos. Il n'est pas besoin de changements dans la nature humaine pour que l'homme de la rue utilise la lutte non violente.

Le fait est que, contrairement aux idées reçues, des hommes, au moins aussi imparfaits que nous le sommes à l'heure actuelle, ont organisé de nombreuses luttes non violentes tout au long de l'histoire de l'humanité. La faculté de résister sans violence n'est *pas* nécessairement fondée sur l'altruisme, l'indulgence, la foi en l'amour, la volonté de « tendre l'autre joue » ou le désir de « souffrir » pour supprimer le mal.

En fait, la lutte non violente vient d'une tendance humaine à s'entêter, à braver l'interdit et à refuser les ordres, tout comme beaucoup d'animaux (pas seulement les mules, mais aussi nos chiens et chats). On observera facilement de nos jours ce trait rebelle chez les enfants. En cherchant un peu, qui n'en faisait pas autant dans son enfance, si ce n'est encore maintenant ! Heureusement, nous sommes aussi capables de travailler ensemble et même d'être altruistes ; mais

cette obstination bien humaine constitue souvent un trait précieux de notre personnalité. C'est aussi le fondement psychologique de la résistance non violente. La lutte non violente est tout simplement l'application collective de l'obstination humaine à des objectifs sociaux, économiques ou politiques.

Faut-il un changement du système international ?

Le passage d'une défense militaire à une défense par actions civiles n'implique pas nécessairement qu'il y ait au préalable une transformation du système international, la disparition des menaces militaires ou l'adoption universelle de cette politique. La sécurité de nombreuses nations continuera à subir des menaces extérieures. La scène internationale sera encore longtemps occupée par des conflits sur les ressources naturelles, sur l'influence politique régionale, les idéologies, les frontières géographiques, les modèles socio-économiques de développement, etc. Cette réalité est l'une des raisons de développer et d'étudier les politiques de DAC Dans ce monde où foisonnent les conflits, chaque société devrait être capable de décourager les agressions et d'en venir à bout, par des moyens qui ne risquent pas eux-mêmes de faire subir à la population des années de conflit armé, voire une annihilation rapide et totale.

La DAC s'attaque à cette réalité: elle est destinée à *renforcer* la capacité de dissuasion et de défense actuelle de la société.

Il n'y a donc pas de raison d'attendre pour l'adopter que des ennemis potentiels l'aient fait, pas plus qu'un gouvernement n'attendra pour adopter des armes militaires nouvelles et plus puissantes que ses ennemis se soient procurés ces mêmes armes. Il n'y aura pas de passage fondamental d'un «système d'armes» militaire à l'arsenal de la DAC avant que les nouvelles armes non violentes ne soient reconnues comme étant au moins aussi puissantes que les anciennes.

Faut-il un changement de société ?

Certains partisans ou détracteurs de la DAC ont avancé que l'adoption et la mise en œuvre de cette politique nécessitaient une transformation *préalable* du système social, vers plus de démocratie, d'égalité et de décentralisation. Ils affirment en se référant en général à certains principes éthiques ou idéologiques (socialistes, anarchistes ou pacifistes) que seule une «société juste» ou «non violente» peut être

défendue par des moyens non violents. Ces critiques ne citent presque jamais d'exemples historiques à l'appui de leurs arguments.

Or, comme nous l'avons constaté au premier chapitre, des luttes non violentes improvisées ont été utilisées avec un certain succès pour défendre des sociétés « imparfaites » contre des attaques internes ou externes. Ces sociétés comportaient parfois des injustices sociales, le pouvoir d'une oligarchie, des divisions ethniques ou linguistiques et même de très graves conflits intérieurs. On en a l'illustration dans l'Allemagne des années vingt. On ne peut pas dire que la république de Weimar était une société harmonieuse, pourtant elle a très officiellement appelé, sans aucune préparation, à la non-coopération et à la résistance non violente contre le putsch de Kapp en 1920 et contre l'invasion puis l'occupation franco-belge en 1923. Des luttes non violentes ont été organisées maintes fois un peu partout dans le monde, dans des circonstances très difficiles, que ce soit contre des agresseurs étrangers, des cliques militaires ou des dictatures, ce qui prouve qu'il est possible d'utiliser à l'avenir ce type de défense de manière délibérée. Bien sûr, une société plus juste et plus harmonieuse, une vraie démocratie, sont plus propices à l'utilisation et au succès d'une politique de défense par actions civiles, mais ces conditions ne sont pas indispensables pour s'y engager. La DAC n'a pas besoin de bénéficier de conditions sociales idéales pour être adoptée et mise en pratique.

Certains « radicaux », tout en reconnaissant qu'une DAC est possible, pensent qu'il n'est pas souhaitable de défendre l'ordre social établi, quels que soient les moyens employés. Ces gens sont si insatisfaits de la société en place, de sa violation de certains idéaux, de ses injustices et de ses diverses formes d'oppression, qu'ils se hérissent à l'idée de défendre un gouvernement et un système qu'ils avaient auparavant condamné.

Leur but n'est pas de défendre le système, mais de le transformer ou de le remplacer, afin d'obtenir plus de liberté politique, plus de démocratie ou un système social et économique plus juste. Toutefois, même ces critiques radicaux ont de bonnes raisons de soutenir une politique de DAC.

Lorsque le pays est attaqué de l'intérieur ou de l'étranger, même les plus chauds partisans du changement social doivent se rallier à la défense de leur société, aussi imparfaite soit-elle. *L'un des impératifs préalables à l'amélioration d'une société est d'empêcher qu'elle devienne pire.*

Après la réussite d'une guerre par actions civiles (GAC), ces partisans du changement auront l'occasion de rallier des partisans à leurs

thèses. Le peuple, ayant pris la mesure de son propre pouvoir, sera dans une position plus forte pour réaliser de manière non violente des changements sociaux. Les « radicaux » peuvent aussi avoir acquis une meilleure crédibilité par leur participation active à la lutte civile contre l'agresseur, plutôt que s'ils avaient essayé de tourner la situation à leur avantage, à l'instar de certains groupes par le passé.

Bien que des sociétés très imparfaites aient été défendues par des luttes non violentes improvisées, cela ne veut pas dire que les conditions sociales et politiques n'ont pas d'incidence sur l'efficacité de la DAC. Il existe un rapport entre la nature de la société à défendre et l'efficacité du système de défense par actions civiles. Il y a deux raisons à cela. Tout d'abord, la volonté populaire de défendre la société et le nombre de collaborateurs potentiels dépendront pour beaucoup de la satisfaction que les gens éprouvent envers l'ordre établi. Ensuite, la répartition du pouvoir entre les institutions sociales (les lieux de pouvoir) dynamisera la société et sa capacité de défense. On peut donc dire qu'une bonne part de la préparation à long terme de la DAC contribue à améliorer la démocratie et la justice dans la société.

Certains spécialistes militaires (dont feu le professeur Norman Gibbs, historien militaire à Oxford et l'honorable Alastair Buchan, fondateur de l'Institut des études stratégiques de Londres) étaient d'avis que pour se préparer à la DAC la société devait décentraliser le pouvoir en temps de paix. Ils reconnaissaient le mérite intrinsèque de ces mesures, tout en insistant sur la prise en compte des corollaires sociaux et politiques liés à l'adoption de cette politique.

Même si rien n'est fait pour supprimer les injustices et répartir le pouvoir dans la société, la lutte non violente efficace est encore possible. C'est le cas lorsque la population attaquée est portée par un élan de patriotisme et par la conviction qu'il faut vaincre l'agresseur avant de régler les problèmes internes. En effet la lutte civile développe dans la population l'assurance et l'autonomie nécessaires pour faire progresser la démocratie après la crise.

On ne doit cependant pas en conclure que *n'importe quel* système politique peut être défendu avec succès par la lutte non violente. Les dictatures extrêmes sont à l'évidence le cas le plus négatif. Voilà des régimes dont la brutalité a semé la haine au sein de la population, et qui ont sérieusement restreint voire aboli les institutions sociales indépendantes qui pouvaient servir de lieu de pouvoir pour mobiliser et organiser une DAC Ces régimes auront du mal à trouver dans leur population la volonté et la capacité de mener ce type de lutte défensive.

Toutefois, même des gens opprimés par leur régime peuvent improviser une lutte non violente contre un agresseur étranger. Si l'agresseur est suffisamment rejeté, la population pourra se mobiliser pour défendre son droit à l'autodétermination. L'invasion d'une société sous régime autoritaire peut donc donner lieu à une lutte non violente motivée et efficace, pour défendre le pays et non le gouvernement. Au cours de la lutte on pourra créer de nouvelles institutions indépendantes qui, tout en assurant la défense, permettront peut-être de remodeler l'ancien système politique. Cette mobilisation populaire pourra ainsi avoir pour conséquences d'augmenter la participation à la vie politique, de mettre en place de nouvelles institutions autonomes et de modifier, voire de remplacer, le système antérieur.

Les autorités d'une société très centralisée peuvent aussi décentraliser et démocratiser de manière délibérée (comme ce fut le cas en Espagne sous les successeurs de Franco). Un tel régime réformateur, s'il se lance vraiment dans des changements fondamentaux, peut même envisager d'introduire des éléments de DAC.

Le gouvernement pourrait alors agir de sa propre initiative, soutenu ou stimulé peut-être par un public insatisfait, afin de réparer les injustices, décentraliser les institutions, augmenter la participation populaire aux prises de décisions politiques et renforcer la détermination et la capacité de la population à défendre la société et ses nouvelles libertés. Ceci paraît déterminant pour éviter un coup d'Etat de la ligne dure du parti au pouvoir, de la police politique ou des forces armées.

Dans la suite de ce livre, à part les cas clairement spécifiés, nous débattrons de la DAC dans des systèmes politiques qui méritent le nom de démocratie.

PRIVILÉGIER UNE DÉMARCHE NON PARTISANE

Si on justifie la DAC par son utilité potentielle, en-dehors de toute considération idéologique, elle peut bénéficier du soutien de tout l'éventail politique d'une société démocratique. Pour évaluer objectivement les mérites de cette politique, il est essentiel de présenter les propositions de défense par actions civiles de manière non partisane. Cette politique ne doit être liée à aucun mouvement ou point de vue politique ou idéologique particulier. Les nations, mouvements politiques et autres qui affirmeraient qu'elle est compatible avec leurs

propres idéaux ou idéologies, ne sauraient cependant prétendre en avoir l'exclusivité. En général la DAC gagnera à être présentée sous un jour attrayant pour ceux dont les opinions sur la politique, la défense et les guerres antérieures peuvent être très différentes.

Il ne faut surtout pas qu'un mouvement pacifiste ou une organisation politique radicale s'identifie comme étant le principal dépositaire de la DAC. On ne doit pas non plus présenter cette nouvelle politique d'une manière qui risque d'en éloigner les conservateurs, les responsables des structures défensives en place ou les organismes qui seront chargés par la suite d'appliquer cette politique.

Chaque secteur social tient un rôle important, non seulement au cours de la période d'évaluation, mais aussi lors des phases de préparation et de mise en place de la DAC. En fait, il est indispensable que de nombreux secteurs sociaux participent à l'adoption de cette politique. La DAC doit s'appuyer sur un large consensus national, car elle est destinée à être appliquée par l'ensemble de la population et des institutions et non par des forces spéciales. Ce consensus et cette solidarité ne peuvent être obtenus par des approches partisanes. Les critiques convaincus de la politique de défense en vigueur dans leur pays doivent se joindre à ses plus chauds partisans pour entamer une recherche et une discussion rigoureuses sur les nouvelles propositions de défense par actions civiles.

Une approche non partisane et constructive, sans gommer ou nier les différences politiques au sein de la société, vise à rassembler des gens d'opinions diverses autour du développement et de l'adoption de la DAC. Supposons par exemple qu'une première proposition soit d'intégrer une composante civile limitée dans une préparation de défense principalement militaire. Les partisans de l'adoption totale d'une DAC doivent alors soutenir cette thèse de la composante limitée. Le public, en apprenant à connaître la DAC, lui fera plus confiance, ce qui facilitera politiquement son adoption ultérieure complète. D'autre part, les tenants actuels des méthodes militaires en vigueur peuvent soutenir en toute sincérité l'intégration d'une composante civile limitée, car elle ajoute un élément dissuasif et défensif à la capacité militaire existante. Certains d'entre eux peuvent aussi espérer que le fait d'accepter cette composante civile limitée suffira à clore le débat !

La décision future d'étendre la composante civile limitée ou de passer à une adoption totale pourra alors s'appuyer sur les mérites d'une composante de DAC *existante* et sur les recherches et analyses

ultérieures de ses capacités. L'expansion de la composante de DAC paraîtra alors plus envisageable dans l'esprit général: ce qui était auparavant impensable peut devenir progressivement un choix évident et réaliste.

La capacité dissuasive et défensive de la DAC contre les agressions internes et externes déterminera la décision finale de rejeter, retenir ou adopter entièrement cette politique. *Ce livre repose sur l'hypothèse qu'aucun pays n'abandonnera de façon permanente ses options militaires tant qu'il n'accordera pas une confiance justifiée à une politique développée et viable de défense par actions civiles.*

Dans la plupart des situations, l'adoption d'une nouvelle position en matière de défense ne pourra se faire sans la participation des institutions de défense existantes. Les données connues sur le renforcement de la politique de défense par des éléments de résistance non violente, dans des pays comme la Suède, l'Autriche, la Suisse et la Yougoslavie indiquent que la participation des ministères de la défense à l'étude et au développement de la DAC est possible et constructive. Les institutions militaires ont également été conviées à examiner sérieusement cette politique en Norvège, Finlande, et dans plusieurs autres pays.

Il peut y avoir des exceptions à l'implication des militaires dans l'étude et l'adoption d'une DAC: un pays nouvellement indépendant peut manquer de forces armées, avoir été démilitarisé en permanence par un accord international, ou la situation géopolitique et les réalités militaires empêchent la construction d'une capacité militaire efficace. Autre cas d'exception, si les forces armées ont agi principalement comme agents de soutien à une dictature. Dans certaines situations révolutionnaires, les organisations de ce genre peuvent avoir été vaincues et démantelées. Mais dans la plupart des autres situations il faudra une approche « multipartite ». Cette approche doit dépasser les barrières partisanes et les positions politiques traditionnelles. Elle doit aussi impliquer les divers partis politiques, les institutions militaires traditionnelles et les organisations non gouvernementales, en bref toutes les institutions de la société, ainsi que l'ensemble de la population.

LE PROCESSUS DU TRANSARMEMENT

Le « transarmement » consiste à passer d'une défense militaire à une défense par actions civiles. Il ne s'agit *pas* là de « désarmement », si on entend par ce terme la réduction ou l'abandon des capacités de défense.

Le transarmement est le processus par lequel on passe d'un armement reposant sur des forces et armes militaires à un «armement» dépendant de l'ensemble de la population, qui utilise les armes psychologiques, sociales, économiques et politiques, décrites au chapitre trois.

Ce débat suppose que le transarmement se fera d'après des décisions démocratiques, le gouvernement tenant un rôle prépondérant au niveau du processus de décision et des préparations. Cette démarche n'est cependant pas nécessairement un schéma universel, et les projets gouvernementaux décidés sans le soutien et la participation de la population risquent de comporter des failles et de ne pas être mis en œuvre de façon efficace.

Dans certains cas, en particulier lorsque le gouvernement ne brille pas par sa démocratie, les mouvements et les institutions sociales peuvent procéder aux préparations de DAC avant l'évaluation et la prise de décision gouvernementales, ou parallèlement à celles-ci. Le gouvernement examinera les recommandations des organisations non gouvernementales, dont celles des groupes professionnels, afin de déterminer s'il peut les intégrer dans son projet global. Dans la plupart des cas cependant, les initiatives gouvernementales précéderont plutôt les recherches des institutions non gouvernementales et fourniront la structure générale permettant de développer des plans plus spécifiques.

La démarche et les conditions de mise en œuvre du transarmement seront bien sûr très différentes d'une situation à l'autre. Cela dépendra largement des circonstances et des capacités du système en vigueur. Mais il sera encore plus important de bien comprendre la DAC et de pouvoir évaluer ses capacités dissuasives et défensives.

Dans la plupart des cas, la DAC ne saurait être adoptée rapidement comme unique substitut de la défense militaire. Etant donné la complexité d'une transformation du système de défense d'une nation et la nature relativement nouvelle d'une politique de DAC, il est pratiquement impossible de procéder rapidement au remplacement des défenses militaires. Ceux qui prétendent qu'il est possible d'abandonner instantanément les systèmes militaires se fondent sur des principes erronés. Ainsi en est-il de l'idée qu'un tel changement pourrait être accompli par une conversion massive au pacifisme ou que ce changement serait la conséquence «naturelle» de la résistance non violente utilisée dans une autre situation, ou encore qu'une révolution sociale éliminerait le besoin de militaires. Il n'existe aucun précédent historique indiquant que des conversions individuelles généralisées à la non-violence pour des motifs religieux auraient la moindre incidence

sur la lutte non violente, pas plus qu'on ne passera à la DAC par suite logique d'une résistance non violente à un régime étranger ou à une dictature, comme on a pu le vérifier en Inde, en Iran et ailleurs. Une politique de DAC ne naîtra pas non plus simplement à la suite d'une révolution visant à établir un nouvel ordre social sans oppression ni exploitation – causes présumées des systèmes militaires – comme on a pu le constater en Russie, en Chine, à Cuba, au Viêt-nam et au Nicaragua.

Dans la plupart des situations, un passage rapide à la DAC n'est pas souhaitable, parce qu'il n'est pas possible de bien le planifier. Cela pourrait être fatal. Sans préparation adéquate et complète, détaillée et compétente, la politique de DAC serait probablement à peine plus efficace qu'une résistance non violente improvisée. Une défense mal préparée aurait de nombreux points faibles, pouvant conduire à la défaite. Une résistance mal préparée, incomptétente et inefficace menée sous le nom de DAC pourrait bien discréditer cette politique.

A priori, la DAC sera adoptée à peu près selon les mêmes bases d'homologation que les nouvelles méthodes militaires. Les nouveaux concepts et systèmes d'armement doivent être considérés comme des améliorations des anciennes théories, des stratégies et armes antérieures. La plupart des pays intéressés par cette politique adopteront une approche par étapes progressives, testant et intégrant peu à peu dans leur défense principalement militaire des composantes de DAC. Ces composantes peuvent être destinées à fournir des options politiques en cas d'urgence spéciale ou à offrir une capacité de défense supplémentaire pour des objectifs non couverts par ailleurs.

Dans cette approche progressive du transarmement, préparation et formation commencent sur une base relativement modeste, tandis que la politique militaire existante est toujours en vigueur. La composante civile est alors étendue par étapes. Les forces armées ne doivent pas être, au début, diminuées ou éliminées. Il y a deux raisons à cela. D'abord, la population ne voudra pas diminuer ses capacités militaires avant que des options viables de DAC soient mises en place. Ensuite, même avec la volonté de changer, la transition d'une politique militaire vers une politique civile prendra un certain temps, comme on l'a vu plus haut. Il faudra développer et mettre en place un programme de préparation et de formation de la population, ainsi que d'autres aménagements, dont parfois une conversion budgétaire.

Le transarmement s'attache surtout à *augmenter l'efficacité de la défense* en développant la nouvelle politique d'actions civiles, et *non à*

diminuer ou abandonner l'arsenal militaire. Ceci n'est envisageable qu'une fois établie une confiance développée et justifiée dans le nouveau système non violent de dissuasion et de défense. Progressivement, avec cette confiance accrue dans les capacités de la nouvelle politique, on en viendra à considérer que l'armement militaire existant est de moins en moins nécessaire. Cela se produira surtout vers la fin du processus de transarmement. A ce stade, le matériel militaire pourra être graduellement réduit et abandonné en tant qu'armement désuet, comme le furent arcs et flèches en leur temps.

Tout pays qui ne risque pas une attaque imminente a le temps d'évaluer et de décider en connaissance de cause s'il peut changer de politique de défense. Dans ce chapitre, nous sommes partis de l'hypothèse que nous disposons de temps pour réfléchir à la défense par actions civiles, étudier ses capacités, sa dynamique, ses exigences et ses principes stratégiques.

Les étapes de l'adoption progressive de la DAC seront de nature et de durée variables. Il n'existe pas un modèle universel de démarche ou d'étape. Il faut mettre au point des plans précis et spécifiques adaptés à chaque cas, en tenant compte des éléments suivants :

- recherche ;
- sensibilisation du public ;
- études de méthodes et de faisabilité ;
- évaluation par le public, par des organismes privés et des institutions officielles, par le ministère de la défense et par le corps législatif ;
- introduction d'une composante limitée de DAC (destinée éventuellement à des objectifs spécifiques) ;
- préparation et formation de la population ;
- prise en compte de nouveaux objectifs pour la DAC ;
- étude de l'intérêt et de la viabilité de conserver à la fois des composantes militaires et civiles, ou passage plus accentué, voire total, à une DAC ;
- mesures législatives et administratives liées à ces décisions ;
- renforcement des capacités de la DAC ;
- unification de la politique de défense.

On étudiera avec le plus grand soin les analyses comparatives de la défense militaire et de la DAC, pour répondre aux besoins actuels et futurs de la sécurité. Ceci aussi bien au stade initial, lorsque la société décide de se lancer dans un programme de préparation à la DAC, qu'à l'étape suivante, lorsqu'elle détermine si l'on peut utiliser uniquement la nouvelle politique. Les facteurs suivants sont déterminants pour

évaluer l'aptitude de la DAC à répondre aux besoins de sécurité d'un pays :

- nature et circonstances de la situation extérieure du pays et des menaces à sa sécurité ;
- nature et circonstances de la situation intérieure du pays et risques d'usurpation ;
- perception qu'a le pays des options de dissuasion et de défense ;
- évaluation et perception de la viabilité de la DAC pour répondre à ces besoins de défense.

MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU TRANSARMEMENT

On ne peut créer un modèle universel de transarmement, qu'il soit partiel ou complet. Il est cependant possible de concevoir plusieurs scénarios généraux de passage à la DAC, qui devient soit l'élément principal de la politique de défense d'un pays, soit une composante importante d'une politique à prédominance militaire. Il existe au moins quatre modèles :

1. Adoption complète, relativement rapide, de la DAC comme politique de Défense nationale, pour de petits pays sans alternative militaire ou alliance viable, à cause de leur situation ou de conditions particulières.
2. Ajout d'une composante civile à une politique de défense à prédominance militaire, pour répondre à un ou plusieurs objectifs spécifiques, mais sans chercher à étendre cette composante à l'ensemble de la défense.
3. Introduction par étapes et expansion progressive d'éléments de DAC, avec pour objectif final un transarmement complet.
4. Transarmement négocié, par étapes et multilatéral, de plusieurs pays voisins, introduisant simultanément des composantes de DAC, suivies éventuellement par une réduction graduelle de l'armement militaire.

Adoption complète et rapide de la défense par actions civiles

Un transarmement complet rapide ne concerne a priori que les pays ne disposant pas de forces militaires importantes, ou ceux dont

l'option militaire entraînerait une dévastation certaine. L'adoption de cette politique est possible pour des petits pays sans forces armées, comme le Costa Rica ou l'Islande. La sécurité de ces pays dépend actuellement soit d'une police intérieure très forte avec la possibilité d'une aide extérieure (Costa Rica), soit d'une alliance militaire étrangère (Islande). Ces deux situations présentent des inconvénients si l'on recherche une réelle indépendance d'action.

L'adoption rapide de cette politique est également envisageable pour des pays récemment ou bientôt indépendants (Estonie, Lettonie, Lituanie, Arménie, Palestine ou Tibet). Ces pays risquent d'être encore menacés par leurs voisins plus puissants militairement (en fait leurs dirigeants antérieurs). Ils seraient toutefois incapables de construire une capacité de défense autonome et adéquate. S'ils font alliance avec une puissance militaire étrangère, l'ancien gouvernement en place pourrait se sentir menacé, voire provoqué à l'invasion. Dans ce genre de situation, des études de faisabilité et des recherches approfondies peuvent amener ces pays à considérer la DAC comme une alternative réaliste et plus complète que les méthodes militaires. Il n'auraient plus à choisir entre une réponse violente mais stérile et la soumission.

Ces pays nouvellement indépendants peuvent adopter la DAC de manière plus souple que des structures nationales anciennes. Dans certains cas, des initiatives gouvernementales d'exploration de la DAC précéderont la recherche par les institutions non gouvernementales. Ces initiatives serviront de base pour développer des plans plus spécifiques. La population et les institutions sociales pourront alors évaluer la politique de défense proposée et se préparer à y tenir leur rôle.

Dans d'autres cas, l'initiative d'adopter la DAC pourra venir de la population et des institutions sociales indépendantes. Ces premières mesures – s'appuyant peut-être sur l'expérience acquise au cours d'une lutte d'indépendance – pourront alors prendre place préalablement ou parallèlement à l'évaluation et à la décision gouvernementale. Les recommandations des institutions indépendantes et des organisations professionnelles pourront ensuite être intégrées dans un plan national d'ensemble adopté par le gouvernement.

La politique de défense par actions civiles extrapole l'efficacité défensive d'une préparation et d'un entraînement qui manquent d'expérience historique, contrairement aux innovations dans la plupart des armes militaires modernes. Il n'y a pas en effet d'exemples d'adoption de la DAC selon ce modèle précis. On peut toutefois le

rapprocher de la situation de l'Allemagne après la première guerre mondiale. Elle avait encore des forces armées, mais à cause des dispositions du traité de Versailles, celles-ci étaient trop faibles pour constituer un véritable poids au niveau international. L'armée allemande, pour des raisons diverses, refusa même d'agir contre les armées privées des *Freikorps* qui tentèrent de renverser la république de Weimar lors du putsch de Kapp en 1920. En 1923, les forces armées allemandes étaient trop faibles pour aller combattre les forces franco-belges qui avaient envahi la Ruhr. Dans ces deux cas, le gouvernement et les leaders politiques avaient décidé qu'une lutte non violente improvisée constituait la seule option réaliste de défense.

Les futurs Etats indépendants auront des avantages importants par rapport à la situation allemande des années vingt, pour diverses raisons : présence d'une banque de données historiques, meilleure compréhension de la nature de la lutte non violente et de la DAC, et temps de préparation et de formation suffisant pour organiser la population.

Ajout de composantes d'actions civiles pour des objectifs spécifiques

Les théoriciens de la DAC présentent en général comme modèle un transarmement total, étalé sur une période de plusieurs années. Pour des raisons d'efficacité défensive, ils soutiennent l'idée d'un transarmement complet plutôt qu'une défense alliant moyens militaires et actions civiles. Il est cependant clair que l'intérêt de la DAC n'est pas limité aux quelques pays qui envisagent au départ un changement complet. On s'est plus attaché à la possibilité d'ajouter des éléments d'actions civiles à une politique à prédominance militaire.

Lorsqu'on ajoute une composante d'actions civiles à une politique à prédominance militaire, la société ou le gouvernement ne s'engagent pas à maintenir de manière permanente cet élément à son niveau opérationnel d'origine, ni à l'appliquer à l'objectif visé au départ. Il est clair qu'elle pourra être par la suite augmentée, réduite ou supprimée, selon les évaluations futures de ses capacités dissuasives et défensives. Les pays disposant d'options militaires suffisamment puissantes pour repousser des envahisseurs sans subir trop de pertes et de destructions continueront sans doute encore longtemps à faire confiance aux moyens militaires en cas d'attaque. Ils peuvent cependant à un moment donné ajouter un élément permanent de DAC à leur politique de défense à prédominance militaire, comme l'ont déjà fait la

Suède, la Suisse, la Yougoslavie et l'Autriche. Dans ces cas-là, on peut aussi avoir d'autres éléments non militaires et paramilitaires.

Par exemple, en avril 1982, le ministre autrichien de la défense, Otto Rösch, écrivait : « Les militaires considèrent que la résistance civile et les formes de défense sociale associées constituent des éléments complémentaires nécessaires à la Défense nationale militaire. Dans ce contexte, ces éléments sont intégrés systématiquement dans les domaines idéologiques, civils et économiques de la *Umfassende Landesverteidigung* (Défense nationale générale) et y occupent une place permanente. » Le programme de Défense nationale autrichien (*Landesverteidigungsplan*), publié en 1985, réaffirme que « la résistance civile est un complément nécessaire de la Défense nationale militaire ». Il déclare aussi qu'en cas d'occupation temporaire de parties du territoire autrichien, « une résistance civile organisée », conforme aux règles internationales de la guerre, pourrait également apporter un soutien « efficace » aux forces armées autrichiennes combattant dans les zones concernées.

En avril 1986, la Suède ajouta, par un vote unanime du parlement, une composante d'actions civiles à sa politique de « défense totale ». Ce vote conclut une vingtaine d'années de débats et de recherches impliquant le parlement, le ministère de la défense, les partis politiques, les chercheurs universitaires, les instances religieuses, etc. En 1982-1983, une commission désignée par le cabinet travailla au sein du ministère de la défense à la préparation d'un plan visant à intégrer la « résistance civile » à la politique de Défense nationale. La commission recommanda que les autorités de la « défense totale » élargissent leur champ d'investigation en englobant la « résistance non militaire » pour les territoires risquant d'être occupés en cas de guerre. Elle conseilla aussi la mise en place d'une commission permanente qui mettrait en route une planification par étapes, en commençant par l'un des six « hauts commandements régionaux » qui coordonnaient déjà d'autres éléments civils de la politique de défense totale. La commission recommanda aussi de procéder à des recherches fondamentales sur les rapports entre défense militaire et non militaire. Le 1^{er} juin 1987 vit la création d'une commission sur la résistance non militaire, chargée de la mission suivante : 1) favoriser les conditions de la résistance civile par des conseils et des recommandations aux autorités et aux personnes ; 2) traiter les questions du droit international et des conditions psychologiques de la résistance non militaire ; 3) faire progresser la recherche dans ce domaine. L'ancien responsable de la com-

mission, Gunnar Gustafsson, écrivit que les préparations à la résistance civile, effectuées en temps de paix, « rendront les gens mentalement prêts », ce qui devrait pousser un agresseur potentiel « à y réfléchir à deux fois avant d'attaquer, et peut-être même à abandonner ses projets initiaux ».

Ces exemples et d'autres cités plus loin indiquent que certains pays reconnaissent que la lutte non violente appliquée à la Défense nationale constitue un élément important de leur système de défense.

Les éléments de DAC seraient destinés à des objectifs particuliers ou à faire face à des urgences spécifiques, les moyens militaires étant réservés à d'autres situations. Cette complémentarité entre défense militaire et civile est destinée à être permanente ; on ne la considère pas comme une étape transitoire vers un transarmement total. Ces politiques conjuguées ne pourraient évoluer qu'à une condition : la société doit être convaincue que la DAC a un potentiel de dissuasion et de défense bien supérieur à ce qu'on avait estimé à l'origine.

Le succès d'une action militaire et d'une lutte non violente dépend de dynamiques et de conditions très différentes ; il est donc nécessaire de clarifier le rôle que jouera une composante limitée de DAC au sein d'une politique de défense à prédominance militaire. L'identification de ces objectifs spécifiques constitue un élément clé dans la décision d'adopter une composante d'actions civiles. Elle peut s'appliquer à trois objectifs :

1. en première ligne de défense dans les situations où une résistance militaire à l'envahisseur serait à l'évidence vaine ou suicidaire ;

2. en ligne de défense de réserve lorsque la résistance militaire n'a pas réussi à repousser l'envahisseur ;

3. comme défense principale contre des usurpations internes, par exemple un coup d'Etat.

Lorsqu'une résistance militaire est vaine ou suicidaire

Certains pays peuvent évaluer l'intérêt d'adopter partiellement une résistance par actions civiles en se basant sur la puissance militaire relative de l'agresseur éventuel. Si elle est relativement faible, la résistance pourrait bien être militaire. Si au contraire l'agresseur dispose d'une supériorité militaire écrasante, une défense militaire serait à l'évidence vaine et suicidaire. C'est alors qu'on pourra recourir à la composante civile pour la première ligne de défense.

Ce fut le cas dans les deux situations de résistance non violente improvisée décrites dans le premier chapitre, le *Ruhrkampf* allemand

contre l'invasion franco-belge en 1923 et la résistance tchécoslovaque contre les envahisseurs du pacte de Varsovie en 1968. Avec de meilleures connaissances, des études de faisabilité et un temps de préparation et de formation, on augmentera considérablement l'efficacité de cette défense. On pourra alors intégrer une composante d'actions civiles dans la politique générale, en partie pour faire face à cette éventualité.

En cas d'échec de la résistance militaire

On peut aussi utiliser une composante civile si les forces armées n'ont pas réussi à repousser l'envahisseur. Ce fut le cas en Norvège lors de l'occupation allemande en 1940-1945. La résistance hollandaise aux nazis en est un autre exemple remarquable.

En 1967, à la demande du cabinet norvégien, l'institut norvégien de recherche sur la défense procéda à une étude envisageant l'utilisation d'une résistance non violente préparée en cas d'échec de la défense militaire. Le rapport déclara: «On peut donc considérer la défense non violente comme un type de défense en profondeur, au cas où la protection de l'intégrité territoriale (par la défense militaire) viendrait à s'effondrer. Si l'on considère qu'une défense non violente sous une forme ou une autre peut être ajoutée à la défense totale (à prédominance militaire), on peut raisonnablement supposer que cela servira à renforcer le pouvoir de résistance et de dissuasion de la Norvège face à une attaque ennemie.»

Le 1^{er} mars 1989, le comité atlantique norvégien parraina une conférence sur les «formes complémentaires de défense». C'est Johan Jorgen Holst, ministre norvégien de la défense et co-auteur du rapport de 1967, qui prononça le discours d'introduction sur les problèmes de l'incorporation de la résistance civile au sein de la politique de «défense totale» de la Norvège.

Cette composante fait partie depuis un certain temps de la politique de défense suisse. Selon les termes de cette «défense générale», si les forces armées n'arrivent pas à repousser un agresseur étranger, on utilisera à la fois une «résistance armée» (guérilla et lutte paramilitaire) et une «résistance passive» dans les régions occupées.

La majorité de la population ne participerait cependant pas à la résistance violente. Les citoyens ont le devoir de refuser toute collaboration, tout en se conformant au droit international. Sans résister violemment et sans aider cette violence, cette partie de la population «ne fait cependant pas la moindre concession aux forces d'occupation, et

désapprouve toute tentative de rapprochement ». Le refus de collaborer, le fait de « snober » le personnel d'occupation et le refus de coopérer avec toute tentative d'endoctrinement de la population par l'agresseur, constituent dans cette situation des responsabilités importantes pour la population civile, stipulées dans le *Manuel de défense civile* distribué en 1969 à tous les foyers du pays.

La Finlande ne fait pas partie des pays qui ont déjà incorporé une composante de résistance non violente à leur politique générale de défense. Pourtant, en 1971, la commission finlandaise de planification de la défense psychologique, sous tutelle présidentielle, a publié la première étude officielle sur la DAC. La commission rejeta toute éventualité de remplacer complètement la capacité militaire par cette nouvelle politique. Elle reconnut toutefois l'utilité d'ajouter une composante de résistance non violente à la politique nationale à prédominance militaire.

Le rapport indiquait : « Toutefois, dans certaines situations de crise, les méthodes de résistance sans armes peuvent être utiles en complément à la résistance armée : elles entreraient en jeu dans des zones contrôlées par un envahisseur. Les exemples fournis par les expériences de divers pays montrent que ces méthodes associées à une résistance armée peuvent, en cas d'occupation, aider à préserver la liberté d'action des institutions sociales et à mettre fin à l'occupation. »

Après avoir examiné les utilisations positives possibles de la DAC, la commission de 1971 proposa que, parallèlement aux préparations militaires, la Finlande élabore des plans et des préparatifs de résistance non violente dans les situations où elle offre une alternative raisonnable, et que ce travail soit commencé aussitôt que possible. Ce ne fut cependant pas le cas.

L'ex-Yougoslavie avait intégré dans sa politique de Défense nationale totale une composante non militaire. Le général Nikola Ljubicic écrivit que, bien que la puissance militaire soit essentielle dans un système stratégique rationnel, « pour remporter la victoire dans une guerre de défense réunissant tout un peuple, il faut associer harmonieusement et utilement tous les types de résistance, la lutte armée restant à la tête du mouvement ». La politique yougoslave prévoyait clairement l'utilisation d'une résistance non violente dans les régions occupées du pays. « Naturellement, des unités de l'armée opérationnelle et de la défense territoriale peuvent parfois se voir contraintes d'abandonner temporairement la résistance et d'évacuer une ville ou d'autres lieux habités. Mais elles doivent laisser derrière elles une

organisation politico-militaire capable de poursuivre la lutte par d'autres formes d'actions de type politique, à effet de diversion et autres. »

Adam Roberts précise ces autres formes de résistance préconisées par les Yougoslaves : 1) résistance morale, politique et psychologique : refus d'admettre la capitulation et l'occupation, maintien des structures gouvernementales du pays, agitation et propagande, etc. ; 2) résistance économique : maintien d'un appareil de production et d'approvisionnement à l'intention des forces de résistance, protection des biens, refus d'effectuer des travaux utiles à l'agresseur, etc. ; 3) résistance dans les domaines de la culture et de l'éducation ; 4) résistance passive : boycotts sociaux, non-coopération et attitude générale d'insoumission et d'hostilité. Le système yougoslave de défense « appelle à l'engagement total des organisations politiques, économiques et sociales. Celles-ci participent, non seulement à l'exécution des plans, mais aussi à leur élaboration. »

La guerre effroyable qu'ont vécue la Croatie et la Bosnie-Herzégovine après qu'elles eurent quitté la Fédération yougoslave (en 1991 et 1992) témoigne du rôle très limité dévolu à la résistance non militaire dans le cadre de l'ex-politique de Défense nationale totale. Nous avons eu au contraire la démonstration brutale que les tactiques de guérilla constituaient un élément essentiel de la défense (en place à la suite de l'expérience acquise pendant la deuxième guerre mondiale). Nous pouvons tirer les enseignements de la tragédie yougoslave. Entre autres, le fait qu'un pays ayant vécu de nombreux conflits ethniques et autres doit éviter de former sa population à la guérilla pour sa Défense nationale.

Lorsque l'on incorpore une composante d'actions civiles à une défense à dominante militaire, certains problèmes peuvent apparaître. Les groupes responsables de la défense doivent évaluer l'impact de la cohabitation entre éléments militaires et non militaires. Par exemple, les résistants peuvent chercher à profiter du caractère non violent de la lutte pour saper le moral, la loyauté et l'obéissance des troupes de l'agresseur (ce fut le cas en Tchécoslovaquie en 1968). Mais ces efforts risquent d'être vains, si ces mêmes soldats ont subi auparavant une attaque militaire, si certains de leurs amis ont été blessés ou tués ou s'ils craignent eux-mêmes pour leur vie.

Les problèmes liés à la cohabitation des techniques violentes et non violentes sont particulièrement aigus lorsqu'il s'agit d'utiliser à la fois la guérilla et la lutte non violente dans le cadre de la même stratégie

globale de défense. Plusieurs modèles récents de « défense défensive » ou « non offensive, » évoqués au premier chapitre, soulèvent ce problème. Si les résistants utilisent simultanément la résistance non violente et la guérilla dans le même secteur géographique, cela peut entraîner des problèmes extrêmement graves, provoquer des pertes très importantes et saper en plus l'efficacité de la lutte non violente. C'est pourquoi l'ajout d'une composante de DAC à une politique de défense militaire ne doit pas s'accompagner d'éléments de guérilla ou de certaines composantes militaires de « défense défensive ».

Une politique de défense mixte, comportant aussi bien des éléments militaires que civils, constitue clairement un progrès par rapport à une défense exclusivement militaire. Au cours du développement de la politique globale, il faut cependant être constamment attentif aux contradictions qui peuvent apparaître et à leurs conséquences. Si les études sur la DAC et l'expérience apportée par son développement et sa pratique démontrent que sa capacité défensive est plus importante que prévu, ces problèmes peuvent éventuellement être résolus par un déplacement progressif vers un transarmement intégral. Si ce n'est pas possible, il convient d'empêcher que la composante militaire ne compromette l'efficacité même des actions civiles non violentes. En général, les problèmes seront moins aigus s'il est possible de dissocier ou de séparer les opérations militaires et civiles.

Contre les usurpations internes

Il existe un autre modèle possible de transarmement partiel : l'ajout d'une composante de DAC destinée spécialement à empêcher et à vaincre les coups d'Etat, les usurpations du pouvoir exécutif et toute autre tentative inconstitutionnelle de prise de contrôle de l'appareil d'Etat. Les attaques internes constituent un problème de défense grave. Au cours des trente dernières années, des dizaines de pays ont vu leurs gouvernements démocratiques constitutionnels – et d'autres systèmes – se faire ejecter du pouvoir, leurs leaders politiques assassinés et remplacés par un nouveau gouvernement totalitaire, imposé par la menace ou la force militaire.

Dans certains pays comme la Thaïlande, depuis plusieurs dizaines d'années, les efforts pour obtenir une plus grande démocratie et une meilleure justice sociale se sont heurtés à de multiples coups d'Etat militaires ou politiques. On retrouve le même problème dans certains pays d'Amérique latine, l'Argentine, le Pérou, le Chili, le Guatemala et le Brésil. Dans les pays africains, où les institutions militaires sont

souvent mieux organisées et plus puissantes que la société civile, les coups d'Etat ont été un facteur majeur dans la formation des systèmes politiques du continent depuis leur indépendance. L'Europe elle-même a subi quelques coups d'Etat pendant ces vingt dernières années.

Des pays très divers sont donc susceptibles d'adopter rapidement une DAC, ne serait-ce que pour empêcher des usurpations internes, tout en conservant leurs options militaires pour faire face aux dangers internationaux.

La plupart des coups d'Etat sont le fait d'opérations principalement ou entièrement militaires. Des partis politiques totalitaires ou des services de renseignements peuvent aussi tenter de contrôler l'Etat. Les coups d'Etat sont parfois organisés ou soutenus par des conspirateurs civils associés à des militaires.

Déclarer que ces prises de pouvoir sont illégales ou inconstitutionnelles ne résout pas le problème : leurs auteurs n'hésitent pas à violer les interdictions constitutionnelles et légales. Il n'y aura pas grand monde pour souhaiter en venir à la guerre civile pour stopper les insurgés. De plus, lorsque le coup d'Etat est organisé ou soutenu par les forces armées, les civils qui veulent défendre la constitution auront très peu de chances d'obtenir une victoire militaire. A part les cas où les putschistes sont un petit groupe sans grand soutien, alors que les forces armées restent loyales au gouvernement constitutionnel, il n'y a pas de réponse militaire à ce problème, ni de solution constitutionnelle.

La DAC est potentiellement la seule politique capable d'empêcher la mise en place d'une dictature sans risquer une guerre civile. Les deux cas décrits au premier chapitre – l'Allemagne en 1920 et la France en 1961 – furent des succès. Cela suggère que la réponse fondamentale à la recherche de blocage des conspirations intérieures résiderait dans une politique affinée et développée, établie d'après les caractéristiques essentielles de ces exemples.

Le modèle de base de DAC contre ce genre d'usurpation se rapproche des opérations décrites au chapitre précédent : nier la légitimité de l'agresseur ; chercher à l'empêcher d'établir un gouvernement et une administration efficaces ; l'empêcher de prendre le contrôle de l'administration, de la police et des forces armées ; mobiliser les institutions sociales et la population pour qu'elles refusent d'accepter le régime de l'usurpateur ; déstabiliser ses troupes et ses partisans ; et s'efforcer d'obtenir le maximum de soutien international non violent pour rétablir le gouvernement constitutionnel.

La société, l'appareil d'Etat et les citoyens doivent se préparer à vaincre ces attaques par la non-coopération et le défi. Les pays qui ont subi dans le passé des usurpations de ce genre doivent être particulièrement attentifs à cette possibilité. Cela ne signifie pas que des pays n'ayant pas ces antécédents doivent y être indifférents. Aux Etats-Unis, l'enquête sur l'*« Irangate »* a révélé l'existence d'une faction comprenant le directeur de la Central Intelligence Agency de l'époque, qui avait l'intention d'établir un « gouvernement secret » autonome et puissant, destiné à faire ce qu'il jugerait souhaitable et nécessaire, sans se soucier des procédures et institutions constitutionnelles du gouvernement américain. Voilà bien un sérieux avertissement qui montre que pratiquement aucun gouvernement n'est à l'abri d'une tentative de renversement et de subversion de l'intérieur.

Dans la plupart des cas, pour les régimes et sociétés qui se sentent vulnérables face à ces usurpations, il s'agira de lancer les mêmes programmes de recherche, débats publics, études de méthodes et prises de décision qu'on utiliserait pour d'autres types de menaces. Une législation spécifique et un plan de sensibilisation du public devraient permettre à tout un chacun de se sentir la responsabilité, morale et légale, de refuser soutien et obéissance à quiconque chercherait à abolir le système constitutionnel et à s'imposer comme nouveau dirigeant.

Dans certaines situations politiques cependant, si le gouvernement ne passe pas par les voies habituelles d'étude et de préparation, il existe un autre modèle. La politique à adopter contre les usurpations peut faire l'objet de débats publics dans le cadre d'un vaste programme de sensibilisation de la population par les journaux et revues, les manuels, la radio, la télévision et les institutions sociales (les lieux de pouvoir). Ces campagnes ne se limitent pas aux seuls milieux éducatifs, sociaux, religieux, syndicaux, professionnels, culturels et autres. Elles doivent aussi regrouper des fonctionnaires de tous niveaux, policiers, soldats, militants politiques et autres, afin de créer une situation où la nature de la DAC deviendrait familière à chacun, où les gens auraient une meilleure compréhension de leurs responsabilités fondamentales et des réactions spécifiques de défense. Dans ces conditions, il devrait être possible d'empêcher une prise du pouvoir anticonstitutionnelle.

L'adoption de la DAC dans le seul but de défendre le gouvernement constitutionnel face à une usurpation intérieure peut jouer un rôle très important. Cet aspect de la méthode devrait intéresser la plupart des gouvernements. En effet, quelle que soit la manière dont beaucoup ont obtenu le pouvoir, ils apprennent souvent que, pour

conserver ce pouvoir, ils ont besoin d'être légitimés et acceptés par le peuple, et ils ne souhaitent pas être eux-mêmes privés du pouvoir par un coup d'Etat.

Planification des étapes d'un transarmement complet

La capacité militaire d'un certain nombre de pays, comparée à celle d'agresseurs potentiels, est si limitée qu'ils sont incapables d'assurer une défense militaire sérieuse. Dans certains pays, l'armée n'a qu'un rôle symbolique, et dans d'autres elle n'a que les moyens d'exercer une action répressive en cas de crise intérieure grave. Une capacité militaire limitée peut avoir plusieurs raisons : ressources intérieures limitées, restrictions économiques, faible population, etc. Dans certains pays comme l'Autriche, la conjoncture intérieure peut être compliquée par les restrictions imposées par un traité international.

La Pologne, quant à elle, serait capable d'avoir un système militaire plus important, une fois résolus ses problèmes économiques, mais celui-ci ne serait jamais adéquat face aux armées russes ou à celles de l'OTAN. (En fait, la seule utilisation de l'armée polonaise dans les années quatre-vingt fut à des fins de répression intérieure.) C'est le genre de situation qui existe dans les pays indépendants d'Europe de l'Est comme les républiques tchèque, slovaque et bulgare.

Des pays comme ceux-là pourront s'intéresser de près au transarmement à longue échéance. Ils pourront, dès le début du processus, accepter sur le fond l'objectif de transarmement total, mais avec une transition a priori échelonnée sur un certain temps, par exemple entre dix et quinze ans.

Pour ces pays, le transarmement réel commencera probablement par l'intégration de composantes limitées de DAC dans une politique principalement ou exclusivement militaire. Cela impliquerait la mise en œuvre de la préparation et de la formation ainsi que la mobilisation des institutions sociales. En commençant par des composantes limitées de DAC, société et gouvernement apprendront comment préparer et organiser ce type de défense. On pourra alors progressivement élargir les composantes initiales et en ajouter de nouvelles, dans la mesure où préparation et expérience auront indiqué que la méthode est suffisamment viable. Une fois qu'elle aura prouvé ses capacités et obtenu la confiance générale, il deviendra possible de s'affranchir de la dépendance des moyens militaires, jusqu'à réaliser un transarmement total.

Pour ce type de pays, le transarmement total présente plusieurs avantages : ils ne seraient plus une menace militaire pour leurs voisins, ils auraient une meilleure capacité de dissuasion et de défense et ils auraient virtuellement éliminé la possibilité d'un coup d'Etat ou d'une usurpation intérieure par des moyens militaires, en se donnant les moyens de vaincre toute attaque de ce type. Les besoins défensifs et les situations intérieures de certains pays sont si graves et le développement de la lutte non violente de défense est si prometteur que nous ne serons pas surpris par les progrès politiques importants effectués dans ce sens.

Transarmement multilatéral

La DAC a toujours été présentée comme une politique pouvant être adoptée par décision unilatérale un peu comme lorsque des gouvernements ont innové dans leur armement militaire ou sont passés à des systèmes d'armes entièrement nouveaux. Puisque le nouvel arsenal *augmentait* la puissance de combat des forces armées, on ne voyait pas la nécessité ou l'intérêt de négocier des accords avec les régimes voisins ou des gouvernements hostiles, en leur demandant d'adopter eux aussi les nouvelles armes. On s'est passé de cela pour toute adoption d'un nouvel armement militaire. D'autre part, il y a eu de nombreuses tentatives pour *réduire* la quantité ou le type d'armement par des traités ou des accords négociés. A long terme, ces efforts n'ont pas été très fructueux.

Si la DAC est vraiment une méthode puissante de dissuasion et de défense contre des attaques, il n'y a pas de raison qu'un pays attende pour transarmer – en partie ou totalement – que ses voisins et agresseurs potentiels décident d'en faire autant. Dans certaines situations, il est cependant possible qu'une sorte de transarmement multilatéral par étapes, partiel ou total, constitue une option valable. Cela pourrait se faire dans certains cas sans recourir à des négociations ou traités officiels, tandis que dans d'autres cas ces mesures représenteraient un gros changement des capacités défensives et militaires.

L'introduction multilatérale de composantes civiles et leur expansion progressive pourrait se faire dans certaines régions comme la Scandinavie, l'Amérique centrale ou l'Europe centrale. Quatre pays scandinaves sur cinq – Suède, Norvège, Danemark et Finlande – ont déjà établi des bases de recherche et d'études méthodologiques sérieuses sur le potentiel des composantes civiles dans leur politique de défense. L'Islande n'a par contre pratiquement rien fait dans ce sens.

En Amérique centrale les gouvernements marquent peu d'intérêt sérieux pour la DAC. C'est aussi une région où les forces armées ont appuyé ou fomenté des dictatures militaires et politiques, et où il n'est pas rare qu'un gouvernement voisin soit menaçant ou passe à l'attaque. L'introduction par étapes de composantes civiles pourrait déjà réduire les risques de tensions internationales et de dictatures internes, avant de permettre éventuellement une diminution des armements et forces militaires. Le renforcement des institutions civiles serait un élément vital dans l'introduction de la nouvelle politique de défense dans cette région.

En Europe centrale, il serait possible d'organiser un transarmement à partir de négociations internationales, surtout depuis les grands changements qui ont touché l'Europe de l'Est et les révisions importantes des politiques de défense et de sécurité dans les pays d'Europe occidentale. La DAC peut fournir le chaînon manquant qui facilitera enfin les grandes réductions des armements, sinon une démilitarisation complète, dans un large couloir nord-sud de l'Europe. Les composantes civiles pourront être intégrées progressivement selon un programme préétabli, avant de procéder à une réduction des types et des quantités d'armes militaires. Lorsque l'on peut maintenir la capacité de défense tout en menant un processus convenu de démilitarisation, on fait disparaître des barrières aux négociations sur la réduction des armes et le désarmement.

LA DAC ET LES SUPERPUISSEANCES

On a accordé beaucoup moins d'attention aux applications possibles de la DAC dans les superpuissances actuelles et potentielles qu'aux problèmes de défense des petites et moyennes nations. A ce jour, les Etats-Unis et la Russie sont les superpuissances les plus évidentes. Ce statut ne provient pas nécessairement de leur possession de l'arme nucléaire, mais plutôt de la taille de leur territoire, de leur population et de leurs structures d'Etat. Dans ce contexte, la Chine et l'Inde relèvent de la même catégorie. Une Europe unie deviendrait, elle aussi, une superpuissance, bien que très différente de toutes les autres. En plus des dimensions territoriales et de la nombreuse population, le niveau de centralisation et la capacité militaire constituent d'autres critères importants.

L'applicabilité de la DAC aux superpuissances dépend de la nature de ces régimes et de leurs objectifs. Nombreux sont ceux qui considè-

rent, preuves à l'appui, que l'une de ces superpuissances (ou plusieurs) a un comportement agressif ou opprimant, qu'elle cherche à dominer ses voisins, à maintenir un contrôle central rigide sur sa propre population ou à diriger la politique, l'économie et les méthodes militaires de pays éloignés. Une superpuissance correspondant à ce cas serait perçue comme un agresseur potentiel contre lequel il faudrait organiser une DAC et d'autres formes de lutte non violente.

D'un autre côté, si l'on perçoit qu'une superpuissance agressive à l'étranger et répressive dans ses frontières a, en fait, des réactions de défense face à des menaces internationales, la DAC peut alors apporter une contribution positive à son développement et à la réduction de ses caractéristiques trop offensives. Selon Josef Staline, la nécessité de faire face aux menaces internationales rendait « impossible » l'idéal d'une démocratie des travailleurs. Staline répondait par des arguments de sécurité nationale aux demandes de liberté d'expression au sein du parti communiste. Il déclarait aussi que « pour libérer l'Etat des éléments bureaucratiques (...) il faudrait un environnement totalement sûr et pacifique, qui permettrait de se passer des grands cadres militaires (...) qui exercent leur emprise sur les autres institutions gouvernementales ».

La DAC peut être utile aux superpuissances de plusieurs manières. Elles donnent l'impression, en s'appuyant entièrement sur leurs vastes ressources militaires, d'être incapables à l'heure actuelle d'effectuer un transarmement complet, que ce soit sur le modèle du changement rapide ou à long terme. Au début, les composantes de DAC applicables aux superpuissances seront donc sans doute des éléments rapportés dans une politique à prédominance militaire, utilisés comme moyen de bloquer un coup d'Etat, ou comme politique servant à leurs alliés qui dépendaient d'eux auparavant.

Concentrons-nous un instant sur le potentiel de la DAC pour des superpuissances comme les Etats-Unis et la Russie. Leur situation présente des similitudes et des différences importantes.

Si les alliés actuels dépendant des Etats-Unis – surtout en Europe de l'Ouest et au Japon – devenaient capables, par cette nouvelle politique, d'assumer la responsabilité entière ou au moins première de leur défense, cela pourrait diminuer de près de la moitié les dépenses militaires des Etats-Unis ! Pour y parvenir, ils pourraient encourager leurs alliés à étudier la DAC, et peut-être les aider en partageant les résultats de leurs recherches, études de faisabilité et autres connaissances sur cette politique. En Europe et au Japon aussi, un transarme-

ment simplifierait beaucoup les problèmes de sécurité des Etats-Unis. La fin de la guerre froide offre une occasion exceptionnelle d'approfondir les options de DAC.

Une fois soulagés du besoin de défendre ces alliés dépendants, les Etats-Unis n'auraient plus en théorie que trois menaces importantes à leur sécurité : une guerre nucléaire, une invasion et une usurpation de l'intérieur. Une invasion et une occupation militaire du continent nord-américain entraîneraient des problèmes techniques et logistiques tels qu'on peut pratiquement éliminer cette éventualité. Une préparation même minime de DAC augmenterait assez les problèmes d'une occupation étrangère pour supprimer cette menace. Comme nous l'avons déjà noté, une préparation de DAC servirait à assurer dissuasion et défense en cas de prise de pouvoir interne par coup d'Etat, usurpation de l'exécutif, ou «gouvernement secret». Il ne resterait donc que le problème très sérieux et constant d'une éventuelle attaque nucléaire ou par d'autres armes de destruction massive. Des accords multilatéraux renforcés par des actions unilatérales ont permis d'importants progrès dans la diminution de cette menace. Il y aurait également une diminution des motifs d'attaques de ce genre. En résumé, si la DAC ne supprime ou ne résout pas tous les problèmes de sécurité des Etats-Unis, elle est capable de les rendre bien plus simples et de faire face efficacement aux plus sérieux d'entre eux.

Et la Russie ? En ce qui concerne les agressions potentielles contre la Russie, les problèmes d'une invasion et d'une occupation réussies sont déjà si grands qu'une politique de DAC bien préparée constituerait un élément dissuasif puissant et une défense efficace contre ces attaques. Cette politique serait compatible avec les progrès de la démocratisation interne, de la décentralisation et des transformations au niveau des ressources économiques et de la main-d'œuvre, nécessaires pour améliorer la situation matérielle de la population.

La Russie, comme la plupart des Etats, est vulnérable aux usurpations de l'intérieur, particulièrement à cause de la forte centralisation du système actuel. Ce type d'attaque pourrait être l'œuvre de néo-staliniens décidés à rétablir un contrôle central fort ou bien de mouvements politiques ou militaires qui voudraient imposer à nouveau un système autoritaire d'un autre genre. Dans le cas d'un coup d'Etat, la DAC pourrait bien se révéler la seule force de dissuasion et de défense efficace dont disposerait la Russie démocratique. Nous avons eu la démonstration de cette force, spontanée et improvisée en août 1991, lors de la défaite de la tentative de coup d'Etat fomenté par les ultra-

conservateurs (« le pouvoir au peuple ») à Moscou et en Union soviétique. Si le peuple russe ne compte que sur les moyens militaires pour contrer une tentative de coup d'Etat, il s'expose à de gros risques : 1) si la plupart des officiers supérieurs sont impliqués dans la conspiration, le seul moyen de rétorsion se trouve neutralisé ; 2) si une partie seulement des officiers soutient le coup d'Etat, le déploiement des troupes loyalistes entraînera une scission ouverte et sanglante dans l'armée, l'empêchant ainsi d'assurer la défense du pays ; 3) si l'armée seule anéantit la conspiration, il est probable que le rôle politique des militaires russes deviendra bien plus important. C'est ce qui semble s'être passé en octobre 1993, après la victoire des militaires (encerclément de blindés et attaque commando) sur les parlementaires opposés à Eltsine, qui s'étaient retranchés dans le parlement russe.

La Russie aurait, elle aussi, tout intérêt à ce que les autres pays de l'ex-URSS se tournent vers une DAC et un transarmement complet ou plus probablement par l'ajout de composantes civiles. Si ces pays améliorent ainsi leur capacité de défense et recourent à la lutte non violente pour régler leurs conflits internes, l'intervention hors frontières des forces armées de la Russie serait moins sollicitée. Cela contribuerait également à réduire les énormes dépenses militaires russes.

Les autres superpuissances et grands pays, comme la Chine, l'Inde, l'Union européenne, etc., se trouvent dans des situations très différentes. Il est urgent d'examiner l'applicabilité de la DAC à leurs besoins de sécurité.

AVANTAGES POTENTIELS D'UNE POLITIQUE DE DÉFENSE PAR ACTIONS CIVILES

A long terme, la DAC est capable d'offrir des avantages divers, que n'apportent pas les méthodes de défense militaire :

1. La DAC augmente l'autonomie en matière de défense et de sécurité, même pour les petites ou moyennes nations, en transférant la responsabilité de la force du militaire à celle de la société. Il n'est alors plus nécessaire de dépendre de pays étrangers pour les armes et autres approvisionnements ni d'alliances avec des Etats plus puissants militairement. Cela supprimerait donc les coûts financiers et politiques impliqués par cette dépendance.

Plus important encore, il est toujours plus sûr d'avoir son autonomie de défense que de dépendre d'un allié qui risque de ne pas appor-

ter son aide en cas de crise : témoin la Tchécoslovaquie, abandonnée par ses alliés en 1939, puis envahie par ses alliés en 1968 ! La DAC offre l'autonomie la plus complète possible en matière de dissuasion et de défense, tout en réduisant les risques de guerre.

2. Par sa nature non militaire, la DAC a une capacité dissuasive et défensive, mais elle ne peut, à l'instar des systèmes militaires, être utilisée pour une attaque à l'étranger, ce qui diminue les menaces et risques de conflits internationaux.

De nombreux armements élaborés ou justifiés à des fins de dissuasion ou de défense militaire peuvent également être utilisés pour attaquer d'autres pays. Cette réalité a souvent contribué, à tort ou à raison, à aggraver les tensions internationales, à exacerber la course aux armements et à augmenter les risques de guerre. La DAC est par contre capable d'offrir dissuasion et défense sans avoir la capacité de lancer une attaque militaire contre d'autres pays.

3. A mesure que la DAC sera adoptée, couronnée de succès et reconnue pour sa puissance, la fréquence des agressions militaires internationales aura tendance à diminuer. Les agresseurs potentiels seront dissuadés d'attaquer d'autres pays.

L'agresseur aura tendance à réfléchir deux fois avant d'affronter des pays qui se sont rendus politiquement inassimilables, capables de lui refuser ses objectifs et de semer la discorde dans ses rangs. Cela peut au moins amener quelques agresseurs à renoncer à leur projet. Cet effet devrait s'amplifier avec la multiplication des pays qui adoptent la DAC et l'accumulation d'exemples de luttes appliquant cette méthode, prouvant qu'il est difficile, voire impossible, de vaincre des pays bien préparés.

4. La DAC peut réduire la prolifération d'armes nucléaires en ouvrant une voie alternative vers l'autonomie en matière de sécurité, lorsque les moyens militaires sont inadéquats ou impraticables.

L'une des raisons qui pousse certains pays à développer une capacité d'armement nucléaire est leur désir d'autonomie : leur arsenal conventionnel est insuffisant et ils ne veulent pas dépendre de l'armement ou de la politique des superpuissances militaires. La DAC offre une alternative qui évite le recours aux armes nucléaires. On comprend donc que, plus on adoptera cette politique, plus on aura de chances de réduire la prolifération des armes nucléaires.

5. La DAC aura tendance à diminuer la fréquence des usurpations intérieures et donc la répression exercée par les forces armées. L'une des grandes ironies des gouvernements démocratiques est que dans

nombre de pays, et dans des situations très diverses, ce sont les forces armées prévues pour *défendre* la société et le gouvernement qui se sont retournées *contre* eux. On peut citer des dizaines de pays où les forces armées ont renversé le gouvernement constitutionnel pour mettre en place un régime militaire. Dans d'autres situations, les forces militaires de « défense » ont servi à installer des dictatures et à supprimer les mouvements de liberté et de justice sociale, voire même à perpétrer des massacres (comme les Britanniques à Amritsar en 1919 et les Chinois sur la place Tienanmen en 1989).

Ce n'est pas le cas avec la DAC. D'une part, contrairement aux systèmes militaires, la DAC ne donne pas la capacité intérieure de commettre un coup d'Etat violent contre un gouvernement constitutionnel légitime. D'autre part la préparation à la non-coopération et au défi dans le cadre de la DAC crée une véritable capacité de dissuasion et de défense contre des usurpations intérieures. De plus les armes de la DAC, par leur nature non violente, ne peuvent pas être utilisées à des fins répressives. Dans un conflit international, la lutte non violente peut être perturbatrice, mais ses résultats sont en général compatibles avec la paix et l'ordre, évitant ainsi les conséquences de la violence intérieure.

Comme nous l'avons constaté dans les deux premiers chapitres, la DAC est destinée aussi bien à assurer une défense contre les attaques internes que contre une agression étrangère. Les moyens militaires ne peuvent parvenir au même résultat qu'au risque d'une guerre civile, à moins que les candidats au putsch ne soient qu'une petite minorité sans soutien. Malheureusement les cas sont bien plus nombreux où les forces armées, la police et l'administration aident, ou du moins laissent faire le coup d'Etat, que ce soit par soutien réel, pour éviter une guerre civile, ou parce qu'elles ne savent pas quoi faire d'autre. La DAC fournit un moyen puissant de combattre les usurpations internes sans provoquer une vague de violence intérieure.

6. L'adoption de la politique de défense par actions civiles peut, dans certaines situations au moins, contribuer à réduire la violence des mouvements de revendication et les encourager indirectement à exprimer leurs demandes par des formes d'action non violentes.

La violence intérieure peut provenir de profondes différences idéologiques et de frustrations liées à l'injustice, l'oppression ou la pauvreté. Cette violence peut s'exprimer par des émeutes, des assassinats, des actes de terrorisme ou une guérilla. Ceux qui recourent à la violence peuvent se justifier en citant la gravité des problèmes en jeu et en affir-

mant que la violence constitue le moyen d'action le plus puissant dont ils disposent. Ce dernier argument est conforté par le fait que la société elle-même s'appuie sur l'action militaire pour contrer de grandes crises internationales ou intérieures. C'est ainsi que l'évaluation et la légitimation de la violence adaptée à une « bonne » cause, la Défense nationale, peut avoir une influence inattendue et non reconnue sur la manière dont se déroulent des conflits internes. Des gens particulièrement mécontents peuvent se sentir légitimés dans leur violence si les autres moyens semblent avoir échoué et si leur société a été la première à recourir à la violence organisée pour résoudre les conflits graves.

Une fois le transarmement effectué, la société ne reconnaît plus la violence comme le modèle d'action le plus puissant dont elle dispose. C'est en fait la lutte non violente qui apparaît comme une ligne de conduite plus efficace. La légitimité qu'on avait accordée à la violence pour « la bonne cause » est transférée sur la lutte non violente.

7. La DAC sera plus apte que sa contrepartie militaire à concentrer l'attention sur les objectifs initiaux du conflit plutôt que sur le préjudice infligé à l'ennemi.

L'une des stratégies de la guerre militaire consiste à agir principalement en fonction de la quantité de destruction et de pertes qu'on peut infliger aux troupes, à la population et au pays de l'ennemi. Les enjeux à l'origine du conflit passent en général à l'arrière-plan par rapport aux moyens d'action qui semblent nécessaires à la conduite de la guerre. Il est courant que la victoire militaire ne tienne pas compte des objectifs plus profonds du conflit.

La lutte non violente opère selon une dynamique très différente. Les actes de protestation et de résistance non violente sont d'autant plus efficaces qu'ils sont eux-mêmes l'expression des enjeux. La résistance à la censure trouvera souvent sa meilleure expression par le défi de la liberté d'expression et d'une presse libre, plutôt qu'en tuant les membres du gouvernement qui ont ordonné cette censure.

8. La DAC, comme la lutte non violente en général, a tendance à produire moins de victimes et de destructions que les conflits militaires comparables. Cela offre de gros avantages. Bien que nous ne disposions pas d'études statistiques détaillées, toutes les données dont nous disposons indiquent que le nombre de morts et de blessés, sans compter les dégâts matériels, au cours des guerres conventionnelles et surtout des guérillas est bien plus élevé que lors de luttes non violentes comparables. Ceci prend en compte la gravité des problèmes en jeu, la taille de la population des belligérants et d'autres facteurs.

9. Les pays qui adoptent la DAC, en se passant des capacités d'attaque conventionnelle et nucléaire, risquent beaucoup moins d'être menacés ou attaqués avec des armes de destruction massive.

Il est assez ironique de constater que les moyens actuels de dissuasion nucléaire – destinés à décourager des attaques – ont pour effet d'inciter d'autres puissances nucléaires à viser des pays possédant ces armes ou même, dans des crises extrêmes, à lancer des attaques préventives contre eux, précisément parce que ces pays sont des agresseurs potentiels.

10. Les risques d'attaques extérieures seront aussi diminués par le développement d'une politique étrangère plus « positive » qui viendra renforcer la DAC en réduisant, par sa nature non militaire, l'hostilité internationale et en améliorant les attitudes bienveillantes envers le pays.

Une politique de défense par actions civiles sera plus à même de faciliter ces changements qu'une politique militaire. L'économie nationale civile bénéficiera aussi de ce changement qui lui apportera une plus grande disponibilité de ressources économiques. Les besoins militaires ne ponctionnant plus les ressources financières, matérielles et humaines, celles-ci deviennent disponibles pour répondre aux besoins humanitaires du pays et pour apporter une aide internationale. On pourrait aussi dégager plus de ressources pour aider à résoudre les problèmes internationaux autrement que par des conflits violents.

Bien que ces aides soient désintéressées, elles apportent des avantages aux pays qui pratiquent la DAC, en les gratifiant d'une certaine bienveillance à l'étranger, propre à décourager les attaques et à motiver un soutien international en cas d'agression. Les politiques de soutien mutuel qui accompagnent le transarmement tendront à améliorer la sécurité nationale et la condition humaine sur le plan international.

11. Une politique de DAC réduira aussi la taille du gouvernement et le budget de la dissuasion et de la défense. Etant donné que les guerres et les systèmes militaires ont largement contribué à l'expansion de l'Etat, ce passage à un système de défense non militaire contribuera à remettre en cause cette tendance générale à augmenter la taille et les dépenses du gouvernement et des institutions de défense.

Une DAC, tout en impliquant des dépenses importantes, sera bien moins coûteuse qu'une politique militaire : elle n'a pas besoin de matériel militaire et les responsabilités de la défense sont transférées des grands systèmes militaires professionnels vers l'ensemble de la population et vers les institutions sociales indépendantes. Il y aura

cependant des centres de recherches professionnels sur la DAC, des groupes de planification stratégique, des organismes travaillant sur les aspects préparation et formation, mais ils seront bien plus petits que leurs équivalents militaires habituels. La majeure partie de la DAC sera dirigée par des institutions et organisations sociales indépendantes, plutôt que par de vastes structures spécialisées.

12. La DAC remplace la centralisation endémique des systèmes militaires par la tendance à la décentralisation associée aux sanctions non violentes. Cela implique en particulier un développement de l'autonomie. Cette recherche de l'autonomie contribuera au développement d'une structure sociale et politique moins centralisée, dotée d'un meilleur pluralisme et d'une plus grande participation populaire et visant à répartir le pouvoir et les responsabilités dans l'ensemble de la société. Tout cela est bien sûr compatible avec les idéaux des systèmes démocratiques.

13. La DAC incite aussi les citoyens à réfléchir sur les principes qui fondent leur société et sur leur respect. En confiant aux individus eux-mêmes la responsabilité de la défense, cette politique les incite à identifier les qualités de leur société qui méritent d'être défendues et à réfléchir sur les moyens d'améliorer cette société.

14. En assurant dissuasion et défense par des formes de lutte civiles, cette nouvelle politique apporte le moyen de remplacer progressivement la guerre par une option moins dangereuse. Une fois que cette option semblera adéquate, des pays entiers pourront abandonner les moyens militaires, devenus inutiles. Il deviendra réaliste de diminuer progressivement la dépendance vis-à-vis des armements militaires, dans la mesure où la nouvelle politique de défense par actions civiles démontrera sa capacité réelle de dissuasion et de défense. Des pays, seuls ou regroupés, peuvent s'acheminer vers l'abandon de la guerre classique en développant son équivalent politique appelé à la remplacer progressivement.

APPROFONDISSEMENT DE CETTE OPTION

Le potentiel de la DAC doit être examiné et débattu en profondeur par la population et les institutions de toute société ayant un problème de défense intérieure ou extérieure, c'est-à-dire en fait presque tous les pays. Sans doute l'initiative viendra-t-elle dans certains cas du gouvernement ou même des forces armées, mais il est beaucoup plus

probable que le débat commencera parmi les citoyens, dans diverses institutions indépendantes, chez les chercheurs universitaires et les analystes politiques.

Un certain nombre de mesures permettront de vulgariser les connaissances sur la nature et le potentiel de cette option et d'en promouvoir l'évaluation officielle et non gouvernementale. Ces activités devraient tendre à augmenter les connaissances, à stimuler la réflexion, et à encourager l'évolution constante du potentiel pratique de cette politique. *Il ne s'agit pas de faire des convertis ou des «croyants».*

L'approfondissement à titre individuel et au sein de petits groupes de recherche constitue l'une des premières démarches permettant d'acquérir ou d'élargir les connaissances sur la DAC et d'évaluer les besoins d'exploration et de développement de cette politique. Chacun peut améliorer ses compétences – d'orateur et de rédacteur – pour augmenter ses capacités pédagogiques ou poursuivre des études supérieures préparant à la recherche et à l'analyse politique dans ce domaine.

La lutte non violente et la DAC doivent être intégrées aux programmes de cours plus généraux d'enseignement; il faut aussi lancer ou développer des cours spécifiques sur ces sujets. Ils auront pour but de diffuser les connaissances et de stimuler les étudiants à penser par eux-mêmes, et non à épouser une opinion particulière.

Il faut d'urgence débloquer des crédits pour la recherche, les études tactiques, le travail éducatif et la vulgarisation sur la nature et le potentiel de la lutte non violente en général et de la DAC en particulier. Les autorités locales et régionales, nationales et internationales peuvent mettre en place des commissions spéciales chargées d'étudier la DAC, afin d'évaluer ce qui les concerne plus particulièrement.

Une fois que le travail de préparation du public sera assez avancé, comités législatifs, parlements, assemblées nationales et autres pourront organiser des études privées et publiques de cette option, parallèlement à une recherche similaire qui devra être entreprise par les services et ministères de la défense, et par d'autres organismes militaires.

A l'heure actuelle, les risques d'agression internationale et intérieure, ainsi que les réactions militaires qu'ils entraînent, sont bien réels. Ce livre suggère qu'il existe de nombreuses preuves que la DAC a un potentiel important. Nous soutenons que la DAC pourrait assurer avec succès dissuasion et défense contre ces attaques, sans entraîner les risques et les coûts d'une guerre internationale ou civile.

Cette politique alternative en est encore cependant à ses premiers pas et il nous faut mieux connaître et comprendre ses problèmes et son potentiel. Elle doit donc être étudiée à fond. Il faudrait notamment entreprendre des études de faisabilité concernant des pays et des menaces spécifiques, puisque les besoins, les potentiels et les problèmes de défense varient beaucoup d'un pays à l'autre.

La prise en compte et l'adoption progressive d'éléments de DAC continueront à s'étendre, en partie à cause des limites de plus en plus évidentes de l'utilité réelle des options militaires dans de nombreux pays. On accordera aussi d'autant plus d'attention à la DAC quand l'utilisation de la lutte non violente deviendra plus courante au niveau mondial.

Il est temps d'accélérer et de multiplier ces efforts. Au pire, ils révéleront que c'est là une idée sans avenir, sur laquelle on ne gaspillera plus d'attention et de ressources. Un résultat modéré démontrerait que la DAC, tout en n'étant pas à l'heure actuelle capable de faire face efficacement à certaines situations d'urgence, pourrait au moins apporter une contribution importante à la dissuasion et à la défense, à la place des options militaires. Au mieux, les recherches pourraient révéler que la DAC offre un potentiel bien plus puissant qu'on ne l'aurait cru et qu'elle peut jouer un rôle de premier plan dans les futures politiques de défense. Le pouvoir du peuple peut en fin de compte s'avérer être le système de défense le plus puissant et le plus sûr – une défense post-militaire.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Pour une autre évocation du transarmement, voir Gene Sharp, *Making Europe Unconquerable* (Londres: Taylor & Francis, 1985, et Cambridge, Mass.: Ballinger Publishers, 1985; second American edition, préface de George Kennan, Cambridge, Mass. : Ballinger Publishers, 1986), chapitre trois.

La citation du ministre de la défense autrichien, Otto Rösch, provient d'une lettre qu'il a envoyée au Dr Andreas Maislinger, le 30 avril 1982. Je remercie le Dr Maislinger pour cette information.

Pour des renseignements sur le rôle de la résistance civile dans la politique de défense de l'Autriche, voir *Landesverteidigungsplan* (Plan de Défense nationale) (Vienne : Federal Chancellery, mars 1985), p. 49 et 55. Je remercie le Dr Heinz Vetschera pour m'avoir fourni des documents détaillés sur la politique de défense autrichienne et son étude d'une composante de DAC.

Les travaux de la commission suédoise sur la résistance non militaire sont décrits dans le décret du gouvernement suédois du 23 avril 1987, « SFS 1987: 199 Förordning med instruktion för delegationen för icke-militärt motstånd ». Je remercie Lennart Bergfeldt pour cette information et d'autres concernant la résistance non militaire en Suède. Je voudrais aussi remercier le ministère de la défense suédois et son attaché militaire à Washington, D.C., pour son importante documentation.

La citation de Gunnar Gustafsson est tirée de son introduction au livre de Hakan Wall, *Motstand utan vald* (Résistance sans violence) (Stockholm: Sveriges Utbildningsradio AB (Compagnie de radiodiffusion éducative suédoise, 1988), p. 2 et 3.

Pour plus d'informations sur la résistance norvégienne à l'occupation nazie, voir Gene Sharp, *Tyranny could not Quell them* (« La tyrannie n'a pu les dompter ») (Londres: Peace News, 1958, et éditions ultérieures), pamphlet. Sur la résistance hollandaise contre les Allemands, voir Werner Warmbrunn, *The Dutch Under German Occupation 1940-1945* (Palo Alto, Ca.: Stanford University Press et Londres: Oxford University Press, 1963).

Pour l'étude norvégienne de 1967, voir Johan Jorgen Holst, Eystein Fjaerli et Harald Ronning, « Ikke-Militært Forsvar og Norsk Sikkerhets-politikk » (Défense non militaire et politique de sécurité norvégienne), (Kjeller, Norvège: Forsvarets Forskningsinstitutt (Institut de recherche sur la défense, 1967), p. 44 et 46.

Les citations sur les actions civiles suisses en cas d'occupation proviennent de Albert Bachmann et Georges Grosjean, *Zivilverteidigung* (Défense civile) (Miles-Verlag, Aarau: Eidg. Justiz – und Polizeidepartement im Auftrag des Bundesrates (Services confédéraux de justice et de police par ordres du conseil fédéral, 1969), p. 273-300.

Les informations sur la Finlande sont extraites de « Aseeton Vastarinta » (Résistance sans armes) (Helsinki: Henkisen maanpuolustuksen suunnittelukunta, 1971), mimeograph p. 27-28. Un deuxième rapport paru en 1975 reconnaît l'utilité de la « résistance sans armes » en complément de la résistance armée. Voir « Aaseeton Vastarinta ja sen toteuttamisedellytykset Suomessa » (Helsinki: Henkisen maanpuolustuksen suunnittelukunta, 1975), mimeograph p. 29. Je remercie Steven Huxley pour ses recherches et sa traduction des documents finlandais mentionnés.

La citation du général Nikola Ljubicic est tirée de son livre *Total National Defense – Strategy of Peace* (Belgrade: Pensée et pratique socialiste, 1977), p. 151.

La citation sur la poursuite de la résistance après l'arrêt de la défense militaire en cas d'occupation de certaines régions de la Yougoslavie provient du lieutenant-colonel Milojica Pantelic, « Défense territoriale », dans Vukotic et al., *The Yugoslav Concept of General People's Defense* (Belgrade: Medunarodna Politika, 1970), p. 280, cité par Adam Roberts dans *Nations in Arms*, deuxième édition (New York: St. Martin's Press, 1986), p. 210.

La description des formes de résistance non militaires en Yougoslavie est extraite d'un article paru dans *Svenarodna Odbrana* (Zagreb) (août-septembre 1972), intitulé « Formes de résistance dans une défense à l'échelle nationale », cité par Roberts dans *Nations in Arms*, p. 210-211.

Voir Roberts, *Nations in Arms*, p. 179, pour la citation sur le rôle des organisations politiques, sociales et économiques dans la planification et la mise en œuvre de la défense yougoslave.

Pour l'enquête sur l'« Irangate » et les révélations sur un « gouvernement secret », consulter le *Report of the congressional committees investigating the Iran – Contra affair*, édition abrégée (New York : Random House, 1988).

Pour les idées de Staline à propos de l'impact des menaces militaires sur les dictatures internes, voir Isaac Deutscher, *Stalin: A Political Biography* (Londres : Oxford University Press, 1959), p. 226, 258, 263 et 285.

Au sujet de la capacité potentielle de la DAC à apporter plus d'autonomie aux membres européens de l'OTAN et à réduire le rôle militaire des Etats-Unis, voir Sharp, *Making Europe Unconquerable*.

Quelques ouvrages complémentaires sur la défense par actions civiles

Brigadier General Edward B. Atkeson, «The Relevance of Civilian-Based Defense to U.S. Security Interests», dans *Military Review*, Fort Leavenworth, Kansas, vol. 56, n° 5 (mai 1976), p. 45-55.

Adam Roberts, «Civil Resistance to Military Coups», *Journal of Peace Research* (Oslo), vol. XII, n° 1 (1975), p. 19-36.

Adam Roberts, *Civilian Resistance as a National Defense: Nonviolent Action Against Aggression* (Harrisburg, Pa.: Stackpole Books, 1968); réimpression de *The Strategy of Civilian Defence* (Londres: Faber & Faber, 1967). Edition en livre de poche avec une nouvelle introduction, *Civilian Resistance as a National Defense: Nonviolent Action Against Aggression* (Harmondsworth, Angleterre, et Baltimore, Md.: Penguin Books, 1969). Tous ces ouvrages sont épuisés.

Gene Sharp, *Making the Abolition of War a Realistic Goal*, pamphlet, Ira D. et Miriam G. Wallach Award essay (New York: World Policy Institute, 1980).

Gene Sharp, *Making Europe Unconquerable* (Londres: Taylor & Francis, 1985, et Cambridge, Mass.: Ballinger Publishers, 1985; second American edition, préface de George Kennan, Cambridge, Mass.: Ballinger Publishers, 1986).

Gene Sharp, *National Security Through Civilian-based Defense*, brochure (Omaha: Civilian-based Defense Association, ex-Association for Transarmament Studies, 1985).

Gene Sharp, «The Political Equivalent of War – Civilian-based Defense», dans Gene Sharp, *Social Power and Political Freedom* (Introduction par le sénateur Mark O. Hatfield, Boston, Mass.: Porter Sargent, 1980).

Pour une sélection bibliographique multilingue des ouvrages sur la DAC jusqu'en 1985, voir Sharp, *Making Europe Unconquerable*, p. 165-171, dans la deuxième édition américaine.

A lire également

Gene Sharp, *Gandhi as a Political Strategist, with Essays on Ethics and Politics*, introduction de Coretta Scott King (Cambridge, Mass.: Porter Sargent 1979).

Gene Sharp, *The politics of Nonviolent Action*, Introduction de Thomas C. Schelling, en trois volumes (Cambridge, Mass.: Porter Sargent 1973). Les trois volumes en livre de poche chez le même éditeur : *Power and Struggle, The Methods of Nonviolent Action* et *The Dynamics of Nonviolent Action*.

Pour des renseignements sur d'autres ouvrages (dont diverses traductions étrangères) concernant la lutte non violente et la DAC, et pour plus d'informations sur la fondation Albert Einstein, dont Gene Sharp est président d'honneur, veuillez écrire à : Publications, The Albert Einstein Institution, 1430 Massachusetts Avenue, Cambridge, Massachusetts 02138.

L'édition originale de l'ouvrage de Gene Sharp comporte un index auquel peuvent se reporter les lecteurs qui voudraient approfondir la question.

Postface

Publier le livre de Gene Sharp, c'est permettre la diffusion auprès d'un plus grand nombre de lecteurs francophones des travaux de recherche connus seulement de la communauté scientifique travaillant sur les questions de défense.

Ce livre, déjà traduit en neuf langues, méritait d'être mieux connu en France. Il constitue actuellement dans de nombreux pays, en particulier dans ceux qui sortent tout juste d'une longue oppression ou d'une guerre civile, le document de référence pour une mobilisation de la société civile dans la défense des libertés et de la démocratie. Ainsi, comme le présente Gene Sharp lui-même dans la préface à cette édition française, dès 1991, les gouvernements des Etats baltes ont programmé certaines formes d'actions civiles pour contrer toute intervention venant de l'extérieur. Nous savons que Gene Sharp est allé lui-même à plusieurs reprises dans ces pays pour aider leurs dirigeants dans leur réflexion stratégique de défense.

Ce livre, par ses nombreux exemples, par sa réflexion théorique sur les sources de pouvoir et les moyens de s'y soustraire en cas d'abus, constitue la base sur laquelle chaque nation, chaque sous-ensemble organisé de la communauté internationale, peut maintenant aborder sa propre réflexion. « A partir de cette approche globale, les citoyens de la plupart des pays seront à même d'évaluer les possibilités de mise en œuvre d'une défense par actions civiles dans leurs sociétés respectives, chacune ayant ses traditions, ses menaces envers sa sécurité et ses options militaires spécifiques. »

Ceci vaut bien sûr pour la France où les parlementaires et à travers eux les citoyens doivent prochainement réfléchir aux orientations de leur défense dans les prochaines années. Mais ceci vaut aussi pour l'Europe en quête d'une stratégie collective face aux instabilités de ses voisins.

Au stade actuel, la majorité de nos concitoyens n'est pas prête à s'engager dans cette forme d'action. Il est nécessaire au préalable de mettre en place des réponses adaptées à chaque menace, de montrer comment nous pouvons nous y préparer nous-mêmes individuellement et collectivement. C'est pourquoi des travaux de recherche, des expérimentations, des confrontations sur ce thème apparaissent indispensables.

En 1986 a été publié par la Fondation des études de la Défense nationale un livre sur le même thème intitulé *La dissuasion civile*. Ce livre évoquait plus particulièrement le cas d'une agression armée par l'ex-URSS. C'est ce type de recherche qu'il faut encourager, susciter et ceci dans tous les domaines, technique, juridique, sociologique, psychologique, politique, économique... Depuis la publication de ce livre, qui avait suscité de nombreux débats et réactions¹ les menaces ont changé, de violents conflits se sont ouverts aux marches de l'Europe (Yougoslavie, Arménie), les tensions entre les Etats issus de l'éclatement de l'empire soviétique montrent qu'on est loin de l'espérance suscitée en 1989 par la chute du mur de Berlin et en 1991 par l'écroulement du régime soviétique. Il faut donc analyser toutes les tentatives de lutte par actions civiles de ces dernières années, dégager les facteurs de succès et les facteurs d'échec, étudier les conflits en cours, correspondre avec ceux qui tentent d'organiser leurs luttes par des moyens civils contre la violence des autres, interroger les forces d'interposition des Nations unies, confronter ces travaux avec les réflexions relatives à l'intervention humanitaire.

On voit qu'une telle recherche ne peut concerner que les seuls chercheurs en stratégie ou en sciences politiques. Elle doit impliquer tôt ou tard toutes les structures de la société (services de l'Etat, corps constitués, syndicats, entreprises, collectivités territoriales,...) et tous les types de métiers qui pourraient ainsi être mobilisés pour la défense. Par son ampleur et l'implication future de tous les citoyens dans le système de défense qu'elle envisage, cette recherche ne peut être conduite que par l'Etat qui devrait donc en être le maître d'œuvre et dégager pour cela des moyens financiers.

L'initiative que prendrait l'Etat en engageant ainsi des travaux de recherche présenterait les avantages suivants :

- une initiative de recherche laisse toujours libre celui qui la demande vis-à-vis des résultats, tout en lui permettant d'explorer de nouvelles alternatives. N'est-ce pas de cette manière que les états-majors et les ingénieurs de l'armement mènent parallèlement plusieurs projets pour être prêts à affronter toutes les situations ?
- la recherche a une vertu pédagogique. Elle peut permettre d'abord à ceux qui se sentent plus particulièrement concernés par les questions de défense (élus, états majors, militaires, chercheurs en sciences politiques...) de confronter des connaissances et des expériences de terrain et de s'entendre sur certains concepts. Dans un deuxième temps la recherche est un moyen de diffusion auprès du plus grand nombre, et en particulier auprès des médias

1. voir ANV n°59, avril 1986.

en vue d'entraîner un débat dans l'opinion publique et d'ouvrir les citoyens à ces nouvelles formes de mobilisation auxquelles ils seront éventuellement appelés à participer.

- la recherche sur les luttes par action de masse que sont les actions civiles présentées dans cet ouvrage, permettrait aussi de prévenir certains excès. L'opinion publique tout entière ou une catégorie de population peuvent être entraînées par des slogans simplistes dans des luttes civiles bloquant le fonctionnement de la démocratie. De la contestation d'un pouvoir non fondé à l'anarchie totale il y a des nuances qu'il faut pouvoir distinguer et les actions civiles pour la résolution des conflits doivent, comme toute liberté, être régulées par le législateur. La recherche peut permettre de préparer un débat national sur ce point.

Une association² s'est créée dans le but de promouvoir l'idée d'un vaste programme de recherche sur ce thème. J'invite ceux qui, par leurs compétences et leurs centres d'intérêt, souhaitent participer à cette réflexion, à se faire connaître.

Bernard Reverdy, ingénieur consultant
et professeur associé à l'université
Pierre Mendès France de Grenoble
Grenoble, le 23 mars 1994

2. « Action civile et défense », association pour la promotion de l'action civile dans la défense et la résolution des conflits internationaux, La Tour, chemin de La Pérouse, 73800 Arbin, tél et fax: 79 65 22 82.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Avant-propos</i>	5
<i>Preface de l'édition anglaise.....</i>	7
<i>Preface de l'édition française</i>	9
CHAPITRE 1	
Une défense sans guerre ?	13
<i>Nécessité d'un système de défense</i>	13
<i>La défense par actions civiles</i>	16
<i>Prototypes historiques</i>	18
<i>Luttes improvisées contre des coups d'Etat</i>	21
<i>Luttes improvisées contre des invasions</i>	26
<i>Base méthodologique de développement.....</i>	31
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	32
CHAPITRE 2	
Capter les sources du pouvoir	35
<i>Des capacités inattendues</i>	35
<i>Les gouvernants sont dépendants</i>	37
<i>Identifier les sources du pouvoir</i>	38
<i>Le gouvernant dépend du gouverné.....</i>	40
<i>La répression ne suffit pas</i>	42
<i>La résistance collective est possible</i>	45
<i>Conditions de mise en œuvre.....</i>	46
<i>Les fondements structurels du contrôle populaire.....</i>	47
<i>Les fondements structurels de la liberté</i>	48
<i>Les racines sociales de la défense</i>	49
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	51

CHAPITRE 3

Manier le pouvoir.....	53
<i>Un arsenal non violent</i>	53
<i>Les méthodes de l'action non violente</i>	57
<i>Manier le pouvoir</i>	66
<i>L'importance de la stratégie</i>	69
<i>L'importance des lieux du pouvoir</i>	70
<i>Les problèmes de l'adversaire</i>	72
<i>La répression.....</i>	73
<i>La discipline non violente de combat.....</i>	75
<i>Le jiu-jitsu politique</i>	77
<i>Quatre mécanismes du changement.....</i>	80
<i>Les facteurs qui influencent la coercition et la désintégration.....</i>	85
<i>Supprimer les sources du pouvoir</i>	86
<i>Echec ou réussite ?</i>	92
<i>Changements à l'intérieur du groupe en lutte.....</i>	97
<i>Même contre les dictatures</i>	97
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	99

CHAPITRE 4

La défense par actions civiles.....	105
<i>Développer une nouvelle politique de défense</i>	105
<i>Agression à visées territoriales ou génocide</i>	106
<i>Les calculs des agresseurs concernant leurs objectifs et leurs chances de réussite</i>	108
<i>Dissuasion par la DAC.....</i>	109
<i>La capacité de combat de la DAC.....</i>	109
<i>Maintien de la légitimité et de l'autonomie du gouvernement</i>	113
<i>Choisir des stratégies de défense</i>	116
<i>Résister à la violence de l'agresseur</i>	119
<i>Deux stratégies pour la phase initiale.....</i>	120
<i>Stratégies pour le déroulement de la lutte de défense</i>	127
<i>Réussite et échec</i>	137
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	142

CHAPITRE 5

Vers le transarmement	145
<i>Lutte non violente improvisée et défense par actions civiles</i>	145
<i>Les motivations pour recourir à la DAC</i>	146
<i>Faut-il procéder à des changements fondamentaux pour adopter la DAC ?.....</i>	147
<i>Privilégier une démarche non partisane</i>	152
<i>Le processus du transarmement</i>	154
<i>Méthodologie d'évaluation et de mise en œuvre du transarmement</i>	158
<i>La DAC et les superpuissances.....</i>	171
<i>Avantages potentiels d'une politique de défense par actions civiles</i>	174
<i>Approfondissement de cette option</i>	177
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	181
<i>Quelques ouvrages complémentaires</i>	185
<i>Postface.....</i>	187